

**Say, Jean Baptiste, 1767-1832**

**Cours complet d'économie politique pratique / par  
Jean-Baptiste Say**

A Paris : Chez Rapilly, 1829

T. 4: VIII, 490 p.

Signatura: FEV-SV-P-00111

La obra reproducida forma parte de la colección de la Biblioteca del Banco de España y ha sido escaneada dentro de su proyecto de digitalización

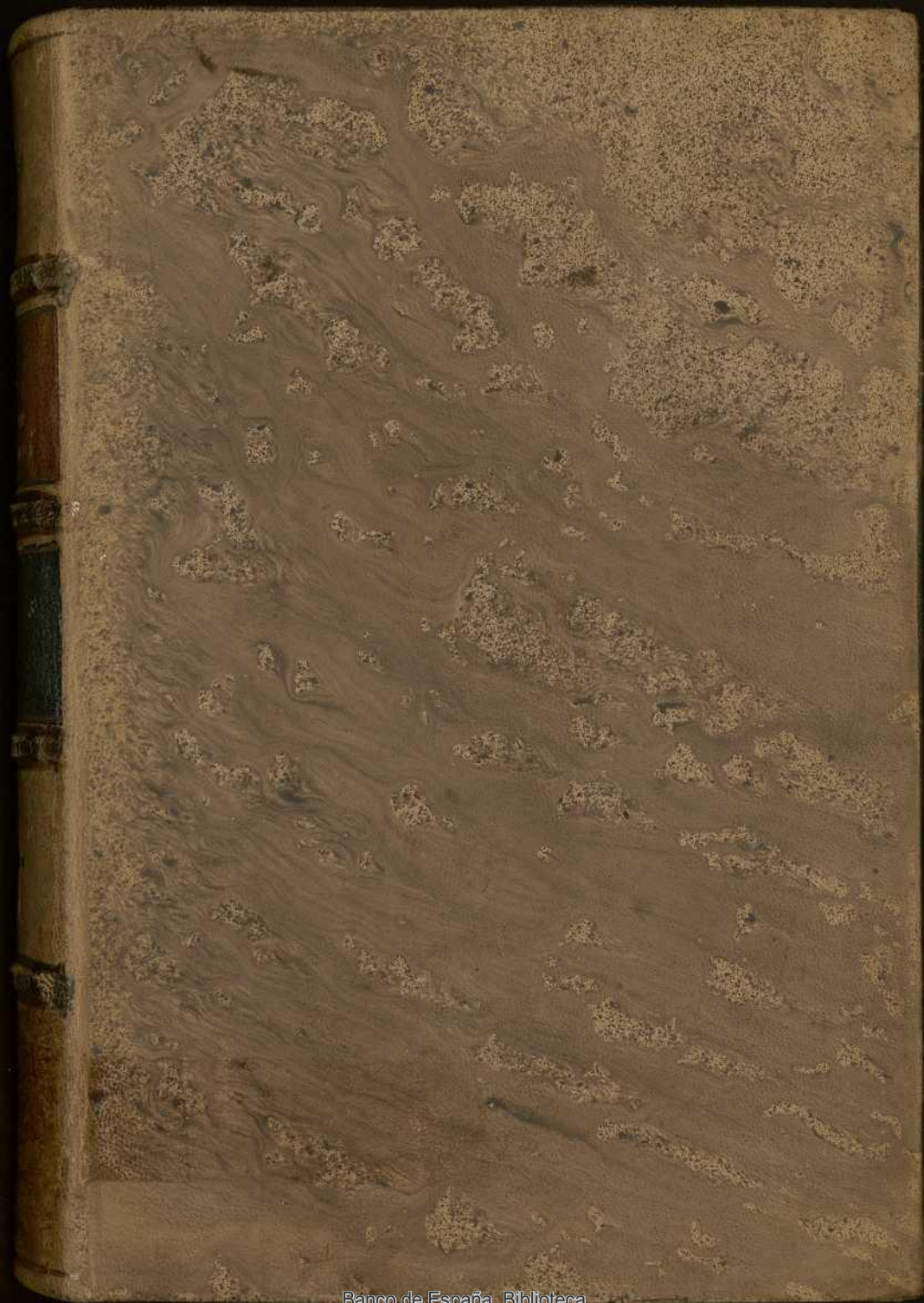
<http://www.bde.es/bde/es/secciones/servicios/Profesionales/Biblioteca/Biblioteca.html>

Aviso legal

*Se permite la utilización total o parcial de esta copia digital para fines sin ánimo de lucro siempre y cuando se cite la fuente*









*Exlibris*  
*Jesús Rodríguez Salmones*





*El Obispo*  
*Don Francisco de Salazar*

CDD : 6000000073687

FEV-SV-P-00111

COURS COMPLET  
D'ECONOMIE POLITIQUE  
PRATIQUE





COURS COMPLET  
D'ÉCONOMIE POLITIQUE  
PRATIQUE;

IV.

SE TROUVE AUSSI :

A PARIS,

CHEZ PONTHEIU ET C<sup>ie</sup>, LIBRAIRES,

PALAIS-ROYAL ;

A LEIPSIG,

CHEZ PONTHEIU, MICHELSEN ET C<sup>ie</sup>.

**OUVRAGES DU MÊME AUTEUR**

*Qui se trouvent chez les mêmes libraires.*

---

TRAITÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE, ou Simple Exposition de la manière  
dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses ;  
5<sup>e</sup> édition. 3 vol. in-8°. Prix : 18 fr.

CATÉCHISME D'ÉCONOMIE POLITIQUE, 3<sup>e</sup> édition. 1 vol. in-12.  
Prix : 2 fr. 50 c.

LETTRES A MALTHUS sur différens sujets d'économie politique.  
1 vol. in-8° de 190 pages. Prix : 3 fr. 50 c.

PETIT VOLUME, contenant quelques aperçus des hommes et de la  
société; 2<sup>e</sup> édit. 1 vol. in-18. Prix : 1 fr. 80 c.

---

PARIS. — IMPRIMERIE DE CASIMIR,  
rue de la Vieille-Monnaie, n<sup>o</sup> 12.



**COURS COMPLET**  
**D'ÉCONOMIE POLITIQUE**  
**PRATIQUE;**

OUVRAGE DESTINÉ A METTRE SOUS LES YEUX DES HOMMES D'ÉTAT,  
DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET DES CAPITALISTES, DES SAVANS,  
DES AGRICULTEURS, DES MANUFACTURIERS, DES NÉGOCIANS, ET  
EN GÉNÉRAL DE TOUS LES CITOYENS,

**L'ÉCONOMIE DES SOCIÉTÉS;**

PAR

**JEAN-BAPTISTE SAY,**

AUTEUR DU TRAITÉ ET DU CATÉCHISME D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

MEMBRE DE LA PLUPART DES ACADEMIES DE L'EUROPE.

Après tout, la solidité de l'esprit consiste à vouloir  
s'instruire exactement de la manière dont se font  
les choses qui sont le fondement de la vie humaine.  
Toutes les plus grandes affaires roulent là-dessus.

FÉNELON.

**TOME QUATRIÈME.**

**A PARIS,**  
**CHEZ RAPILLY, LIBRAIRE,**  
PASSAGE DES PANORAMAS, N° 43.

**1829.**

COURS COMPLET  
D'ÉCONOMIE POLITIQUE  
PRATIQUE

AVIS.

Les volumes qui suivent paraîtront successivement à mesure qu'ils seront imprimés. Le cinquième est sous presse.

Les personnes qui n'ont pas encore les trois premiers volumes, en trouveront des exemplaires chez les mêmes libraires.

A PARIS,

CHATELAIN, LIBRAIRE,  
PASSAGE DES BARRIÈRES, n° 43.

1833.

# TABLE DES CHAPITRES

## DU TOME QUATRIÈME.

### SUITE DE LA QUATRIÈME PARTIE.

#### INFLUENCE DES INSTITUTIONS SUR L'ÉCONOMIE DES SOCIÉTÉS.

CHAP. XXIV. Des Sociétés par actions. . . . .	1
CHAP. XXV. Des Compagnies privilégiées. . . . .	12
CHAP. XXVI. Digression sur l'origine, les progrès et la fin probable de la Compagnie anglaise des Indes. . . . .	21

### CINQUIÈME PARTIE.

#### EXPOSITION DE LA MANIÈRE DONT LES REVENUS SONT

#### DISTRIBUÉS DANS LA SOCIÉTÉ.

CHAP. I <sup>er</sup> . Vue générale des sources de nos revenus. . . . .	55
CHAP. II. Mécanisme de la distribution de nos revenus. . . . .	62
CHAP. III. Du revenu annuel; du revenu national. . . . .	74



	Pages
CHAP. IV. De ce qui fait l'importance de nos revenus. . . . .	79
CHAP. V. Des causes qui influent favorable- ment ou défavorablement sur les profits des producteurs quels qu'ils soient. . . . .	93
CHAP. VI. Des revenus cédés. . . . .	109
CHAP. VII. Des profits de l'industrie en général. . . . .	113
CHAP. VIII. Des profits que font les entrepre- neurs d'industrie en particulier. . . . .	126
CHAP. IX. Évaluation des facultés industrielles. . . . .	140
CHAP. X. Des profits de la classe ouvrière, en particulier. . . . .	146
CHAP. XI. Des profits de la classe savante, en particulier. . . . .	162
CHAP. XII. Du revenu des classes de la société dont les services ne sont pas livrés à une libre concurrence. . . . .	182
CHAP. XIII. Des profits que rendent les capitaux à ceux qui les font valoir. . . . .	190
CHAP. XIV. De l'intérêt des capitaux prêtés, ou de ce qu'on appelle mal à propos, <i>intérêt de l'argent</i> . . . . .	209
CHAP. XV. Des diverses formes du prêt, et de l'association en commandite. . . . .	215
CHAP. XVI. Des causes qui influent sur le taux de l'intérêt. . . . .	221
CHAP. XVII. Des lois qui ont pour objet de fixer le taux de l'intérêt. . . . .	242

## TABLE DES CHAPITRES.

vii

Pages

CHAP. XVIII.	Des profits que rendent les terres à ceux qui les font valoir. . . . .	250
CHAP. XIX.	Profits des améliorations ajoutées à un fonds de terre. . . . .	267
CHAP. XX.	D'une opinion relative au profit du fonds de terre. . . . .	281
CHAP. XXI.	Des terres louées et des fermages. . . . .	291

## SIXIÈME PARTIE.

## DU NOMBRE ET DE LA CONDITION DES HOMMES.

CHAP. I <sup>er</sup> .	Du principe de la population. . . . .	305
CHAP. II.	Des moyens d'existence des hommes. . . . .	320
CHAP. III.	Objections élevées contre le principe de la population. . . . .	336
CHAP. IV.	Influence de la production alimentaire sur la population. . . . .	346
CHAP. V.	Influence de la civilisation sur la population. . . . .	358
CHAP. VI.	Conséquences nécessaires du principe de la population. . . . .	366
CHAP. VII.	Que la vie moyenne de l'homme s'est prolongée. . . . .	379
CHAP. VIII.	Des progrès désirables de la population. . . . .	394
CHAP. IX.	De la distribution des habitans en chaque pays. . . . .	405
CHAP. X.	De la formation et de l'agrandissement des villes. . . . .	414

	Pages
CHAP. XI. De l'inégalité des récoltes par rap- port à la population. . . . .	426
CHAP. XII. Que les disettes seront plus rares à l'avenir. . . . .	445
CHAP. XIII. De la colonisation. . . . .	453
TAB. ALPHABÉTIQUE DES PRINCIPALES MATIÈRES CONTE- NUES DANS LE TOME IV. . . . .	463

## FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. I. De principe de la population. . . . .	303
CHAP. II. Opérations élevées contre le principe de la population. . . . .	336
CHAP. IV. Influence de la production alimen- taire sur la population. . . . .	346
CHAP. V. Influence de la civilisation sur la population. . . . .	358
CHAP. VI. Conséquences nécessaires du prin- cipe de la population. . . . .	366
CHAP. VII. Que la vie moyenne de l'homme s'est prolongée. . . . .	379
CHAP. VIII. Des progrès désirables de la popu- lation. . . . .	394
CHAP. IX. De la distribution des habitants en chaque pays. . . . .	405
CHAP. X. De la formation et de l'agrandisse- ment des villes. . . . .	414



COURS COMPLET  
D'ÉCONOMIE POLITIQUE  
PRATIQUE.

---

SUITE DE LA  
QUATRIÈME PARTIE.  
INFLUENCE DES INSTITUTIONS  
SUR L'ÉCONOMIE DES SOCIÉTÉS.

---

CHAPITRE XXIV.

Des Sociétés par actions.

M. DELABORDE a fait, sur l'esprit d'association, un ouvrage intéressant où il montre les grands avantages qu'une nation peut retirer, pour des entreprises d'utilité publique, de la réunion des intérêts et des capitaux d'un grand nombre de citoyens. Il n'est presque pas une seule des parties de l'économie des nations, qui

IV<sup>e</sup> PARTIE.

ne pût de même fournir d'aussi utiles développemens ; mais il faut que ces parties se rattachent à l'ensemble , et qu'elles ne soient point en contradiction avec d'autres parties de la même science. C'est un des fruits qu'on obtiendra d'une connaissance plus répandue de l'économie politique.

Cas où  
l'autorisation  
du  
gouvernement  
est nécessaire.

Les sociétés par actions pouvant intéresser l'ordre public, le gouvernement leur impose en général l'obligation de se munir de son autorisation, et même quelquefois de payer les émolumens d'un commissaire qu'il nomme pour surveiller leurs opérations. Elles ont besoin de cette autorisation pour rendre exécutoires des mesures nécessaires à leur existence. Lorsqu'une compagnie veut établir une route, un canal, un port, si des particuliers refusent de lui vendre leur terrain, ou le mettent à un prix qui équivaut à un refus, il faut bien qu'elle puisse les exproprier moyennant une indemnité ; et cela ne peut avoir lieu sans un acte de l'autorité qui représente la société. Lorsqu'une compagnie a pour but de distribuer des eaux à une ville, il est nécessaire qu'elle soit autorisée par l'administration, à creuser les fossés et établir les conduites que réclame l'exécution de son plan. Mais cette autorisation nécessaire a souvent entraîné des



abus. L'administration s'est crue par là autorisée à se mêler de toutes les affaires des compagnies, et par ses lenteurs, par les difficultés qu'elle a suscitées, elle a nui à leur succès. La liberté dans l'emploi des moyens, la promptitude dans l'exécution, est la vie des entreprises industrielles. Elles languissent et meurent, si, aux difficultés naturelles qu'elles ont à surmonter, il s'en joint d'artificielles, et si elles ont à vaincre l'ignorance, l'incurie, et quelquefois l'intérêt contraire des agens du pouvoir. Les capitalistes répugnent à engager leurs fonds dans des entreprises où l'autorité peut intervenir à chaque instant.

C'est sans doute à ces causes qu'il faut attribuer le petit nombre de canaux que l'on voit en France. Les grands travaux de ce genre, le canal de Briare, celui du Languedoc, n'auraient jamais été terminés par les simples efforts des particuliers; le gouvernement, sous les ministères du cardinal de Richelieu et de Colbert, a protégé de son pouvoir et de l'argent du trésor, ces deux belles entreprises; il a fallu, pour qu'elles fussent terminées, que le hasard ait amené dans le gouvernement des hommes capables d'en apprécier l'importance, et assez fermes pour les conduire à leur fin. L'action des intérêts particuliers est bien au-

CHAP. XXIV.

Ce qui arrive  
quand le  
gouvernement  
se mêle de  
tout.

IV<sup>e</sup> PARTIE.

trement efficace. L'Angleterre, en moins de quatre-vingts ans, a vu s'établir une quantité de canaux de navigation dont la longueur totale excède onze cents lieues !

Législation  
anglaise  
à l'égard des  
canaux.

Observons à quel point la législation, et en général les institutions anglaises favorisent ce genre d'établissements, l'un des plus puissans ressorts de la prospérité publique.

Pour qu'une société d'actionnaires puisse faire passer un canal dans la direction et sur les niveaux qui conviennent à l'eau, et pour qu'en même temps elle puisse vaincre la résistance qu'opposeraient certains propriétaires, il faut un acte de l'autorité souveraine. C'est donc, en Angleterre, le parlement qui statue par une loi qu'un canal de telle dimension passera dans tels et tels endroits. Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer, messieurs, que, bien que la concession d'un canal pour aller de tel endroit à tel endroit, exclue la confection de tout autre canal dans le même lieu, elle ne peut pas être considérée comme un privilège exclusif ; ou du moins c'est un privilège analogue à celui que donne la propriété foncière. Le propriétaire d'un champ a aussi un droit exclusif sur les produits de ce champ ; mais ce droit n'exclut pas celui d'un autre propriétaire sur un autre terrain.

La loi rendue, les droits de la compagnie sont acquis; c'est une propriété; et nul, pas même l'administration, pas même le roi, ne peuvent l'inquiéter dans sa jouissance qui pour l'ordinaire est concédée à perpétuité. On a senti qu'il fallait que des entrepreneurs fussent animés de l'esprit de propriété pour agir vivement. Les estimations des terrains, les indemnités qu'il faudra que la compagnie débourse, sont réglées par des arbitres à la nomination desquels le gouvernement n'a aucune part. Tout se passe entre particuliers. Les contestations sont jugées par des juges de paix (fonctionnaires non salariés et choisis parmi des hommes pourvus d'une grande considération, indépendante de leur place), et, en dernier ressort, par des tribunaux parfaitement indépendans et dont les juges n'attendent point leur avancement d'un ministre. Jamais rien n'est jugé administrativement; de sorte que nulle des parties ne redoute les effets d'aucune volonté arbitraire. La loi et des juges, voilà par qui l'on est gouverné; et il n'y a pas de juge qui ne fût déshonoré, s'il était prouvé qu'il eût cédé à une suggestion particulière, qu'il eût seulement écouté une sollicitation.

Toute réclamation, même de la part des gens en place et des autorités constituées, est

Réglemens  
administratifs,  
mauvais  
moyen.



IV<sup>e</sup> PARTIE.

jugée de la même manière. Le prétexte de l'intérêt public ne suffit pas pour suspendre ou changer le cours de travaux entrepris en vertu d'une loi. Le premier de tous les intérêts publics est, dans ce pays-là, de respecter les intérêts privés; et ce qu'il y a de plus dangereux en pareille matière, est de charger l'administration de faire des réglemens d'exécution, d'interpréter, d'étendre ou de restreindre le sens de la loi. C'est donner à des employés de l'administration, le pouvoir de fonder des droits et de se rendre les arbitres de la propriété.

Comme la loi est appelée à décider de tous les droits, elle a besoin d'être détaillée. Celles qui règlent des concessions faites à des compagnies, prévoient tous les sujets de contestation, ou du moins tous ceux de quelque importance, et ne laissent que le moins possible de latitude à l'arbitraire. Au premier coup d'œil de telles lois semblent fort difficiles à minuter. Elles ne le sont pas. La plupart des sujets de contestation sont connus par l'expérience; une loi précédente sert de modèle en beaucoup de points. Ne voit-on pas tous les jours des actes de société régler des intérêts très-compliqués? Plus la loi est détaillée, moins les concessionnaires sont incertains sur leurs droits. Dès-lors ils procèdent avec sécurité et confiance.

Un ingénieur envoyé par le gouvernement français en Angleterre, pour y recueillir tous les documens utiles, M. Dutens, dit à ce sujet :  
« Dans toutes les concessions du parlement,  
« on voit une foule de dispositions qui pour-  
« raient nous sembler minutieuses, mais qui  
« ont cet inestimable avantage de ne rien laisser  
« à l'interprétation, ni à l'arbitraire, d'éviter  
« l'inconvénient des instructions administra-  
« tives, et de former un corps de réglemens  
« clairs et positifs qui deviennent la loi des  
« tribunaux dans les cas, très-rares, où l'on  
« est obligé d'y avoir recours (1). »

Un administrateur ami du bien (2) avoue qu'il convient « d'apporter à notre législation  
« des modifications qui exciteraient plus promp-  
« tement les intérêts privés, à prendre part  
« aux entreprises d'intérêt public. L'expérience  
« a démontré, ajoute-t-il, l'efficacité du mode  
« employé par nos voisins dans ces sortes d'affaires. »

Si les droits des entrepreneurs sont assurés,

Tout  
particulier

---

(1) Mémoires sur les travaux publics de l'Angleterre, page 349.

(2) M. Becquey, directeur général des ponts et chaussées : Rapport au Roi sur la Navigation intérieure, page 14.

IV<sup>e</sup> PARTIE.  
doit pouvoir  
réclamer  
l'exécution  
des lois.

ceux du public et des particuliers ne le sont pas moins. La loi et ses dispositions sont publiques ; tout le monde peut veiller à leur stricte exécution, et le premier individu peut sans crainte attaquer la compagnie qui oserait les enfreindre ; voilà pourquoi une observation juste adressée par un particulier à des entrepreneurs, sur les travaux qu'ils ont entrepris, est toujours écoutée, et pourquoi nul abus grave n'est à craindre (1).

Utilité  
des enquêtes  
préalables.

Le parlement, lorsqu'on lui adresse une demande pour l'ouverture d'un canal, ne consulte point l'autorité administrative ; il nomme une commission d'enquête qui s'éclaire auprès des personnes les plus recommandables et les plus indépendantes du canton où le canal doit s'ouvrir. On entend les opinions contradictoires, celles des magistrats municipaux, celles même des ministres dans le parlement ; et le parlement adopte ou refuse le plan, sans autre considération que celle de l'utilité publique ; car il est digne de remarque que les abus qui,

---

(1) Dans les pays gouvernés arbitrairement, les gens en place disent à un particulier qui réclame dans l'intérêt public : *Cela ne vous regarde pas*, comme si les particuliers n'avaient pas à souffrir des maux publics. L'arbitraire ne veut pas être jugé par la règle.



en Angleterre, se sont glissés dans la haute politique, n'ont aucune influence sur l'administration des localités. CHAP. XXIV.

Les actionnaires doivent justifier qu'ils ont rassemblé les fonds promis dans l'acte ou qu'ils sont en état de les fournir, et l'acte donne le droit à l'association de forcer chacun de ses membres à fournir son contingent. S'il y a quelque discussion pour le règlement des indemnités, les travaux d'un canal ne sont point suspendus par cet incident; la compagnie est seulement tenue de déposer à la banque d'Angleterre, la valeur de l'objet en litige. En Angleterre on connaît le prix du temps, et la valeur des intérêts de fonds que l'on perd en faisant traîner les constructions.

Garanties des  
actionnaires  
entre eux.

Les sociétés par actions conviennent aux entreprises qui exigent de gros capitaux, et qui doivent durer plus long-temps que la vie d'un homme. Un homme seul, ni même un petit nombre d'hommes, ne pourraient, sans manquer de jugement, engager leurs capitaux et ceux de leurs héritiers, dans des entreprises dont la liquidation est difficile ou impossible. La facilité de pouvoir placer dans une seule entreprise une somme bornée, de n'y exposer que la portion de capital qu'on y a consacrée,

Circonstances  
favorables à la  
formation des  
compagnies.

IV<sup>e</sup> PARTIE. et de pouvoir en recouvrer le montant par la vente de ses actions, rend ces sortes d'entreprises accessibles à toutes les fortunes.

Mais en même temps on ne peut espérer des succès dans une société par actions, qu'autant qu'elle a pour objet une affaire dont l'administration peut être simple et facilement contrôlée; car les grandes machines sont sujettes à plus d'abus que les petites. Chaque perte à laquelle s'expose un petit entrepreneur, est puisée dans sa bourse et payée de ses propres mains. Dans une société par actions, ceux qui dirigent les affaires n'y sont intéressés que pour une faible quote-part; leur attention se porte en même temps sur d'autres objets plus importants pour eux; et en général tous les agens de l'association, en les supposant même capables et d'une probité parfaite, mettent rarement dans leur gestion, cette activité soutenue et âpre qui en assure le succès.

Du reste la plupart des observations que je vous ai présentées à l'occasion des industries privées, sont applicables aux associations; et quant à la législation qui leur convient, elle mérite de fixer l'attention de tous ceux qui s'occupent du droit commercial.

Pour ce qui est de la marche qu'il convient à l'administration publique de suivre à leur



égard, si je me permettais de lui donner un conseil, il serait calqué sur un éloge que la flatterie adressait à un ministre tout-puissant. Voltaire disait au cardinal de Fleury : *Monseigneur, vous travaillez à vous rendre inutile*; on pourrait dire à l'administration publique : *Travaillez à vous rendre inutile*. J'oserais même ajouter : *et, s'il est possible, à vous faire oublier*.

IV<sup>e</sup> PARTIE.

## CHAPITRE XXV.

## Des Compagnies privilégiées.

Motifs  
pour établir  
des compagnies  
privilégiées.

COMME les relations commerciales que l'on entretient, soit avec des pays lointains où l'on domine par la force des armes, soit avec des pays où l'on n'est que toléré, exigent des armemens importans, quelquefois des forces militaires, et toujours des avances de fonds longues et considérables, on a cru long-temps que ce commerce lointain ne pouvait être soutenu que par des compagnies composées de nombreux actionnaires, régies par des administrateurs revêtus d'une grande autorité; et, comme une compagnie qui aurait consolidé, à ses périls et risques, une colonie ou un comptoir, aurait pu s'en voir ravir les fruits par de nouveaux entrepreneurs qui n'auraient pas fait les mêmes avances, on a pensé qu'elle devait avoir un privilège exclusif. Telle fut la manière dont les Hollandais, les Anglais, trafiquèrent en Asie, sur la côte d'Afrique, et dans la mer du Sud. La France a eu de même ses compagnies des Indes.

On ne peut nier que le commerce exclusif d'une certaine partie du monde, attribué à une société de négocians, ne soit un bon moyen d'ouvrir une route nouvelle au commerce. On peut comparer ce privilège à celui qu'on accorde à l'inventeur d'un procédé, d'un produit nouveau, sous le nom de brevet d'invention; mais, en même temps, il est impossible de convenir que, si ce n'est pour un temps limité, le gouvernement d'un état ait le droit de refuser à la majeure partie de ses sujets la faculté de cultiver innocemment une branche quelconque d'industrie. Un semblable privilège devient, avec le temps, onéreux aux deux pays entre lesquels se fait le commerce. Or si, comme je le crois, il est d'une mauvaise politique de faire un commerce désagréable au pays avec qui nous entretenons des relations, cette politique est encore bien moins justifiable lorsque ce pays est une colonie et qu'il a des droits à nos égards et à notre protection.

CHAP. XXV.  
Elles doivent  
avoir une  
durée limitée.

Je dois vous retracer les motifs d'utilité que mettent en avant ceux qui veulent soutenir le monopole des compagnies, parce qu'il est bon que vous sachiez les motifs encore plus puissans qui doivent le faire repousser. Faute de connaître les deux côtés de la question, on pourrait être séduit par des argumens donnés avec



IV<sup>e</sup> PARTIE. assurance; et, faute d'en prévoir les conséquences, on pourrait favoriser de bonne foi un système fâcheux. On finit toujours par abandonner un mauvais système, lorsque enfin ses inconvéniens se manifestent avec une force menaçante. On subit alors tous les maux qui naissent de la sottise qu'on a faite, et tous ceux qui accompagnent le remède auquel on est contraint d'avoir recours.

Argumens en  
faveur des  
compagnies  
privilégiées.

Les défenseurs des compagnies par actions ayant privilège exclusif, ont souvent donné, en faveur de ces compagnies, des raisons qui justifient l'association, mais non pas le monopole. Ils ont dit qu'un commerce tel que celui de l'Inde, réclame de gros fonds, de longues avances avec des retours tardifs, et des armemens considérables. Il exige qu'on ait dans l'Inde des facteurs qui rassemblent les marchandises qui doivent composer les cargaisons; qui en fassent même l'avance aux fabricans, etc. Tout cela est vrai; tout cela prouve qu'il est nécessaire que l'on forme, pour le commerce de l'Inde, des associations; qu'on les forme, si l'on veut, très-nombreuses et par actions, mais non qu'on leur accorde un privilège exclusif.

Il y a même lieu de croire que des compagnies par actions n'étaient fort nécessaires que dans l'origine de ce commerce. Maintenant qu'il

est bien établi, et que la division du travail s'y est introduite, des entreprises diverses concourent à un but commun. Armer des navires est une profession particulière. L'armateur prend des marchandises à fret pour des maisons de commerce établies soit à Calcutta, soit en Europe. D'autres négocians, dans le Bengale, font travailler les fabricans du pays, rassemblent des approvisionnemens de marchandises que des maisons de commission se chargent d'acheter pour les retours à faire en Europe. Un grand commerce se partage ainsi naturellement en différentes branches, chacune d'elles cultivée pour un compte différent, selon les connaissances, l'aptitude, le capital de leurs divers entrepreneurs. De manière que l'on peut maintenant trafiquer avec l'Inde sans avoir des navires à soi, sans entretenir des facteurs dans le pays, et y risquer, sans se joindre à des compagnies puissantes, des opérations de la plus petite comme de la plus grande importance.

Le privilège exclusif de la compagnie anglaise des Indes ayant cessé par degrés, comme nous le verrons tout à l'heure, c'est même ainsi que se conduit maintenant le commerce de l'Inde, au grand avantage des négocians et des consommateurs.

IV<sup>e</sup> PARTIE.

Une compagnie  
n'est pas  
nécessaire pour  
faire le  
commerce de  
la Chine.

Une compagnie n'est pas plus nécessaire pour faire le commerce de Chine. On trouve à Kanton toutes les marchandises propres à la consommation de l'Europe, en telle quantité que l'on veut. Il y a des maisons chinoises qui les rassemblent des différentes provinces, et les revendent aux Européens qui leur en demandent. L'empereur de la Chine, sans doute dans des vues fiscales, a même concédé à une compagnie chinoise fort riche le privilège exclusif de vendre aux Européens. Il fait en cela grand tort à ses peuples, qui gagneraient, à porter sur le marché de Kanton, des produits peut-être plus variés que ceux qu'on y trouve; il fait tort aux Européens qui jouiraient de la concurrence des marchands chinois; mais probablement cet empereur, ainsi que beaucoup d'autres princes, se moque de tout cela. En Asie, les choses vont malgré les gouvernemens, et non avec l'aide des gouvernemens.

Sans compagnie  
on ne serait  
pas privé des  
produits de  
l'Inde.

Vous voyez, messieurs, que c'est bien gratuitement qu'on a fait valoir, en faveur des compagnies exclusives et protégées, la crainte d'être privés en Europe des produits de l'Orient, ou la crainte que notre nation en particulier ne puisse pas jouir des profits de ce commerce. Les citoyens des États-Unis qui n'ont point de compagnies exclusives vont trafiquer isolément



à Kanton, et y sont mieux reçus que les Anglais, qui ont une compagnie favorisée d'un privilège, et qui envoient dans ce pays-là des ambassades somptueuses, sans autre effet que de nous amuser par le récit des impertinences que leur fait l'empereur chinois.

Les peuples même d'Europe qui n'envoient pas un seul navire à Kanton n'en sont pas moins bien approvisionnés de denrées de Chine et à meilleur marché que les autres, toutes les nations commerçantes entrant en concurrence pour leur en procurer.

Si les compagnies privilégiées ne sont point utiles aux nations, lorsqu'une branche de commerce est bien établie, on pourrait croire du moins que leur monopole est très-utile pour les intéressés, et leur procure des gains considérables. Mais cela ne va pas ainsi. La cupidité des agens, la longueur et la complication des entreprises, l'éloignement des comptables, l'incapacité et l'incurie des actionnaires, sont pour elles des causes sans cesse agissantes de ruine. On sait combien l'activité, la prévoyance, la clairvoyance de l'intérêt personnel, sont nécessaires dans les affaires de commerce : or, ces qualités sont encore plus nécessaires dans les affaires longues et délicates. Mais quelle surveillance active et clairvoyante peuvent exercer

Les compagnies  
peu utiles  
à leurs  
actionnaires.

IV<sup>e</sup> PARTIE.

des actionnaires répandus dans toutes les classes de la société, étrangers les uns aux autres, même quand ils sont réunis en assemblée, et qui ont presque tous des intérêts plus chers à soigner ?

Ces actionnaires, à la vérité, choisissent des administrateurs chargés de diriger les opérations ; mais ces administrateurs eux-mêmes habitent une capitale, sont des espèces de financiers, à qui il faut de gros traitemens, et qui sont beaucoup plus portés à soigner leurs intérêts comme administrateurs que comme actionnaires. Il y a peu d'unité dans leurs vues, et ils manquent en général de cette connaissance pratique de la chose, si importante dans le commerce. Vous ne serez donc pas surpris, messieurs, quand je vous dirai que presque toutes les grandes compagnies à privilèges exclusifs pour le commerce étranger, ont mal fait leurs affaires. L'abbé Morellet a pris la peine de faire un relevé de cinquante-cinq de ces compagnies établies en différens endroits de l'Europe, qui, à l'exception de deux ou trois, ont toutes failli par les vices de leur administration. Ce système de commerce commence à être discrédité partout, et le sera toujours davantage, par la raison que les pays lointains deviennent tous les jours mieux con-



nus, plus fréquentés, et plus accessibles aux efforts de plusieurs nations indépendantes l'une de l'autre. Toute compagnie exclusive sera par conséquent obligée de lutter de plus en plus contre la concurrence de commercans qui pourront de plus en plus lui opposer l'activité, l'intelligence, l'économie, compagnes des entreprises privées.

On voudra peut-être vous faire admirer les succès de la compagnie anglaise des Indes, d'une association de négocians qui après avoir pendant cent ans, vendu à l'Europe les produits de l'Asie, se trouve maintenant souveraine d'un pays cinq ou six fois plus étendu que l'Angleterre, où elle compte, les uns disent 40 millions, les autres 70 millions de sujets; et l'on voudra peut-être en conclure en faveur des compagnies exclusives. Cependant, messieurs, si celle-ci n'avait jamais procuré à son pays que des avantages inférieurs à ceux qu'il aurait tirés d'un commerce libre; si sa souveraineté dans l'Inde n'était profitable qu'à l'Inde même, et contre le gré de la compagnie; si elle était elle-même dans ce moment-ci au-dessous de ses affaires, et hors d'état de rembourser les fonds avancés par ses actionnaires et par ses créanciers, devrait-on admirer ses succès, même passés, et ne trouverions-nous pas jusque

Des succès de  
la compagnie  
anglaise des  
Indes.

IV<sup>e</sup> PARTIE.

dans sa brillante carrière, des motifs de nous rattacher à cette liberté d'industrie dont tout au contraire tend à nous montrer les heureux effets ? Pour preuve de ces assertions qui ne sont que l'expression des opinions aujourd'hui professées par les premiers publicistes de l'Angleterre, je mettrai sous vos yeux une esquisse de l'histoire de sa compagnie des Indes. Tout ce qui a rapport à cet établissement, se lie à notre sujet et l'éclaire ; et de plus les personnes qui aiment une solide instruction, doivent être bien aises de pouvoir réduire à leur juste valeur, ces exagérations, disons mieux, ces préjugés qui représentent sans cesse la puissance des Anglais dans l'Inde, comme la source de leur grandeur et de leur prospérité.

## CHAPITRE XXVI.

Digression sur l'origine, les progrès et la fin probable  
de la Compagnie anglaise des Indes.

ON me paraît assez généralement dans l'erreur sur le continent de l'Europe, relativement à la souveraineté des Anglais aux Indes orientales. On se demande souvent quelle est l'origine de cette souveraineté? par qui s'exerce-t-elle? est-ce la compagnie des Indes qui gouverne? est-ce l'autorité militaire? ou bien le gouvernement de la métropole? On paraît convaincu que cette domination est la principale source où la nation anglaise puise son opulence. Les gouvernemens eux-mêmes, qui seraient si intéressés à n'avoir que de saines idées sur les questions d'économie politique, partagent à cet égard les opinions du vulgaire. Ils se sont imaginé que les peuples de l'Inde gémissaient sous le joug que leur impose la Grande-Bretagne, et qu'il suffirait de s'y montrer en force pour renverser une puissance odieuse et précaire; Bonaparte voulait les délivrer en passant par l'Égypte; et vingt fois le

Erreur  
générale où  
l'on est sur ce  
sujet.



IV<sup>e</sup> PARTIE.

cabinet de Pétersbourg a médité le projet de parvenir au Bengale par les bords de la mer Caspienne.

Je m'estimerais heureux de détruire ces illusions, si elles doivent coûter de l'argent et du sang aux peuples d'Europe; *quidquid delirant reges... etc.* Il vaut d'ailleurs la peine de constater un ordre de choses sans exemple jusqu'à présent dans les annales du monde, et qui est peut-être à la veille de subir d'importantes métamorphoses.

Des premières  
compagnies  
des Indes.

Le premier privilège pour trafiquer au-delà du cap de Bonne-Espérance, fut accordé à une compagnie de négocians par la reine Élisabeth, en l'année 1600. Son capital, formé par des actions de 1,250 francs de notre monnaie, ne s'élevait qu'à 1,800,000 francs (1). Pendant la domination de Cromwell, en 1655, le privilège fut suspendu, et le commerce de l'Inde, alors empire indépendant gouverné par Aurengzeb, fut permis à tous les Anglais : mais, au bout de trois ans, le privilège fut rétabli, et se perpétua jusqu'en 1689. A cette époque

---

(1) J'exprime toutes les sommes rondes, sur le pied de 25 francs pour une livre sterling. Le sujet n'exige pas une plus grande exactitude.



(c'est-à-dire un an après la révolution qui CHAP. XXVI. chassa pour la seconde fois la famille des Stuarts du trône d'Angleterre), le gouvernement de Guillaume, pressé sans doute par des embarras de finances, écouta les propositions d'une nouvelle compagnie, qui, pour prix du privilège qu'elle demandait et qu'elle obtint, offrit de prêter au gouvernement 50 millions à 8 pour cent par an.

Ce qui caractérise cette dernière concession, c'est qu'elle fut donnée par acte du parlement, et qu'elle confirma les permissions accordées par les précédentes chartes à la compagnie, de former et de posséder des plantations, des comptoirs, et d'élever des fortifications pour les défendre au besoin. On ne se doutait guère alors que l'on jetait les fondemens d'un vaste empire. Lorsqu'on a des domaines fortifiés, il faut des troupes pour les défendre; il faut résister à des attaques, conclure des alliances, des traités de paix; aussi, dès l'année 1698, ces droits, qui ressemblent beaucoup à ceux de la souveraineté, furent-ils accordés aux agens de la compagnie; mais, par une restriction qui caractérise l'époque, il ne leur fut permis de faire la guerre et la paix qu'*avec des princes et des peuples qui ne fussent pas chrétiens.*

Origine  
de la force  
militaire de la  
compagnie.

IV<sup>e</sup> PARTIE.

Jusque-là, la compagnie était dans l'Indoustan sur le même pied que les nababs, les rajahs, les khans et autres petits princes devenus successivement indépendans des grands princes mogols, tartares, persans et musulmans, qui à diverses reprises envahirent ces belles et vastes contrées.

Depuis ce temps, le privilège de la compagnie fut renouvelé d'époque en époque, avec toutes les formalités observées en Angleterre pour la promulgation des lois. Tantôt on stipulait que le privilège durerait aussi long-temps qu'il ne serait pas révoqué, mais que la compagnie serait avertie trois ans d'avance, de la révocation; tantôt on fixait un terme d'un certain nombre d'années pour la durée de son privilège, et le terme arrivé, on continuait le privilège, en faisant payer à la compagnie cette faveur par des sacrifices qu'elle a presque toujours éludés.

Les Français  
lui suscitent  
des ennemis.

Jusqu'en 1753, les possessions territoriales et la souveraineté de la compagnie des Indes, ne s'étendaient encore que sur quelques villes, ou plutôt quelques forts, tels que Madras, destinés à protéger un petit territoire environnant. Mais vers ce temps, Dupleix, qui commandait les Français dans l'Inde, homme entreprenant, capable, mais peu scrupuleux sur

les moyens d'arriver à son but , donna le signal d'une ambition qui , si elle n'excuse pas le développement que prit celle des Anglais , lui servit du moins de prétexte. Madras , alors leur principal établissement dans l'Inde , avait capitulé devant une petite armée française : Dupleix viola la capitulation , se déclara l'allié d'un prince indien en guerre avec un autre , et enseigna aux Anglais cette politique machiavélique dont ils tirèrent un si grand parti plus tard , d'intervenir dans toutes les guerres des souverains du pays , pour les dominer les uns par les autres. Ils se déclarèrent en toute occasion , contre ceux que protégeaient les Français. Un homme habile , lord Clive , vers le milieu du siècle dernier , dirigeait les forces de la compagnie : il finit par obtenir un avantage complet , non-seulement sur les Français , mais sur les Indous protégés par eux ; et comme on ne s'arrête guère au milieu d'un succès , les Anglais furent lancés dans la carrière des conquêtes. Leur puissance , mise dans la balance de toutes les querelles qui s'élevaient , en déterminait communément l'issue en faveur du prince qu'ils protégeaient. Ils prenaient part aux dépouilles du vaincu , et le vainqueur , leur ayant obligation de sa couronne , devenait leur tributaire , jusqu'à ce qu'ils se sentis-



IV<sup>e</sup> PARTIE.

Elle prend  
un ascendant  
décidé.

sent assez forts pour le dépouiller à son tour.

Tippoo-Saïb, sultan du Mysore, le dernier prince dont la puissance pouvait les faire trembler, est tombé sous les ruines de sa capitale, Séringapatnam, lorsqu'elle fut prise d'assaut en 1799. Dans l'Inde centrale, les Anglais ont depuis ce temps réduit les bandes mercenaires de Holkar; ils ont forcé Scindia à se soumettre; ils ont dispersé des hordes de bandits qui ne connaissaient aucune autorité; ils ont établi leur puissance dans quelques parties du pays où leurs armées n'avaient pas encore pénétré; dans le Nepaul, par exemple, qui confine au Thibet; ils ont récemment humilié l'empire des Birmans; si leurs troupes ne sont pas stationnées partout, il n'est aucun lieu du moins qu'elles ne tiennent en respect; et maintenant le pouvoir de la compagnie s'étend sur tout le cours du Gange jusqu'au-delà de Delhy; sur toute la presqu'île de l'Inde, sauf quelques points de la côte du Malabar qui obéissent encore aux Portugais, ou à de petits princes musulmans; sauf encore quelques provinces occupées par les Marattes, et les lieux où existèrent Pondichéry et Chandernagor, qu'on a rendus aux Français par la paix de 1814, et qui ne servent à rien, si ce n'est à masquer le



commerce que des armateurs français font avec les possessions britanniques. CHAP. XXVI.

A la première occasion, tous ces lambeaux de territoire tomberont au pouvoir de la compagnie anglaise, qui sait fort bien qu'elle peut les prendre du moment que la politique du gouvernement anglais en Europe l'y autorisera. Elle est maîtresse de tout le reste, et l'on peut regarder sa domination comme confirmée, de l'ouest à l'est, depuis l'Indus jusqu'à la rivière Baranpooter; c'est-à-dire, depuis les contrées qui avoisinent la Perse, jusqu'à celles qui touchent à la Chine; et du sud au nord entre la mer des Indes et les montagnes du Thibet.

Ce n'est pas que le gouvernement suprême de Calcutta administre par lui-même ou par ses agens toute cette vaste étendue de pays. Au moment où ceci est écrit il n'en administre environ que les deux tiers, et cette portion est représentée par les écrivains anglais qui ont habité l'Inde, comme la portion de l'Asie la mieux gouvernée. Malgré la complaisance que les Anglais montrent en général pour tout ce qu'ils font, dans ce cas-ci on peut les en croire; car l'Asie est la terre natale du pouvoir arbitraire et sans frein. Ici l'influence salutaire d'une métropole civilisée se fait sentir. En

Quelle est la nature de son pouvoir.

IV<sup>e</sup> PARTIE.

dépôt du pouvoir presque discrétionnaire d'un gouverneur général et de son conseil qui résident à cinq mille lieues de distance, les excès qu'ils pourraient se permettre, sont perpétuellement réprimés par une masse considérable de leurs concitoyens parmi lesquels il s'en trouve toujours plusieurs éminens en lumières et en vertu. Une communication nécessairement toujours active existe entre l'Inde et la métropole; les réclamations de l'opprimé pénétreraient tôt ou tard en Europe : on en eut la preuve dans le procès scandaleux qu'eut à soutenir en 1786, devant le parlement, le gouverneur général Warren Hastings. La presse, souvent comprimée dans l'Inde anglaise, est libre en Angleterre, et sa voix est toujours redoutée des plus puissans. Enfin malgré l'orgueil et l'arrogance que l'on peut justement reprocher aux Anglais envers leurs subordonnés, et envers les nations subjuguées, on doit convenir qu'il y a chez ce peuple des habitudes constitutionnelles et un fond de respect pour l'équité (surtout depuis les derniers progrès de la civilisation en général) qui préviennent les abus trop crians d'une administration lointaine. On peut donc croire que la répression des abus, l'équitable administration de la justice, la protection des personnes et des pro-

priétés, font journellement des progrès dans les contrées administrées par les Anglais. CHAP. XXVI.

Les autres contrées qui composent environ le tiers de ce qu'on peut regarder comme leurs possessions, sont partagées en un grand nombre de petites principautés, administrées sous différens titres de nababs, de rajahs, par des petits princes qui, au moyen des traités conclus avec eux, gouvernent leurs états sous le bon plaisir des Anglais. Le gouvernement entretient auprès de la plupart d'entre eux, sous le prétexte de les protéger, un résident et quelques troupes, presque toujours européennes, ou tout au moins commandées par des officiers européens; vain hommage rendu à la légitimité des princes et aux préjugés des peuples.

Situation  
des princes  
protégés par  
les Anglais.

Ce résident correspond directement avec le gouverneur général et influe puissamment, comme on peut le croire, sur les déterminations du prince. Lorsque celui-ci commet des injustices ou des cruautés trop criantes, on l'interdit et un autre membre de la famille gouverne en son nom. Quand cette mesure répressive ne suffit pas, le résident, au nom du gouverneur général, nomme les ministres en conservant les formes de l'administration en usage dans le pays. Enfin, lorsque la province cherche à secouer le joug et veut s'aff-



IV<sup>e</sup> PARTIE.

franchir des subsides qu'elle s'est obligée de payer aux Anglais, elle cesse d'être traitée en pays allié; on la déclare conquise, et l'on y envoie des administrateurs et des juges anglais.

Le sort  
des Indous  
amélioré.

C'est évidemment le sort qui est réservé à la totalité de l'Indoustan. En attendant il est absolument interdit à ses princes d'entretenir des troupes autrement que pour la décoration de leur trône; il leur est interdit de se faire la guerre entre eux. La compagnie doit être l'arbitre de tous leurs différens. C'est en partie cette politique qui l'a successivement rendue maîtresse du territoire, et qui a beaucoup amélioré le sort des peuples victimes autrefois des guerres continuelles que se livraient leurs maîtres. Ils paient aux Anglais des tributs énormes, car on estime que les impôts s'élèvent à la moitié du produit des terres; mais au moins les Anglais protègent ce qu'ils leur laissent; tandis que leurs anciens maîtres leur prenaient probablement tout autant et laissaient piller le reste (1). Il n'y aura

---

(1) « Comme il n'est pas de pays au monde plus  
« sujet à révolution que celui des Indes, soumis à des  
« maîtres dont le gouvernement est une véritable  
« anarchie, le possesseur du fief ainsi que son fermier,  
« incertains de leur sort, ne pensent qu'à dépouiller



bientôt dans l'Indoustan d'autres militaires que ceux qui, soit Indous, soit Anglais, sont à la solde de la compagnie. La sûreté intérieure y gagnera ; car elle n'est pas complète dans les provinces qui ne sont pas encore administrées immédiatement par les Anglais.

Le siège du gouvernement suprême est à Calcutta. On y voit tous les établissemens que réunit ordinairement la capitale d'un grand empire ; beaucoup de fonctionnaires civils, militaires, judiciaires, et beaucoup de riches Européens, qui ont, pour leur propre compte, des relations de commerce avec les autres pays de l'Asie et de l'Europe. Les Européens y sont en général logés dans des édifices somptueux et y déploient un faste asiatique. Ils imitent les riches Indous et les surpassent en luxe. La population de Calcutta s'élève, dit-on, à 6 ou 700,000 habitans, pour la plupart Indous, fabricans et petits marchands qui habitent des espèces de chaumières. Elle se compose encore de valets et de porteurs de palanquins, qui

Situation  
des Anglais  
aux Indes.

---

« leurs terres et ceux qui les cultivent, sans jamais y  
« faire aucune amélioration. » (Poivre, Œuvres complètes, page 98.)

IV<sup>e</sup> PARTIE. sont très-nombreux et que leur sobriété rend peu coûteux.

La compagnie  
est un  
intermédiaire  
entre le  
gouvernement  
anglais et  
l'Indoustan.

Telle est la situation de la compagnie dans l'Inde. Mais, dans ses rapports avec la métropole, on ne peut la considérer que comme l'intermédiaire de la domination du gouvernement anglais sur cette partie du monde. A mesure qu'elle a étendu son autorité et ses impôts, le gouvernement anglais y a prétendu sa part, quoiqu'elle ait toujours payé les forces militaires que le gouvernement a mises à sa disposition. Il se regarde comme investi des droits de la souveraineté, et par conséquent de celui de lever les tributs, quoiqu'il abandonne pour un temps l'exercice de ces droits à la compagnie. Dès 1767, lorsque les conquêtes de lord Clive eurent fait d'une société de commerce une véritable puissance, il fut convenu que la compagnie paierait annuellement au gouvernement 10 millions; mais jamais ces paiemens ne furent réalisés que très-imparfaitement, sous le prétexte des dépenses que la compagnie était obligée de faire pour réduire les princes indépendans; tellement qu'en 1773, loin de pouvoir payer quelque chose sur les revenus de sa souveraineté aux Indes, elle fut obligée d'emprunter au gouvernement, ou plutôt à la nation, sous la garantie du gouverne-

ment, 35 millions. En 1785, elle demanda du CHAP. XXVI.  
 terme pour acquitter les droits de douane  
 qu'elle devait à la trésorerie anglaise, et qui se  
 montaient à des sommes considérables. En 1812,  
 le gouvernement emprunta encore pour la com-  
 pagnie 62 millions.

Tous ces embarras et d'autres causes dans Elle est dans  
la dépendance  
du ministère.  
 lesquelles il est inutile d'entrer, ont mis gra-  
 duellement la compagnie dans l'entière dépen-  
 dance du ministère britannique. Ses directeurs,  
 qui siègent à Londres, ont l'air d'administrer,  
 par leurs agens, les domaines de la compagnie,  
 parce que ces agens sont payés par elle; mais,  
 en 1784, le ministère se fit autoriser par le  
 parlement à nommer un conseil permanent qui  
 porte le nom de bureau de contrôle (*board of  
 control*), et qui se compose ordinairement du  
 ministre principal et de ses créatures. C'est  
 avec ce conseil que les directeurs sont obligés  
 de se concerter pour la nomination aux places  
 et pour toutes les opérations militaires et  
 politiques. C'est lui qui gouverne en effet.  
 Les directeurs ne jouissent de quelque in-  
 dépendance que pour les opérations commer-  
 ciales.

La nomination à toutes les places qui sont à  
 remplir, soit en Europe, soit en Asie, ou la  
 confirmation de leurs titulaires, ajoutent beau-



IV<sup>e</sup> PARTIE. coup aux moyens d'influence et de corruption de la couronne.

On estime que la compagnie entretient actuellement dans l'Inde ,

15,000 agens civils, dont 3,000 européens;

160,000 soldats et officiers, dont 20,000 européens, notamment tous les officiers ;

25,000 marins : ce qui porte le nombre de ses salariés à

---

200,000.

Avantages  
économiques  
que trouvent  
les Anglais  
dans  
l'Indoustan.

Il s'agit maintenant de savoir quels avantages économiques la compagnie des Indes ou la métropole ont retirés ou retireront de la possession de cette colonie.

Et d'abord, en prenant pour des indications les renseignemens les plus récents et les plus avérés, nous trouvons qu'en 1798, malgré quatre années de paix dans l'Inde, les revenus de l'état anglo-indien ont donné 201 millions de francs. Les dépenses, en y comprenant l'intérêt de la dette, se sont, pour cette même année, élevées à 203 millions ; ce qui indique un excédant des dépenses sur les recettes, de 2 millions de notre monnaie.

Le mal fut prodigieusement augmenté sous



le gouvernement général du marquis de Wellesley, malgré tous les subsides qu'il se fit payer et le territoire qu'il ajouta aux possessions britanniques. En 1806, époque où se termina son administration, les revenus se montaient à 385 millions, et les dépenses, en y comprenant les intérêts de la dette, à 442 millions; ce qui laisse un déficit de 57 de nos millions.

C'est une question parmi les publicistes anglais, de savoir si le déficit croissant des finances de la compagnie, vient des pertes qu'elle fait sur son gouvernement, ou de celles que lui cause son commerce. Ces dernières sont plus difficiles à connaître, parce qu'elle n'en doit point le compte au bureau de contrôle. Cependant, on pense qu'elle gagne dans son commerce de Chine, mais que ces bénéfices sont insuffisans pour couvrir les pertes qu'elle fait dans les autres branches. Une des preuves qu'on en fournit, c'est que lorsqu'elle présenta en 1808 une adresse au parlement pour l'engager à venir à son secours, les directeurs mirent sous ses yeux un état de toutes les valeurs envoyées aux Indes et à la Chine depuis 1797 jusqu'en 1807, et de toutes les valeurs reçues en retour. Ces états présentent un excédant des valeurs envoyées au-delà des valeurs reçues, de 142 millions pour les onze années;

IV<sup>e</sup> PARTIE.

ce qui donne un déficit de 11 millions par an, qu'il faut ajouter aux pertes qu'elle fait sur son administration, et qui paraîtraient devoir les porter de 57 millions à 68. Depuis ce temps, la compagnie a eu à supporter les frais de la guerre qu'elle a faite dans le Nepaul et contre l'empire des Birmans. On dit que la guerre des Birmans a seule coûté 12 millions sterling (300 millions de francs). On prétend qu'en 1825 et 1826, l'excédant des frais sur les revenus était de 2,675,465 livres sterling (près de 66 millions) (1).

Dettes de la  
compagnie.

D'après cet exposé, on sera peu surpris que la compagnie des Indes soit si prodigieusement endettée, soit aux Indes, soit en Europe, d'autant mieux que, malgré ses pertes, elle n'a jamais cessé de payer à ses actionnaires un dividende de  $10 \frac{1}{2}$  pour cent. En 1805, elle avouait une dette en Angleterre de 150 millions, et dans l'Inde de 640 : en tout, 790 mil-

---

(1) Tous ces renseignemens sont tirés d'Adam Smith, de Colquhoun, d'un ouvrage digne de la plus haute estime, de Robert Hamilton, sur la dette publique, de l'*Histoire de l'Inde anglaise*, publiée en 1817 par M. James Mill, de l'*Histoire de l'Inde anglaise pendant l'administration du marquis d'Hastings*, par M. Henry Prinsep; et des papiers publics.

lions. Mais j'observe qu'elle n'établit cette dette, qu'après en avoir déduit les répétitions qu'elle se croit en droit de former. Or, si ces répétitions ne sont pour la plupart composées que de mauvaises créances, dont il est impossible qu'elle soit jamais payée, elles ne sauraient passer pour un actif qu'on puisse employer à diminuer les dettes passives.

Que doit-on penser, par exemple, de la valeur des forts, des magasins, des autres bâtimens et de leur mobilier, qu'elle compte dans son actif? Outre que toutes ces choses ne peuvent valoir pour personne ce qu'elles ont coûté à la compagnie et ce qui forme la base de leur évaluation, elles ne sont point, pour un gouvernement, une valeur disponible, comme elles seraient pour un particulier. Lorsqu'un particulier, sur une terre de cent mille écus, fait pour cinquante mille écus d'améliorations, il peut se flatter, en raison du capital qu'il y a répandu, de vendre sa terre cent cinquante mille écus. Les améliorations sont aliénables, parce que la terre l'est. Mais un gouvernement n'est qu'un usufruitier de ses domaines. Lorsqu'ils passent au gouvernement qui lui succède, le nouveau gouvernement ne saurait tenir compte à l'ancien des établissemens publics que ce dernier a jugé à propos de faire. Ces

Évaluation  
ridicule de  
l'actif de la  
compagnie.



IV<sup>e</sup> PARTIE. établissemens sont censés formés pour l'utilité du public; ils continuent à payer au public les intérêts de leurs frais de création par les services qu'ils lui rendent. Le nouveau gouvernement est fondé à dire à l'ancien : « Ce n'est pas vous, ce sont vos administrés qui ont fourni les fonds de ces établissemens; vous leur en devez la jouissance; nous ne faisons qu'exécuter vos obligations; nous ne pouvons pas vous rembourser le principal d'un fonds dont nous devons la rente. »

D'autres créances de la compagnie des Indes ne sont pas plus réalisables que celles-là. Par exemple, la compagnie passe dans son actif, 43 millions pour une expédition qu'elle fit en Égypte lorsque Bonaparte se rendit maître de ce pays. Or, cette dépense fut faite dans l'intérêt de la compagnie, encore plus que dans celui du gouvernement anglais qui ne reconnaît pas cette dette. Le gouvernement de la Grande-Bretagne serait peut-être plus fondé à demander à celui de l'Inde le remboursement des frais que lui ont coûté la flotte de Nelson et l'expédition qui arracha l'Égypte aux Français. Tout au moins, ces prétentions se détruisent l'une par l'autre.

Telle est encore une somme de 50 millions qui est due à la compagnie par le nabab d'Arcot et le rajah de Tanjore; ces deux princes

n'auront garde de payer cette dette à la compagnie qui depuis a conquis leur territoire et ne leur a point laissé de ressources.

Or, toutes ces mauvaises créances ne s'élèvent pas à moins de 400 millions ! lesquels , ne devant pas être déduits de sa dette avouée , au lieu de la réduire à 790 millions , ainsi que le prétend la compagnie , la portent à près de 1,200 millions de notre monnaie.

Principal  
de sa dette.

On est donc fondé à regarder la compagnie anglaise des Indes comme une association tout à la fois commerçante et souveraine qui , ne gagnant rien ni dans sa souveraineté , ni dans son commerce , est réduite à emprunter chaque année de quoi distribuer à ses actionnaires , un semblant de profit.

Tels sont les résultats réels , fondés sur des faits ou des sommes avoués , de cette fameuse souveraineté des Anglais dans l'Inde. La compagnie y perd , comme nous venons de le voir , à moins qu'elle ne fasse perdre ses créanciers. Le gouvernement y perd d'abord les avances , les prêts qu'il est obligé de faire à la compagnie , ou du moins de cautionner , et en outre les frais considérables des établissemens coloniaux destinés à protéger les Anglais en Asie ; notamment ceux de l'île Sainte-Hélène , du cap de Bonne-Espérance et de l'île Maurice ,

IV<sup>e</sup> PARTIE. ci-devant Ile-de-France. Il n'est pas un de ces établissemens qui ne coûte beaucoup au-delà de ce qu'il rapporte. On lit dans un voyage de mylord Valentia, que celui du cap de Bonne-Espérance, seul, coûte chaque année aux Anglais 6 ou 7 millions de nos francs.

Quels dédommagemens, outre la vanité, l'Angleterre retire-t-elle pour toutes ces pertes? c'est-à-dire, quels profits fait-elle qui puissent passer pour une conséquence de l'établissement de sa compagnie et de sa souveraineté dans l'Inde?

Elle emprunte  
de quoi se  
partager des  
dividendes.

Sont-ce les dividendes payés aux actionnaires? En supposant qu'ils fussent payés, non sur des emprunts, mais en totalité sur des bénéfices réalisés, on s'imagine donc que les commerçans libres qui feraient le commerce si la compagnie n'existait pas, ne réaliseraient aucun bénéfice sur les marchandises de l'Orient qu'ils fourniraient à l'Angleterre et aux autres états de l'Europe? Il est plus que probable que, tout balancé, ils retireraient plus de  $10 \frac{1}{2}$  pour cent des fonds qu'ils emploieraient dans ce commerce. Ce profit ne doit donc pas être regardé comme exclusivement attaché à l'établissement actuel. Si la compagnie n'existait pas, elle n'emprunterait pas de quoi payer son dividende, et l'équivalent de ce dividende



n'en serait pas moins reçu par des négocians CHAP. XXVI.  
anglais (1).

Il faut appliquer le même calcul aux profits que les manufacturiers d'Angleterre font sur les marchandises que la compagnie porte aux Indes. En supposant la compagnie supprimée, des armateurs libres porteraient aux Indes les mêmes marchandises à peu près, et donneraient lieu aux mêmes profits manufacturiers. Ces profits ne dépendent donc pas de l'établissement de la compagnie, ni des pertes qu'elle supporte.

Elle ne favorise pas les manufacturiers d'Angleterre.

Même raisonnement au sujet des marchandises d'Orient vendues par les Anglais aux autres nations de l'Europe. Sans la compagnie, ils n'en vendraient pas moins.

Ni ses marchands.

Même raisonnement encore à l'égard des droits de douane qu'on dit que la compagnie

Ni son fisc.

---

(1) Une compagnie qui emprunte un million pour le distribuer à ses actionnaires comme des portions de bénéfice, retire un million des capitaux du pays, c'est-à-dire des sommes qui ont été accumulées et peuvent être employées à faire valoir des entreprises industrielles; et ce même million est employé par les actionnaires qui le reçoivent, comme étant une portion de leurs revenus et comme servant à leurs dépenses improductives. C'est donc une dissipation comme celle dont se rend coupable un prodigue qui mange une partie de son fonds.

IV<sup>e</sup> PARTIE.

paie au fisc sur ses importations. La seule différence que le commerce privilégié introduise là-dedans, c'est que la compagnie doit toujours une partie de ces droits qu'elle ne paiera jamais; au lieu que les particuliers paieraient tout comptant parce que la douane ne leur ferait pas de crédit.

## Des profits des exactions.

Enfin, comme un dédommagement des pertes que supportent la compagnie en corps et la nation qui la seconde, on cite les profits, légitimes ou non, que font ses employés; et en effet, s'il n'y avait pas de compagnie, s'il n'y avait pas de souveraineté anglaise dans l'Inde, il n'y aurait point d'employés. On peut dire, à la vérité, qu'indépendamment des chefs d'entreprises, le commerce libre aurait des agens; mais, je suis de bonne foi, ils gagneraient peu de chose en comparaison des agens de la compagnie. Voilà un dédommagement réel. La compagnie perd ou fait perdre à la nation anglaise une somme de soixante millions, plus ou moins, tous les ans; mais elle fait gagner à des Anglais, ses agens, dix, peut-être vingt millions. Voilà le calcul de ce que la fameuse compagnie des Indes ajoute à la richesse de l'Angleterre; sans elle, l'Angleterre n'achèterait pas tous les ans 20 millions de bénéfice au prix de 68 millions de perte.

Encore ne faut-il compter, de ces 20 millions de profits pour le pays anglais, que cette portion qui est extraite de l'Inde sans y exiger des retours, c'est-à-dire, les fortunes rapportées en Angleterre pour y être placées à intérêts; car, pour ce qui est des traitemens reçus et consommés dans l'Inde, la nation anglaise n'y gagne pas une obole.

J'observerai, à ce sujet, que les fonctions qui, dans l'Inde, permettent de fortes accumulations pour en rapporter le fruit en Angleterre, sont peu nombreuses; pour un emploi très-lucratif, il y en a cent médiocres et dont les émolumens se mangent dans l'Inde même. Hastings rapporta des sommes immenses dont il acheta les attestations d'innocence que lui donnèrent la cour d'Angleterre et les majorités vénales des deux chambres du parlement; mais Hastings avait été gouverneur général pendant treize ans; et durant son règne les plus belles occasions s'étaient offertes de dépouiller les princes du pays, et de commettre des extorsions sur le peuple. D'ailleurs (et mettant de côté les considérations d'une saine morale et d'une saine politique, qui ne s'accommodent point de toutes ces turpitudes), quand les profits rapportés en Angleterre par des particuliers, égaleraient les 68 millions de pertes



IV<sup>e</sup> PARTIE. annuelles que nous avons vu que l'Angleterre doit attribuer à sa souveraineté dans l'Inde, est-ce un bon calcul que de faire payer par l'état, c'est-à-dire par le peuple d'Angleterre, les fortunes que quelques individus viennent manger tranquillement dans leurs foyers? découvre-t-on là-dedans un grand germe de puissance?

Pour trouver l'origine des richesses d'un peuple, il ne faut pas regarder au dehors; il faut la chercher dans le sein même de ce peuple. C'est l'active et judicieuse industrie des Anglais, c'est l'ordre et l'économie de leurs chefs d'entreprises, c'est la protection qu'ils trouvent toujours dans des lois égales pour tous, qui sont les mines où ils puisent leurs trésors; et ces mines-là sont à la portée de toutes les nations.

Que deviendra  
la compagnie?

Que deviendra la souveraineté des Anglais dans l'Inde? me demandera-t-on. Ce serait une témérité sans doute que de se croire en état de faire une réponse positive à une semblable question. Nul ne peut percer les mystères de l'avenir; mais on peut regarder certains événemens comme plus probables, d'autres comme moins probables, et quelques-uns comme impossibles. A chaque renouvellement du privi-

lège, le gouvernement anglais et la compagnie, par un sentiment confus de leur position et de leurs intérêts, ont graduellement tendu vers l'affranchissement du commerce, et à substituer la souveraineté de l'état à celle de la compagnie. Le dernier privilège qui date de 1813 pour durer jusqu'en 1834, porte que tout sujet de l'empire britannique peut librement trafiquer dans l'Inde, en se pourvoyant d'une permission des directeurs de la compagnie, permission que ceux-ci ne pourront pas refuser. S'ils y mettaient obstacle, le bureau de contrôle prononcerait. La compagnie ne s'est exclusivement réservé que le commerce de la Chine.

On voit qu'elle tient peu au commerce de l'Inde proprement dite, et que la souveraineté lui échappe. Elle tient plus au commerce de la Chine, qui donne des profits, parce que le thé, parce que certaines qualités de soie et les nankins, ne peuvent s'obtenir que là; ce qui force les consommateurs anglais à passer par les mains de la compagnie; mais ce ne seront bientôt plus que les consommateurs anglais qui lui achèteront les marchandises de Kanton; car d'autres navigateurs, surtout les Américains, pourront les fournir aux autres nations à meilleur compte. Les Anglais eux-mêmes se lasse-

Elle ne cherche pas à conserver le commerce de l'Indoustan.

IV<sup>e</sup> PARTIE. ront de payer des frais de production exagérés (1), et pour augmenter le produit des douanes, le gouvernement fera probablement tomber cette dernière retraite du monopole. Je ne serais pas surpris qu'à l'expiration du présent privilège, en 1834, il ne fût pas renouvelé; que l'Inde fût gouvernée par un vice-roi, et la dette de la compagnie déclarée dette nationale.

L'intérêt des gens à places la soutient seul.

Alors, la compagnie continuerait à trafiquer concurremment avec tous les Anglais, comme simple association commerciale, et probablement se liquiderait peu à peu, faute de pouvoir soutenir la concurrence du commerce libre. Si ces événemens ne sont pas arrivés plus tôt, ce n'est qu'en raison des intérêts privés qui, dans ce cas-ci, comme toujours, prolongent la durée des abus. Les fonctions des directeurs de la compagnie des Indes, et du bureau du con-

---

(1) La Revue d'Édimbourg (cahier de janvier 1824) compare le prix courant du thé que l'on se procure à New-York et à Hambourg au moyen d'un commerce libre, avec le prix du thé que l'on se procure à Londres par le moyen de la compagnie des Indes qui a le monopole du commerce de la Chine, en déduisant dans les deux cas les droits d'entrée. Il en résulte que, année commune, le peuple anglais paie pour les thés 2,200,000 livres sterling (55 millions de francs) de plus qu'il ne paierait si le commerce était libre.



trôle, créent des places chèrement payées et qui donnent un patronage étendu; c'est-à-dire beaucoup de fonctionnaires à nommer en Europe et en Asie, beaucoup de faveurs à répandre, dont on réserve une grande partie pour sa famille et pour soi. Les membres du bureau de contrôle sont de même chèrement payés. Moyennant cela, les hommes influens prennent facilement leur parti de voir les rives du Gange opprimées, la dette de la compagnie journellement accrue, et le commerce national contrarié dans ses développemens.

Cependant, depuis que les hauts fonctionnaires de la compagnie et l'administration de l'état se surveillent mutuellement; depuis que des plaintes redoutables ont retenti dans la chambre des communes; depuis qu'une multitude d'écrits ont éclairé la nation anglaise sur le véritable état des choses et sur ses véritables intérêts, les abus ont sensiblement diminué. L'administration anglaise dans ces vastes et fertiles contrées paraît avoir changé de caractère. Elle est devenue protectrice des propriétés; la justice est équitablement rendue dans tous les pays administrés directement par les Anglais; et les appels aux tribunaux supérieurs ayant été rendus plus faciles, les rajahs et les princes tributaires ont été contraints de

Amélioration  
de l'adminis-  
tration des  
Anglais.

IV<sup>e</sup> PARTIE. rendre des jugemens à peu près équitables.

Les préjugés  
religieux des  
Indous  
respectés.

La police européenne, la répression des crimes et le jugement par jury s'introduisent graduellement. Les Anglais ont absolument renoncé à la prétention de corriger les préjugés des Indous et de les amener au christianisme (1). Leur politique est même de préférer qu'ils demeurent dans leurs opinions. Ils sont ou musulmans, ou disciples de Brama. L'islamisme rend les hommes résignés et dociles : la religion de Brama, en consacrant avec une inflexible rigueur la hiérarchie des castes, les forme à la subordination. Ces dispositions conviennent assez à des dominateurs machiavéliques.

---

(1) On est fondé à leur reprocher de pousser ce ménagement trop loin, dans ce qui a rapport à une coutume qui, à juste titre, inspire l'horreur dans toutes les autres contrées de la terre ; c'est-à-dire à l'usage qui commande aux veuves de se brûler sur les corps de leurs époux. Je dis que c'est l'usage et non la loi qui le commande ; mais l'usage peut être aussi impérieux que la loi. Ce n'est pas sans horreur que, dans des rapports mis sous les yeux de la chambre des communes, on a vu que dans la seule province du Bengale, le nombre des veuves qui se sont brûlées vivantes s'est élevé,

En 1815, à 378.

En 1816, à 442.

On dit quelquefois que cette colonie se rendra indépendante, comme toutes les autres ; mais on ne fait pas attention que ce n'est point une colonie proprement dite ; c'est-à-dire, que les Anglais n'ont point chassé ou détruit les indigènes. Les Indous sont encore ce qu'ils étaient sous Aurengzeb ; peut-être même plus industrieux et plus nombreux. Ils seraient donc les maîtres de leur propre pays, pour peu qu'ils en eussent envie. Qu'est-ce que quarante-cinq mille dominateurs perdus dans une population de soixante et dix millions d'habitans ? Un auteur récent, très-judicieux, et employé de la compagnie (1) convient qu'il existe entre les Anglais et les Indous, une incompatibilité

CHAP. XXVI.

Il y a incompatibilité entre eux et les Anglais.

---

En 1817, à 707.

En 1818, à 839.

En 1819, à 650.

En 1820, à 597.

Or, la province du Bengale est celle où l'autorité des Anglais est la plus directe et la mieux confirmée. Cet acte barbare est à la fois regardé comme une preuve de tendresse conjugale et comme une œuvre religieuse. Les prêtres persuadent à l'infortunée victime, qu'il dépend d'elle, par ce sacrifice temporel, de soustraire son mari aux flammes éternelles et de s'assurer le paradis à elle-même.

(1) M. John Malcolm, Mémoires sur l'Inde centrale, 2 vol. Londres, 1823.



IV<sup>e</sup> PARTIE.

radicale qui semble s'opposer invinciblement à toute union sincère. Les Indous, comme tous les peuples, détestent l'intervention des étrangers dans leurs affaires intérieures; mais, semblables à leurs troupeaux, ils ne s'imaginent guère que l'on puisse vivre sans maîtres; ils jouissent, sans savoir pourquoi, quand le sort leur en donne de bons, et souffrent dans le cas contraire, sans chercher à se ménager des garanties qui leur assurent une condition meilleure.

Les Anglais occupent tous les postes importants.

Tous les postes honorables et lucratifs sont réservés pour des Anglais, et les natifs en sont exclus. Cette politique rend les principaux personnages, ceux qui exercent la plus grande influence sur le reste de la société, ennemis du joug anglais; elle humilie la nation tout entière; mais elle ne laisse aucun moyen de résistance.

Les Anglais ne peuvent redouter un usurpateur asiatique.

Si quelque usurpateur se faisait suivre, de gré ou de force, par un certain nombre de partisans, ces partisans auraient moins de moyens de résister aux forces et aux intrigues britanniques, que les princes qui gouvernaient le pays avant les Anglais, et qui cependant ont été contraints eux-mêmes de céder à la supériorité de la tactique européenne et de la politique anglaise.

Une force européenne elle-même ne paraîtrait dans l'Indoustan qu'avec de grands désavantages. Les Indous ne se rallieraient pas à une autre domination européenne. Ce sont moins les peuples de l'Indoustan que les princes indépendans et des brigands dévastateurs de ce pays, que les Anglais ont combattus; or, maintenant, il n'existe plus de princes indépendans, et les hordes qui n'ont pour objet que le pillage, sont exterminées aussitôt qu'elles osent se montrer. Avec une marine comme celle dont les Anglais disposent, avec la possession qu'ils ont du cap de Bonne-Espérance et de l'île Maurice, des forces européennes ne pourraient être envoyées aux Indes que par terre; et que l'on calcule la lenteur, les frais et les pertes qui résulteraient d'un pareil voyage pour une armée! Sans parler des nations qu'elle trouverait à combattre sur la route, que d'hommes, de chevaux et de canons on perdrait au milieu des sables brûlans, des marécages sans routes tracées, des rivières sans ponts, pour combattre en arrivant une puissance bien établie, défendue par une armée de 160 mille hommes armés à l'européenne, et pouvant recevoir par mer tous les renforts et toutes les munitions dont elle aurait besoin!

Enfin, si les Anglais de l'Inde voulaient se

Si les Anglais.

IV<sup>e</sup> PARTIE.  
de l'Inde  
peuvent  
se rendre  
indépendans.

rendre indépendans de la mère - patrie et gouverner le pays de leur propre chef, quels seraient leurs moyens d'y parvenir? La nation anglaise de l'Inde se compose d'environ vingt mille hommes de guerre; d'à peu près autant d'employés de la compagnie ou du gouvernement (ce qui est la même chose); et de quatre à cinq mille personnes indépendantes, dispersées à de grandes distances les unes des autres et occupées à soigner leurs intérêts particuliers. La plupart de ces Européens n'aspirent qu'à revenir en Europe pour y jouir d'une fortune bien ou mal acquise, et ne voudraient point s'exposer à s'en fermer le chemin. Les insurgens n'auraient pour eux que les débris des corps de troupes et d'employés qui renonceraient à leur patrie et consentiraient à se fixer dans l'Inde. La fidélité des *cipayes*, ou troupes du pays, disciplinées et commandées par des Européens, flotterait entre les Anglais d'Europe et les Anglais d'Asie, et l'affaiblissement qui naîtrait de ces divisions causerait peut-être leur expulsion commune, à moins que des forces envoyées par la métropole, ne profitassent seules des chances de succès que leur offrirait cette désorganisation dangereuse.

Si l'on doit  
désirer que  
l'influence

Dans tous les cas, l'affranchissement de l'Inde semble impossible; mais doit-on désirer, dans



l'intérêt du genre humain, que les nations d'Europe perdent leur influence sur l'Asie? Ne doit-on pas souhaiter, au contraire, que cette influence aille en croissant? L'Europe n'est plus ce qu'elle était, au temps de Vasco de Gama et d'Albuquerque. Elle est parvenue au point où l'Asie ne doit plus désormais redouter sa domination. Avec ses despotes et ses superstitions, l'Asie n'a point de bonnes institutions à perdre, et elle en a beaucoup de bonnes à recevoir des Européens.

CHAP. XXVI.  
européenne  
cesse en Asie.

Ces derniers, en raison du génie entreprenant qui les distingue, et par suite des étonnans progrès qu'ils ont faits dans toutes les branches des connaissances humaines, sont destinés sans doute à subjuguier le monde, comme ils ont déjà subjugué les deux Amériques. Je ne dis pas qu'ils le subjugueraient par la force des armes : la prépondérance militaire est, et sera de plus en plus accidentelle et précaire ; les Européens subjugueraient le monde par l'ascendant inévitable des lumières et des institutions qui agissent sans relâche. Ils ne sont déjà plus dans la nécessité d'employer la force des armes contre les nations indigènes de l'Amérique. L'Asie exigera plus de temps, en raison de son immense population et de la force d'inertie que des mœurs tenaces et immobiles

Les Européens  
subjugueraient  
le monde.

Force  
productive  
sources des  
revenus.

opposent à toute espèce d'innovation. Mais la force des choses finit toujours par l'emporter. La religion des mages a cédé à l'islamisme ; celle de Brama a perdu la moitié des domaines où elle régnait ; l'islamisme s'usera à son tour, car tout s'use. Les communications maritimes se perfectionnent tous les jours. De notre temps, les voyages au Bengale par le cap de Bonne-Espérance, sont devenus une fois plus faciles et plus prompts qu'ils n'étaient avant 1789. Les autres routes de l'Orient deviendront indubitablement plus praticables et plus courtes. L'affranchissement de la Grèce entraînera celui de l'Égypte ; et la civilisation gagnant du terrain, aplanira les obstacles qui s'opposent aux communications ; car, plus les peuples se civilisent, et plus ils s'aperçoivent qu'il est de leur intérêt de communiquer entre eux. On peut dès-lors entrevoir ce que le monde sera un jour ; mais le temps est un élément nécessaire dans toutes les grandes révolutions.

# CINQUIÈME PARTIE.

## EXPOSITION

### DE LA MANIÈRE DONT LES REVENUS SONT DISTRIBUÉS DANS LA SOCIÉTÉ.

---

#### CHAPITRE PREMIER.

##### Vue générale des sources de nos revenus.

LES quatre premières parties de ce Cours ont été consacrées à étudier la nature des richesses, la manière dont elles sont produites, l'action de l'industrie, la nature des instrumens dont elle se sert, et l'influence qu'exercent sur la production, les circonstances où se trouve la société.

Nous avons vu que les individus dont se composent les nations, se distinguent par diverses capacités productives.

Les uns ont des facultés industrielles, c'est-à-dire des connaissances, des talens, du jugement, l'aptitude au travail de l'esprit, ou au travail du corps.

Fonds  
productifs  
sources des  
revenus.



V<sup>e</sup> PARTIE.

Les autres se présentent avec des instrumens propres à l'industrie, tels que des capitaux, des fonds de terre.

Ces facultés industrielles, ces capitaux, ces terres, sont les fonds d'où sortent tous les revenus de leurs possesseurs. C'est la manière dont les revenus produits sont distribués, ce sont les lois qui déterminent la portion de revenu que chacun obtient naturellement dans cette distribution, qui vont être maintenant l'objet de notre étude.

Les fonds oisifs  
ne donnent  
point de  
revenu.

Nous avons vu que les fonds, aussi longtemps qu'ils demeurent oisifs, ne concourent point à la production, ne donnent point de revenus. L'homme qui a le plus de forces, s'il se tient les bras croisés, ne produit rien; un champ qui reste en friche, ne produit rien, ou du moins ne produit rien qui ait une valeur; un capital qui dort au fond d'un coffre, ne produit rien. Mais du moment que l'homme veut tirer parti de sa force ou de ses talens, le propriétaire foncier de sa terre, le capitaliste de son capital, le service qu'ils en obtiennent, et que nous avons nommé un *service productif*, forme leur revenu; et ils vivent de ce revenu en l'échangeant contre les divers objets de leur consommation.

Le service du  
fonds se vend.

Cet échange s'opère comme la plupart des

échanges, en donnant d'abord le service rendu contre de l'argent, et en donnant ensuite l'argent qu'on en a tiré, contre les choses que l'on veut consommer.

Ainsi quand je loue un champ qui m'appartient, je vends à un fermier le service que ce champ peut rendre dans le courant d'une année. Je peux me servir pour mon entretien de l'argent que m'a payé mon fermier; mais ce n'en est pas moins le service du champ qui est mon premier revenu. Le fermier a tiré du blé de ce service foncier; ce blé a été changé contre de l'argent; je change cet argent contre des provisions, des habits, etc.; mais c'est toujours la même portion de revenu, la même valeur qui n'a fait que changer de forme, et dont la première origine est dans le service rendu par un fonds de terre qui m'appartient.

De même, l'homme qui prête son capital et qui en tire un intérêt, vend le service que ce capital est capable de rendre. Il échange ensuite cet argent contre des objets de consommation; mais la source de cette valeur est toujours dans le service rendu par son capital, qui est le fonds d'où ce service est sorti.

L'ouvrier qui s'est loué pour un jour, pour un an, a de même vendu le service que pou-

V<sup>e</sup> PARTIE.

vaient rendre, pendant cet espace de temps, ses bras ou les facultés [de son esprit; il a ensuite échangé l'argent de son salaire contre des alimens; mais depuis l'instant où ses services qui ont eu une valeur quelconque, puisqu'on les a payés, sont sortis de ses facultés corporelles ou intellectuelles, cette valeur a composé un revenu qui s'est montré sous différentes formes, jusqu'au moment où il a été consommé pour l'entretien de l'ouvrier.

Les services que sont capables de rendre nos fonds productifs, sont ainsi la source primitive de tous nos revenus.

Quand nous faisons valoir nous-mêmes notre fonds, nous n'en vendons pas le service, mais nous l'échangeons contre le produit qui en résulte. Quand je laboure mon champ, et qu'à la suite des diverses façons qu'il a reçues, ce champ m'a donné du blé, une portion de ce blé est une valeur obtenue en échange des services rendus par le sol; une autre portion du même blé est une valeur obtenue en échange de mon travail. Si je vends mon blé, ces mêmes services productifs qui avaient été transformés en blé, se trouvent maintenant transformés en argent; ils le seront bientôt en objets de consommation; et ce sera toujours le même revenu sous différentes formes.



Ce n'est donc pas la forme matérielle, la substance sous laquelle se montre le revenu, qui en fait un revenu; c'est l'origine de cette valeur qui la constitue telle; c'est la circonstance d'être sortie d'un fonds productif, quelle que soit la substance où elle se trouve attachée. Et cette valeur est toujours un revenu, jusqu'au moment où elle est consommée improductivement par son propriétaire, époque où elle n'est plus rien; ou bien jusqu'au moment où son propriétaire la consacre à une consommation reproductive; époque où elle change de nature, où elle devient un *capital*, et se perpétue par la reproduction.

Le moment n'est point encore venu où nous devons nous occuper spécialement de ces deux genres de consommation. Nous nous attachons seulement ici à reconnaître la marche des revenus, c'est-à-dire des valeurs nouvellement créées, depuis leur origine jusqu'au moment où elles parviennent à leur consommateur.

Une explication est ici nécessaire. Un produit est une chose unique, et beaucoup de personnes ont concouru à sa production: duquel de ces producteurs doit-il être la propriété? Appartiendra-t-il au propriétaire du fonds de terre qui a été sa première origine? au capitaliste dont les fonds ont permis qu'on s'en

CHAP. I.

C'est son  
origine qui  
caractérise le  
revenu.

Difficulté.

v<sup>e</sup> PARTIE. occupât ? aux travailleurs dont les mains l'ont façonné ?

Peu de  
produits sont  
l'œuvre  
d'un seul  
producteur.

On peut citer quelques produits qui n'ont qu'un seul producteur, et dont par conséquent la valeur n'est point partagée ; ils sont en petit nombre et n'ont aucune importance. Il y a dans les montagnes de Suisse des bergers qui, pour occuper leurs loisirs, sculptent à la pointe de leur couteau des figures en bois qu'ils vont vendre dans les villes et qui servent de jouets aux enfans. On rencontre quelquefois des gens de la campagne qui vont offrant de maisons en maisons, des pièces de gibier qu'ils prennent dans des pièges ou tuent à la chasse : voilà des produits dont la valeur tout entière se distribue à leur unique producteur. Mais la plupart, je dirais volontiers la totalité des produits de la société, sont loin d'être dans ce cas. S'il fallait partager entre tous leurs producteurs, une montre de poche, un vase de porcelaine, un livre, un habit, ils cesseraient d'exister, ou du moins leur valeur serait réduite à rien.

Il faut donc que cette valeur soit distribuée à tous ceux qui ont concouru à sa création, et qu'elle soit même distribuée aux propriétaires des fonds productifs en proportion de l'importance de leur coopération, sans que la valeur du

produit en soit altérée. Le mécanisme de cette distribution est un de ces phénomènes qui n'attirent pas notre attention, parce que nous le voyons trop souvent. Il vaut pourtant la peine d'être remarqué, et vous allez, messieurs, en avoir l'analyse.



## CHAPITRE II.

## Mécanisme de la distribution des revenus.

Les  
entrepreneurs  
d'industrie  
distribuent  
tous les  
revenus.

EN étudiant la production, nous avons vu que chaque produit, quoiqu'il soit l'œuvre d'une multitude de producteurs, est le fruit d'une conception unique : celle de l'entrepreneur qui en a conçu l'idée et qui a rassemblé les services des agens nécessaires pour l'exécuter. C'est l'entrepreneur dès-lors qui paie les services des divers agens en proportion du besoin qu'il en a, et qui de cette manière distribue à chacun le revenu auquel il peut prétendre. Si l'entrepreneur possède en propre le fonds de terre et le capital, s'il exécute lui-même les divers travaux, il faut le considérer comme se payant à lui-même les divers services qu'il a employés, sauf à être remboursé par la valeur du produit qui en est résulté.

C'est ainsi que la valeur de tous les produits de la société se répartit entre tous les producteurs qui ont concouru à leur existence.

Revenus  
provenant d'un  
habit de drap.

Si nous demandons à l'habit de drap qui nous couvre, les métamorphoses par lesquelles

il a passé pour devenir un produit à notre usage, il nous révélera les producteurs qui ont fourni, directement ou indirectement, une certaine quantité de services productifs, desquels il est finalement résulté un habit. Chacun de ces services était nécessaire à la formation de l'habit; autrement l'entrepreneur qui les a réunis, n'en aurait pas fait la dépense.

C'est ainsi qu'il a fallu réclamer le concours du fonds de terre, des pâturages où se sont nourris les moutons dont le dos a porté de la laine. Un fermier, en payant un fermage, a acheté le concours de ce fonds de terre; et ce fermage a formé le revenu ou une portion du revenu du propriétaire du sol.

Le même fermier, en donnant un salaire à ses gens, à ses bergers, à ses tondeurs de brebis, leur a payé le prix de leurs services productifs, et lui-même, en vendant ses toisons, a reçu le prix de ses propres services; car si la valeur des toisons n'avait pas suffi tout à la fois et pour le rembourser de ses avances, et pour lui procurer un bénéfice, il n'aurait pas élevé des moutons, et la laine n'aurait pas été produite. Voilà donc son revenu payé, ou du moins une portion de son revenu, si, comme il est probable, il a créé simultanément plusieurs produits à la fois, comme du froment,

V<sup>e</sup> PARTIE.

des légumes, en même temps que de la laine.

Si le capital du fermier n'était pas à lui en totalité, s'il avait quelque argent emprunté, une partie des toisons a servi à en payer les intérêts; et ces intérêts ont formé une partie des revenus du prêteur.

Analogie qui  
existe entre  
tous les genres  
de profits.

Remarquez la parfaite analogie qui existe entre les fermages, les salaires, les bénéfices du fermier, les intérêts touchés par le capitaliste. Toutes ces valeurs sont le prix d'un service productif dont un entrepreneur s'est servi pour créer un produit; service émané d'un fonds de terre, ou bien d'un fonds capital, ou bien d'un fonds de facultés industrielles. C'est cette analogie entre ces diverses portions de revenus, qui leur a fait donner à tous le nom de profits. C'est ainsi qu'il y a

des profits du fonds de terre,

des profits du capital,

des profits de l'industrie.

Synonymie qui  
existe entre  
*profits*  
et *revenus*.

*Profits* et *revenus* sont une seule et même chose. Dans l'usage ordinaire, on appelle *profits*, les portions de *revenus* qui sont sujettes à quelque incertitude, ou qui se touchent par petites portions; et l'on réserve le nom de *revenus*, aux profits fixes qu'un entrepreneur s'oblige à vous payer, pour que vous lui laissiez retirer (à ses périls et risques) les profits qui doivent



provenir de la terre ou du capital dont il vous achète la jouissance. Mais, en étudiant, nous devons donner un nom pareil à des choses qui sont d'une nature pareille, de peur que la différence des dénominations nous fasse supposer qu'il se trouve quelque différence dans leur nature.

Nous avons considéré les toisons qui ont servi à faire un habit de drap comme un produit, parce qu'elles sont le fruit d'une seule conception : celle de l'entrepreneur de culture, du fermier ; mais elles ne sont encore que la matière première d'un habit. La valeur de ce produit, distribuée par le fermier, a payé tous les services productifs, et par conséquent tous les revenus gagnés jusqu'à lui. Il en est remboursé par le fabricant de drap qui lui achète ses toisons, et qui, moyennant d'autres avances, achète les services des fileurs, des tisseurs, des foulons, des teinturiers, des apprêteurs, etc., lesquels, en lui vendant leurs services, réalisent à leur tour des profits industriels.

Une matière première est un produit.

Si le manufacturier a emprunté une partie de son capital, l'intérêt qu'il en paie, fait le revenu ou une portion du revenu d'un capitaliste, et le loyer du local de la manufacture

Nouvelles avances.

X<sup>e</sup> PARTIE.

fait un revenu de propriétaire foncier. Vous comprenez que si c'est le manufacturier lui-même qui est propriétaire du local, c'est lui entrepreneur qui en paie le loyer à lui propriétaire; et que si la valeur du drap, lorsqu'il sera terminé, ne suffirait pas pour rembourser toutes les avances de l'entrepreneur, et ses profits (qui sont le remboursement de l'avance qu'il a faite de son propre temps et de ses peines), il ne prendrait pas cette peine; il ne perdrait pas son temps; le drap qui doit en résulter ne se ferait pas; pour qu'on se livre à cette production, il faut donc que le prix du produit suffise pour rembourser toutes ces avances.

Ce n'est pas tout : bien d'autres portions de revenus sont acquittées par le prix d'un habit.

Un tailleur achète ce drap, et, par cet achat, rembourse toutes les avances précédentes. Il achète aussi la doublure, les poches, les boutons. Une portion de cette doublure est en toile de coton, et son prix sert à payer des portions de revenus au négociant qui a fait venir le coton d'au-delà des mers; à l'armateur dont on a frété le navire; aux courtiers qui ont conclu les ventes; au filateur qui l'a réduit en fil; au tisseur qui l'a mis en toile, etc.

Et si une partie de la doublure est en soie, vous voyez d'ici combien de services industriels, de services fonciers, de services de capitaux, il a fallu acheter pour avoir l'étoffe de soie; or chacun de ces services a valu à son auteur un profit qui a fait une portion de son revenu.

J'en dirai autant des boutons, autant de tous les produits quels qu'ils soient, qui sont entrés dans un habit. Ce serait un travail interminable que d'énumérer toutes les portions de revenus acquittées par la production de cet unique produit; car je vous fais grâce encore d'un fort grand nombre de producteurs. Combien n'y en a-t-il pas eu occupés par les seuls ciseaux du tailleur, ou les aiguilles de ses garçons!

Mais, ce qui est plus fort, nous-mêmes, sans nous en douter, pouvons avoir été au nombre des producteurs de l'habit que nous portons, et quand nous l'avons payé à notre tailleur, nous avons peut-être payé une portion de nos propres revenus. Ne pouvons-nous pas avoir des fonds entre les mains d'un banquier? ne pouvons-nous pas être porteurs d'actions d'une caisse d'escompte? Nos fonds peuvent donc avoir servi à escompter des effets de commerce à l'un des négocians, à l'un des manufacturiers qui ont concouru à cette production.

Nous pouvons être au nombre des producteurs de notre habit.



V<sup>e</sup> PARTIE.

Ce négociant, ce manufacturier, en escomptant un effet, en recevant par anticipation son montant, a emprunté; il a payé un intérêt dont nous avons pu toucher une partie. Notre capital, comme actionnaire d'une banque, a donc pu fournir un service productif qui a contribué, pour sa part, à la formation de notre habit.

Résumé.

Vous voyez, messieurs, en observant cette suite d'opérations, qu'un produit est le résultat de plusieurs entreprises productives qui se le transmettent l'une à l'autre dans l'état d'avancement où chacune d'elles l'a porté. L'entrepreneur-fermier transmet de la laine à l'entrepreneur-fabricant; celui-ci transmet du drap à l'entrepreneur-tailleur, qui transmet un habit au consommateur. Chacun de ces entrepreneurs, en achetant les services productifs dont il a besoin, en paie le prix aux auteurs de ces services, et ce prix forme leur revenu. L'entrepreneur qui reçoit le produit non terminé des mains de son prédécesseur, lui rembourse toutes les avances faites jusque-là. Son successeur lui rembourse à son tour à lui-même celles qu'il a faites pour élaborer le même produit; et le consommateur rembourse au dernier producteur ses avances et toutes celles de ses prédécesseurs.

Voilà comme la valeur d'un produit se distribue *tout entière* à ses divers producteurs et va former leurs revenus. Et une remarque sur laquelle j'appelle votre attention : c'est qu'il n'y a aucun revenu dans la société, qui ne soit fondé sur une production. Il faut avoir pris part directement ou indirectement à une œuvre productive, pour pouvoir réclamer avec succès une part de la valeur du produit. Le consommateur qui pour jouir du produit, rembourse toutes les avances faites par les producteurs, ne paie, en achetant un produit, que l'utilité qu'il y trouve; il ne paie pas l'utilité qu'on n'y a pas mise; et si dans le cours de la production l'un des producteurs avait avancé un profit, une portion de revenu, à quelqu'un de qui le concours n'eût rien ajouté à l'utilité, à l'agrément, au mérite du produit, nul consommateur ne voudrait rembourser cette avance : il donnerait la préférence à un autre produit semblable qui, n'étant pas grevé de cette inutile dépense, lui serait fourni à meilleur marché.

Point de  
revenu qui ne  
soit fondé sur  
une  
production.

Une veuve, un vieillard, dira-t-on, qui reçoivent une pension alimentaire, ne coopèrent à la confection d'aucun produit. J'en conviens; mais cette pension est prise sur le revenu de quelqu'un qui y coopère. Ce cas est celui

V<sup>e</sup> PARTIE.

des créanciers de l'état qui sont payés avec une portion des revenus des contribuables. Les valeurs produites peuvent être transférées dans plusieurs mains avant d'être consommées; mais, à coup sûr, la jouissance ne peut en être accordée aux uns qu'aux dépens des autres : on ne peut pas consommer deux fois ce qui n'a été produit qu'une. Prétendre qu'il peut y avoir un revenu qui ne soit pas fondé sur une production, ce serait prétendre que l'on peut consommer une valeur qui n'aurait pas été créée.

A peine ai-je besoin d'avertir que la même personne peut jouir de divers revenus. Un cultivateur qui fait valoir son propre fonds et qui ne doit rien sur ce fonds, fait une portion de ses profits comme propriétaire, une autre portion comme capitaliste, et une autre portion comme entrepreneur de culture. Tel homme reçoit de son fermier un fermage, tandis qu'il reçoit l'intérêt d'un capital placé, et tire en outre quelque revenu de l'exercice de ses talens.

La monnaie ne  
fait pas partie  
des revenus.

L'argent et la monnaie servent à la distribution des richesses produites, mais eux-mêmes n'ont été qu'une fois, à leur origine, des richesses produites, et ont fait partie seulement cette fois-là, des revenus de leurs producteurs.



Cette première fois leur valeur a été acquise par une production. Ils ont été le résultat des services productifs des capitaux et des travaux des entrepreneurs des mines et de leurs agens. Cette fois-là exceptée, leur valeur n'a jamais été une valeur créée, mais seulement transportée à une autre personne. Il a toujours fallu pour obtenir de la monnaie d'argent, qu'on donnât en échange un autre produit, un autre service productif, provenant d'un autre fonds. C'est cette dernière valeur qui forme le revenu du possesseur actuel de l'argent; ce n'est pas celle qu'on a créée en produisant l'argent. Ainsi quand un propriétaire reçoit mille écus de son fermier, et qu'il appelle cela son revenu, il peut s'exprimer ainsi pour se conformer à l'usage; mais ce ne sont point les écus qui forment son revenu, car la valeur des écus n'est point une valeur qui vienne d'être créée. Son revenu consiste dans une partie des produits de la terre, que le fermier a échangée contre des écus. La valeur créée dans cette occasion, c'est la valeur du blé, du lin, des bestiaux élevés dans la ferme. Avec cette valeur nouvellement créée, on a pu acheter des écus, valeur anciennement créée. On a pu ensuite échanger de nouveau ces écus contre des objets de consommation, et consommer ainsi son reve-

V<sup>e</sup> PARTIE.

nu, sans qu'on ait créé ni détruit la valeur des écus eux-mêmes. Ils sont entrés et sortis de cette opération pour la même valeur, et ont pu servir cent fois dans la même année à faire passer une portion de revenu de la main qui l'a créée, dans la main qui l'a consommée, sans être eux-mêmes une portion de revenu.

Quant aux variations de valeur que les écus ont pu éprouver depuis deux ou trois cents ans peut-être qu'ils ont été produits, elles ont causé des pertes ou des gains fortuits comme ont fait les larcins, les pertes du jeu, les dons gratuits; mais les productions de la société n'ayant point été altérées par cette cause, elle n'a pas influé sur ses revenus. Ce que le créancier d'une rente stipulée en argent a perdu, son débiteur l'a gagné.

Les revenus  
sont touchés  
sous différentes  
formes.

Le propriétaire foncier et le capitaliste reçoivent d'ordinaire leurs revenus en monnaie, parce que c'est en monnaie que sont stipulés en général le paiement de leurs fermages et de leurs intérêts. L'ouvrier de ville et l'ouvrier de manufacture reçoivent communément aussi leur revenu en argent. Mais le valet de ferme, les domestiques de l'un et de l'autre sexe, reçoivent ordinairement au moins une forte portion de leurs revenus, c'est-à-dire, de leurs salaires, en nourriture, en logement, et quel-

quefois en habillemens. Et à l'égard des entrepreneurs d'industrie, ils reçoivent, tous, leurs revenus en l'espèce de marchandise dont la production est l'objet de leur entreprise. Le fermier reçoit le sien en froment, en lin, en légumes, en bestiaux, en toutes sortes de produits d'une ferme; le vigneron et le propriétaire de vignobles, reçoivent le leur en vins; le chapelier en chapeaux, le fabricant d'étoffes en étoffes, et ainsi des autres. En effet, qu'est-ce qui résulte des services productifs consommés par un fabricant d'étoffes? Des étoffes. L'argent qu'il en tire, est seulement une transformation *de la valeur* qui compose son revenu. Si la valeur qu'il a produite est grande, elle sera grande encore après sa transformation; elle sera petite après cette transformation, si elle était petite auparavant; mais c'est toujours la valeur des étoffes qui, dans cet exemple, fait le revenu.

---



## CHAPITRE III.

Du revenu annuel; du revenu national.

LA somme des profits, ou des portions de revenus que nous touchons dans le courant d'un mois, d'une année, forment notre revenu d'un mois, notre revenu annuel.

Et la somme des revenus de tous les particuliers dont se compose la nation, forme le revenu national, le revenu de la nation.

Le revenu  
national égale  
la production  
brute.

Le revenu d'une nation est égal à la valeur brute et totale de tous ses produits, car cette valeur a été distribuée en totalité à l'un ou l'autre de ses producteurs.

Il semble au premier aperçu que chaque entrepreneur en particulier, ne pouvant mettre au rang de ses revenus que les profits nets qui lui restent après que ses avances sont remboursées, les revenus de tous les entrepreneurs ensemble ne peuvent se composer que de tous les profits ou revenus nets qu'ils ont retirés. Cette proposition est vraie en effet; mais ce sont précisément tous ces produits nets de la société qui équivalent à son produit brut.

## CHAP. III.

Tous les  
produits nets  
sont égaux aux  
produits bruts.

Lorsque moi, entrepreneur d'industrie, j'achète le service d'un ouvrier, je ne compte pas son salaire dans le produit net de mon entreprise; au contraire je l'en déduis; mais l'ouvrier le compte dans son produit net; et comme tous les services qui ont concouru à la confection de chaque produit, sont dans le même cas, la valeur totale de tous les produits est la même chose que la somme des profits nets de tous les producteurs.

Je me suis déjà trouvé dans le cas de vous faire cette démonstration; mais cette vérité que *le produit brut de la société est la même chose que son produit net*, a été si généralement méconnue jusqu'ici, que je suis obligé chaque fois que son application se représente, de répéter de nouveau, quoiqu'en des termes différens, les raisons qui fondent cette opinion. Répétitions qui au reste ont l'avantage de graver dans la mémoire, des principes fondamentaux sans lesquels on ne parviendrait point à se former une idée exacte et complète des phénomènes sociaux, et à se les expliquer à soi-même.

Les distributions de valeurs qui sont le fruit de la violence, de la fraude, ou de chances fortuites, ne font partie ni des produits bruts, ni des produits nets de la société; ainsi non-seule-

Gains qui ne  
sont point des  
revenus.

V<sup>e</sup> PARTIE.

ment les fruits d'un larcin, les gains du jeu ne font partie d'aucun produit, mais on en peut dire autant des jeux de bourse, des pillages de la guerre, des tributs imposés par un peuple à un autre, par un gouvernement oppresseur à ses sujets, etc. Il y a dans tous ces cas des outrages commis envers la justice, la morale, l'humanité; mais les produits n'en ont pas moins été créés et distribués ainsi que je vous l'ai dit.

Des doubles  
emplois.

Il ne suffit pas de comprendre en quoi consiste le revenu des particuliers et des nations, et quelle marche il suit dans sa distribution; il faut encore se tenir en garde contre les doubles emplois. Une portion de revenu qui est transmise par un producteur à un autre, ne suppose pas un double revenu. Un particulier tire de sa terre 12 mille francs, à la charge de payer une rente foncière de mille francs : il n'y a pas là pour 13 mille francs de revenus dans la nation. La rente foncière est une portion du revenu de 12 mille francs dont le propriétaire perçoit 11 mille et le rentier mille.

Des intérêts de  
capitaux qui  
n'existent plus.

Il en est de même des biens-fonds grevés d'hypothèques. Il y a tel propriétaire foncier qui a dix mille francs de revenus et qui paie dix mille francs d'intérêts. Cela ne fait pas vingt mille francs dans le revenu national; mais



seulement dix mille francs. — Quoi ! dira-t-on, n'y a-t-il pas là deux fonds productifs ? La terre qui rapporte dix mille francs à son propriétaire, et le capital qui rapporte dix mille francs au prêteur ? — Non, messieurs, le capital prêté n'existe plus. Il a été consommé, dissipé par le propriétaire foncier emprunteur, qui dès-lors transmet son revenu tout entier au prêteur.

Que si un propriétaire foncier, après avoir emprunté un capital dont il paie dix mille francs d'intérêts, l'emploie, en bâtimens, en bonifications sur sa terre, et que ces bonifications aient augmenté le produit de la terre de cinq mille francs, alors à la vérité, il n'a pas dissipé le capital tout entier ; mais il peut être considéré comme en ayant dissipé la moitié en bonifications mal entendues, puisqu'elles lui coûtent dix mille francs par an, et ne lui en rapportent que cinq mille.

Il y aurait double emploi si l'on faisait entrer le revenu du fisc dans le revenu national. Les contributions sont une portion distraite des revenus des particuliers, et transmise au gouvernement. Si cette valeur demeurerait une portion du revenu des particuliers, le gouvernement n'en jouirait pas. Si le gouvernement en jouit, les producteurs n'en jouissent pas. Une valeur produite par un particulier et transmise

Les contribu-  
tions ne font  
pas partie du  
revenu  
national.

v<sup>e</sup> PARTIE. au gouvernement, ne devient pas double par le fait de cette transmission.

Les produits  
de courte durée  
font partie du  
revenu annuel.

Quoique beaucoup de produits n'aient pas une longue durée, comme un panier de fraises qui doit être consommé dans le jour où il a été recueilli, ou le lendemain au plus tard, sa valeur n'en fait pas moins partie du revenu de l'année. Les profits qu'il a procurés à ses producteurs et qui égalent la valeur tout entière du panier de fraises, sont pour eux des moyens d'existence tout aussi réels que s'ils avaient produit un ustensile durable de pareille valeur.

Une représentation théâtrale est un produit dont la valeur est tout entière perdue au moment où la représentation est terminée. Néanmoins c'est un produit ; sa consommation procure un plaisir qui a une valeur, puisqu'on le paie. Cette valeur pour avoir été promptement consommée, n'en a pas moins été produite, et n'en a pas moins procuré aux entrepreneurs, aux acteurs, aux décorateurs, des profits qui ont fait une partie de leurs revenus de l'année.

---

## CHAPITRE IV.

De ce qui fait l'importance de nos revenus.

COMMENT déterminerons-nous l'importance d'un revenu, ce qui fait qu'un revenu est plus considérable qu'un autre? Est-ce au moyen des sommes qu'il rapporte? Mais alors nous serions obligés de dire qu'un revenu de 5000 francs à Paris vaut autant qu'un revenu de 5000 francs en Bretagne; ce qui n'est pas vrai; car une famille peut vivre en Bretagne avec plus d'aisance moyennant un revenu de 5000 francs, qu'on ne le peut à Paris avec un revenu de 10,000 francs.

Un revenu ne peut bien s'apprécier en argent.

Est-ce au moyen de la quantité de produits que l'on retire de son fonds? Il résulterait de cette façon d'apprécier le revenu, qu'un fermier qui récolterait tous les ans la même quantité d'hectolitres de grains, aurait tous les ans le même revenu, soit que l'hectolitre valût 15 francs ou 30 francs; ce qui n'est pas vrai encore.

Ni en denrées.

Il faut donc une autre mesure pour juger de l'importance d'un revenu, et cette mesure n'est autre que celle qui nous sert à mesurer toute

Il doit se mesurer par la quantité de ce qu'il achète.



V<sup>e</sup> PARTIE.

espèce de richesse : c'est la quantité de ce qu'on obtient en échange. Un revenu est plus ou moins considérable , selon qu'il peut nous procurer plus ou moins d'objets de consommation. La matière , l'espèce des choses , dans lesquelles réside votre revenu lorsque vous le recevez , importe peu , si vous ne devez pas les consommer ; ce qui fait leur importance , c'est leur *valeur* ; et leur valeur est proportionnée à la *quantité* des choses dont vous êtes appelés à faire usage , et que votre revenu peut acheter. Nous consommons notre revenu , soit immédiatement , soit après l'avoir transformé plusieurs fois par des échanges. Les échanges ne font rien quant à son importance , car les objets que nous recevons en échange , ne valent ni plus , ni moins , que ceux que nous donnons , quand l'échange n'est pas frauduleux ; mais une fois que les objets dont se compose notre revenu sont transformés en objets de consommation , notre revenu est plus considérable si nous en avons obtenu davantage ; car cette fois nous ne les céderons plus pour leur valeur ; leur valeur n'est plus de rien pour nous : leur usage est tout ; si nous avons en eux beaucoup d'utilité à consommer , notre revenu est plus considérable que si nous n'avons qu'une petite quantité d'utilité à consommer.

Ces principes deviendront palpables par les applications que nous en ferons aux phénomènes que nous présente le monde.

CHAP. IV.

Lorsqu'un cultivateur américain, fixé sur les bords de l'Ohio, au milieu d'un territoire qui n'est pas encore habité, est obligé de consommer lui-même en famille tout son revenu, c'est-à-dire tout le blé, tout le laitage, les légumes, le lin, les animaux de basse-cour que produit son domaine, l'importance de son revenu n'est pas proportionnée à la valeur vénale de toutes ces choses qui ne sont pas destinées à la vente, et qui ne pourraient se vendre à aucun prix. Elle est proportionnée à la *quantité* qu'il recueille de tous ces produits. Si l'année qui suit, il a doublé ses récoltes, il peut dire avec raison qu'il a doublé ses revenus, parce que ses revenus se composent, sans échanges, d'objets de consommation.

Mesure du  
revenu que  
l'on consomme  
immédiatement.

Un cultivateur des bords de la Loire, qui ne recueille que du safran et qui n'en consomme pas une once, ne peut, lui, mesurer son revenu que par la quantité d'objets de consommation que son safran pourra lui procurer. Remarquez bien que je ne dis pas *par la quantité de monnaie d'argent* que son safran pourra lui procurer; car la monnaie n'étant pas un objet de consommation, il l'emploiera nécessaire-

Du revenu que  
l'on est obligé  
de vendre.

V<sup>e</sup> PARTIE.

ment pour acheter les choses dont il aura besoin, et il la fera passer sur le même pied qu'il l'aura reçue. Que lui importe que l'argent soit rare et cher et qu'on lui en donne peu, pourvu qu'il soit obligé d'en donner peu pour acquérir les objets qu'il sera dans le cas d'acheter? Si on le paie en or, on lui donnera quinze fois moins d'or que d'argent; et cependant son revenu n'en sera pas moindre, puisqu'il pourra pour une once d'or, se procurer autant d'objets de consommation que pour quinze onces d'argent.

Concordance  
de cette  
doctrine.

Vous voyez donc, messieurs, que la valeur du revenu se résout en la quantité de choses consommables que l'on peut avoir pour ce revenu. Et cette doctrine est exactement conforme à celle que je vous ai développée au commencement de ce Cours, lorsque je vous ai dit que la valeur des choses, et par conséquent d'un revenu, est égale à la *quantité de toute autre chose que l'on peut obtenir en échange.*

Elle a été  
injustement  
combattue.

Plusieurs écrivains des plus recommandables de notre temps, notamment Ricardo en Angleterre, ont blâmé la définition que j'ai donnée des richesses, lorsque j'ai dit qu'elles se composent de la valeur des choses que l'on possède. Ce n'est point leur valeur, disent-ils, c'est la quantité d'utilité qui réside en elles, qui en



fait des richesses ; et ils citent à l'appui de leur opinion, Adam Smith qui maintient avec raison qu'un homme est *riche ou pauvre selon le plus ou le moins de choses nécessaires, utiles ou agréables à la vie, dont il peut se procurer la jouissance*. Ces auteurs ne se sont pas aperçus que je soutiens précisément la même thèse, en disant que la richesse est en raison de la valeur de ce que l'on possède. N'est-ce pas en proportion de la valeur de ce qu'on possède, que l'on peut se procurer plus ou moins de *ces choses nécessaires, utiles, ou agréables* ?

Maintenant ce que j'ai dit sur ce qui fait une richesse plus ou moins grande, je le dis des revenus qui sont plus ou moins grands, selon la quantité plus ou moins grande des choses qu'ils peuvent nous procurer. C'est pour la même raison encore que, si nous remontons plus haut, à la source de tous les revenus, aux services productifs que rendent nos terres, nos capitaux, ou notre travail, nous trouvons qu'ils valent d'autant plus que les produits, même ceux auxquels ces services ont concouru, sont à meilleur marché (1). Les services sont

---

(1) Voyez le chap. 5 de la III<sup>e</sup> partie (tome II, page 336), où sont consignés les principes fondemens de cette doctrine.

V<sup>e</sup> PARTIE.

le prix auquel on achète les produits. Plus on obtient de produits, directement (en les produisant) ou indirectement (en les achetant), avec les services d'un jour, d'un mois, d'une année, et plus ces services, ou le prix qu'on en obtient, ont de valeur.

C'est sur ce principe qu'est fondée la doctrine qui représente la richesse publique comme d'autant plus grande que tous les produits sont, à qualités égales, à plus bas prix. Nous serions infiniment riches, si tout ce que nous pouvons désirer n'avait aucune valeur; tout comme nous serions infiniment pauvres, quel que fût le nombre de nos millions, si tous les objets que nous aurions envie de consommer, étaient infiniment chers.

Difficultés  
autrefois  
insolubles.

Cette doctrine nous met en état de prouver des vérités qui ont été entrevues dans d'autres temps par des esprits judicieux; mais dont il leur était impossible de se rendre raison à eux-mêmes, et qu'ils étaient encore moins en état de prouver aux autres. Vauban, que je regarde comme un de ces esprits judicieux, nous dit dans sa *Dixme royale*, que *la vraie richesse d'un royaume consiste dans l'abondance des denrées*. Vauban a parfaitement raison; mais qu'eût-il répondu à l'objection suivante? Il est arrivé dans certaines occasions

que, lorsqu'il y a eu dans la récolte ordinaire du blé, un déficit en quantité d'un sixième, le prix du blé a haussé d'un tiers; tellement que si la récolte commune était, par supposition, de 6 millions de setiers, valant, à 24 francs, 144 millions, une plus mauvaise récolte produisant 5 millions de setiers seulement, a porté le blé à 32 francs. Or, 5 millions de setiers à 32 francs font une somme plus forte; c'est-à-dire, 160 millions en argent ou en toute autre marchandise (car ici nous admettons que le prix de tout le reste n'a pas varié). Ainsi donc comment pouvez-vous dire la nation plus pauvre, puisqu'elle a récolté pour 160 millions de blé, au lieu de 144, valeur de sa récolte moyenne?

Réponse.

Voici, messieurs, la réponse à cette objection. Une augmentation de prix ne fait rien gagner à une portion de la nation, qu'elle ne le fasse perdre à une autre portion. Les producteurs de blé ont reçu, à la vérité, dans l'année, 16 millions d'écus de plus que si le blé eût été plus abondant; mais les consommateurs de blé ont payé de plus les 16 millions que les premiers ont gagnés; et déjà sous ce rapport, la nation n'est pas plus riche par la hausse du blé. Ajoutons qu'elle est plus pauvre en ce qu'elle est moins bien pourvue de blé.

En effet, une famille qui consommait dans une



v<sup>e</sup> PARTIE. année six setiers de blé, lesquels, à 24 francs, lui coûtaient. . . . . 144 fr.  
vu le renchérissement, n'en a plus consommé que cinq setiers qui, à 32 francs, lui ont coûté. . . . . 160 fr.

Outre que la dépense de cette famille de consommateurs a été augmentée de 16 francs au profit des fermiers, elle a été privée de consommer un hectolitre de blé de 24 francs que nous devons supposer lui avoir été nécessaire, puisqu'elle en fesait la dépense avant le renchérissement. Or, je vous le demande, messieurs, être privé du pouvoir de faire une consommation de 24 francs, n'est-ce pas la même chose que d'être privé des 24 francs qu'on aurait voulu pouvoir consacrer à cet usage ?

Je suis donc fondé à dire que le renchérissement du blé rend une nation plus pauvre, lors même que la valeur vénale du blé est, après le renchérissement, plus élevée qu'auparavant.

Si Vauban fût venu dans un siècle où l'économie sociale eût été mieux connue qu'elle n'était de son temps, il eût facilement prouvé ce qu'il affirmait avec raison, mais sans preuves ; que malgré l'augmentation apparente des revenus dans une mauvaise année, il y avait dans cette année-là une véritable diminution

dans la somme totale des revenus de la nation , et une diminution qui , grâce à la méthode qui fait de la valeur la mesure de la richesse , peut être appréciée avec des chiffres.

CHAP. IV.

Cette théorie lie le principe qui fait consister les richesses dans les valeurs , avec celui qui les fait consister dans les utilités. Elle est fondamentale en économie politique. Il n'est pas possible , messieurs , dans l'évaluation des richesses , de faire abstraction de la valeur , et se contenter de dire , comme on le fait encore tous les jours , que les vraies richesses sont les denrées sans parler de ce qu'elles coûtent. Quiconque écarte la considération de la valeur , n'évalue rien , et par conséquent n'évalue pas les richesses. Mais aussi il faut évaluer tout ; c'est-à-dire , le revenu comme les produits ; et l'évaluer sur le même pied , c'est-à-dire d'après la *quantité* de produits que la chose évaluée peut procurer.

La doctrine  
des valeurs  
fondamentale  
en économie  
politique.

C'est ainsi que j'établis ici la valeur du revenu. Elle se proportionne à la quantité des objets de consommation qu'il peut procurer , soit qu'on obtienne directement ces objets sans les acheter , comme notre cultivateur américain ; soit qu'on obtienne les objets de consommation après avoir dénaturé ce même revenu par des ventes et des achats , comme a fait

Et servant à  
l'appréciation  
des revenus.

V<sup>e</sup> PARTIE. notre producteur de safran ; comme font les producteurs d'étoffes, de chapeaux, de produits, quels qu'ils soient, qu'eux-mêmes ne consomment pas.

Tous les  
revenus per-  
pétuellement  
variables.

Si, comme nous venons de le voir, l'importance des revenus dépend du prix des objets de consommation que ces revenus doivent acheter, nous serons forcés de convenir que cette importance varie perpétuellement, car le prix des objets de consommation varie perpétuellement. Mon revenu des premiers mois de l'année, sans changer de quotité ni de nature, peut devenir moindre dans les derniers mois de la même année, si plusieurs des objets de ma consommation renchérissent ; tout comme mon revenu peut augmenter, si les objets de ma consommation diminuent de prix. Ce revenu se composera néanmoins toujours du même nombre d'écus.

Effet de la  
dépréciation de  
la monnaie.

Il deviendra moindre aussi, s'il arrive que la valeur de la monnaie décline. C'est ce qui est arrivé en Angleterre dans les premières années de ce siècle. On avait adopté un papier-monnaie (les billets de banque). La banque en avait multiplié la quantité et en avait fait décliner la valeur environ d'un quart ; tellement qu'avec un billet d'une livre sterling, on



ne pouvait plus acheter de toute espèce de marchandise, qu'environ les trois quarts de ce qu'on en pouvait obtenir lorsqu'on les achetait en livres sterling d'or. Dès-lors tous ceux dont le revenu était stipulé en monnaie, comme les rentiers de l'état, ne jouissaient plus en réalité que des trois quarts de leurs revenus. Les fonctionnaires publics auraient été dans le même cas, si l'on n'y avait suppléé par des indemnités et des augmentations de traitemens. Les revenus du fisc s'en seraient de même trouvés diminués, si l'on n'y avait suppléé par des emprunts et des impôts.

Lorsque ensuite après la paix de 1814, on restreignit l'émission des billets de banque, et qu'en conséquence la valeur de cette monnaie remonta par degrés jusqu'à son ancien taux, les revenus des rentiers redevinrent ce qu'ils étaient; mais comme on ne diminua point les impôts, ni les traitemens des fonctionnaires publics dont la quotité était fixée en monnaie, il en résulta que ces fardeaux augmentèrent environ d'un quart, sans changer de dénomination. C'est une des causes de la détresse où s'est trouvée l'Angleterre pendant la paix; époque qui semblait devoir être au contraire favorable à toute espèce de prospérité.

De même que les revenus qui se touchent en

Revenus des

v<sup>e</sup> PARTIE.  
entrepreneurs  
d'industrie.

monnaie, varient et par le prix de ce qu'on achète et par la valeur de la monnaie qui sert à acheter, les revenus fondés sur des produits quelconques, comme sont ceux des entrepreneurs d'industrie, qui font, les uns du froment, les autres des huiles, les autres des étoffes, etc., varient suivant le prix de toutes ces choses, et suivant le prix de tous les objets de consommation que l'on achète par leur moyen. Nous avons vu également que les revenus varient si on les transporte d'un endroit à un autre. La conclusion naturelle qu'il en faut tirer, c'est que tout revenu est perpétuellement variable. Il n'y a rien là qui doive nous étonner, puisque nous avons vu dès long-temps, que toute valeur est variable de sa nature; or, un revenu est une valeur, et ne peut s'apprécier que par d'autres valeurs.

Toute  
évaluation  
de revenu n'est  
bonne que pour  
un temps et un  
lieu donnés.

S'ensuit-il qu'il ne faille en aucun cas apprécier un revenu? Ce n'est pas ce que je prétends. Je dis seulement qu'une appréciation n'est plus bonne hors de la circonstance où elle est faite; et qu'elle ne donne plus qu'une indication fausse, si vous la transportez dans un autre lieu et dans un autre temps. Ainsi quand je dis de deux familles qui habitent la même ville: celle-ci a douze mille francs de revenu, et celle-là en a six, je peux conclure

que cette dernière n'a qu'une moitié du revenu de l'autre ; mais je ne puis dire avec exactitude que celle qui a douze mille francs de revenu à Paris, a le double du revenu de celle qui en a six en province ; ni que celle qui a douze mille francs au commencement du dix-neuvième siècle, a le même revenu que telle autre qui jouissait de douze mille francs au commencement du dix-huitième siècle.

Sauf ces observations fondées sur la nature des choses, l'évaluation et la comparaison des revenus peut se faire et s'exprimer en argent. Nous avons vu ailleurs que pour avoir la somme de différentes sortes de richesses, c'est-à-dire de valeurs attachées à différentes sortes de produits, il faut les réduire en une même sorte de produit ; car on ne peut additionner que des quantités homogènes. Nous avons vu qu'il valait mieux faire cette réduction en cette espèce de produit que nous nommons des *francs*, parce que l'habitude que nous avons d'acheter avec des francs, les divers objets de nos besoins, nous permet de concevoir promptement l'idée de leur valeur, c'est-à-dire de la quantité de chaque objet que l'on peut se procurer pour un nombre quelconque de francs.

La monnaie  
bonne pour  
exprimer un  
revenu.

Mais en même temps cette meilleure ma-

Le revenu de



v<sup>e</sup> PARTIE.  
tout un pays  
ne peut être  
exprimé.

nière d'évaluer, nous montre l'impossibilité d'apprécier d'une façon tolérable, les revenus de tout un pays; en effet, si j'évalue en francs les revenus de la France entière, et si les francs de Paris ne valent pas autant que les francs de province, j'additionne donc ensemble des unités qui ne sont pas homogènes, tellement que si j'estime à 8 milliards de francs les revenus français, il y a dans cette somme des francs de toutes les valeurs.

Ni celui d'un  
pays compa-  
rativement  
avec celui d'un  
autre.

Il y a bien d'autres erreurs encore si je mets en parallèle les revenus de deux nations. Tout y est faux : et l'appréciation de chacune des sommes, et la comparaison de leur valeur réciproque. Et remarquez que tout y est faux, en supposant que les auteurs de ces parallèles y aient fait entrer tous les élémens qui devaient s'y placer, et qu'ils aient eu sur chaque point, les notions les plus exactes. C'est une des raisons qui font penser que certaines statistiques ont peu de certitude et peu d'utilité.

## CHAPITRE V.

Des causes qui influent favorablement ou défavorablement sur les profits des producteurs quels qu'ils soient.

Nous avons étudié la marche que suivent les revenus lorsqu'ils se distribuent dans la société; nous savons ce qui constitue leur importance, mais nous ne savons pas encore d'où cette importance provient; nous ne savons pas pourquoi le revenu de tel producteur est plus important que celui d'un autre, qui se trouve en apparence pourvu des mêmes moyens. Ce n'est qu'après avoir étudié ces causes, que la distribution des richesses dans la société nous sera dévoilée.

Permettez-moi de vous répéter auparavant que, par *producteurs*, j'entends tous ceux qui concourent à la création d'un produit, soit directement par leurs travaux industriels, soit indirectement par leurs capitaux et par leurs terres; en moins de mots, les producteurs sont les industriels, les capitalistes, les propriétaires fonciers.

Les capitalistes  
et propriétaires  
produisent  
indirectement.

La part qu'ils sont en état de réclamer dans

V<sup>e</sup> PARTIE.

les valeurs produites, varie beaucoup, non-seulement en raison de la quantité, mais aussi en raison de la qualité des services qu'ils sont en état de fournir. L'homme qui fait beaucoup d'ouvrage est mieux payé que celui qui en fait peu ; une célèbre cantatrice reçoit de plus gros profits qu'une chanteuse de cabaret ; le propriétaire d'un arpent des vignobles de Bourgogne en tire un plus gros loyer que ne fait le propriétaire d'un arpent des coteaux de Surène. Nous apprécierons ces différences. En ce moment nous cherchons les causes qui élèvent ou abaissent en même temps les profits de tous ceux qui fournissent des services productifs, quels qu'ils soient.

La demande  
des services  
se fait indirectement.

Quand un produit est demandé, tous les services capables de concourir à la confection de ce produit sont demandés. Ce ne sont pas les consommateurs qui en font directement la demande aux *fournisseurs* de services, si je peux m'exprimer ainsi. Leur demande s'adresse aux entrepreneurs du produit ; et ceux-ci réclament les services de chacun de leurs coopérateurs. Le consommateur de telle ou telle qualité de vin n'adresse pas sa demande à un vigneron ; mais à un marchand, à un commissionnaire ; et ceux-ci l'adressent au vigneron ;



mais tout indirecte qu'elle est, cette demande arrive toujours au vigneron ; car pour avoir le produit appelé *vin*, il faut bien avoir recours à ceux qui le font naître, à ses premiers producteurs.

De même quand la demande des chapeaux vient à augmenter, bien qu'elle s'adresse à ceux qui tiennent boutique de chapeaux, ou à ceux qui font métier d'en expédier dans les provinces ou dans l'étranger, elle arrive néanmoins à ceux qui, soit comme entrepreneurs, soit comme ouvriers, travaillent à faire des chapeaux. Or, la demande plus ou moins vive d'un produit fait renchérir tous les services qui sont indispensables pour sa création, et par conséquent, augmente les profits de tous ceux qui ont la disposition de ces services ; et les circonstances qui tendent à augmenter la demande de tous les produits, augmentent les profits de tous les producteurs.

Pour qu'une nation, une province, une ville, cherchent à consommer un produit quelconque, deux circonstances doivent se rencontrer. Il faut qu'une nation éprouve quelque satisfaction, quelque plaisir à en faire usage ; et il faut en outre que cette nation possède le moyen de l'acquérir ; en d'autres termes il faut qu'elle ait le goût des choses, et les moyens de les payer.

Pour  
consommer  
il faut avoir  
le désir de  
posséder et le  
moyen de  
payer.

V<sup>e</sup> PARTIE.

On ne désire  
pas toujours  
les choses les  
plus utiles.

C'est un fait bien étonnant, mais on ne peut pas mieux constaté, que bien des peuples peuvent rester des années, des siècles, sans désirer se procurer, même lorsqu'ils le peuvent, les objets que nous regardons comme les plus utiles, les plus propres à rendre l'existence douce et agréable. Les colons anglais qui commencent à peupler l'Australasie, l'Asie australe (que l'on a commencé par nommer improprement la Nouvelle-Hollande), ces hommes civilisés, dis-je, ont pour voisins des indigènes que nos Européens repoussent graduellement dans l'intérieur des terres ; ces sauvages confinent avec les possessions des habitans venus originairement d'Europe : ils voient qu'on est mieux abrité dans des maisons bien couvertes et bien fermées, où l'on se garantit de la pluie, du froid, de l'ardeur du soleil, que dans des huttes de roseaux, exposées à la rigueur des saisons. Ils ne peuvent pas faire autrement que de s'apercevoir que l'on dort plus confortablement sur des matelas, dans des draps blancs, que tout nu sur une terre brûlante en été, humide en hiver ; le corps exposé aux intempéries de l'air ; ou même sur des litières habitées par de la vermine. Cependant ils paraissent complètement indifférens à ces douceurs ; ils ne les désirent pas ; leurs générations se

succèdent en restant toujours à peu près au même degré d'incivilisation. Et il ne faut pas que l'on s'imagine que cela tienne uniquement, comme quelques écrivains l'ont prétendu, à la paresse naturelle à l'homme; car presque toujours les sauvages dont je parle, ont refusé de se servir des objets de consommation qu'on leur a offerts gratuitement; ou bien ils les ont employés à des usages bizarres pour lesquels ils n'étaient point faits. Ils ont dédaigné le service auquel ces objets étaient propres; et par conséquent ils ne mettaient nul prix à la satisfaction des besoins que ces objets satisfont parmi nous. Deux ou trois sortes de marchandises ont seules trouvé grâce à leurs yeux : des ornemens, tels que les verroteries; des moyens de défense ou d'attaque, tels que les armes, la poudre à tirer; et les liqueurs distillées, seul aliment capable de flatter leur palais engourdi.

Les Arabes errans ont sans cesse sous les yeux le spectacle des Arabes de l'Yemen qui jouissent de plusieurs des agrémens de la vie; ils trouveraient dans l'Arabie de vastes régions où ils pourraient se fixer comme eux, cultiver la terre, trafiquer, amasser des provisions. Il ne leur faudrait pas plus de peine, ils n'auraient pas besoin de plus de courage pour les



V<sup>e</sup> PARTIE.

défendre, qu'ils n'en déploient pour attaquer des caravanes, ou pour combattre une tribu rivale, comme cela leur arrive souvent. Néanmoins, au dire des voyageurs, il ne paraît pas qu'aucune tribu errante se soit jamais fixée, qu'elle ait jamais été jalouse de jouir enfin de ce repos et de ces consommations qui nous semblent à nous si désirables, que nous les achetons par un travail opiniâtre, et que nous faisons des économies assidues pour n'en être pas privés sur nos vieux jours.

Nos provinces  
dépourvues de  
civilisation.

Mais sans aller si loin chercher des exemples de l'incurie de l'homme, relativement aux jouissances qu'il peut tirer des produits de l'industrie, ne voyons-nous pas, à côté de nos villes les mieux pourvues et où les délicatesses de la civilisation sont poussées si loin, ne voyons-nous pas, dis-je, des campagnes, des provinces entières, où le paysan mène la vie la plus grossière, la plus dépourvue de toute douceur ? J'ai habité une province de France où, dans les campagnes, on ne se servait de fourchettes que depuis 50 ou 60 ans ; où la poterie, les ustensiles de ménage sont sans légèreté, sans grâce, et sans commodité ; et il ne faut pas croire que ce soit uniquement la misère qui empêche le paysan d'employer ce que nous trouvons commode et joli. On voit dans des

familles de paysans des chaînes d'or et des dentelles, et l'on n'y voit pas de bonnes fermes pour l'hiver; point d'appartemens simplement mais proprement décorés, point de boiseries, de contrevents, de portes dont la peinture soit fraîche; ni une foule de petits meubles qui, sans coûter cher, ajoutent beaucoup aux agrémens de la vie.

Ne voyons-nous pas, aux portes de Paris, des femmes de la campagne, travailler à la terre, sans chercher à se défendre du soleil autrement que par un petit mouchoir de coton rouge qui laisse à découvert leur visage et leur col, tandis qu'elles pourraient, sans frais, se tresser dans les veillées de l'hiver, des chapeaux de paille, ainsi qu'on le fait en Italie, en Suisse, et dans quelques autres provinces de France? Ce n'est pas la dépense qui les retient; elles emploient leur argent, quand elles en ont, à des objets cent fois moins utiles. C'est un défaut de réflexion, une inaptitude à faire usage de son esprit pour comparer ce qui est bien avec ce qui est mal; il s'y mêle peut-être une fausse honte de se montrer avec des ajustemens inusités dans leur canton. Pour guérir cette maladie qui retient une portion de notre espèce dans un état d'infirmité morale, de développement imparfait, il faudrait une

V<sup>e</sup> PARTIE.

instruction plus répandue. L'instruction, outre qu'elle fait connaître d'autres usages, apprend à les comparer, à juger de ceux qui sont meilleurs ; et elle rend moins craintif du ridicule.

Ce sont ces mêmes défauts poussés plus loin, qui rendent les sauvages dont j'ai parlé tout à l'heure, indifférens aux produits de l'Europe qu'ils pourraient imiter, ou du moins acquérir des Européens en offrant en échange des produits de leur climat. Je ne dis pas que la paresse n'a aucune part à leur indifférence ; je crois seulement qu'elle y a moins de part qu'on ne l'a dit. Elle ne serait pas tellement universelle chez tous ces peuples, que quelques individus, se trouvant moins avares que d'autres de leurs peines, ne cherchassent pas à se procurer quelques produits à l'europpéenne, s'ils y mettaient du prix.

Les besoins  
n'entraînent  
pas nécessaire-  
ment la  
corruption.

Il faut donc avant tout, que les nations mettent du prix aux objets de consommation pour qu'elles cherchent à s'en pourvoir. Se procurer des choses utiles, commodes, agréables, ce n'est point se corrompre, la corruption consiste à avoir des goûts dépravés plus dangereux qu'utiles ; c'est au contraire parvenir à un plus haut degré de civilisation ; c'est atteindre un plus grand développement de notre nature ; c'est vivre davantage ; c'est être un homme plus



complet. Je laisse à ceux qui étudient les autres parties des sciences sociales, c'est-à-dire la nature morale et l'organisation politique, à approfondir les moyens de porter les nations à ce plus grand développement de leurs facultés; je me borne ici à en observer les effets par rapport à l'industrie.

Les produits d'un prix très-élevé ne sont pas toujours ceux qui donnent à leurs producteurs les plus gros profits. Un œuf est un objet de peu de valeur; cependant si la fruitière qui achète les œufs en gros des gens de la campagne, gagne seulement un centime par œuf, elle fait dans ce commerce, un profit de vingt pour cent. Je doute que ceux qui achètent du velours de soie en gros, pour le revendre en détail, fassent le même bénéfice.

Gros profits  
gagnés sur de  
petits objets.

On peut dire même que généralement parlant, et sauf les exceptions, les profits sont plus grands, non-seulement sur les petits objets, mais lorsque le produit n'est pas cher.

Pour en sentir la raison il faut d'abord nous faire une idée de ce que c'est que le bon marché d'un produit comparé à un autre. Une fort grosse bûche de bois à brûler nous paraîtra chère à quinze sous; et nous ne trouverions pas cher à six francs, un morceau de bois d'acajou de la même grosseur. Pourquoi? parce que ce

Un objet d'un  
grand prix  
peut être peu  
cher.

V<sup>e</sup> PARTIE.

morceau refendu en lames minces, couvrira une fort grande quantité de meubles qui pourront nous servir trente ans et au-delà. Un produit peut donc être à meilleur marché qu'un autre, quoique son prix soit plus élevé, s'il est plus utile en proportion de son prix. L'utilité du produit multipliée par le temps où l'on peut s'en servir, constitue une masse de services rendus qui ne sont pas payés cher en Europe, quand j'achète un morceau d'acajou six francs.

Le bon marché  
cause une  
demande  
plus vive.

Un prix qui vient à baisser augmente tout de suite la demande d'un produit. Il le fait entrer dans une région plus large de la pyramide qui représente les consommateurs (1). Or une demande plus vive élève le prix de tous les services consacrés à ce produit. Quand le prix des tissus mérinos baissa de moitié, la consommation qu'on en fit décupla; et cette demande plus vive améliora les profits de tous ceux qui s'occupaient de leur fabrication. Je ne pense pas que la mode fût la cause principale de cette immense consommation. Elle a pu contribuer à la vogue de ces tissus; mais la

---

(1) Voyez le tableau qui est à la suite du chap. 4, troisième partie, deuxième volume, page 334.

consommation s'en est soutenue parce que cette étoffe est d'un bon usage, qu'elle tient chaud, forme des plis agréables, se nettoie aisément, et surtout parce qu'avec tous ces avantages elle est à la portée de beaucoup de fortunes. La mode n'entre pour rien dans la consommation que l'on fait du blé, du vin ordinaire et de beaucoup d'autres denrées; et l'on sait qu'une diminution dans leur prix en augmente toujours la consommation dans une proportion plus forte.

Je sais que les profits d'une production se partagent fort inégalement entre les diverses classes de producteurs, et j'en assignerai bientôt les raisons; mais au total, je crois que la somme des profits qui résultent d'une production, est plus considérable lorsque le produit est à bon marché relativement au service qu'on en retire, que lorsqu'il est cher. Les deux motifs qui en établissent la demande, sont alors dans toute leur force, savoir l'utilité qui le fait désirer d'un plus grand nombre de personnes, et le bas prix qui le met à la portée d'un plus grand nombre de fortunes. La plupart des quincailliers font de bonnes affaires; peut-être n'en peut-on pas dire autant des bijoutiers. Les boutiques de menues merceries, pourvu qu'elles soient sagement conduites, gagnent



V<sup>e</sup> PARTIE. toutes; et fréquemment les magasins de modes sont faillite (1).

Les gros  
impôts nuisent  
aux profits.

Ces observations nous font sentir pourquoi les impôts excessifs qui augmentent les frais de production, nuisent à la consommation et à l'activité du commerce; et il ne faut pas croire que ce soit uniquement parce que ces frais additionnels ôtent aux producteurs indigènes les moyens de soutenir la concurrence des producteurs étrangers. Les producteurs étrangers ne peuvent nous enlever la pratique des consommateurs de notre pays, quand leurs marchandises sont écartées par des droits élevés ou même des prohibitions absolues. Cependant les consommateurs du pays, même ceux à qui leur fortune permettrait d'acheter un certain produit, ne l'achètent pas, si son prix sort de proportion avec l'*utilité* dont cet objet peut être, avec le *service* qu'on en peut tirer.

Produits qui

Les frais de production représentent un cer-

---

(1) Les économistes qui raisonnent sur des principes métaphysiques beaucoup plus que d'après l'expérience, ne tiennent pas compte de la diversité des profits, parce qu'ils croient que les moyens de produire se portent toujours vers les productions les plus profitables. C'est une abstraction. Dans la pratique, on produit en général ce qu'on peut et non pas ce qu'on veut.

tain sacrifice que l'on fait pour produire une certaine satisfaction ; si nous voulons nous représenter nettement ce sacrifice , exprimons-le par un nombre de jours de travail ; supposons qu'un meuble commode soit à notre disposition, pourvu toutefois que nous allions le chercher à la distance de deux jours de marche. Nous trouvons que la jouissance que ce meuble doit nous procurer, vaut bien la peine qu'occasionnera cette marche de deux jours, et nous consentons à faire les frais de sa production ; mais si on le place à la distance de trois journées de marche, nous trouverons que la jouissance qu'il peut nous procurer, ne vaut plus autant que la peine de l'aller prendre ; et nous n'y allons pas. Un objet qui coûte trop à acquérir, n'est pas demandé ; et ceux qui le produisent, ne le vendent pas. Car remarquez bien que ceux qui le produisent ne peuvent pas le vendre pour moins qu'il ne leur a coûté. Ils seraient en perte. Si le meuble ne peut être acquis que par trois journées de marche, ceux qui vont le chercher, non dans le but de s'en servir, mais de le vendre, ne peuvent le céder qu'autant qu'on leur donnera en échange un autre produit qui les indemniserà de leurs trois journées de marche ; autrement ils donneraient en échange, une plus grande valeur contre une

CHAP. V.  
ne peuvent  
point donner  
de profits.

V<sup>e</sup> PARTIE.

plus petite. Ils acquerraient par un échange, au prix de trois journées de travail, ce qu'ils pourraient acquérir directement par un travail de deux jours, ou ce qui revient au même, par le salaire qu'ils retireraient d'un travail de deux jours (1).

On ne les  
produit pas.

Il y a certainement pour nous des objets qui ne valent pas à nos yeux les frais de leur production ; mais ces objets ne frappent pas nos regards, car on ne les produit pas. Les Turcs font grand cas de certaines fourrures que nous ne voudrions pas payer ce qu'elles coûtent ; dès-lors on ne les produit pas pour la France. De la même manière, il y a bien des objets que l'on ne produit pas pour l'Angleterre, ou que l'on y vend en très-petite quantité, parce qu'ils y reviennent trop cher ; et ils y reviennent trop cher par suite des impôts exagérés.

Je sais bien que quel que soit le prix de certaines choses d'absolue nécessité, comme la viande, la bière, on est obligé d'en consommer toujours beaucoup ; néanmoins on n'en consomme pas autant qu'on en consommerait si elles étaient moins chères ; et il y en a d'autres moins essentielles dont on se passe tout-à-fait.

---

(1) Voyez le chap. 3 de la III<sup>e</sup> partie, page 295 du second volume.



C'est à cette cause principalement que dans un écrit publié en 1820, et intitulé *Lettres à Malthus sur différens sujets d'économie politique*, j'ai cru pouvoir attribuer la détresse des producteurs en Angleterre, dans les années qui ont suivi 1814; années où, malgré la paix, on n'avait pas encore diminué le montant des impôts; et où malgré la grande hausse survenue dans la valeur de la monnaie (les billets de banque), le fisc recevait toujours nominale-ment la même somme qui valait beaucoup plus.

Je vous ferai remarquer encore relativement à l'Angleterre, qui sous ce point de vue nous offre une immense matière à méditations, que tandis que la masse de ses impôts augmentait ses frais de production dans une effrayante progression, les progrès de l'industrie, l'emploi des machines, des moteurs aveugles et des procédés expéditifs, balançaient et, dans bien des cas, surpassaient l'influence mortifère des impôts. L'impôt rendait la production plus chère; le génie des industriels tendait à la rendre plus économique, et corrigeait le fâcheux effet de l'impôt.

On a prétendu que c'était la nécessité de payer l'impôt qui avait donné du génie aux artistes, et je crois bien que l'impôt a pu,

CHAP. V.

Les progrès de  
l'industrie  
peuvent  
balancer les  
causes de ren-  
chérissement.

Le génie des  
industriels  
favorable  
à l'impôt.

V<sup>e</sup> PARTIE. dans certains cas, produire cet effet; mais on ne peut nier que dans d'autres cas, c'est le génie des artistes qui a donné des facilités pour étendre les impôts. A peine un procédé était-il introduit, qui pouvait faire baisser toute une classe de produits, qu'un impôt était inventé qui en soutenait le prix. On a dans un écrit sur l'Angleterre, comparé cet inévitable impôt qui obsède les producteurs en tous genres, au cauchemar des rêves qui vous poursuit et vous atteint toujours, quelques efforts que vous fassiez pour l'éviter.

## CHAPITRE VI.

## Des revenus cédés.

Jusqu'ici je vous ai entretenus des profits des producteurs quels qu'ils fussent. Ce que je vous ai dit pouvait également s'appliquer au propriétaire d'un fonds de terre, au propriétaire d'un capital, ou bien à celui d'une capacité industrielle. Vous avez pu voir en quoi consiste l'importance du revenu quelle qu'en soit la source.

Maintenant nous examinerons les causes qui tendent à grossir et à diminuer les revenus de certains producteurs indépendamment des autres, et même aux dépens des autres; des propriétaires de facultés industrielles, par exemple, à l'exclusion des capitalistes et des propriétaires fonciers; ou bien des capitalistes à l'exclusion des industriels et des propriétaires; ou bien enfin des propriétaires fonciers à l'exclusion des capitalistes et des industriels.

Mais avant de mettre tous ces revenus en opposition les uns avec les autres, il faut que



V<sup>e</sup> PARTIE. je vous dise un mot de la cession que l'on en peut faire.

Par la cession  
un revenu  
incertain est  
changé en un  
revenu fixe.

Tout le monde sait que fort souvent un propriétaire cède à un fermier les profits, le revenu qu'il pourrait tirer de son fonds de terre s'il voulait l'exploiter; qu'un capitaliste cède à un manufacturier, à un commerçant, les profits, le revenu qu'il pourrait tirer de son capital s'il voulait le faire valoir; et qu'un ouvrier, un employé, cèdent à un entrepreneur quelconque, les profits, les revenus que leur travail, leurs talens sont capables de produire, quand ces différens producteurs ne veulent pas tirer parti de leurs fonds productifs pour leur propre compte.

Alors celui qui fait ainsi l'acquisition des services productifs de la terre, du capital, ou de quelque faculté personnelle d'un autre, en paie un prix fixe et convenu, qui forme pour le vendeur un revenu certain et déterminé; et un revenu incertain et variable pour l'entrepreneur qui en a fait l'acquisition. Quand une année est mauvaise, que la sécheresse ou les gelées ont fait tort aux productions de la terre, le fermier n'en paie pas moins le même fermage que si l'année avait été bonne. S'il y a des fermiers qui se trouvent hors d'état de remplir leurs engagements, ou des propriétaires généreux qui

consentent à supporter en partie la perte qui résulte de l'intempérie des élémens, il faut considérer cette libéralité comme un de ces actes de bienfaisance par lesquels ceux qui ont de meilleurs revenus que d'autres, viennent au secours de ces derniers. En étudiant l'économie politique, nous observons les vicissitudes des revenus, indépendamment des actions louables ou perverses qui en troublent la distribution. Lorsqu'un propriétaire qui vient de recevoir le produit de ses terres, trouve la caisse où il avait enfermé son argent, forcée par des voleurs, et son argent enlevé, il ne s'ensuit pas que le revenu de ses terres ait été moindre; ni que les lois qui déterminent la distribution et la quotité des revenus, soient imaginaires.

L'acquéreur à forfait d'un revenu, prend donc à son compte les chances favorables ou contraires qui peuvent rendre en réalité ce revenu plus ou moins considérable; mais comme il est fort intéressé à ne pas les payer au-delà de ce qu'il en peut retirer, c'est l'importance réelle du revenu qui influe principalement sur le prix qu'on en donne. Un arpent de bonne terre se paie plus cher de loyer, qu'un arpent de mauvaise, parce que le fermier sait que le profit que rendra la bonne terre, sera plus considérable que si elle était mauvaise. Un

L'importance  
du revenu  
influe sur le  
prix de la  
cession.

V<sup>e</sup> PARTIE. manufacturier paie plus chèrement les journées d'un ouvrier qui a du talent, parce qu'il sait qu'il y aura plus d'ouvrage exécuté, ou un ouvrage plus précieux exécuté par cet ouvrier-là que par un autre.

C'est pour cela que les circonstances qui influent sur les profits d'un fonds de terre, sur les profits d'une main-d'œuvre, y influent soit que les propriétaires de ces services productifs en tirent parti pour leur compte, ou les abandonnent à d'autres. Lors donc que nous examinerons pourquoi tels producteurs ont des profits plus considérables que d'autres, ce que nous en dirons sera également vrai soit qu'ils tirent parti de ces services pour leur propre compte, ou qu'ils en aient cédé l'usage à d'autres. Si le service vaut davantage, celui qui l'achète, le paie plus cher. Cette circonstance ne nous empêche nullement de chercher pourquoi il vaut davantage.



## CHAPITRE VII.

## Des profits de l'industrie en géné

PAR les profits de l'industrie vous comprenez que je veux parler des profits des industriels ou industriels, quel que soit leur grade; c'est-à-dire, des chefs d'entreprises, des savans dont ils mettent à contribution les lumières, et des ouvriers dont ils occupent l'intelligence ou les bras (1).

Quand je vous ai parlé des intérêts de tous les producteurs à la fois, ces intérêts pouvaient être opposés à ceux des consommateurs. Si les producteurs gagnaient beaucoup, ce pouvait être aux dépens des consommateurs qui payaient en proportion. Maintenant que nous avançons dans les détails, et que nous ne nous occupons plus que d'une classe de pro-

Les intérêts  
des  
producteurs  
peuvent être  
contraires  
entre eux.

---

(1) Les auteurs anglais, du moins ceux qui sont antérieurs à l'époque où nous sommes, faute d'une analyse complète, y comprennent les profits qui résultent des capitaux. Ils confondent ainsi l'action de plusieurs causes très-diverses. Aussi le mot anglais *profit* signifie-t-il les profits réunis qu'un homme tire de son capital et de son industrie.

V<sup>e</sup> PARTIE.

ducteurs (de ceux qui cultivent l'industrie dans tous ses degrés), nous verrons quelle part elle parvient à réclamer dans les richesses produites, et en quoi son intérêt peut être en opposition, non-seulement avec celui des consommateurs, mais avec celui des autres producteurs qui ne sont pas industriels; je veux dire des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Les intérêts  
des  
industriels  
peuvent être  
en opposition  
les uns aux  
autres.

Dans les chapitres suivans, lorsque nous examinerons les circonstances qui sont favorables, non à tous les industriels quels qu'ils soient, mais à certaines classes d'entre eux, comme les entrepreneurs seulement, ou les savans uniquement, ou bien les ouvriers en particulier, nous trouverons des circonstances qui seront favorables à l'une de ces classes, et contraires aux autres; tellement que nous rencontrerons des oppositions d'intérêts, non-seulement de producteurs à consommateurs, non-seulement de producteurs industriels à producteurs non industriels, mais de producteurs industriels à producteurs industriels; comme sont les circonstances qui conviennent à la classe des entrepreneurs, et sont contraires à la classe des ouvriers.

Ces considérations ne résultent pas d'une analyse superflue. Elles intéressent les personnes qui sont à portée de mettre du choix dans

les professions qu'il s'agit pour elles d'embrasser, et qui veulent connaître les carrières où leurs talens, leurs capitaux, ou leurs biens-fonds, seront employés avec plus d'avantage.

Les professions industrielles exigent des capacités fort diverses. L'esprit de combinaison est nécessaire à un entrepreneur; de bons bras sont indispensables pour le manouvrier. Dans la même profession, certains hommes ont un talent transcendant; les autres ne montrent qu'une capacité médiocre: ils obtiennent des parts fort diverses dans le partage des produits; mais comme nous cherchons ici les avantages qui leur sont communs, nous observerons qu'ils ont un caractère commun: tous sont travailleurs; ils paient tous de leur personne. Nous en concluons que partout où un travail personnel ou la simple qualité d'homme laborieux est requise, et n'est pas commune, elle obtiendra une plus forte part dans la distribution des produits. C'est ainsi que les travaux industriels de tous genres, depuis celui du plus grand entrepreneur jusqu'à celui du plus simple ouvrier, sont demandés dans les colonies demeurées dépendantes de l'Europe, et que les profits industriels y sont en général élevés.

La population y est rare parce que leur régime n'est pas favorable à sa propagation,

Les facultés personnelles sont mieux payées là où elles sont plus rares.

Pourtquoi elles sont rares,



V<sup>e</sup> PARTIE.

parce que les industriels y viennent de loin et s'en retournent quand ils ont fait fortune. La longueur du chemin, ses difficultés, la nécessité où se trouvent les industriels de faire l'avance de leur entretien depuis le départ jusqu'à l'arrivée; l'incertitude où ils sont de pouvoir être employés dès en arrivant, toutes ces raisons concourent à réduire le nombre des hommes qui seraient disposés à entreprendre un semblable voyage dans le but de profiter des gains qu'aux colonies on obtient par le travail. D'autres en sont détournés par la paresse naturelle à l'homme lorsqu'il n'est pas talonné par le besoin; ils en sont détournés encore par la prudence qui empêche de se décider pour des partis hasardeux; par la crainte des naufrages, des maladies contagieuses, des avanies que l'on peut redouter de la part des nations et des autorités lointaines.

La mort réduit  
le nombre des  
travailleurs.

Dans le nombre de ceux qui nonobstant ces inconvéniens, se transportent dans les pays d'outre-mer, un grand nombre périt en effet par les accidens de mer, ou par l'influence du climat. Leur population ne s'y propage pas rapidement, soit en raison des mœurs du pays, de la différence de couleur, de l'incertitude des établissemens, soit en raison des maux qu'on éprouve et de ceux que l'on craint.

Malgré ces causes qui maintiennent la population de ces lieux — là fort au-dessous de la population de la vieille Europe, la demande que nous faisons de leurs produits est considérable parce que nous sommes nombreux et que notre climat n'y est pas propre. Les populations européennes demandent aussi à la vérité de fortes quantités des produits de l'Europe; mais s'il y a beaucoup d'habitans pour les consommer, il y en a beaucoup aussi qui s'offrent pour les produire. On consomme une fort grande quantité de draps en France; mais l'on trouve en France, par cette raison même, un fort grand nombre de gens propres à travailler à la production des draps. L'offre des services industriels croissant dans la même proportion que la demande qu'on en fait, il n'y a pas de motifs pour qu'ils obtiennent de plus gros profits; mais pour les denrées équinoxiales il y a bien d'autres consommateurs que ceux qui s'occupent de la production.

On demandera pourquoi la même cause n'agit pas sur les profits des terres et des capitaux. S'il y a des raisons pour que la production soit fort active dans les établissemens européens de la zone torride, le service des capitaux et des terres ne devrait-il pas y être recherché aussi bien que celui des industriels ?

CHAP. VII.

Pourquoi  
les services  
industriels  
sont plus chers  
aux colonies  
que ceux des  
terres et des  
capitaux.



v<sup>e</sup> PARTIE.

Ce qui semble confirmer cette rareté de capitaux dans les colonies, c'est qu'on voit les colons toujours emprunter à la mère-patrie; ils sont toujours endettés avec elle, tantôt en recevant de fortes avances à compte sur les envois qu'ils font en Europe, tantôt en différant autant qu'ils peuvent, le paiement des marchandises qu'ils en reçoivent; tantôt en escomptant les lettres de change qu'ils tirent à longues échéances. Mais ces faits mêmes prouvent qu'on a plus de facilité dans les colonies à se procurer des capitaux que des hommes; surtout dans les établissemens anciens. Si les capitalistes d'Europe font quelquefois payer un peu chèrement aux colons, l'intérêt de leurs avances, il ne faut pas s'imaginer que tout cet intérêt compose le profit du capital : il y en a une bonne partie qu'il ne faut regarder que comme une prime d'assurance dont le montant ne fait qu'indemniser les prêteurs des pertes qu'entraîne une confiance hasardeuse.

Les terres aux colonies moins rares que les hommes.

Quant aux terres, dans les établissemens lointains il y en a beaucoup plus de disponibles que dans des pays anciennement peuplés. Il se trouve des défrichemens à faire, ou tout au moins de grandes améliorations à introduire dans tous les établissemens coloniaux; et l'on sait que sous la zone torride une petite étendue



due de terrain donne de grands produits. C'est la main et l'intelligence de l'homme qui manquent principalement; et c'est cette main et cette intelligence qui, sous le nom d'industrie, étant plus demandées, sont mieux payées. Telle est la raison qui rend si lucratif l'infâme commerce des esclaves.

Aux États-Unis les profits industriels sont élevés parce que les nouveaux états de l'Occident, principalement le vaste bassin de l'Ohio, offrent une existence facile à l'excès de la population qui se trouve sur les côtes de l'Océan Atlantique. Ces nouveaux états font concurrence aux demandeurs de travaux industriels. Lorsque le pays sera devenu plus peuplé, et que les établissemens nouveaux du côté du Mississipi, seront devenus plus difficiles et plus dispendieux, alors les travaux industriels deviendront, vers les côtes de l'Atlantique, plus offerts relativement à la demande; leurs profits baisseront; et la multiplication des hommes étant moins excitée, la population croîtra moins rapidement.

Dans les pays dont les richesses sont croissantes, les profits industriels sont plus élevés que les profits des capitaux. Ce sont les capitaux qui s'augmentent quand les richesses croissent; les capitaux deviennent donc alors plus

Quand la prospérité va croissant, les travaux industriels sont plus recherchés que le service des capitaux.

V<sup>e</sup> PARTIE.

offerts, et leurs profits baissent. Avant l'année 1789, les richesses, c'est-à-dire les capitaux de la Hollande, croissaient rapidement grâce à l'activité et à l'esprit d'économie de ses habitants; c'est pour cela que l'intérêt des capitaux y était fort bas et la main-d'œuvre fort chère.

A Paris, où s'amoncèlent les gros capitalistes, l'intérêt est plus bas et les profits industriels plus forts qu'en aucun autre endroit de la France. Mais comme la population y est attirée sans cesse des provinces par cette cause même, la concurrence des industriels, y borne leurs profits. La population y affluerait bien plus encore, si les objets de consommation y étaient tous à aussi bon marché que le pain. Les viandes, les boissons, les loyers y étant fort chers, y bornent nécessairement la multiplication des personnes industrieuses.

Le défaut  
d'instruction  
chez les  
capitalistes  
nuît aux  
profits des  
industriels.

Il se rencontre des circonstances où des capitaux abondans ne réclament pourtant pas la coopération des industriels qui trouvent dès-lors peu d'emploi. C'est lorsque l'usage que l'on peut faire des capitaux, est peu sûr, et lorsqu'on aime mieux les laisser oisifs que de compromettre leur existence. Ce cas s'est présenté en France et en Angleterre dans l'année 1828. Des spéculations hasardées faites pendant les années qui avaient précédé, avaient rendu

les capitalistes fort peu disposés à en risquer de nouvelles, et ils aimaient mieux perdre des intérêts que de hasarder le principal. Peut-être les capitalistes étaient-ils en France trop peu au fait des procédés de l'industrie et de ses ressources, pour comprendre tout le parti que l'on pouvait tirer de ces deux élémens de prospérité : les capitaux et le travail. Le travail commun n'est pas la partie la plus difficile et la plus rare des services industriels ; c'est le travail d'esprit, c'est le jugement. Quand les entreprises ne réussissent pas, c'est plus souvent la faute des combinaisons que celle des travaux manuels (1) ; et les combinaisons sont

---

(1) Combien ne voit-on pas d'entreprises industrielles manquer pour avoir été montées sur un pied trop dispendieux, et avoir été par là grevées d'une somme d'intérêts qu'elles n'ont pu supporter ! On a fait par exemple à Paris une entreprise d'éclairage par le gaz où les constructions étaient si considérables que les rentrées, en supposant le débit du gaz aussi considérable qu'il pût être, ne pouvaient payer que l'intérêt du capital employé. Les frais journaliers devaient constituer une perte constante. En même temps, au lieu d'y construire plusieurs petits gazomètres qui auraient pu être successivement réparés sans interrompre le service, on en a construit un immense dans lequel chaque réparation arrête tout. Il n'est pas douteux que



V<sup>e</sup> PARTIE.

une partie essentielle des opérations de l'industrie. Pour y placer utilement des fonds, un capitaliste doit être en état de porter un jugement sain sur ces opérations; autrement il peut être victime d'un ignorant ou d'un fripon. Il n'est personne à qui les connaissances économiques ne soient utiles.

Les besoins des  
industriels  
influencent sur  
leurs profits.

Les mœurs, les habitudes d'un pays font naître des besoins qui influent indirectement sur le taux des salaires et même de tous les profits industriels. L'ouvrier le plus pauvre chez nous ne peut pas se passer de chemise, quoique les plus riches ouvriers n'en portassent point chez les anciens. Le besoin d'en avoir égale presque dans son esprit le besoin d'avoir du pain. Il sacrifiera une partie de sa nourriture et de celle de ses enfans, plutôt que de se passer de chemise; et s'il fallait, d'une manière suivie, exécuter un travail qui ne serait pas suffisant pour lui procurer cette partie de son vêtement, et plusieurs autres, je doute qu'il pût s'y résoudre. L'existence lui paraîtrait trop chère-

---

les capitalistes qui ont secondé cette entreprise auraient évité de grandes pertes, si les procédés et les pouvoirs de l'industrie leur avaient été mieux connus. On a plus tard été trop timide pour une cause pareille.

ment achetée à ce prix ; il est probable que le nombre de ceux qui se voueraient à un genre de travail aussi ingrat, diminuerait journellement ; et pour que la classe ouvrière qui l'exécute, pût se recruter et s'entretenir, il faudrait qu'elle gagnât assez pour pouvoir s'acheter des chemises.

Il y a des besoins du même genre dans tous les grades des fonctions industrielles. On ne trouverait point, en certains pays, assez de gens pour accomplir d'une manière suivie et durable, des travaux un peu plus relevés, ceux, par exemple, d'un chef d'atelier, d'un commis de bureau, si leurs gains n'étaient suffisants pour satisfaire aux besoins de ces classes, tels que les ont faits les mœurs et les habitudes du pays. Les entrepreneurs d'industrie qui paient leur travail, se rendent eux-mêmes justice à cet égard, et n'offrent aux hommes qu'ils emploient, qu'un salaire analogue à leur situation.

Consommations commandées par les mœurs.

Ces entrepreneurs sont eux-mêmes, pour ce qui les regarde, exactement dans le même cas. Au village, une marchande en boutique peut se contenter d'aller vêtue d'un casaquin et d'un bonnet rond ; dans nos villes, elle a besoin d'être parée derrière son comptoir presque aussi bien que pour aller au spectacle. Quand un commerce de détail ne permet pas à une marchande

V<sup>e</sup> PARTIE. d'être ainsi vêtue, il est abandonné; il ne se présente personne pour le faire; l'offre de ce genre de service est retirée de la circulation.

Un négociant est obligé, par les mœurs de sa ville et de son pays, d'avoir un certain appartement, de recevoir à sa table certaines personnes, d'avoir sa femme et ses enfans ajustés d'une certaine façon. Si son commerce ne lui permet pas d'en faire la dépense, il y renonce; car il lui serait trop désagréable de le faire autrement.

De semblables motifs bornent ainsi l'offre qui est faite des services personnels dans toutes les professions, jusqu'à ce que les profits industriels s'élèvent au point de les payer sur un pied que rendent nécessaire, ainsi que je viens de le dire, les mœurs et les habitudes de chaque pays, de chaque localité.

Les besoins  
des  
industriels  
augmentent  
les frais de  
production.

Quand les besoins des industriels sont poussés trop loin, qu'arrive-t-il? Les produits qui sont le résultat des services industriels, deviennent trop chers, comme ils le deviennent également par l'effet des impôts trop considérables; et l'effet ultérieur est le même que celui des impôts: ils portent le prix de certains objets au-delà de ce que leur utilité vaut. Le sacrifice auquel l'acquéreur est alors obligé de consentir pour se les procurer, excède la satis-



faction qu'on peut attendre de leur consommation ; la demande qu'on en fait diminue ; il y en a moins de produits et moins de consommés ; le pays est moins prospère. C'est un des inconvéniens qu'éprouve une nation où le besoin du luxe et des fortes dépenses s'introduit dans la classe industrielle.

Par un excès contraire les producteurs peuvent être forcés de se contenter de profits suffisans pour conserver leur existence, mais non pour leur en laisser goûter les douceurs. Tel est le sort de plusieurs classes d'hommes dans les états de l'Orient, et notamment dans cette Égypte où un pacha se sert de son pouvoir politique pour se rendre maître de tous les prix.

Et quelquefois  
sont impar-  
faitement  
satisfaits.

Tel est aussi le sort du paysan d'Irlande, que de mauvaises lois, et de mauvaises habitudes, entretenues par son ignorance, obligent de vivre de pommes de terre. Le monde fournit des exemples de toutes les misères ; mais il montre aussi à quel degré de prospérité peuvent s'élever les nations quand elles joignent à l'art de produire, la fermeté nécessaire pour réclamer de bonnes lois.

## CHAPITRE VIII.

Des profits que font les entrepreneurs d'industrie en particulier.

APRÈS avoir cherché à connaître ce qui influe sur la portion plus ou moins grande qu'obtiennent les industriels de tous les ordres dans les richesses produites, apprenons à connaître les causes qui font croître ou diminuer les profits de cette portion de la classe industrielle qui se compose des chefs d'entreprises. Permettez-moi de vous rappeler qu'on appelle ainsi les hommes qui produisent *pour leur compte*. Il y a de fort grandes entreprises qui mettent en mouvement d'immenses capitaux et un nombre de bras considérable. Il y en a de fort petites, où le chef n'a pour capital que quelques francs, et n'emploie d'autres bras que les siens. Il n'en est pas moins entrepreneur puisqu'il produit pour son compte, et que son profit dépend de la valeur du produit qui résulte de ses soins.

Telle est la classe des producteurs dont nous allons examiner les profits (1).

---

(1) M. Macculloch, professeur d'économie politique

Les causes principales qui diminuent l'offre du service d'un entrepreneur, plutôt que l'offre du service de tout autre industriel, sont d'une part les *capacités*, et d'une autre part les *capitaux* nécessaires pour fonder et conduire une entreprise avec succès. L'une de ces deux conditions venant à manquer à un homme, il devient incapable de remplir les fonctions d'un entrepreneur d'industrie; et outre que ces deux conditions sont toujours plus ou moins rares (considérées chacune en particulier), il est encore plus rare de les trouver réunies.

Une veuve, un mineur, se trouvent posséder des capitaux; mais ils n'ont aucuns talens industriels. Combien d'hommes d'ailleurs très-capables, ont de la fortune sans avoir la capacité qui fait un cultivateur pratique, un ma-

CHAP. VIII.

Capacités et capitaux conditions nécessaires pour être entrepreneur.

Capitaux qui ne secondent point d'entrepreneurs.

à l'université de Londres, dans le Commentaire qu'il a récemment publié sur la Richesse des nations de Smith, en parlant du profit des capitaux, dit que c'est ce qui reste à un entrepreneur *après que son capital a été rétabli, et qu'il a été indemnisé de la peine qu'il a prise pour la surintendance* de l'entreprise. On voit qu'il y a ici complication du service rendu par le *capital* et par le *travail* de l'entrepreneur. C'est seulement l'importance du gain qu'il doit à son travail et à son intelligence, qu'il s'agit d'évaluer ici; or, ce gain n'est pas toujours proportionné à son capital.



V<sup>e</sup> PARTIE.

nufacturier, un négociant! Pour faire valoir leurs capitaux, ils cherchent à les placer dans une entreprise industrielle; mais ils n'en connaissent point qui, par la solidité de ses affaires et les qualités personnelles de ses entrepreneurs, soit complètement digne de leur confiance. Étrangers eux-mêmes aux affaires, ils prêtent aux entreprises dont ils devraient le plus se défier. Leurs fonds se dissipent par l'impéritie ou la mauvaise foi des personnes qui en ont le maniement; ou bien ces capitalistes (il me suffit pour leur donner ce nom qu'ils soient propriétaires d'un capital) prêtent à un gouvernement obéré en s'intéressant dans les fonds publics; ou bien encore ils acquièrent une terre sans aucuns moyens de bien choisir un fermier, d'améliorer leur fonds de terre, ou d'éviter les procès qu'enfante ce genre de propriété. Dans tous ces cas-là, le capital devient inutile à l'industrie et ne seconde aucun entrepreneur.

Rareté de la  
capacité  
morale  
nécessaire à un  
entrepreneur.

A ne considérer que la capacité seulement, l'industrie se compose de plus de qualités morales qu'on ne le suppose communément. Lorsque nous avons cherché par quelle espèce de services un entrepreneur d'industrie concourt à la production, nous avons vu quelles qualités, quels talens il faut qu'il possède pour

réussir dans l'espèce de travail qu'il a embrassé (1). Outre la connaissance de son art, il lui faut du jugement, de la constance, une certaine connaissance des hommes. Il doit pouvoir apprécier avec quelque exactitude, l'importance de son produit, le besoin qu'on en aura, les moyens de production dont il pourra disposer. Il s'agit de mettre à l'œuvre un grand nombre d'individus; il faut acheter, ou faire acheter, des matières premières, réunir des ouvriers, trouver des consommateurs. Il faut avoir une tête capable de calcul, capable d'estimer les frais de production et de les comparer avec la valeur du produit terminé. Dans le cours de toutes ces opérations, il y a des obstacles à surmonter, qui demandent une certaine énergie; il y a des inquiétudes à supporter, qui demandent de la fermeté; des malheurs à réparer, pour lesquels il faut avoir de l'esprit de ressources. Enfin le métier d'entrepreneur veut qu'on ait de l'invention; c'est-à-dire, le talent d'imaginer tout à la fois les meilleures spéculations et les meilleurs moyens de les réaliser.

— Or la réunion de toutes ces qualités est

---

(1) Liv. I, chap. 6, et liv. II, chap. 12; voyez surtout le tome II, page 199.

N<sup>e</sup> PARTIE.

moins commune que la réunion de celles qui sont nécessaires à un homme pour suivre servilement les ordres qui lui sont donnés. Celui qui ne les réunit pas, ne fait pas de bonnes affaires, sort de la classe des entrepreneurs, et n'entre plus, pour l'offre de son travail, en concurrence avec ceux qui les possèdent.

Difficulté  
de réunir un  
capital.

Je sais que par le moyen des emprunts et du crédit, un homme capable de conduire une entreprise, trouve des fonds pour en venir à bout. Mais pour avoir du crédit, il faut non-seulement qu'il possède toutes les qualités qui peuvent seules rassurer un prêteur; ce qui exclut déjà un certain nombre d'hommes de la possibilité d'en trouver; mais il faut que ces qualités soient *connues* des gens qui ont de l'argent à placer, et cette condition en exclut peut-être un plus grand nombre encore. Il est beaucoup de gens qui auraient les talens et la probité propres à en faire de bons chefs d'entreprises; mais leurs qualités demeurent ensevelies dans l'obscurité, ou du moins ne sont connues que de personnes qui se trouvent hors d'état de leur fournir des capitaux. Iron-ils vanter eux-mêmes ce qu'ils savent? protesteront-ils de leur moralité? Tous les charlatans, tous les intrigans peuvent s'exprimer de même. Un homme de mérite et de probité se recom-



mande par ses actions ; mais pour agir , pour donner des gages de ses intentions , de ses talens , il faudrait avoir déjà ce qu'il s'agit d'obtenir : des fonds.

Je n'ai donc pas eu tort de vous dire que non-seulement la condition d'avoir la capacité d'un entrepreneur , et la condition d'avoir des capitaux suffisans , réduisent le nombre de ceux qui pourraient offrir ce genre de services productifs , mais que la condition d'avoir ces qualités réunies , le réduit encore plus.

Que résulte-t-il de là ? Que dans le débat qui s'élève entre les différentes personnes qui concourent par leurs facultés personnelles à la création d'un produit , l'entrepreneur , ou du moins un certain nombre d'entrepreneurs , parviennent à obtenir une part plus considérable que tel autre travailleur qui n'a pas pris moins de peine , mais qui a fourni un genre de travail dont un plus grand nombre d'hommes sont capables. Un chef d'entreprise , si un de ses ouvriers , un de ses employés , élève trop haut ses prétentions , et réclame une trop forte part de la valeur produite , est assuré d'en trouver un autre plus accommodant ; car il y a beaucoup de concurrens qui demandent à être employés comme simples travailleurs ; mais lorsqu'un simple travailleur trouve que son chef se ré-

L'entrepreneur  
est en général  
le mieux payé  
des  
travailleurs. ]

V<sup>e</sup> PARTIE. serve de trop gros profits, il ne trouve pas si aisément, pour remplacer celui-là, un nouveau chef qui lui fasse de meilleures conditions.

Il court les  
risques de la  
production.

Une autre cause encore contribue à rendre peu commune l'offre effective des services d'un entrepreneur d'industrie. C'est lui qui est chargé de tous les risques de la production. Il n'en est pas ainsi des agens secondaires qu'il emploie. Un commis, un ouvrier reçoivent leur traitement, leur salaire, soit que l'entreprise gagne ou bien qu'elle perde. Le capitaliste lui-même qui fait à un entrepreneur des avances, en touche les intérêts dans tous les cas ; mais si le produit ne rend pas ses frais de production, l'entrepreneur est obligé de tirer ce déficit de sa bourse ; et ce déficit l'expose à des pertes d'autant plus graves, que le succès est pour lui accompagné de plus gros profits. Un manufacturier qui occupe 200 ouvriers, s'il gagne seulement dix sous sur le travail de chacun, gagne 100 francs par jour ; mais il perd la même somme, tous les jours, s'il perd dix sous sur le travail des mêmes ouvriers.

Quelque risque accompagne toujours les entreprises d'industrie, même celles qui sont le mieux conduites. L'entrepreneur peut, sans qu'il y ait de sa faute, y compromettre sa fortune, et, jusqu'à un certain point, son honneur.

Nous pouvons donc reconnaître trois causes principales qui diminuent la quantité offerte du genre de service que fournissent les entrepreneurs d'industrie, et qui par conséquent tendent à élever le taux de leurs profits :

CHAP. VIII.  
Trois causes  
des profits  
supérieurs  
de l'entrepre-  
neur.

1° La nécessité d'avoir les capacités morales qu'exige ce genre de travail;

2° La nécessité d'y joindre un capital suffisant;

3° Enfin l'incertitude de la rentrée de ces mêmes profits.

Ces trois causes tendent à élever leurs profits non-seulement au-dessus de ceux des propriétaires de terre et des capitalistes, mais au-dessus de ceux des autres travailleurs, c'est-à-dire au-dessus de ceux qui cultivent les sciences, ou qui reçoivent un salaire. C'est aussi dans cette classe que se font presque toutes les grandes fortunes qui ne sont pas le fruit de la spoliation.

Les écrivains qui font de l'économie politique abstraite, plutôt que de l'économie politique pratique, n'admettent aucune différence dans les profits qu'à égalité de talens, à égalité de capitaux, font les entrepreneurs d'industrie. Ils supposent les entrepreneurs toujours en liberté d'employer leurs moyens à l'industrie

On n'a pas  
toujours le  
choix de sa  
profession.



V<sup>e</sup> PARTIE.

qui rapporte le plus ; s'il y a quelque différence dans leurs profits, ils supposent qu'elle est contre-balancée par l'agrément ou le désagrément de la profession. Je suis loin de méconnaître cette cause de disparité dans les profits, ainsi qu'on le verra tout à l'heure ; mais il me semble que l'entière liberté de disposer de nos capitaux et de nos talens, même dans les pays où les lois n'y mettent aucun obstacle, est une chimère. Peu de personnes choisissent librement l'état qu'elles embrassent. On est plus ou moins l'esclave des circonstances ; il faut donc étudier ces circonstances lorsqu'on veut connaître toutes les causes qui influent sur la distribution des richesses.

Il y a des concours fortuits plus ou moins favorables.

L'éducation qu'on a reçue, la famille à laquelle on appartient, rendent plus rares ou plus fréquentes de certaines aptitudes. Les qualités nécessaires pour faire un petit marchand seront toujours plus abondantes que celles qui sont requises pour faire le commerce de long cours. Les capitaux suffisans pour entreprendre la confection des allumettes, se rencontreront aisément chez des gens capables de l'entreprendre ; tandis qu'une réunion dans le même individu de la capacité et des capitaux nécessaires pour le haut commerce, est une combinaison nécessairement moins fré-

quente. Il y aura donc chez les premiers de ces entrepreneurs, une concurrence si étendue et si constante, que leurs profits s'élèveront peu au-dessus des salaires d'un simple ouvrier.

De même qu'un talent éminent, comme celui d'un peintre ou d'une cantatrice célèbres, obtient une plus forte rétribution qu'un talent ordinaire; il y a des entreprises industrielles qui exigent des talens spéciaux nécessairement rares. Leurs profits alors ne se proportionnent pas aux talens, mais à leur rareté. L'homme qui n'est pas propre à un certain genre d'entreprises, échoue; il cesse dès-lors d'entrer en concurrence avec ceux qui s'y trouvent propres, et sont à portée d'exiger une part plus considérable dans les profits de la production.

Quant aux dangers, ou seulement aux désagrémens qui accompagnent l'exercice de certaines professions, il est bien clair qu'en écartant un certain nombre de concurrens, ils tendent à en élever les profits. C'est une observation de Smith, déjà citée dans mon Traité d'Économie politique, que certaines professions qui ne jouissent pas de beaucoup de considération dans le monde, comme celle de comédien, de danseur, etc., y sont néanmoins plus chèrement payées que d'autres infiniment plus considérées, comme celle d'un savant quand il

Les  
inconvéniens  
d'une  
profession en  
augmentent  
les profits.

V<sup>e</sup> PARTIE.

est au-dessus de l'intrigue : « Il semble absurde  
 « au premier aspect, dit Smith, que l'on dé-  
 « daigne leur personne et qu'on récompense  
 « leurs talens souvent avec la plus somptueuse  
 « libéralité. L'un n'est pourtant que la con-  
 « séquence nécessaire de l'autre. Si l'opinion  
 « ou le préjugé du public venait à changer  
 « touchant ces occupations, leur traitement  
 « pécuniaire tomberait à l'instant. Plus de  
 « gens s'appliqueraient à ce genre d'industrie,  
 « et leur concurrence en ferait baisser le prix.  
 « De tels talens poussés à un certain point,  
 « sans être communs, ne sont pas si rares  
 « qu'on l'imagine : bien des gens les possèdent,  
 « qui regardent comme au-dessous d'eux d'en  
 « faire un objet de lucre; et un bien plus  
 « grand nombre seraient capables de les ac-  
 « quérir, s'ils procuraient autant d'estime que  
 « d'argent (1). »

## Objection.

On pourrait opposer à Smith qu'il se trouve des professions, comme celles où l'on s'occupe du nettoyage des lieux immondes, qui, quoiqu'elles soient accompagnées de désagrémens et de dangers, n'en sont dédommagées ni par la considération ni par les gros salaires qu'elles obtiennent. Il faut sans doute attri-

---

(1) Richesse des nations, liv. I, chap. 10.



buer cet effet à l'immense concurrence qui naît de la réplétion d'une population disproportionnée avec les produits de la société. CHAP. VIII.

A l'égard des places qui dans la haute administration, dans le militaire et dans l'église, procurent à la fois beaucoup d'autorité, d'honneurs et d'argent, il est permis de les regarder comme les dilapidations d'un peuple ignorant, qui prodigue des moyens de récompense fort au-delà de ce qui serait nécessaire à son bonheur; et qui n'en fait pas l'objet d'une libre concurrence, comme elle existe dans les autres professions de la société. Une nation éclairée sur ses vrais intérêts ne permet pas qu'on répande beaucoup d'honneurs et beaucoup d'argent pour récompenser des services quelquefois assez médiocres, quelquefois même préjudiciables à son bonheur.

Des places  
chèrement  
payées.

L'incertitude de certains profits tend à en élever le taux. On paie souvent un méchant repas d'auberge, plus cher qu'un excellent dîner, parce que l'aubergiste, posté sur une route de traverse, demeure quelquefois trois ou quatre jours sans voir un voyageur. Il faut que celui qui passe, paie les profits du jour, et en outre ceux de la veille et ceux du lendemain. Si cet avantage n'existait pas, qui vou-

Quel est l'effet  
des profits  
incertains.

v<sup>e</sup> PARTIE. **drait tenir maison ouverte sur une route de traverse?**

Nous devons ranger dans la même catégorie les entreprises dont le succès est très-douteux. Les entrepreneurs de divertissemens publics gagnent gros, lorsqu'ils ont la vogue. Une année suffit quelquefois pour doubler leurs fonds ; mais aussi ils sont ruinés si la vogue ne vient pas.

Ils ne sont pas  
au fond mieux  
payés que  
d'autres.

Je ne sais au surplus si je fais bien de ranger, à l'imitation de Smith, dans la classe des professions où l'on fait de gros profits, celles où les profits sont variables et incertains. Les services productifs n'y sont pas mieux payés que dans les autres, s'il faut que les bénéfices extraordinaires que l'on fait dans une occasion, tiennent lieu des profits qu'on ne fait pas dans une autre, quoique l'on ait déboursé les mêmes frais. Malgré son mauvais gîte bien payé, je doute que l'aubergiste de village gagne autant qu'un traiteur de Paris, qui subit une forte concurrence et offre ses comestibles au rabais, mais dont le débit est plus certain. Les professions hasardeuses, somme toute, enrichissent peu ceux qui s'y livrent. On s'y adonne comme on met à la loterie, quoique la somme des lots soit toujours inférieure à celle des mises. L'homme a du penchant à se flatter : partout

Des professions  
hasardeuses.

où il y a quelques chances heureuses, chacun s'imagine qu'elle sera pour lui. Les services productifs les mieux entendus, ceux qui au total récompensent le mieux les peines qu'on se donne, paraissent être, au contraire, ceux où la rétribution est modique, mais sûre.

Lorsqu'un produit ne peut être le fruit que d'un talent distingué ; le profit qui en résulte, excède alors tous ceux qui peuvent être obtenus en vertu des lois précédentes. Un peintre, un statuaire du premier ordre, qui peuvent être considérés comme entrepreneurs, puisqu'ils agissent pour leur propre compte, vendront peut-être 30 mille francs un morceau qui n'aura pas quelquefois exigé de leur part pour plus de mille écus d'avances. Ils retireront en un an dix fois leur capital. C'est qu'il y a fort peu de concurrence dans les talens éminens. S'il n'y a qu'un seul chef-d'œuvre des arts produit dans le cours d'une année, et qu'il se rencontre seulement deux amateurs capables de l'apprécier et de le payer, il se trouve que la quantité demandée est double de la quantité offerte. De là des prix souvent exagérés.

Défaut de  
concurrence  
pour les talens  
éminens.

Vous voyez comment tout ce qui a une valeur appréciable, rentre dans le domaine de l'économie politique.



## CHAPITRE IX.

## Évaluation des facultés industrielles.

Double origine  
d'un fonds  
industriel.

LES fonds industriels ont une double origine. Vous savez qu'ils se composent de facultés naturelles et de talens acquis. La vigueur d'un porte-faix, la beauté d'une courtisane, dont l'un et l'autre tirent parti pour se faire un revenu, sont eux-mêmes des avantages qu'ils ne doivent pas en entier à la nature. N'a-t-il pas fallu qu'eux, leurs parens, ou le public, fissent les frais de leur entretien et de leur développement, jusqu'à ce que leurs profits pourvussent à leur existence? Le montant de ces avances est un capital dont la nature ne leur a pas fait présent, comme elle leur a fait présent de la force et de la beauté. Il y a donc, même dans les facultés naturelles, une valeur qu'il a fallu payer.

Il peut être  
évalué d'après  
ce qu'il  
rapporte.

Quand un peintre, un médecin, un avocat célèbres, gagnent 30 mille francs tous les ans, il faut considérer ce revenu comme étant en partie l'intérêt viager du capital consacré à leur éducation et à leurs études; et en partie

le revenu d'un fonds naturel approprié, qui est leur talent. Ce fonds ne peut pas être apprécié d'après sa valeur échangeable, puisqu'il est inaliénable; mais il peut être apprécié d'après le revenu qu'il rapporte. Ainsi lorsque la famille d'un avocat a dépensé pour son éducation, 40 mille francs, on peut regarder cette somme comme placée à fonds perdus sur sa tête. Il est permis dès-lors de la considérer comme devant rapporter annuellement quatre mille francs. Si l'avocat en gagne trente, il reste donc 26 mille francs pour le revenu de son talent personnel donné par la nature. A ce compte, si l'on évalue au denier dix, le fonds naturel dont la nature lui a fait présent, il se monte à 260 mille francs; et le capital que lui ont donné ses parens en fournissant aux frais de ses études, à 40 mille francs. Ces deux fonds réunis composent sa fortune, laquelle est tout entière placée à fonds perdus sur sa tête.

Pour que les familles qui font les frais d'une étude coûteuse ne soient pas en perte, il convient d'observer que l'intérêt de leurs avances est imparfaitement payé par un simple intérêt viager. Cet intérêt pourrait suffire pour les indemniser de leurs avances, si tous les jeunes gens qu'on élève, parvenaient à l'âge où ils

Frais  
d'assurance  
pour la vie.

V<sup>e</sup> PARTIE.

peuvent retirer les fruits de leur éducation, et si chacun d'eux réussissait assez bien pour pouvoir gagner un intérêt viager de ce placement. Mais plusieurs d'entre eux meurent avant l'âge d'homme, et plusieurs autres ne tirent jamais un sou de la profession pour laquelle ils ont été élevés. Dans ces cas-là les parens ont perdu leurs avances. Il faut donc qu'ils soient indemnisés, non-seulement de leurs avances, mais encore du risque auquel ils se sont exposés de les perdre. Si les produits ne procurent pas le dédommagement de ce risque, les parens sacrifient une partie de leurs fonds, et la société une partie de ses richesses.

On peut remplacer toutes ces évaluations par d'autres que l'on jugera meilleures. L'essentiel est ici l'analyse qui doit montrer en chaque chose toutes les parties dont l'ensemble compose cette chose; et le raisonnement qui doit être rigoureusement juste. Les évaluations se changent ensuite sans inconvénient, selon les différens pays, selon les différentes époques, et selon qu'on est mieux informé. On est déjà bien fort lorsqu'on tient les *cadres* et qu'on n'a plus qu'à les remplir par des *données*, à mesure qu'on est à portée de se les procurer.

Analyse

Adam Smith, et après lui la plupart des



écrivains de sa nation, appellent les *profits du capital*, ce que j'appelle ici les *profits de l'industrie*; et ils disent en conséquence que les profits du capital sont plus ou moins forts, selon que la profession réclame plus ou moins de talens; selon qu'elle présente plus ou moins de risques. Il est évident que ces risques, ces pertes et ces profits regardent les capacités industrielles. Les capitaux n'ont aucun motif de s'appliquer à certaines productions plutôt qu'à d'autres; ils n'ont ni goûts, ni volontés. Dire que les capitaux affluent là où ils trouvent de meilleurs profits, ne présente pas un sens plus juste que cette autre phrase : *Les chevaux affluent dans les entreprises où ils mangent le plus d'avoine*. Le fait est que l'on applique plus de capitaux aux entreprises qui donnent le plus de profits, mais que les profits plus ou moins grands qu'on tire de ces entreprises, sont ceux qui résultent de l'industrie de leurs entrepreneurs. Je relève ces fausses expressions, parce qu'elles contribuent toujours plus ou moins à faire naître de fausses idées.

Lorsque les facultés industrielles (1) pro-

De la  
surabondance

---

(1) Voyez dans le chapitre précédent en quoi elles consistent.

V<sup>e</sup> PARTIE.  
des facultés  
industrielles.

pres à former un entrepreneur, sont trop abondantes sur le marché, elles s'offrent au rabais; c'est-à-dire qu'il s'y rencontre un trop grand nombre d'entrepreneurs en état, par leurs talens et leurs capitaux, de poursuivre avec succès le cours d'une entreprise. Dès-lors les rétributions qu'ils peuvent obtenir par leurs capacités industrielles toutes seules, ne sont pas suffisantes pour les faire vivre selon l'état qu'exigent les habitudes du pays. Il faut dès-lors qu'ils y joignent le profit d'un capital qui leur appartienne; car s'ils font usage d'un capital emprunté, l'intérêt qu'ils sont forcés d'en payer, les réduit à vivre sur leur industrie seulement, et celle-ci n'y suffit pas. Cette surabondance d'industrie, comparée avec les débouchés que laissent des institutions vicieuses (1), est, je crois, une des causes qui ont souvent mis l'industrie anglaise dans la détresse. Le gérant d'une entreprise qui ne rapporte que cinq pour cent des fonds qu'on y emploie, s'il est obligé de payer quatre pour cent au prêteur du capital, ne retire qu'un pour cent pour ses talens et son travail. Ce

---

(1) Comme, par exemple, des monopoles tels que ceux des producteurs de blé, et des dépenses inutiles de la part du gouvernement.

profit insuffisant l'excite à grossir sa production outre mesure, et à se procurer des capitaux fictifs (1) à défaut de capitaux réels ; car un pour cent qui ne lui donne pas de quoi vivre sur cent mille francs, le lui donne sur un million.

---

(1) Comme des escomptes d'effets de circulation dans les banques publiques.



## CHAPITRE X.

Des profits de la classe ouvrière, en particulier.

On n'est pas  
toujours  
ouvrier  
quoique  
employé  
par un  
entrepreneur.

LES entrepreneurs d'industrie achètent les services de diverses classes d'hommes qui se font un revenu de la vente de leur travail ; mais parmi ces classes diverses, il en est plusieurs dont la profession suppose assez de vues, de raisonnement et de capitaux, pour être comprises dans la grande classe des entrepreneurs d'industrie. Un négociant étranger adresse à un commissionnaire français des marchandises de son pays, le charge de les vendre, et de lui en faire les retours en marchandises françaises qu'il lui désigne. Bien que le commettant paie une commission au commissionnaire, et que le commissionnaire n'agisse pas pour son propre compte, on ne peut pas dire que celui-ci soit un simple salarié. C'est une espèce d'entreprise que de se mettre en état d'exécuter les ordres d'un négociant étranger. Un commissionnaire est obligé d'avoir un comptoir et des magasins, d'entretenir des commis, de garder des fonds en caisse, de recevoir et

de payer des effets de commerce, et souvent de faire des avances, à compte sur les rentrées que lui procurera la vente des marchandises dont il est consignataire. Il faut qu'il se connaisse en marchandises, qu'il soit au courant de leurs prix, qu'il sache quels sont les fournisseurs les plus capables de fabriquer les objets qu'il est chargé d'acheter; il doit être en état de traiter des ventes et des achats avec autant d'habileté que s'il traitait pour lui-même. Sans cela il serait peu digne de la confiance de ses correspondans.

On en peut dire autant de l'armateur qui transporte des marchandises à fret, de l'agent de change et du courtier qui sont les intermédiaires des ventes, et même du roulier qui transporte des marchandises par terre. Tous ces industriels, bien que salariés, sont des entrepreneurs, en ce qu'ils se chargent, par entreprises, d'une certaine mission; qu'ils en font les frais et répondent de l'exécution. J'entends par ouvrier l'homme qui exécute servilement un ouvrage courant, tel qu'il lui est commandé par un maître, et suivant des procédés connus qui ont été l'objet d'un apprentissage.

Qui l'on peut  
appeler  
ouvrier.

Cette désignation comprend et l'ouvrier qui travaille en atelier ou en boutique, chez son

V<sup>e</sup> PARTIE. maître, et celui auquel on confie une certaine quantité de matière première qu'il travaille chez lui. Beaucoup d'ouvrières couturières cousent chez elles, des gants, des bretelles, etc., dont un marchand leur confie la matière première; il y a peu de tailleurs dans les grandes villes, qui ne fassent coudre en ville plusieurs des vêtemens qu'on leur commande.

Paiemens  
à la tâche  
peuvent être  
réduits en  
paiemens à la  
journée.

Les ouvriers sont payés soit à la tâche, soit à la journée. Toutes les fois que la tâche est appréciable, on préfère les payer ainsi, parce que, pourvu que l'ouvrage soit bien exécuté (ce qu'on vérifie avec soin), on est assuré de ne pas leur payer plus de travail qu'il n'y en a eu de fait. Il est même indispensable de payer ainsi les travaux que l'ouvrier exécute chez lui, loin des yeux du maître ou de son contre-maître. Mais comme l'expérience fait connaître bien vite à l'entrepreneur la quantité d'ouvrage qu'un ouvrier peut exécuter en un jour, il sait quel salaire journalier chacun de ses ouvriers peut gagner à la tâche; et c'est sur le montant de cette journée, que roule le débat qui s'élève pour le prix entre le maître et l'ouvrier.

Même quand l'ouvrier qui travaille à son domicile, fournit la matière du produit, comme



il arrive souvent à ceux qui tissent de la toile, à ceux qui font chez eux des objets de mercerie et de quincaillerie, des éventails, des boîtes de toutes sortes, ainsi que cela se pratique à Paris; même dans ces cas-là, quoique ces ouvriers soient de petits entrepreneurs, néanmoins les avances qu'ils font de la valeur du produit, sont souvent si peu de chose, ils exécutent si servilement ce qu'on leur commande, et l'on sait si bien à quoi se montent leurs déboursés et la quantité de produits qu'ils peuvent exécuter en un jour, que l'on traduit aisément en journées d'ouvriers, le montant des achats qu'on leur fait.

Ainsi quand je parle de journées d'ouvriers, il faut toujours avoir devant les yeux, ces différentes manières de toucher un salaire qu'une opération de l'esprit réduit ordinairement en journées.

C'est ce salaire, ce sont ces journées qui composent ce que j'appelle les profits, le revenu de l'ouvrier.

Ces profits sont d'autant plus grands que le travail de l'ouvrier est plus demandé et moins offert, et ils se réduisent à mesure que le travail de l'ouvrier est plus offert ou moins demandé. C'est le rapport de l'offre avec la demande qui règle le prix de cette marchandise

Circonstances  
qui influent  
sur le salaire  
de l'ouvrier.

V<sup>e</sup> PARTIE.

appelée *travail de l'ouvrier*, comme il règle le prix de tous les autres services productifs (1).

Les salaires  
plus élevés  
quand viennent  
les récoltes.

Ainsi à l'époque des moissons où l'on a besoin de beaucoup de bras pour recueillir des grains qui ne souffrent pas qu'on diffère, la journée des manouvriers de campagne, se paie le double et le triple de ce qu'elle vaut en d'autres temps. Elle monterait plus haut encore, si dans le temps des moissons, les habitans des montagnes où il n'y a pas de terres à blé, ne descendaient pas dans la plaine. Les moissonneurs des montagnes de Bourgogne et de Franche-Comté vont faire la moisson jusqu'à quarante lieues de leur domicile.

Par contre en hiver, où il n'y a presque aucune demande pour les travaux des champs, les journées d'ouvriers tombent à très-bas prix.

Il y a dans les travaux des villes, de sembla-

---

(1) Plusieurs économistes politiques sont d'opinion que le prix des choses ne s'augmente pas à cause de la demande, et se règle uniquement sur les frais de production; cette assertion est fondée jusqu'à un certain point; mais les frais de production se composent du prix des services productifs et sont plus chers quand les services productifs sont plus demandés. Avec une même quantité de services productifs offerts, une demande plus grande fait monter à la fois et les frais de production et le prix des produits.

bles alternatives; mais elles sont moins prévues; ce qui est un malheur, parce qu'on prend moins de précautions pour se garantir de leurs inconvénients. Une nouvelle branche de commerce, un nouveau débouché excitent la demande de certains travaux et en font hausser le salaire; mais une cause contraire les fait baisser quelquefois d'une manière inopinée et qui trompe tous les calculs.

Une mauvaise récolte, par exemple, occasionne une réduction dans la demande que les consommateurs font, non-seulement des produits de la terre, mais de tous les autres. Une famille qui consomme annuellement pour 400 francs de blé, si le blé augmente et qu'elle soit forcée d'en consommer pour 600 francs, doit nécessairement retrancher 200 francs sur ses autres consommations; ce qui réduit la demande qu'elle fait des autres produits et du travail des ouvriers qui s'en occupent (1).

J'ai observé en effet que les années de disette, où il serait à désirer que les journées

Une cherté de grain fait baisser les salaires.

---

(1) On remarque dans les grandes villes que lorsque le blé est cher, les cabarets sont beaucoup moins fréquentés, même quand le vin est à bon marché. L'ouvrier est obligé alors d'employer une plus forte part de son salaire à l'achat d'une denrée plus indispensable pour lui que le vin.



v<sup>e</sup> PARTIE. d'ouvriers fussent plus élevées, sont précisément celles où leur prix tombe le plus bas.

Pour connaître les lois qui, toutes choses d'ailleurs égales, déterminent le taux des salaires, il faut connaître les causes qui influent en temps ordinaire sur la quantité de travail offerte par la classe ouvrière, et sur celle qui est demandée par la classe des entrepreneurs, par la classe consommatrice de ce travail.

La *demande* de travail dépend, ainsi que nous l'avons déjà observé, de la demande que les consommateurs font des produits du travail; nous sommes remontés aux causes de cette demande en cherchant les causes qui sont favorables à tous les producteurs quels qu'ils soient, et aux producteurs industriels en particulier.

L'*offre* du travail dépend de la quantité de travailleurs capables d'exécuter chaque espèce de travail.

Il y a des  
ouvriers de  
divers ordres.

Il faut donc distinguer dans les fonctions de l'ouvrier, différentes espèces ou qualités de travail.

Salaires  
du simple  
manouvrier.

Il y a le travail du simple manouvrier, celui que tout homme est capable d'exécuter sans aucun apprentissage, ou qu'il peut du moins exécuter après un apprentissage fort court et

non coûteux ; comme de piocher la terre , broyer des drogues , transporter du mortier. L'offre qui est faite d'un semblable travail s'étend facilement avec la demande qui en est faite. Cette demande peut porter les salaires un peu , mais très-peu , au-dessus du taux nécessaire pour que les familles des ouvriers puissent s'entretenir et se perpétuer ; c'est-à-dire du taux nécessaire pour que chaque famille puisse élever jusqu'à l'âge adulte , assez d'enfans pour remplacer le père et la mère. Quand les salaires vont un peu au-delà de ce taux , les enfans se multiplient , et une offre plus grande se proportionne bientôt à une demande plus étendue.

Quand , au contraire , la demande de travailleurs reste en arrière de la quantité de gens qui s'offrent pour travailler , leurs gains déclinent au-dessous du taux nécessaire pour que la classe puisse se maintenir en même nombre. Les familles les plus accablées d'enfans et d'infirmités dépérissent ; dès-lors l'offre du travail décline ; et le travail étant moins offert , son prix remonte.

Vous voyez par là , messieurs , qu'il est difficile que le prix du travail du simple manouvrier , s'élève ou s'abaisse long-temps au-dessus ou au-dessous du taux nécessaire pour maintenir la classe au nombre dont on a besoin. D'où

V<sup>e</sup> PARTIE.

nous pouvons tirer cette conclusion que le revenu du simple manouvrier ne s'élève guère au-dessus de ce qu'il faut pour entretenir les familles.

Ouvriers  
privilegiés.

Je sais qu'il y a dans les halles, sur les ports, des hommes de peine dont les gains excèdent quelquefois ceux d'un simple manœuvre; mais remarquez que ce sont des hommes de choix pour la force, ou l'intelligence, ou la fidélité; ou bien qu'ils ont un monopole, qu'ils forment une corporation, genre d'abus qui retombe toujours sur le consommateur.

Salaires  
de l'homme  
de métier.

Après le travail du simple manouvrier nous trouvons celui de l'homme de métier, de l'homme qui, après un apprentissage plus ou moins long, est capable, par exemple, d'élever un mur d'aplomb, de scier un arbre en planches régulières, d'assembler une charpente, de coudre des vêtemens, etc. Cette espèce de travail est constamment un peu plus chère que l'autre; car il ne suffit pas pour créer un homme de métier, de créer un homme adulte: il faut de plus que cet homme ait un certain degré d'intelligence et d'adresse qui, quoique fort ordinaire, ne se rencontre pas généralement chez tous les hommes; il faut en outre que les familles qui fournissent cette



qualité de travail, fassent quelques frais d'apprentissage, et par conséquent un peu plus de dépense pour élever la famille. Si leurs gains ne suffisaient pas à cette dépense, on ne trouverait bientôt plus assez d'ouvriers de métier; ce qui ferait remonter leur salaire à un taux suffisant pour en conserver le nombre. Là où l'on trouve de simples manœuvres pour 30 sous par jour, on ne peut pas se procurer des ouvriers maçons ou menuisiers, pour moins de 50. Mais en même temps le salaire des gens de métier, ne peut pas s'élever au-dessus d'un certain taux (comme par exemple le double du salaire d'un homme de peine); parce qu'alors leur classe se recrute aux dépens de cette dernière, où il se rencontre toujours des jeunes gens un peu plus intelligens, un peu plus dégourdis que les autres, qui ont bientôt fait un apprentissage.

Quand l'état de la société devient tel qu'elle réclame un peu moins de travail manuel, toutes les classes ouvrières sont en souffrance, avec cette différence que l'homme de métier conserve presque toujours des moyens de subsister dont un simple manouvrier peut manquer tout-à-fait. Un ouvrier maçon peut faire le métier de manœuvre au besoin; tandis que le manœuvre ne peut pas à l'instant même de-

Aux époques  
de détresse,  
l'homme qui  
sait un métier  
a moins à  
souffrir.

V<sup>e</sup> PARTIE.

venir un maçon. Si même l'homme de métier est forcé de se réduire au rôle d'homme de peine, il s'en acquitte toujours avec un peu plus d'intelligence et de dextérité; ce qui le fait préférer. Aussi la disette de travail, et les souffrances de la classe ouvrière, commencent-elles toujours par affecter les simples manouvriers et ceux des ouvriers dont la capacité est la plus ordinaire. Dans une population qui décline, c'est la classe où l'offre des services excède toujours la demande; c'est celle par où commence la dépopulation.

Je répéterai ici une observation que j'ai déjà faite à l'occasion d'une autre classe d'industriels, c'est que les moyens d'existence des ouvriers ne sont point une quantité fixe. Il faut plus ou moins de moyens d'existence selon les climats et les mœurs des nations. Un ouvrier de Paris ou de Londres périrait de besoin avec ce qui suffit à un ouvrier du Bengale. Et non-seulement il faut à celui-ci moins de denrées alimentaires, moins de vêtemens, moins de logement et moins de plaisirs, mais tous ces objets de consommation sont réellement moins chers au Bengale qu'en Europe.

Cas  
exceptionnels.

Lors donc que je dis que les salaires d'ouvriers ne s'élèvent que jusqu'au point de leur procurer les moyens d'exister, je sous-entends



toujours *selon les mœurs du pays qu'ils habitent* (1). Il faut également sous-entendre que c'est *dans l'état naturel et ordinaire des choses* ; car une circonstance extraordinaire fait quelquefois monter le salaire des ouvriers à un taux fort supérieur à celui que j'assigne ici. Après un grand incendie, un désastre, on est obligé de payer fort cher les ouvriers dont on a besoin pour le réparer.

Nous avons vu comment est en général limitée le nombre des entrepreneurs qui, dans chaque branche d'industrie, s'offrent à pourvoir aux besoins de la société ; et nous venons de voir que le nombre des ouvriers au contraire ne cesse de s'étendre que lorsque leur salaire ne leur permet plus de subsister eux et leur famille selon les mœurs du pays. Il en résulte que les entrepreneurs exercent toujours

Les entrepreneurs exercent un monopole à l'égard des ouvriers.

---

(1) Dans l'ancienne Rome, les vigneron qu'on louait pour tailler les ceps que l'usage était de marier aux arbres, stipulaient dans leurs contrats que s'ils venaient à tomber et à se tuer, ce serait le maître qui paierait la sépulture. On peut regarder cette légère augmentation au salaire de l'ouvrier, comme une suite des opinions des peuples de l'antiquité qui se passaient fort bien de chemises, mais qui regardaient comme un affreux malheur d'être privés de sépulture. Voyez Gioja : *Nuovo prospetto delle scienze economiche*, tome II, page 30.



V<sup>e</sup> PARTIE. un monopole à l'égard des ouvriers. Ceux-ci ne trouvent pas autant de maîtres qu'ils veulent; mais les maîtres trouvent toujours le nombre d'ouvriers dont ils ont besoin, s'ils peuvent leur fournir les nécessités de la vie.

L'entrepreneur  
a pour lui  
l'avantage de  
sa position.

J'ajouterai qu'indépendamment de cet avantage qui tient à la nature des occupations, le maître tire d'autres avantages encore de sa fortune et de sa situation dans la société. Le maître et l'ouvrier ont bien, à la vérité, besoin l'un de l'autre, puisque l'un ne peut faire aucun profit sans le secours de l'autre; mais le besoin du maître est moins pressant. Il en est peu qui ne pussent vivre plusieurs mois, et même plusieurs années, sans faire travailler un seul ouvrier; tandis qu'il est peu d'ouvriers qui pussent, sans être réduits aux dernières extrémités, passer plusieurs semaines sans ouvrage. Il est bien difficile que cette différence de position n'influe pas sur le règlement des salaires.

Des ligues.

Que serait-ce si les maîtres se réunissaient et se promettaient entre eux, sous des peines assez sévères, de ne pas payer leurs ouvriers au-delà d'un certain prix, comme font les tailleurs de Londres, et probablement d'autres professions?

Et des  
privileges.

Que serait-ce enfin si la législation, comme

dans les pays où il y a des jurandes, autorisait de semblables conjurations, et réprimait comme des désordres coupables, des ligues semblables parmi les ouvriers?

Cette surabondance de besoins dans la classe salariée et la médiocrité des salaires, que la nature des choses et l'ascendant des premières classes de la société, tendent à réduire au niveau des besoins rigoureux et quelquefois plus bas, sont une des plaies de l'état social, et une plaie dont de bonnes institutions peuvent bien adoucir les souffrances sans pouvoir les détruire complètement; obliger qui que ce soit à payer des travaux au-delà du prix où l'on offre de les exécuter, serait une violation de la propriété et une atteinte portée à la liberté des transactions. L'effet en serait plus fâcheux encore, même pour la classe ouvrière.

Les ouvriers plus intéressés que les maîtres à ce que la législation soit bonne.

Toutes les mauvaises lois, tous les vices qui s'introduisent dans l'organisation sociale, tendant à priver la société d'une partie de ses moyens d'existence, et cette privation atteignant la classe ouvrière avant toutes les autres, elle est plus qu'aucune autre, intéressée à ce que l'état soit bien administré. On a dit que les riches devaient plus s'intéresser à la chose publique parce qu'ils avaient plus à perdre. Ce sont bien plutôt les pauvres. Il y va de leur



V<sup>e</sup> PARTIE.

existence, tandis que les riches trouvent dans leurs biens mêmes, de quoi surmonter l'effet des circonstances fâcheuses. Quand les ouvriers s'inquiètent peu de la chose publique, ils déclinent par là une profonde ignorance de ce qui les touche le plus.

Cette classe  
moins  
misérable que  
les sauvages.

Ce n'est point au reste la civilisation qu'il faut accuser des malheurs de la classe ouvrière. Même avec la plus détestable administration, son sort n'est pas au-dessous de celui des peuples sauvages. Sur dix personnes il y en a trois peut-être qui souffrent chez les peuples civilisés : il y en a neuf chez les sauvages.

Si les lois  
leur doivent  
une protection  
spéciale.

M. de Sismondi convenant en principe des inconvéniens qui résultent de l'intervention de l'autorité dans les conventions particulières, pense néanmoins que la loi doit prêter quelque force à celui des deux contractans qui est nécessairement dans une position tellement précaire et dominée, qu'il est quelquefois forcé d'accepter des conditions onéreuses. Il est impossible de ne pas partager en ce point l'opinion de M. de Sismondi, et de ne pas approuver une disposition récente de la législation anglaise, qui fixe l'âge au-dessous duquel il n'est pas permis à un manufacturier de faire travailler les enfans dans ses ateliers.

Il s'agit ici de protéger, non-seulement la



faiblesse naturelle de la classe ouvrière, mais celle de l'enfance. On dira peut-être que l'enfant qu'on empêche de travailler dans une manufacture, n'en est que plus malheureux puisque ses parens indigens ont d'autant moins de moyens de le faire subsister. Mais quand on a l'expérience de ce qui se passe parmi les classes pauvres, on sait fort bien que plus elles ont de facilité pour tirer parti du travail de leurs enfans, et plus leurs enfans se multiplient. Or, favoriser cette multiplication, c'est fournir de nouvelles victimes à la misère.

On ne peut pas approuver de même, les mesures coercitives et prohibitives que M. de Sismondi propose pour limiter le nombre des ouvriers, et pour obliger les chefs d'entreprises à les entretenir quand l'ouvrage manque. Nous y reviendrons en traitant de la population.

## CHAPITRE XI.

Des profits de la classe savante, en particulier.

Objets des  
travaux des  
savans.

DANS l'analyse que nous avons faite des différens travaux desquels il résulte des valeurs, c'est-à-dire des richesses, nous avons distingué les travaux des savans. En effet, lorsque dans nos opérations productives, nous employons des êtres matériels, du fer, des bois, de l'eau, qu'employons-nous? de quoi nous servons-nous? De leurs propriétés naturelles, des lois qui dérivent de leur nature. Leur nature, leur manière de se comporter, font partie d'eux-mêmes, et c'est cela même que nous employons lorsque nous faisons usage de ces mêmes corps. Or, ce sont ces propriétés et ces lois qui sont l'objet des recherches des savans.

Nous en tirons un parti d'autant plus avantageux qu'elles sont mieux connues. C'est parce que nous connaissons mieux que les anciens les lois de la statique des fluides, que nous conduisons l'eau dans des réservoirs élevés, par des tuyaux qui nous dispensent de ces aqué-

ducs, splendides monumens de la magnificence des Romains et de leur ignorance.

Les lois de la matière se combinent et réagissent en mille manières les unes sur les autres ; et notre industrie est d'autant plus avancée , que nous connaissons mieux les résultats de ces combinaisons. C'est ainsi qu'après avoir mesuré les différentes dilatations du cuivre et du fer par la chaleur , nous avons pu faire des pendules à compensation , et obtenir pour nos horloges un mouvement égal et constant , quelle que soit la température de l'air.

Et qu'on ne s'imagine pas qu'il suffise aux progrès de l'industrie , que l'on cultive les seules branches des sciences qui nous offrent des vérités actuellement applicables aux arts utiles. Une loi de la nature découverte et expliquée , peut être sans application actuelle aux besoins de l'homme , et devenir utile plus tard. Il peut se présenter une occasion où cette loi nous expliquera un inconvénient qui nous arrête , et nous fournira un moyen de l'écarter. Il serait bien téméraire celui qui affirmerait qu'une vérité qu'on découvre , ne sera jamais bonne à rien.

Pour créer des valeurs , nous n'agissons pas seulement sur des êtres insensibles , et nous n'employons pas uniquement des propriétés

Une loi de nature sans application peut devenir utile.

Utilité des sciences morales et politiques.



V<sup>e</sup> PARTIE.

matérielles. Nous avons de plus affaire à des hommes qui ont des besoins, des volontés, des passions; et qui sont soumis à des lois qui leur sont imposées, les unes par leur nature d'hommes, les autres par la société dont ils sont membres. Pour nous guider dans nos travaux, toutes ces lois veulent être connues, et pour être connues, il faut les étudier. C'est l'objet que se proposent les sciences morales et politiques; celles dont le but est d'étudier l'homme moral et l'homme social; lois très-nombreuses dans l'état de société, par la raison que, dans cet état, nos relations avec les hommes et avec les choses, sont extrêmement multipliées. Cette étude embrasse non-seulement les lois qui dérivent de notre nature morale, de nos besoins physiques et de nos moyens d'y pourvoir, mais encore les lois du corps politique, la législation civile, la législation criminelle.

La loi  
considérée  
seulement  
comme un fait,

En vous parlant des lois auxquelles les hommes et les choses sont assujettis, remarquez, messieurs, que je n'examine point en vertu de quel droit telle ou telle loi leur est imposée, et en vertu de quel devoir ils s'y soumettent. Le *fait* et non le *droit*, est ce qui nous occupe ici. J'appelle *loi* au physique et au moral, toute règle à laquelle on ne peut pas se soustraire; sans m'inquiéter de la question

de savoir si elle est équitable ou non, si elle est nuisible ou bienfesante; questions qui sont l'objet d'une autre étude que celle qui nous occupe en ce moment (1).

CHAP. XI.

La connaissance de la nature des choses physiques et morales et des lois qui en dérivent, ne peut être acquise que par des observations nombreuses, des expériences répétées, des rapprochemens, des combinaisons sans fin. Tout cela exige des méditations profondes, une étude assidue. Plus les sciences s'étendent et se perfectionnent, et plus cette étude devient longue et pénible; car une science ne s'étend, que parce qu'elle se compose d'un plus grand nombre de faits constatés, d'un plus grand nombre de rapports observés, et d'un plus grand nombre de lois découvertes ou enregistrées dans la mémoire. Lorsque nos connaissances sont très-multipliées, la vie d'un homme ne suffit plus pour apprendre même un seul ordre de faits et de lois; ce qui constitue une seule science. Alors un savant est considéré comme ayant bien employé son temps et ses facultés, et

La division  
du travail  
introduite  
dans les  
sciences.

---

(1) C'est l'objet d'un excellent ouvrage de M. Charles Comte. Voyez son *Traité de Législation*. L'Esprit des Lois de Montesquieu, laisse beaucoup à désirer sous ce rapport.



V<sup>e</sup> PARTIE.

comme s'étant rendu suffisamment utile à ses semblables, lorsqu'il a bien étudié une seule branche d'une seule science. Pythagore, Thales, savaient tout ce qu'on pouvait savoir dans leur temps. Aristote a fait les meilleurs livres de son époque sur la politique, la morale, les belles-lettres, et l'histoire naturelle; mais s'il vivait de nos jours, non-seulement il serait obligé de renoncer aux belles-lettres pour apprendre toute l'histoire naturelle; mais en supposant qu'il voulût posséder entièrement une seule branche de l'histoire naturelle, comme la botanique ou la minéralogie, il serait obligé de se borner à une teinture générale des autres branches. Pour se rendre fameux dans les minéraux, il faudrait qu'il abandonnât à d'autres savans l'étude des animaux et des plantes. Ce n'est qu'à ce prix qu'il pourrait se flatter de reculer la borne du genre de connaissances qu'il aurait cultivé.

Si le même savant voulait cultiver plusieurs branches, ou joindre une autre occupation à ses études, il ne pourrait plus embrasser la totalité des propriétés naturelles, des faits, et des lois, dont sa science se compose. Il en perdrait une partie; il perdrait (au moins jusqu'à un certain point) cette netteté de conception qui naît de l'habitude d'envisager sous toutes ses



faces et sous tous ses rapports, chacun des objets qui nous occupent. CHAP. XI.

C'est cette netteté avec laquelle on saisit tous les rapports, toutes les causes, toutes les conséquences, qui nous préserve aujourd'hui de ces erreurs, si communes autrefois, qui entraînaient beaucoup de gens à chercher le mouvement perpétuel, ou la panacée universelle. On sait maintenant que les propriétés d'un remède, favorables pour certaines maladies, sont précisément ce qui le rendrait contraire à d'autres maladies; et on le sait parce que l'on connaît mieux le siège des maladies et la nature des désordres qu'elles causent.

*Cette division  
favorable à  
leurs progrès.*

S'il y a des infortunés qui cherchent encore le mouvement perpétuel, c'est parce qu'ils ignorent une partie des lois de la mécanique; c'est qu'ils ne sont pas en état de suivre la chaîne qui lie les effets avec les causes. Et cela vient bien souvent de ce que d'autres occupations ne leur ont pas permis d'étudier la science sous tous ses rapports, comme doit le faire un savant de profession. Ce sont presque toujours des mécaniciens pratiques, des entrepreneurs d'arts mécaniques, qui cherchent le mouvement perpétuel. S'ils s'étaient livrés à la théorie de la science, à l'étude de l'ensemble de ses lois, à coup sûr, ils n'emploieraient pas

v<sup>e</sup> PARTIE. leur argent et des talens, souvent très-remarquables, pour atteindre un but qui n'est nulle part.

Pourquoi un  
savant n'est  
pas un bon  
entrepreneur.

Nous ne devons pas nous étonner d'après cela qu'un vrai savant soit si rarement un bon entrepreneur d'industrie. Les études et les méditations auxquelles il faut qu'il se livre pour connaître la totalité des faits dont se compose la science, ou du moins tout ce qu'on en sait, nuisent aux méditations qui pourraient lui suggérer les moyens de faire réussir une entreprise industrielle. C'est la même raison qui fait qu'un bon entrepreneur est un savant médiocre.

Vous sentez bien, messieurs, que je ne parle ici, et que je ne peux parler, qu'en thèse générale. Dans des cas particuliers, j'ai connu des manufacturiers très-savans, et j'ai connu quelques savans qui avaient réussi dans des entreprises industrielles. M. Wollaston, secrétaire de la Société royale de Londres, et chimiste très-distingué, avait une manufacture d'ustensiles de platine; et M. Montgolfier, grand manufacturier de papier à Annonay, était encore plus distingué, comme physicien, que comme manufacturier. Il y a des capacités remarquables qui peuvent embrasser plusieurs occupations; et il y a des entreprises qui, une



fois qu'elles sont montées, et qu'elles ont reçu une bonne impulsion, peuvent la conserver par le moyen d'un associé ou d'un sous-chef habile. Le chef peut alors se livrer à l'étude, et s'y distinguer. Toutefois, dans ce cas, il ne conserve d'un entrepreneur que le nom et les profits; son véritable métier est d'être un savant. En général, donc, ces fonctions sont séparées, et l'on ne peut y acquérir de la fortune ou du renom, qu'autant que l'on s'y livre exclusivement.

CHAP. XI.

Si l'entrepreneur d'industrie ne peut, sans préjudice pour lui, se livrer aux études du savant, et si, d'un autre côté, il a besoin d'être au courant des connaissances acquises, il faut qu'il ait recours à ceux qui les possèdent : le concours du savant est donc nécessaire aux entrepreneurs d'industrie; il doit donc être l'objet d'une *demande* quelconque et la source d'un profit. Mais quand nous voulons apprécier ce service productif sur le pied de tous les autres, et d'après la proportion entre la quantité offerte et la quantité demandée, nous trouvons qu'il est, sous ce rapport, essentiellement différent de tout autre.

Le travail du  
savant, objet  
d'une  
demande.

Lorsque dans une entreprise agricole, vous êtes obligé d'avoir recours à un propriétaire de terres pour qu'il vous loue son terrain, vous

En quoi il  
diffère de tout  
autre travail.



V<sup>e</sup> PARTIE. ne cessez jamais d'avoir besoin de son consentement. Après que vous lui avez payé le loyer de l'année dernière, vous êtes obligé de lui payer le loyer de l'année courante, sous peine de ne plus disposer de la terre; et, par la même raison, vous lui paierez le loyer de l'année prochaine.

Il en est de même du capitaliste; il cesse de vous laisser la disposition de son capital, du moment que vous cessez de lui en payer les intérêts.

Un industriel, un ouvrier, un employé quelconque, dans une entreprise industrielle, ne contribue à la production que pendant son travail et à proportion de ce travail. Du moment qu'on ne le paie plus, il cesse de fournir son contingent, et du moment qu'il ne le fournit plus, la production est arrêtée. Pour obtenir de nouveaux produits, l'entrepreneur est obligé de payer un nouveau travail; et nul entrepreneur ne pouvant terminer ses produits sans faire des frais du même genre, tous sont obligés d'en demander constamment le remboursement au consommateur, qui, de son côté, est obligé de rembourser cette avance s'il veut jouir de ce produit.

Chacun de ses  
services dure  
éternellement.

Il n'en est pas ainsi du service productif du savant. Du moment qu'il a fourni un fait,

une loi, un procédé, l'acquéreur peut en faire usage autant de fois et aussi long-temps qu'il lui plaît, sans être obligé de recourir de nouveau aux lumières du savant. Une découverte ne se consomme pas par l'usage qu'on en fait; au contraire, le service qu'on en tire, s'augmente par l'usage et par l'expérience qui suit l'usage. Et lorsqu'une fois elle est livrée au public, tout le monde peut en tirer parti, durant l'éternité, sans devoir aucune rétribution à qui que ce soit. Dans les ateliers, on se la passe de maîtres en maîtres, ou même d'ouvriers en ouvriers, conjointement avec le talent manuel de la profession; et si quelquefois on est obligé de payer une connaissance ainsi transmise, son acquisition, sous le nom d'apprentissage, se paie, non à l'auteur de l'idée, mais à l'entrepreneur chez qui elle s'acquiert.

C'est ainsi qu'une masse considérable de notions dont quelques-unes sont d'une haute importance et d'un grand service, circulent dans les arts et sont journellement employées sans que l'on paie aucune rétribution pour l'usage qu'on en fait.

En 1747, un fameux opticien anglais, Dollond, consulta le célèbre Euler sur le moyen qu'on pourrait employer pour faire disparaître les couleurs de l'arc-en-ciel autour des objets

Exemple  
des lunettes  
achromatiques.

V<sup>e</sup> PARTIE.

que l'on regarde avec une lunette, surtout quand elle grossit beaucoup. Euler observa la structure de l'œil, afin de découvrir le moyen dont s'est servi la nature, pour empêcher les objets de se peindre dans notre œil avec des couleurs autres que celles qui leur sont propres. Il s'aperçut que les rayons lumineux, pour parvenir à notre rétine, sont forcés de traverser deux corps transparens qui, étant de densité différente, brisent différemment les rayons qui les traversent. Il proposa à Dollond d'imiter cet artifice; et après plusieurs essais infructueux, on parvint à faire des objectifs de lunette, composés de trois verres appliqués l'un contre l'autre, et qui détruisent mutuellement les aberrations lumineuses qu'ils occasionnent.

Ce procédé une fois connu, on a fait des lunettes achromatiques par toute la terre, sans payer la moindre rétribution à Dollond ni au savant Euler. Aussi rien n'est plus rare qu'un savant qui se soit enrichi uniquement par les sciences. Fontenelle remarque comme un fait extraordinaire, que le célèbre Boerhaave avait laissé à sa mort, quatre millions de notre monnaie; mais ce n'est pas comme savant qu'il les avait gagnés : c'est comme médecin, comme pratiquant *un art*, comme exerçant une véri-



table entreprise industrielle pour laquelle l'étude et la nature lui avaient donné une grande capacité.

CHAP. XI.

Un industriel qui profite d'une découverte qui s'est généralement répandue, ne faisant aucune dépense pour en jouir, ne peut s'attendre à aucun remboursement de la part du consommateur. S'il voulait élever le prix de son produit en vertu des connaissances que ce produit suppose, il ne pourrait soutenir la concurrence des autres producteurs. Le concours du savant n'étant payé ni par l'entrepreneur qui fabrique, ni par le consommateur qui jouit, est par conséquent gratuit. Le consommateur consomme l'utilité qui est le résultat des travaux du savant, sans avoir été obligé d'en faire l'acquisition; et comme le public sent confusément à cette occasion, ce que je me flatte que vous concevez nettement, sa gratitude se manifeste par la considération qu'il accorde en général aux hommes qui, par leurs travaux ou leur génie, reculent les bornes des humaines capacités. C'est bien souvent le seul salaire qu'ils peuvent obtenir.

Les savans  
rarement  
payés.

Si ce n'est en  
considération.

Cependant il est des cas où les entrepreneurs d'industrie sont obligés de recourir aux lumières des savans, soit au moment où ils forment leurs entreprises, et où il est de leur

Cas où leur  
concours  
est réclamé.

v<sup>e</sup> PARTIE. intérêt de recueillir toutes les notions qui peuvent en assurer le succès; soit lorsqu'ils veulent y introduire un perfectionnement dont ils sentent la nécessité; soit lorsqu'ils sont arrêtés par un obstacle qu'ils ne peuvent venir à bout de surmonter.

Ce recours a lieu soit lorsqu'on étudie les livres publiés par les savans, soit lorsque l'on consulte directement les savans eux-mêmes.

Leurs livres  
aisément  
consultés.

Les savans ne peuvent retirer qu'un médiocre profit de leurs ouvrages, soit qu'ils les vendent directement au public, soit qu'ils en tirent parti par l'intermédiaire des libraires. Un gros profit pour un auteur, rendrait un livre assez cher pour qu'on cherchât à le consulter sans l'acheter; ce qui n'est jamais fort difficile, vu le grand nombre d'exemplaires que l'on tire d'un même ouvrage, et les dépôts publics où l'on peut le consulter gratuitement. Les lumières susceptibles d'être enseignées par les livres, sont mises en circulation avec une telle profusion, que la quantité offerte est presque toujours hors de proportion avec la quantité demandée; de manière que chaque exemplaire d'un ouvrage ne peut se vendre que peu de chose au-delà des frais matériels de production indispensables pour créer chaque exemplaire; c'est-à-dire de ce coûtent le



papier, l'impression, la reliure, etc. L'auteur est en conséquence obligé de céder pour une somme assez modique, des connaissances qui lui ont souvent coûté plusieurs années de recherches opiniâtres.

Sous ce rapport, le sort des savans modernes est devenu moins heureux depuis l'invention de l'imprimerie. Cet art immense par ses résultats, a été très-favorable au perfectionnement et à la diffusion des connaissances humaines; mais il n'a point été favorable à la fortune des savans. Les exemplaires nombreux qu'on a pu faire d'un même ouvrage, se sont fait concurrence les uns aux autres. Quelque éminent que soit le mérite d'un auteur, quelque importans que soient les documens qu'il procure, il est rare qu'il obtienne sur chaque exemplaire de son livre un profit égal à celui qu'en tire son libraire.

Les livres se  
sont fait  
concurrence  
les uns aux  
autres.

La facilité d'acquérir l'instruction à bon compte, a même rendu les leçons orales d'un professeur moins profitables qu'elles ne l'étaient avant l'imprimerie. Isocrate put se faire payer ses instructions mille drachmes par chaque élève; ce qui fait à peu près 2000 francs de notre monnaie (1). Abailard avait jusqu'à

L'imprimerie  
a rendu les  
leçons orales  
moins chères.

---

(1) Voyez les motifs de cette évaluation, partie I<sup>re</sup> de ce Cours, chap. 23.



V<sup>e</sup> PARTIE.

trois mille auditeurs, et nous pouvons supposer que son enseignement lui rapporta beaucoup, puisqu'il fut en état de fonder l'abbaye du Paraclet. Il est à croire néanmoins que ni des leçons d'Isocrate, ni de celles d'Abailard, on retirât autant de connaissances positives, autant de justes idées de la nature des choses, qu'on en peut puiser dans le plus médiocre de nos ouvrages didactiques (1). Avec autant de moyens d'instruction qu'on en possède de nos jours, l'ignorance est véritablement honteuse.

Circonstances  
favorables aux  
profits du  
savant.

Le savant peut prétendre à des profits plus considérables, lorsqu'on est obligé de le consulter personnellement. Tantôt c'est pour l'établissement d'un moteur hydraulique sur un cours d'eau. Il faut, d'après l'inspection et même l'étude des lieux, juger de la puissance du moteur. On peut en tirer parti plus ou moins avantageusement, suivant une foule de considérations et de combinaisons de localités sur lesquelles les livres ne peuvent pas fournir des indications suffisantes.

---

(1) Si des savans se sont fait des revenus considérables par leurs leçons, c'est grâce à la munificence de certains gouvernemens qui se font honneur d'entretenir à leurs frais de grands établissemens d'instruction publique.

Tantôt on a besoin d'un homme fort instruit pour surveiller des opérations importantes et délicates qui se présentent avec des apparences trop variées, pour qu'il soit possible de les soumettre à des règles et à des recettes uniformes. Il n'y a guère qu'un chimiste de profession qui puisse conduire convenablement une pharmacie; et quand cette entreprise est entre les mains d'un homme qui n'est pas chimiste, il ne peut se dispenser d'avoir pour aides des jeunes gens qui, ayant fait une étude spéciale de cette science, peuvent passer pour des savans.

Enfin les savans sont appelés à être consultés pour lever les difficultés qui entravent quelquefois la marche des entreprises industrielles.

Ils sont  
consultés  
dans des cas  
embarrassans.

Si vous exercez un art chimique, par exemple, vous ne trouverez pas dans un traité de chimie tous les détails dont vous aurez besoin. Le livre, pour être complet, doit traiter beaucoup de points qui ne sont d'aucun intérêt pour votre affaire en particulier; il ne peut accorder qu'un petit nombre de pages, un petit nombre de lignes peut-être à l'objet sur lequel vous voudriez trouver des volumes. Si une circonstance imprévue vous jette dans l'embarras, vous serez donc forcé de consulter un homme accoutumé à interroger la nature, à remonter



V<sup>e</sup> PARTIE.

aux causes des phénomènes, et à prévoir leurs conséquences (1).

La révolution  
française  
favorable aux

Je suis persuadé qu'une des causes qui, jus-  
que vers l'époque de 1789, a retenu l'industrie

(1) On m'a cité deux frères, teinturiers de Lyon, qui pour tirer parti d'un terrain et d'une fontaine qui leur appartenaient dans un des faubourgs de la ville, y formèrent un bel établissement où ils blanchissaient des soies. Leurs procédés étaient excellents, leurs soins étaient soutenus, et leurs pratiques s'étaient multipliées à un point prodigieux. Non-seulement ils décoloraient la soie; mais ils lui donnaient un blanc mat qui en relevait singulièrement le prix. Leurs affaires s'étant en conséquence fort étendues, ils convinrent de se séparer et de former deux maisons. L'aîné des frères acheta un local plus vaste que le premier et pourvu d'une eau tout aussi belle. Il y transporta les mêmes procédés, une partie des mêmes ouvriers; mais les soies qu'on lui donna à décreuser, n'avaient plus ce blanc mat qui plaisait tant au fabricant et valait un si grand succès, à la première entreprise. Cette dernière ne réussissait point, lorsque le teinturier s'avisait de consulter un chimiste, qui, analysant l'eau de l'ancienne fontaine, la trouva chargée d'une petite quantité de carbonate de chaux qui suffisait pour donner à la soie l'aspect désiré. Le teinturier fit dissoudre artificiellement dans son eau, la même dose de carbonate de chaux, objet de peu de valeur; et dès-lors le produit de sa fabrique égala ce qu'il avait jamais fait de plus beau.



française dans un état assez peu avancé, est le peu de communications qui existait entre les entrepreneurs d'industrie et les savans. La révolution facilita les communications par la fusion des castes. Le gouvernement, dans les travaux qui le regardent, donna un exemple qui fut imité par beaucoup de manufacturiers ; les chefs d'entreprises raisonnèrent mieux sur le but et les moyens de leur affaire ; les savans prirent connaissance des difficultés que présente la pratique, et leurs ouvrages furent beaucoup plus nourris d'applications. Ajoutez à cette heureuse circonstance, les immenses progrès faits dans les sciences elles-mêmes depuis un demi-siècle, progrès qui sont le fruit d'une étude plus philosophique, et vous aurez la clef des beaux développemens d'industrie dont nous sommes les témoins.

Les savans pourraient tirer de leurs lumières bien plus de parti qu'ils n'en tirent en général, si l'étude n'avait pas pour effet ordinaire d'élever l'âme au-dessus des intérêts pécuniaires. On est généreux de ce qu'on sait, parce qu'il y a toujours quelque satisfaction à s'en faire honneur. Un savant que l'on consulte ne pense plus aux dépenses et aux peines que lui a coûtées l'acquisition de son savoir.

Enfin les profits des savans déjà réduits en

Les savans  
classe  
généreuse.

Attrait

v<sup>e</sup> PARTIE.  
inhérent aux  
sciences.

vertu des considérations qui précèdent, le sont encore en raison de l'attrait que les sciences exercent par elles-mêmes. Il entre dans les professions savantes beaucoup plus de concurrens qu'il ne conviendrait à leurs intérêts, et parmi ceux-ci beaucoup de personnes riches qui ne sont point obligées de chercher du profit dans ce qui fait leurs délices.

Il ne faut donc pas, à moins d'une vocation bien décidée, embrasser, pour faire sa fortune, la profession de savant; mais quand on n'a pas besoin d'augmenter son bien, je ne connais pas de profession plus noble que celle-là; je n'en connais pas où l'on puisse travailler plus efficacement à la prospérité générale au milieu des plus douces occupations. On fournit à l'industrie des lumières et des directions, en même temps qu'on lui fournit des capitaux et des terres. On sert son pays sans blesser les intérêts de personne, sans ternir son caractère dans des antichambres, sans acheter par des bassesses le droit de distribuer des insolences. Chaque découverte où l'on parvient, satisfait à la fois la curiosité et la vanité, deux sentimens si féconds en jouissances! Je plains les hommes qui n'ont jamais goûté le bonheur d'être sur le chemin d'une découverte, de l'entrevoir d'abord au milieu d'un brouillard qui se dissipe



graduellement; de la saisir enfin après l'avoir long-temps épiée, et une fois qu'on la tient, de la considérer à loisir, de s'assurer de son bonheur, et.... de le divulguer.

Un savant voyage-t-il? une prévention favorable l'accompagne et même le précède; les défiances s'écartent; les portes s'ouvrent. Les hommes avec lesquels il entre en relation, sont les plus distingués de chaque pays, ceux dont la conversation est la plus intéressante, et le commerce le plus sûr; et lorsqu'il parvient à d'heureux échanges d'idées, il enrichit son fonds sans diminuer celui d'autrui : on lui sait gré du butin qu'il emporte; et le pire destin qu'il puisse éprouver, est d'avoir coulé sa vie sans ennuis comme sans regrets.

---



## CHAPITRE XII.

Du revenu des classes de la société dont les services ne sont pas livrés à une libre concurrence.

Jusqu'à ce moment nous avons parlé des revenus des industriels dans la supposition que leurs travaux étaient livrés à une entière concurrence, soit relativement à l'offre, soit relativement à la demande. La société est plus ou moins riche, plus ou moins éclairée; elle éprouve un besoin plus ou moins grand des travaux d'un savant, d'un entrepreneur d'industrie, d'un ouvrier : de là une certaine quantité de ces travaux qui est demandée à chaque époque. D'un autre côté, certaines causes étendent ou réduisent l'offre que l'on fait de chacun de ces travaux : de là les quantités offertes. La proportion de ces deux quantités détermine la valeur de ces travaux : de là les profits qu'on en tire.

Mais s'il y avait des professions où la demande de leurs travaux fût réglée sur de tout autres motifs que le besoin qu'on en a et les sacrifices que l'on veut faire pour en jouir, vous com-

prenez que toutes ces règles qui déterminent le taux des profits, seraient bouleversées.

Or, c'est en général ce qui arrive relativement aux travaux qui ont pour objet de satisfaire les besoins du corps social en masse, ou, si vous voulez, de la nation.

Les associations d'hommes ont des besoins, de même que les familles, de même que les individus; elles ont besoin de payer des mandataires pour administrer les biens et les affaires de la communauté; il leur faut des militaires pour les défendre contre les agressions du dedans ou du dehors, des arbitres ou des juges pour vider leurs différens. Quand le pays est vaste et peuplé, ces fonctions exigent des études particulières, et absorbent en totalité le temps et les capacités des hommes qui veulent les remplir dignement; et en même temps la société ne peut, sans violer à leur égard les droits de la propriété, disposer gratuitement de leur temps et de leurs travaux. Si ces travaux produisent une utilité, si cette utilité a un prix quelconque et peut devenir l'objet d'un échange, ces travaux sont productifs. Ils le sont malgré tout ce qu'en peuvent dire les publicistes qui suivent de trop près la doctrine d'Adam Smith.

Si une libre concurrence déterminait seule

CHAP. XII.

Services  
rendus à la  
nation.

Pourquoi ces

V<sup>e</sup> PARTIE.  
services ne sont  
pas soumis à  
une libre  
concurrence.

le prix des services rendus au public, si les personnes qui stipulent au nom de la nation, ne pouvaient trouver qu'à un certain prix, la qualité et la quantité de travail dont la nation a besoin, ce prix serait la mesure exacte de l'utilité produite, et la nation serait administrée, jugée et défendue aux meilleures conditions possibles. Mais dans la pratique, il y aurait de telles difficultés et de si grands inconvéniens à abandonner tous les services publics à une libre concurrence, qu'elle n'a jamais été établie nulle part, même dans les pays les plus libres et les plus républicains, si ce n'est pour des emplois de peu de conséquence. Il y a dans les hommes capables de remplir avec honneur les principales fonctions de l'état, une certaine susceptibilité d'amour-propre, une certaine pudeur qui ne leur permet pas, peut-être à tort, de marchander froidement le prix de leurs services. D'un autre côté, comme un grand nombre d'emplois politiques confèrent une grande autorité, un fripon pourrait s'en charger à des conditions en apparence plus modérées que celles que pourrait accepter un honnête homme, assuré qu'il serait de trouver des dédommagemens soit dans les emplois qu'il serait appelé à distribuer, soit dans les marchés qu'il serait chargé de conclure.



Mais tout en convenant de l'extrême difficulté de laisser le salaire des services publics se régler d'après le principe de la libre concurrence qui préside à la plupart des autres transactions sociales, on doit convenir que plus on peut admettre ce principe dans l'administration des états, et plus les intérêts de l'état sont ménagés; le public a plus besoin de la garantie du libre concours que qui que ce soit, parce que tout le monde est intéressé à le tromper, et qu'il y a peu de profit à le défendre; c'est un mineur dont les institutions sociales doivent spécialement protéger les intérêts.

Quoi qu'il en soit, et sans entrer dans des considérations de pure politique, sans approfondir les causes de ce fait, nous remarquerons que dans la plupart des sociétés politiques, il y a des services publics qui sont soustraits à la libre concurrence de ceux qui les offrent. Pour chaque place de dix mille francs de traitement, il se peut qu'il y ait dix concurrens plus capables de la remplir que celui qui l'a obtenue. Cette même place serait peut-être remplie pour cinq mille francs, si on la donnait au rabais, même en circonscrivant le nombre de ceux qui peuvent s'offrir, même en établissant des conditions et des examens préalables pour la candidature. Il en résulte que, sem-

Pourquoi il y a plus de demandeurs de places, que de places.

V<sup>e</sup> PARTIE.

blables aux bons lots d'une loterie, les places présentent un appât trompeur, qu'il y a beaucoup de personnes qui s'y consacrent, et fort peu qui les obtiennent; d'où résulte ce double inconvénient que les capacités de beaucoup d'hommes sont, par cet appât, détournées d'autres travaux utiles; et que les gens en pouvoir, fatigués de sollicitations, multiplient les places fort au-delà des besoins publics. Le public entretient un trop grand nombre d'agens par la raison même qu'ils sont trop payés.

Places trop  
peu payées.

Tous les services publics ne reçoivent pourtant pas un salaire supérieur à leur valeur véritable. Par une bizarrerie qui n'est au reste que la conséquence d'une organisation politique vicieuse, il en est de trop peu payés. En Angleterre, les places de shérifs, qui répondent à celles de préfets en France, ne procurent aucun traitement; et cependant dans certaines provinces, outre qu'elles donnent beaucoup de peine, elles jettent le fonctionnaire dans de fort grandes dépenses. Aussi est-on obligé de soumettre à une forte amende, ceux qui sont nommés et qui refusent. Si le shérif de Middlesex, qui est nommé pour un an, n'accepte pas sa nomination, il paie une amende de 12 mille francs; et s'il accepte, il dépense



trois fois autant pour la représentation qu'exige sa place. CHAP. XII.

Ce sont de véritables atteintes portées à la propriété chez un peuple qui se vante de la respecter.

Dans les pays constitutionnels où les prérogatives ont été réglées par le pouvoir, les représentans des intérêts nationaux ne reçoivent pas d'indemnités. C'est une combinaison purement machiavélique dont l'objet est d'ôter aux électeurs l'avantage d'avoir des récompenses lucratives à distribuer, et de rendre les élus plus dépendans des faveurs du pouvoir. Quand le représentant n'a que des entreprises particulières à gérer, on lui porte préjudice sans compensation; quand il est fonctionnaire public, on porte préjudice aux affaires de l'état; ou, ce qui est pire encore, on lui dicte des votes plus conformes aux intérêts du pouvoir qu'aux intérêts de ses commettans.

Dans les pays où le jugement par jurés est admis, la fonction de juré n'est pas payée à beaucoup près ce qu'elle vaut, surtout pour de certaines personnes dont le temps est bien plus précieux que l'indemnité qu'elles reçoivent. Mais c'est une charge dont il résulte un si grand bien pour la société (lorsque les jurys ne sont pas transformés en commissions

Indemnités  
des jurés.



v<sup>e</sup> PARTIE. judiciaires), et cette charge revient si rarement lorsqu'elle est ce qu'elle doit être, qu'on aurait mauvaise grâce à s'en plaindre. Néanmoins on est obligé d'employer des moyens coercitifs pour que les citoyens ne s'affranchissent pas de ce service, qui ne tombe pas heureusement sur les classes nécessiteuses de la société, quoique ce soient elles qui en profitent le plus. Faute de lumières, elles ne sont pas reconnaissantes autant qu'elles devraient l'être, des sacrifices que la classe mitoyenne, dans ce cas, fait en sa faveur.

Service des  
soldats et des  
matelots.

Mais de tous les services publics celui qui est le moins payé, et celui par conséquent que l'on n'obtient en général que par la violence, est le service de soldat et de matelot. En Angleterre la *presse*, au moyen de laquelle on saisit de force, à main armée, sur les navires marchands et sur les embarcations qui couvrent les rivières, tous les mariniers dont on a besoin pour les vaisseaux de l'état, est une honte pour un peuple civilisé. C'est en vain qu'on allègue l'impérieuse loi de la nécessité : on ne doit point adopter une politique qui oblige d'avoir recours à une semblable horreur.

J'en dirais volontiers autant de la conscription ou recrutement militaire. C'est la violation la plus scandaleuse de la propriété et de tous

les droits naturels, dans les pays où la force militaire n'a pas exclusivement pour objet la défense du territoire, des personnes et des propriétés. Nul ne devrait être transporté hors de son pays, sans s'y être soumis par un consentement volontaire.

Dans le monde on n'accorde le nom de capitaliste qu'aux hommes dont l'industrie ou le moins le principal revenu, consiste dans l'intérêt de leurs capitaux. Comme nous sommes obligés de mettre plus de précision dans nos termes, nous avons donné ce nom à tous ceux qui possèdent un capital, petit ou grand. Une portion même d'un capital, et par conséquent un profit, directement ou indirectement. Le revenu que l'on retire d'un bien, ou de ses terres, ou de son travail, n'est pas en effet que l'on ne soit capitaliste en raison du capital qu'on retire dont on retire un profit (1).

(1) Il n'est pas de difficulté de dire indirectement le capitaliste, on les appelle d'une manière, parce qu'une partie prise peut être considérée indirectement soit avec un capital, ou par le moyen d'une même source, et appartenant à une seule personne, ou bien avec un capital formé de plusieurs capitaux, ou par le moyen de

## CHAPITRE XIII.

Des profits que rendent les capitaux à ceux qui les font valoir.

A qui convient  
le nom de  
capitaliste.

DANS le monde on n'accorde le nom de capitaliste qu'aux hommes dont l'unique, ou du moins le principal revenu, consiste dans l'intérêt de leurs capitaux. Comme nous sommes obligés de mettre plus de précision dans nos termes, nous avons donné ce nom à tous ceux qui possèdent un capital, petit ou grand, une portion même d'un capital, et qui en retirent un profit, directement ou indirectement. Le revenu que l'on retire, d'ailleurs, ou de ses terres, ou de son travail, n'empêche pas en effet que l'on ne soit capitaliste en raison du capital quelconque dont on retire un profit (1).

---

(1) Il m'est arrivé de dire indifféremment *le capital*, ou *les capitaux* d'une entreprise, parce qu'une entreprise peut être conduite indifféremment soit avec un capital unique, provenant d'une même source, et appartenant à une seule personne; ou bien avec un capital formé de plusieurs capitaux, ou portions de



A vrai dire tout le monde est capitaliste, même l'homme qui n'a aucun capital placé, ou qu'il fasse valoir, pourvu qu'il ait un mobilier entretenu; car un mobilier n'est point un capital improductif. Il produit une utilité journalière, un agrément qui a une valeur. Il est tellement vrai que le service journalier des meubles a une valeur, que lorsqu'on n'en possède pas, on en loue. Un mobilier de 20 mille francs, s'il m'exempte de payer à un tapissier mille francs de loyer, me rapporte en effet mille francs par an. De ce revenu il ne me reste rien à la vérité au bout de l'année; mais c'est parce que je l'ai consommé. J'ai consommé le service rendu par mes meubles, de même que j'ai consommé le fermage qui m'avait été payé pour une pièce de terre. Ce fermage n'en a pas moins été un revenu pour avoir été consommé; de la même manière, le service que m'a rendu mon mobilier, n'en a

capitaux, provenant de différens lieux, et appartenant soit à l'entrepreneur lui-même, soit à plusieurs autres personnes de qui l'entrepreneur les tient. De toutes manières, l'entrepreneur les réunissant pour le même dessein, et les faisant valoir à ses périls et risques pour son propre compte, doit être considéré comme capitaliste pour toute la somme capitale dont il dispose.

V<sup>e</sup> PARTIE.

pas moins été un revenu pour avoir été consommé.

Pourvu qu'il  
soit entretenu.

Il faut prendre garde seulement que si le mobilier n'a pas été entretenu, et si sa valeur, au bout de l'an, n'est plus la même qu'au commencement, son possesseur alors ne s'est pas contenté de consommer le service de son capital : il a consommé une portion de son capital lui-même. Il ne faut compter comme revenu d'un capital, que la portion de ce revenu qui reste quand on en a prélevé ce qui a été nécessaire pour entretenir le capital ; c'est ainsi que même en recevant trois mille francs de loyer d'une maison, je ne compte que pour 2500 francs le revenu que j'en tire, si cette maison m'oblige à un entretien de 500 francs chaque année.

Capitaux  
productifs de  
produits  
matériels.

Quoique rigoureusement un capital consistant en meubles à l'usage de la famille, rende un profit par le service journalier que la famille en retire, on ne donne communément le nom de capital qu'aux valeurs qui servent dans une opération productive et qui fournissent un revenu matériel. Ce capital rend un profit lorsque après avoir été consommé et rétabli en totalité par l'opération, il reste un surplus, dont le propriétaire du capital fait son profit.

Remarquons d'abord qu'un capital ne peut



concourir à la création d'un produit, s'il n'est entre les mains d'un entrepreneur d'industrie. Ce capital est un instrument; donc il ne peut agir qu'entre les mains qui sont capables de s'en servir. Nous avons vu, dans la production, que l'usage de cet instrument est de fournir à l'entrepreneur les moyens d'acheter des services productifs, et que les produits, en lui remboursant ses avances, rétablissent son capital. Nous n'avons nul besoin de revenir sur la nature des services que rend un capital productif; il nous suffit qu'il ne peut les rendre que lorsqu'il se trouve entre les mains d'un entrepreneur.

Lors donc qu'un capitaliste n'est pas entrepreneur lui-même, il ne peut en tirer un profit qu'en le prêtant à un entrepreneur, lequel en paie un loyer, un intérêt. On peut considérer cet arrangement comme un marché à forfait où l'entrepreneur, à ses périls et risques, paie au capitaliste un profit convenu, tandis que lui, entrepreneur, tirera de ce capital qu'il emprunte, un profit peut-être plus grand, peut-être moins grand, que l'intérêt qu'il en paie. Dans le chapitre suivant, nous verrons quelles causes déterminent le taux de l'intérêt. Ici nous ne cherchons que ce qui détermine le taux du profit qu'un capital rend à l'emploi;

Les profits du capital sont variables entre les mains d'un entrepreneur.



V<sup>e</sup> PARTIE. c'est-à-dire ce que l'on gagne par le moyen d'un capital que l'on fait valoir, soit que l'on tienne ce capital de ses pères, ou bien de ses propres épargnes, ou bien d'un prêteur qui en fait payer l'intérêt. L'origine d'un capital n'a aucune influence sur le profit qu'il rend à l'emploi. De quelque manière que j'aie obtenu le capital dont je dispose, il me rapportera un profit qui dépendra ou de mon habileté, ou de circonstances favorables à la vente de mes produits, mais non des circonstances qui m'ont permis d'en disposer.

Il n'est pas facile de le distinguer des profits industriels de l'entrepreneur.

Puisqu'un capital ne peut être mis en valeur que dans une entreprise industrielle et par les soins d'un entrepreneur, il est fort difficile de distinguer, de séparer la portion de profit que l'entrepreneur doit à son intelligence, à son talent, à son activité, à ce qui fait en un mot, le revenu de son industrie, et la portion de profit qu'il doit à son capital. Le même outil fait plus d'ouvrage conduit par des mains adroites, que lorsqu'il l'est par des mains inexpérimentées. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a une partie de l'ouvrage qu'il faut attribuer à l'outil, et une partie qui est l'œuvre de la main qui le guide. Le plus mince entrepreneur, sans avoir analysé les opérations de l'industrie, sait fort bien réclamer les profits de

son instrument. Demandez à un maître ouvrier pourquoi il veut gagner sur ses compagnons, et vous faire payer l'ouvrage qu'ils ont exécuté chez vous, plus cher qu'il ne le leur paie à eux-mêmes ; il vous répondra : *Ne faut-il pas que je les dirige ?* (Voilà le profit de son industrie d'entrepreneur.) *Ne faut-il pas que je leur fournisse des matériaux et des outils ? que je leur fasse l'avance de leur salaire jusqu'au moment où vous paierez mon mémoire ?* (Voilà le profit de son capital qu'il vous demande.)

Ces deux profits sont essentiellement différens, quoiqu'ils aient été confondus par Adam Smith et par la plupart des économistes de sa nation, sous le nom de profits du fonds (*profits of stock*). Mais ce n'est pas résoudre la difficulté que de la méconnaître. Cependant une évaluation, même imparfaite, des profits du capital, aurait fréquemment son utilité dans la pratique ; elle apprendrait à un entrepreneur quel intérêt il peut, sans imprudence, payer pour un capital qu'il désire faire valoir ; elle servirait de règle aux prétentions de divers associés à la même entreprise, où les uns fournissent plus de fonds, les autres plus d'industrie.

Cette distinction est utile.

Admettons, par exemple, qu'un manufacturier ait une affaire assez bonne et assez habile-



V<sup>e</sup> PARTIE.

ment conduite, pour rapporter annuellement cinquante pour cent du capital qu'il y emploie. Il cherchera les moyens de travailler sur une plus grande échelle, et trouvera, par supposition, un associé commanditaire qui pourra disposer de 200 mille francs. Les bénéfices de l'entreprise étant toujours supposés de cinquante pour cent, le nouvel associé sera-t-il fondé à réclamer 100 mille francs sur les bénéfices? Le gérant de son côté, sous le prétexte que les bénéfices sont dus à l'habileté de sa gestion, sera-t-il fondé à refuser au capitaliste, sauf un simple intérêt, toute participation à une augmentation de produit due en si grande partie à son capital? D'une et d'autre part la prétention est évidemment exagérée; mais que faudrait-il qu'elle fût pour être équitable? Le taux des travaux industriels et le taux des profits d'un capital, à l'endroit où se passe la transaction, suffiraient pour décider cette question; mais pour ce qui est des capacités industrielles, elles sont si variées de même que les circonstances où elles s'exercent, qu'il faudrait une appréciation pour chaque cas particulier. Quant aux taux des profits capitaux, sans différer au même point, ils diffèrent entre eux considérablement. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'économie politique ne peut que faire



connaître les circonstances qui influent pour CHAP. XIII. faire hausser ou baisser les profits. C'est le sens dans lequel les causes agissent, plutôt que le degré de leur intensité, qu'il faut dans bien des cas demander à cette science. Elle ne peut aller au-delà, sans partir de suppositions gratuites qui ne peuvent représenter aucun cas réel.

M. Macculloch, en traitant spécialement des profits du capital, dit qu'il ne recherche que Suppositions gratuites de M. Macculloch. les causes qui déterminent les profits du capital employé dans des affaires qui ne sont sujettes à aucune espèce de monopole (1); mais qui ne voit que les avantages, naturels ou artificiels, qu'une affaire a par-dessus une autre, constituent une espèce de monopole? Il n'y a pas deux terres cultivables, deux manufactures, qui jouissent d'avantages absolument pareils; une parité absolue ne peut donc pas servir de fondement à une règle : elle admettrait autant d'exceptions que d'exemples. Voilà ce que j'appelle de l'économie politique métaphysique. Elle n'a aucune utilité, parce qu'elle ne peut fournir aucune direction dans la pratique (2).

---

(1) Voyez son Commentaire sur A. Smith, note VII.

(2) David Ricardo, dans la 3<sup>e</sup> édition de son livre, a l'air d'être fâché de ce que je ne me suis pas arrêté

V<sup>e</sup> PARTIE.

Circonstances  
favorables  
aux profits  
capitaux.

Si nous nous en tenons aux indications de l'expérience, elle nous apprend que les services productifs, quels qu'ils soient, ceux que rendent les capitaux aussi bien que les autres, se vendent d'autant plus chers qu'ils sont plus rares et que le besoin s'en fait plus vivement sentir. Nous pourrions en conclure que dans les pays où il y a un mouvement ascensionnel, des terres à cultiver, des circonstances favorables à l'industrie, mais encore peu d'accumulations opérées, on consentira à payer plus chèrement le concours nécessaire des capitaux. Des exemples viennent à l'appui de cette indication.

Exemple  
de la Russie.

Le vaste territoire de la Russie demande à se peupler de consommateurs civilisés; et comme il produit en abondance une foule de marchandises dont les vieilles nations de l'Europe ont un fort grand besoin : des bois de construction, du fer, du chanvre, de la cire, du suif, du blé et d'autres marchandises que la Russie peut donner en échange des étoffes, des quincailleries, des modes, etc., dont une population civilisée a besoin, ses échanges et son

---

sur ce qu'il appelle une importante doctrine. C'est précisément parce que je ne la crois pas importante que je n'en ai rien dit. Rien ne me paraît important que ce qui est utile et applicable.



commerce iront en croissant ; mais ils exigent beaucoup plus de capitaux que n'en ont jusqu'à présent les Russes qui exercent l'industrie. Des capitaux sont le résultat de l'esprit d'économie, et de la sécurité que l'on rencontre rarement dans les pays soumis à la verge du despotisme militaire et au servage de la glèbe. Aussi voit-on des maisons étrangères, et principalement anglaises, qui vont avec de gros capitaux s'établir à Pétersbourg, à Riga, et y font de brillantes affaires. Les fonds qu'on avance à des maisons russes, lorsqu'on peut le faire avec une tolérable sécurité, rapportent de fort gros profits.

Les Anglais, dans bien des cas, paient d'avance les achats qu'ils font en Russie et accordent un long terme avant de se faire payer des envois de marchandises anglaises qu'ils font dans le même pays ; tellement que les marchands russes ont souvent vendu les marchandises qu'ils reçoivent d'Angleterre, long-temps avant que le moment ne soit venu de les payer ; et quoique les marchands anglais, par le prix auquel ils vendent leurs marchandises, reçoivent un gros intérêt des fonds qu'ils avancent de cette manière, le marchand russe trouve encore son avantage à user de ce crédit qu'on lui accorde. C'est une preuve qu'il peut tirer un

Avantages  
qu'y trouvent  
les négocians  
anglais.



V<sup>e</sup> PARTIE.

grand parti de ces capitaux, puisque malgré le haut prix qu'il est obligé de payer pour en avoir la disposition, il y trouve son avantage.

On peut conclure de là que dans les circonstances qui sont favorables au développement de l'industrie, et peu favorables à l'accumulation des capitaux, les profits qu'on tire de ceux-ci sont plus considérables.

Exemple  
du commerce  
de Cadix et de  
Lisbonne.

Un effet à peu près semblable s'observait à Cadix et à Lisbonne avant l'émancipation des colonies espagnoles et portugaises. Leurs métropoles s'étant arrogé le privilège exclusif de communiquer avec elles, ces ports étaient devenus les canaux forcés de ces grandes communications; ce qui attirait sur ces points-là une masse d'affaires pour laquelle les capitaux de leurs négocians étaient loin de suffire. Cette circonstance devait y attirer des capitaux appartenant aux pays riches de l'Europe; mais comme les capitalistes ont toujours quelque répugnance à faire au loin des crédits importants, beaucoup de capitalistes français, hollandais, anglais, allemands, formaient des maisons de commerce pourvues de gros fonds, à Cadix, à Lisbonne; et la plupart y acquéraient de grandes fortunes.

On ne peut nier que l'intelligence, l'activité, l'industrie en un mot de ces négocians

étrangers, ne soient entrés pour beaucoup dans ces profits ; mais leurs capitaux y entraient pour davantage : sans cela ils auraient pu déployer la même activité, la même intelligence dans leur propre pays ; et beaucoup d'Espagnols et de Portugais, également pourvus de beaucoup d'industrie, se seraient probablement jetés dans des affaires aussi lucratives, s'ils avaient eu d'assez gros fonds pour les longues avances qu'exige un commerce lointain (1).

Quoique, en thèse générale, les capitaux affluent là où se présentent pour eux les plus gros profits, cependant comme il faut des hommes pour les employer ; comme les capitalistes, surtout les plus riches, veulent jouir de la douceur d'habiter les lieux où sont leurs habitudes, leurs amis, leurs parens ; comme certains pays repoussent impolitiquement les étrangers qui voudraient y transporter leurs fortunes, l'équilibre des capitaux s'établit difficilement ; c'est-à-dire que les capitaux disponibles ne se rendent pas toujours aux lieux où ils pourraient être employés avec avantage. A

Les capitaux  
ne se déplacent  
pas aussi  
facilement  
qu'on le croit.

---

(1) Cette obligation imposée aux colonies de passer, pour leurs relations commerciales, par les ports de la métropole, a été un de leurs principaux motifs pour se rendre indépendantes.



V<sup>e</sup> PARTIE. Odessa, sur la mer Noire, par exemple, soit que cette ville se trouve trop loin du centre de l'Europe, ou bien parce qu'elle en est séparée par le barbare empire des Turcs, ou bien en raison de ce que le pouvoir absolu auquel elle est soumise, n'y présente pas assez de garanties contre les vexations des gens en place, il est vraisemblable qu'il ne s'y rend pas autant de capitaux que l'on pourrait en employer.

A Paris les capitalistes sont souvent très-embarrassés pour employer leurs capitaux (1), tandis qu'à Châlons-sur-Marne il se trouve peut-être des emplois avantageux. Il serait sans doute très-facile à un capitaliste de Paris d'envoyer une valeur capitale à Châlons; mais il ne veut pas y aller en même temps pour la faire valoir lui-même; et la nécessité de la confier, est un inconvénient qui balance dans son esprit l'espoir des profits qu'il pourrait y faire. D'un autre côté ce même capitaliste a des relations d'affaires avec New-York; il connaît les opérations qu'on y fait; il a dans

---

(1) Un de nos principaux banquiers est convenu lui-même que des capitaux considérables restent sans emploi à Paris et ne se portent pas sur les fonds publics, faute de confiance. (M. Laffitte: Discours à la chambre des députés.)



cette ville éloignée, des correspondans de toute sûreté; il sera peut-être, par ces raisons-là, plus disposé à faire des avances à une maison de New-York; et il se peut que malgré l'éloignement, l'équilibre des capitaux offerts et demandés, s'établisse plutôt entre New-York et Paris, qu'entre Paris et Châlons.

Il y a des capitaux engagés dans des entreprises agricoles et manufacturières, qui évidemment ne rapportent aucun profit, lorsque par l'effet de quelque circonstance imprévue, la demande de leurs produits vient à diminuer et en fait baisser le prix. Le propriétaire d'une usine qui ne trouve à la vendre, ou à la louer, pour aucun prix, et qui pour tirer du moins parti de son travail à lui-même, se décide à l'exploiter, ne fait d'autres profits que ceux de son industrie; car si le fonds avait été susceptible de donner le moindre profit, il aurait eu une valeur locative quelconque.

Les capitaux qui ont été employés à acquérir des facultés industrielles, sont des espèces de capitaux engagés qui ne rapportent plus que de faibles profits du moment que l'on quitte la profession dont ils vous rendaient capables. Les études qu'on a faites pour être médecin perdent leur valeur si l'on devient architecte. On peut supporter cette perte, lorsqu'on a,

CHAP. XIII.

La non-  
disponibilité  
des capitaux  
nuisible à leurs  
profits.

Capitaux  
employés à  
acquérir  
des capacités  
industrielles.

V<sup>e</sup> PARTIE.

comme Claude Perrault, assez de fortune pour se passer d'exercer la médecine, et qu'on a, comme lui, le génie qui dessina la colonnade du Louvre; mais lorsqu'on a besoin de tous les fonds qu'on possède, il est bon que l'on sente qu'on en perd une partie lorsqu'on écoute trop légèrement le goût du changement. A chaque changement, on perd la valeur du temps et des sommes qu'on avait consacrées à son instruction. C'est ce qui n'a pas échappé au bon sens populaire, lorsqu'il a donné cours au proverbe : *Pierre qui roule n'amasse point de mousse.*

Il n'est pas  
toujours perdu  
tout entier.

Il y a au reste des capacités industrielles qui sont propres à servir dans beaucoup de carrières productives, et il ne faut pas regarder comme perdus les capitaux que l'on consacre à leur acquisition. Ils servent même lorsqu'on en est réduit à changer d'état. Telles sont les études générales d'où résultent des connaissances applicables dans un très-grand nombre de cas. Les études qui vous donnent des notions saines sur la nature des choses, au physique et au moral, sont toujours utiles; car enfin, dans le cours de la vie, c'est toujours aux hommes ou aux choses que nous avons affaire. L'âge le plus favorable pour faire l'acquisition de ces connaissances utiles dans toutes les situations, est celui de la seconde enfance et de la première jeu-



nesse ; la mémoire alors est heureuse , les organes sont souples , et un léger exercice suffit ensuite pour conserver des idées conçues avec facilité. C'est aussi l'époque où l'on n'est point encore chargé des soins d'une famille , et où les instans de la vie ne nous sont point comptés avec cette inflexible rigueur qui les rend ensuite si précieux.

Mais quoique les instans de l'enfance soient moins précieux , il faut les mettre à profit , car le temps est une richesse. Ce sont de pauvres calculateurs que ceux qui blâment les méthodes expéditives dans l'enseignement , sous ce prétexte qu'il vaut mieux multiplier les travaux de la jeunesse que lui laisser du loisir. Sans doute il ne convient pas qu'elle ait un loisir qu'elle cherche à occuper par des vices , ou qui lui laisse prendre l'habitude du désœuvrement ; mais il vaut mieux occuper son loisir à l'acquisition de connaissances nouvelles , plutôt que d'employer huit années à lui faire apprendre ce qu'elle pourrait savoir en deux ans. Les arts et les sciences qu'elle n'acquiert pas , sont un capital dont on la prive. Six années d'étude inutilement employées sont un capital aussi follement sacrifié que si on le jetait au feu ou dans la rivière.

Avantage  
des méthodes  
expéditives  
d'enseigne-  
ment.

Dans l'école qui fonde les déductions de Que les bornes



7<sup>e</sup> PARTIE.  
du capital ne  
sont pas celles  
de l'industrie.

l'économie politique sur des abstractions, on insiste trop sur ce principe que l'industrie est bornée par l'étendue des capitaux, et n'est bornée que par eux. Il y a des industries qui peuvent s'exercer avec infiniment peu de capitaux, et qui peuvent se multiplier infiniment. Une foule de petits arts n'exigent pour toute avance que les consommations qui se prennent sur les revenus habituels. Dans beaucoup de campagnes industrielles, on fabrique des toiles, des dentelles, des clous, des mouvemens d'horlogerie, etc., qui n'exigent presque aucune avance pécuniaire de la part de ceux qui les exécutent ou de ceux qui les commandent. Dans ces lieux-là on ne peut assigner aucun profit pour l'entrepreneur à raison de son capital. Et d'un autre côté un pays renferme une immense quantité de petits capitaux inoccupés que les circonstances mettent en lumière.

Je n'en veux pour preuves que les contributions accidentelles auxquelles un pays peut être exposé sans altérer sensiblement sa production. Il semble qu'un peuple rachète par l'activité de son travail, les sommes capitales qui viennent à lui manquer par accident. Dans les coalitions contre Bonaparte, les nations liguées semblaient n'avoir point d'argent; elles fournissaient avec une apparente difficulté les con-

tributions imposées par leurs princes pour soutenir ces guerres, et les princes se trouvaient contraints de se mettre à la solde de l'Angleterre. Bonaparte fit l'invasion de la Prusse en 1806; il la garda jusqu'en 1812, et ses agens surent en tirer des sommes considérables. La Prusse fut-elle ruinée? non; car en 1814 et 1815, lorsqu'il fallut marcher contre celui qui l'avait opprimée, elle trouva le moyen d'équiper à ses frais une nouvelle armée plus considérable qu'aucune de celles qu'elle eut jamais mises sur pied. Ses capitaux industriels furent-ils épuisés par tant d'efforts? Probablement que non; car son industrie n'a jamais plus prospéré que depuis cette époque.

La France fut à son tour mise à contribution en 1815 par les nations coalisées; elle leur paya trois milliards; et, avant qu'aucune accumulation importante eût eu le temps d'être faite de nouveau, jamais plus de capitaux ne furent consacrés à l'industrie que depuis ce moment. Ils ont été tellement abondans, que l'on a vu à la banque de France, pendant plusieurs années, deux cent millions de dépôts en espèces, lorsque cette banque n'avait que cent millions de billets en émission.

Ne sont-ce pas là des preuves que, quoiqu'il soit vrai en principe, que l'industrie repose

v<sup>e</sup> PARTIE. sur les capitaux et se proportionne à leur étendue, cette donnée est trop vague pour que la doctrine métaphysique puisse en faire le fondement de calculs rigoureux ? Je ne crains pas d'affirmer que les résultats de semblables calculs seront presque toujours démentis par l'expérience, dont les décisions l'emportent sur tout.



## CHAPITRE XIV.

De l'intérêt des capitaux prêtés, ou de ce qu'on appelle mal à propos, *intérêt de l'argent*.

LORSQU'UN homme prend l'engagement de restituer l'objet même qu'on lui confie, ce n'est pas un emprunt qu'il fait; c'est un dépôt dont on le charge. Ce dépôt occupe un espace, exige des soins, fait courir des risques. Loin de devoir un loyer au déposant, c'est le déposant qui contracte une obligation, une dette, envers le dépositaire.

Différence  
d'un prêt à un  
dépôt.

Quand l'objet confié peut rendre un service au déposant; quand celui-ci renonce au profit qu'il en peut tirer, quand il en abandonne l'usage au dépositaire, c'est alors ce dernier qui profite du dépôt et qui en doit un loyer.

Un fabricant de bas qui n'ayant pas assez de fonds, emprunte des métiers à tricoter, doit le loyer de cet instrument de production. L'emprunt que l'on fait d'un capital est du même genre que l'emprunt qu'on fait d'une machine, puisqu'un capital est un instrument dont se prive celui qui le prête, et dont se sert celui

Un capital  
prêté est un  
instrument  
prêté.

V<sup>e</sup> PARTIE. qui l'emprunte; mais dans l'emprunt du capital, l'emprunteur ne doit rien pour la détérioration de l'instrument, puisqu'en rendant une valeur égale à la valeur qu'on lui a confiée, il rend un instrument aussi complet que celui qu'on lui a confié (1).

Mais l'emprunteur ne doit rien pour la détérioration.

Lorsqu'il s'agit d'un dépôt que le dépositaire doit rendre en nature, la valeur du dépôt n'importe en aucune façon; c'est la nature de l'objet qui est l'essentiel. Pourvu que l'identité du dépôt soit constatée, le dépositaire, en le restituant, est déchargé de toute obligation, quand même la chose déposée aurait perdu la moitié de sa valeur. Quand il s'agit d'un capital, l'emprunteur n'est pas tenu de rendre les mêmes écus qui ont servi à lui transmettre la valeur capitale; mais seulement une valeur parfaitement égale à celle qu'on lui a prêtée.

Vous remarquerez, messieurs, que si le prêteur exigeait que les objets matériels où réside sa valeur capitale, lui fussent identiquement rendus, il s'opposerait à ce que l'on fit usage

---

(1) Voyez liv. I, ch. 10 de cet ouvrage (tome I, page 268), sur la nature et l'emploi des capitaux, comment le capital consiste dans une valeur qui peut résider en des choses de toute nature, pourvu qu'elles soient susceptibles d'avoir une valeur.

du capital prêté; car vous avez vu (liv. I, chap. 10) qu'il ne peut être employé sans être dénaturé.

Il peut arriver sans doute que l'emprunteur, au lieu de consommer la valeur empruntée d'une manière reproductive qui la rétablisse, la consume improductivement et la perde. Dans ce cas il doit, s'il n'est pas insolvable, la rembourser au moyen d'un capital résidant en d'autres matières; et de plus il en doit l'intérêt, car il n'en a pas moins privé le propriétaire du capital, de l'usage de son instrument; c'est-à-dire que dans tous les cas il doit le principal et les intérêts.

Un capital dissipé doit l'intérêt au prêteur.

C'est ainsi que le gouvernement qui, en général, consomme les capitaux qu'on lui prête, ne pouvant pas en payer les intérêts sur les profits qu'il en tire (car on ne tire aucun profit d'un capital que l'on dissipe), fait payer ces intérêts par les contribuables. Par la même raison, si l'état rembourse les rentiers, ce n'est point en rendant les mêmes capitaux qui ont été prêtés, mais en formant, au moyen d'une caisse d'amortissement, ou de toute autre manière, de nouvelles accumulations et de nouveaux capitaux.

Puisqu'une valeur qui réside dans certains écus quand on l'emprunte, réside dans d'autres

Le loyer d'un capital n'est



V<sup>e</sup> PARTIE.  
pas le loyer de  
l'argent.

écus quand on la rend ; puisqu'on emprunte très-souvent des valeurs sans les recevoir en écus, témoin les cas où l'on achète des marchandises à crédit, ce ne sont donc pas les écus qui sont l'instrument dont on paie le loyer ou l'intérêt, c'est une valeur capitale : c'est donc à tort que l'on nomme *intérêt de l'argent*, le loyer que l'on en paie ; il doit être appelé intérêt d'un capital, ou seulement intérêt. Le mot *intérêt de l'argent* sortira de notre langue comme de toutes les langues de l'Europe, lorsque l'on entendra mieux le fond des choses.

Mais le loyer  
d'un instru-  
ment.

Tel est, messieurs, le fondement de l'intérêt des capitaux. Cette exacte représentation de la nature de la chose, est suffisante pour faire tomber bien des préjugés. L'intérêt exigé par un prêteur ne peut plus être représenté comme une injuste extorsion assise sur les besoins d'un emprunteur ; c'est le loyer d'un instrument de production appelé capital, dont on cède à l'emprunteur le droit de tirer parti. Le prêt à intérêt est un acte tout-à-fait analogue à la cession que fait, pour un temps, un propriétaire à un fermier, de la jouissance et des produits de son terrain. L'emprunteur peut perdre sur le profit du capital, c'est-à-dire en tirer un service qui ne vaudra pas le loyer qu'il en paie ;

mais aussi il peut gagner sur ce même service, et en tirer un profit supérieur à ce même loyer; c'est ce que je vous ai expliqué déjà, en vous développant les procédés de l'industrie : dans tous les cas l'emprunteur trouve dans un capital un moyen de profits pour ses facultés industrielles, s'il en a véritablement.

Les théologiens prétendaient, et quelques gens soutiennent encore, que l'intérêt de l'argent n'est pas une stipulation légitime, en ce que la monnaie ne porte aucun fruit, comme la terre (1), et qu'il est vexatoire de demander à l'emprunteur une part de ce qu'il ne reçoit pas. Suivant eux, l'intérêt n'est légitime qu'autant que l'emprunteur n'est pas tenu au remboursement du principal (comme lorsque l'on s'engage à faire une rente), parce qu'alors l'intérêt est une manière de restitution du fonds, une restitution par portions.

L'intérêt  
des capitaux  
condamné  
par l'Eglise.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer à des hommes qui ont quelques notions d'économie politique, l'erreur de ces diverses suppositions. L'argent, sans doute, n'enfante pas de l'argent, mais la valeur enfante de la valeur; et quand le prêteur demande un intérêt, cet intérêt n'est qu'une portion de la valeur enfan-

---

(1) *Nummus nummum non parit.*

v<sup>e</sup> PARTIE. tée par son capital, ou du moins de la valeur que son capital pouvait produire si on l'avait fait fructifier convenablement.

M. de Sismondi remarque à ce sujet (1) que la proscription de tout intérêt, par la foi catholique, est une des causes qui ont retenu les pays catholiques dans un état de pauvreté très-marqué relativement aux pays protestans. On est plus porté à la dissipation, on a plus de moyens pour faire des dons aux gens d'église, là où l'économie ne fournit qu'une occasion de plus de pécher en prêtant ses épargnes à usure, comme disent les dévots. Nos maximes, nos lois ont été faites dans des siècles d'ignorance, et nous sommes encore gouvernés par elles beaucoup plus que nous ne pensons.

---

(1) Nouveaux Principes, liv. V, chap. 4.



## CHAPITRE XV.

Des diverses formes du prêt, et de l'association en commandite.

LES valeurs qu'on prête sont transmises en bien des manières des mains du prêteur aux mains de l'emprunteur, et de celui-ci au prêteur lorsqu'on les restitue. La manière la plus simple consiste à les transmettre en monnaie du pays, et à rendre, lorsqu'on les restitue, le même nombre d'unités monétaires qu'on a empruntées. Mais, dans ce cas, la variation de la valeur des monnaies porte préjudice au prêteur ou à l'emprunteur. Un homme qui en Angleterre aurait prêté cent livres sterling en 1803 pour être remboursées dix ans plus tard, aurait reçu par ce remboursement, en 1813, cent livres sterling qui ne valaient plus que les deux tiers de la somme prêtée, parce que dans cet intervalle, la livre sterling avait perdu un tiers de sa valeur.

Et un homme qui en 1813 aurait emprunté cent livres sterling pour les rendre sept ans plus tard, aurait rendu une somme qui se

Prêts en  
espèces.

V<sup>e</sup> PARTIE.

serait bien toujours appelée *cent livres sterling*, mais qui aurait valu réellement une moitié en sus de la somme empruntée, parce que dans cet espace de temps, la livre sterling est revenue à son ancienne valeur.

Ventes  
à crédit.

On transmet encore une valeur qu'on prête, en vendant à crédit. Lorsqu'un manufacturier fait un envoi de ses produits à un marchand, et ne demande à être payé qu'au bout de six mois, il prête à ce marchand la valeur de la marchandise qu'il lui a cédée, pendant six mois. Les intérêts des prêts de ce genre ne sont pas ordinairement stipulés en dehors du prix de la marchandise, mais ils n'en sont pas moins payés, si la marchandise est, comme de juste, vendue plus cher à terme, que comptant. Si l'on refusait le nom de prêt, à une vente à terme, sous le prétexte qu'elle ne met pas la valeur prêtée à la disposition de l'emprunteur, je ferais remarquer qu'elle l'y met bien véritablement. Celui qui a acheté ainsi, ne dispose-t-il pas à son gré de la marchandise qu'il a acquise? ne peut-il pas la vendre dès le lendemain au comptant, et se servir du prix qu'il en tire, comme d'une somme qui lui aurait été prêtée en argent?

Valeurs  
en compte  
courant.

Entre négocians les avances de valeurs sont de véritables prêts. Une maison à qui l'on

adresse des marchandises, et qui permet que le consignateur fasse des traites sur elle pour la valeur, ou portion de la valeur, avant que la marchandise ne soit vendue, fait un prêt à l'autre. Entre deux maisons de commerce, qui ont ensemble un compte ouvert, celle qui au bout du compte, doit un excédant d'intérêt, a emprunté de l'autre ; car elle a eu à sa disposition des valeurs plus fortes que celles dont elle a laissé la disposition à son correspondant.

Lorsqu'on escompte des effets de commerce dont l'échéance n'est pas arrivée, c'est-à-dire lorsqu'on achète, en la payant comptant, une lettre de change qui ne sera échue et acquittée qu'au bout d'un certain temps, on prête, on avance le montant de cet effet depuis le moment présent jusqu'à celui de l'échéance.

Escompte.

L'association en commandite est une manière de prêter aux entreprises industrielles ; l'associé commanditaire met des fonds à la disposition du chef de l'entreprise, en stipulant non-seulement un intérêt pour sa mise de fonds, mais une part quelconque dans les bénéfices, s'il y en a.

Association en commandite.

L'associé gérant est engagé, pour tous ses biens, envers les créanciers de l'entreprise ; c'est-à-dire que, si l'entreprise a contracté plus de dettes que ses fonds n'en peuvent acquitter,



V<sup>e</sup> PARTIE. tous les biens de l'associé gérant doivent en répondre, tandis que l'associé commanditaire n'engage que sa mise de fonds; ce qui me le fait ranger dans la classe des simples prêteurs.

Cette forme d'association offre une espèce de prime aux capitalistes, pour placer de préférence leurs fonds dans des entreprises productives; elle a l'avantage d'intéresser au succès de l'industrie, même les personnes qui ne l'entendent pas. Par le moyen des associations en commandite, un entrepreneur dont la consistance personnelle ne présenterait pas assez de garanties au prêteur, peut lui offrir en outre la consistance propre à l'entreprise elle-même. Un homme qui n'a pas assez de fonds pour tirer parti de son talent ou d'une bonne idée commerciale, les met en gage, pour ainsi dire, entre les mains d'un associé commanditaire.

« J'exploiterai cette idée sous vos yeux, lui  
« dit-il, et nous en partagerons les profits; mais  
« si, au lieu de gagner, nous perdons une par-  
« tie du capital, vous supporterez votre part  
« de la perte jusqu'à la concurrence de votre  
« mise de fonds. »

Les Anglais  
n'admettent  
pas l'association  
en comman-  
dite.

Il est difficile de comprendre pourquoi la législation et les mœurs des Anglais n'admettent pas l'association en commandite. Chez eux, tout associé qui est intéressé le moins du monde

dans une affaire, engage tous ses biens et sa personne envers les créanciers de cette affaire. Ils paraissent croire que quiconque prend part aux chances heureuses d'une industrie, quelles que soient ces chances, doit prendre part à ses pertes, quelles qu'elles soient. Comment ne voient-ils pas que celui qui n'a pas le droit de gérer une entreprise, doit être fondé à mettre des bornes aux pertes qu'il peut y faire? car il ne dépend pas de lui d'y mettre un terme par sa prudence (1).

L'association en commandite, qu'on pourrait appeler un prêt avec droit de participer aux résultats, a l'avantage de rendre les faillites plus rares. En effet, si, au lieu de devenir commanditaire, un bailleur de fonds devient simplement prêteur, et confie à une entreprise 40 mille francs par exemple, l'entreprise entre en faillite du moment qu'elle est hors d'état de rembourser cette somme; le prêteur se met au

Elle rend les  
faillites plus  
rares.

---

(1) La législation anglaise a voulu augmenter le gage des créanciers : elle le diminue ; car un fonds en commandite toujours connu des créanciers, est une addition à la valeur du fonds fourni par l'entrepreneur. Si le commanditaire était un simple prêteur, il diminuerait le gage des créanciers en prenant part avec eux au partage de l'actif.

V<sup>e</sup> PARTIE. rang des autres créanciers, ce qui diminue leurs droits; tandis que s'il avait été associé commanditaire, ses 40 mille francs auraient servi à les payer, et l'entreprise aurait fait honneur à ses engagements. Ne pensez-vous pas que ce privilège de perte, pour ainsi dire dévolu au commanditaire, autorise, aux yeux de l'équité, l'avantage de prendre part aux bénéfices s'il y en a, tandis que les prêteurs n'ont à prétendre qu'un intérêt pur et simple?

Ces considérations me portent à croire que les faillites, si prodigieusement multipliées en Angleterre, le seraient beaucoup moins si les Anglais admettaient l'association en commandite.

De quelque manière qu'un prêt ait lieu, ce qui le constitue essentiellement est la renonciation que fait le prêteur à la faculté de se servir de son capital pour céder cette faculté à l'emprunteur. J'appelle *intérêt*, dans le sens le plus général de ce mot, l'indemnité qui est stipulée pour prix de cette cession.



## CHAPITRE XVI.

Des causes qui influent sur le taux de l'intérêt.

APRÈS avoir vu quelle est la nature de la chose prêtée, et les principales manières dont les emprunts s'effectuent, sachons quelles sont les causes qui influent sur le taux de l'intérêt. Ces considérations importent à tous ceux qui ont des capitaux à prêter ou à emprunter.

Le propriétaire foncier qui loue sa terre, n'a pas à craindre de la perdre. Son fermier ne peut ni détruire le fonds, ni l'emporter, et le propriétaire est assuré, tout au moins, de rentrer dans son bien, si le locataire est hors d'état d'en payer le loyer. Il n'en est pas de même du propriétaire d'un capital; son capital peut être soustrait par la mauvaise foi, il peut être dissipé par l'impéritie.

Un capital  
moins solide  
qu'une terre.

Un capitaliste qui calcule, est donc obligé d'exiger de son emprunteur, non-seulement le loyer de son instrument (loyer qui représente le service que cet instrument est capable de rendre), mais en outre une prime d'assurance qui représente le risque que le capitaliste court

L'intérêt  
comprend une  
prime  
d'assurance.

V<sup>e</sup> PARTIE. de le perdre. Ce loyer, cette prime s'expriment dans un seul terme qui est le *taux de l'intérêt*; mais il est évident que cet intérêt se compose de deux parties.

Avant d'étudier les lois qui déterminent le taux de l'intérêt, permettez-moi de vous présenter deux observations.

Intérêt réel  
et intérêt  
apparent.

Je vous préviens que ce que nous cherchons, c'est le véritable intérêt, l'indemnité que celui qui emprunte paie réellement à celui qui prête; et non l'intérêt apparent que le texte des lois, ou une honte bien ou mal entendue, ou des motifs quelconques de prudence, font que l'on stipule ostensiblement. Ainsi cinq pour cent d'intérêts retenus d'avance par le prêteur sur la somme prêtée, sont à nos yeux, un intérêt plus fort que cinq pour cent payables à la fin de l'année. Ainsi une prime, une chance, un lot, ajoutés à un intérêt stipulé, sont une augmentation dans le taux de cet intérêt, augmentation qu'il est facile de calculer. Les différens taux de l'escompte sont des taux différens pour les intérêts. La différence de prix d'une marchandise payable comptant ou à terme, indique le taux d'un intérêt. Un marchand achète une marchandise pour la payer au bout de six mois, avec la faculté de la payer plus tôt et de recevoir pour cette anticipation, un demi pour

cent par mois ; s'il n'anticipe pas sur ses païemens, il est clair qu'il emprunte à son vendeur sur le pied de demi pour cent par mois, ou de six pour cent par an ; car il consent à payer ce prix pour avoir la jouissance de cette valeur. Ce que nous étudions, ce ne sont pas les apparences, ou les mots, mais la *nature de chaque chose*, en soulevant, quand il est nécessaire, le masque dont on essaie de la couvrir.

En second lieu, je vous préviens qu'il n'est pas de mon sujet d'entrer dans les raisons d'amitié, de parenté, de reconnaissance, qui portent les hommes à se départir des avantages qu'ils auraient pu prétendre. Dans les applications, chacun est obligé d'apprécier la force de ces causes purement morales, pour savoir jusqu'à quel point elles modifient l'action des lois générales, constantes, universelles, qui sont les seules que nous puissions étudier ici.

Motifs  
personnels  
modifient les  
lois générales.

Après m'être ainsi expliqué, je reviens à ce que je vous disais, que le taux de l'intérêt, sous quelque forme qu'il soit payé, comprend un véritable loyer pour l'instrument appelé capital, et de plus une prime d'assurance destinée à revaloir au prêteur, les pertes qu'il est exposé, ou qu'il se croit exposé à faire, sur une certaine valeur prêtée, et dans un espace de temps, comme une année.



V<sup>e</sup> PARTIE.

Nous examinerons d'abord les circonstances qui font varier cette partie de l'intérêt qu'on peut regarder comme le loyer du capital prêté, sans y comprendre rien pour la prime d'assurance; c'est-à-dire, les circonstances qui font hausser ou baisser le taux de l'intérêt, en supposant que l'emprunteur ait donné des sûretés parfaites, et que le prêteur n'ait aucune inquiétude à concevoir sur le remboursement du principal, non plus que sur le paiement exact des intérêts.

La demande  
d'emprunter  
hausse  
l'intérêt.

Plus la demande pour emprunter sera vive, et plus le taux de l'intérêt haussera; il haussera encore d'autant plus que les capitaux disponibles seront plus rares. Il baissera au contraire d'autant plus que les capitaux disponibles seront plus abondans et la demande moins vive. Ce prix du loyer d'un capital varie suivant les lois qui gouvernent toutes les valeurs. Il monte ou baisse, selon que la quantité demandée est plus ou moins considérable par rapport à la quantité offerte. Tout ce qui excitera en conséquence la demande des capitaux, fera monter le taux de l'intérêt.

On emprunte  
pour faire  
valoir.

La demande des capitaux ne saurait être poussée loin par les emprunteurs qui ne chercheraient à se procurer des fonds que pour les dépenser improductivement, pour les dissiper.

Celui qui dissipe un capital emprunté, est CHAP. XVI. obligé d'en assigner le remboursement sur un autre fonds qui lui appartient, sur une rentrée qu'il attend, sur une succession qui doit lui revenir ; car s'il empruntait sachant qu'il ne peut rendre, il commettrait une escroquerie, et son prêteur serait une dupe. Mais vous sentez, messieurs, que celui qui emprunte pour anticiper sur ses revenus, ou qui ne peut s'acquitter en sacrifiant son capital, atteint bien vite les bornes de sa fortune, et lorsqu'il y est arrivé, ne peut pas continuer sur le même pied. Ces emprunts-là, dans une société industrielle, ont peu d'importance.

Les emprunts au contraire qui ont pour objet de faire travailler les fonds que l'on emprunte, peuvent se multiplier indéfiniment. Mais il faut que l'on trouve des emplois d'argent, des moyens de produire, qui procurent à ceux qui empruntent, de quoi payer les intérêts, aussi bien qu'une récompense convenable pour leurs peines et pour leurs talens. Si un commerce ou une manufacture ne rapportent pas des profits équivalens à 10 pour cent, plus ou moins, du capital qu'ils emploient, l'entrepreneur ne pourra pas payer 5 pour cent de ce capital, et recueillir 5 pour cent pour ses peines. Si une industrie ou plusieurs branches d'industrie

La demande  
dépend des  
profits que  
peuvent rendre  
les capitaux.



V<sup>e</sup> PARTIE. rapportent au contraire 12, 15, 20 pour cent, alors beaucoup plus de gens s'y consacreront, et ils pourront, même en se réservant de gros profits, offrir aux capitalistes plus de 5 pour cent d'intérêt.

La consistance  
personnelle  
réduit le taux  
de l'intérêt au  
plus bas.

La consistance personnelle de l'emprunteur réduit le taux de l'intérêt à ce que vaut réellement le service du capital. C'est cette consistance personnelle fondée sur la solvabilité, la probité, et la prudence, qui assure le crédit des bonnes maisons de commerce et qui leur permet d'emprunter au meilleur marché. Ce qu'elles paient d'intérêt, quand elles font usage de leur crédit, se réduit presque au loyer de l'instrument appelé *capital* qu'elles empruntent. Comme elles ne font courir aucun risque, on ne réclame de leur part presque aucune prime d'assurance.

Mais cette fleur de crédit peut se faner au moindre souffle. Les circonstances qui la procurent ne sont pas durables. La plus solide fortune peut éprouver des échecs. La garantie qui naît de la prudence et de la probité du débiteur, s'altère avec sa santé et tombe devant les maladies imprévues et les infirmités du vieil âge. Les miracles de l'industrie humaine sont faits pour enfler notre orgueil; mais la



débilité de notre être, semble faite pour le tempérer. CHAP. XVI.

On a cru, trop légèrement peut-être, que le bas intérêt était un signe assuré de la prospérité du commerce ; on l'a cru, parce qu'on supposait qu'il indiquait toujours une grande abondance de capitaux. Mais le bas intérêt peut naître aussi bien de la rareté de la demande que de la quantité offerte des capitaux. On demande peu d'une chose dont on ne peut tirer qu'un médiocre parti. Il est entendu qu'il ne faut tenir compte de la demande des capitaux que lorsque l'emprunteur offre au prêteur toutes les sécurités désirables. Toute autre demande n'est pas effective, ne peut être suivie d'aucun effet.

Le bas intérêt  
n'est pas  
toujours un  
signe de  
prospérité.

Or une demande effective ne saurait avoir lieu dans bien des circonstances diverses. Le gouvernement est-il absolu ? se livre-t-il à l'impulsion d'un premier mouvement, comme celui de Napoléon, surtout vers la fin ? vous verrez l'intérêt descendre à un taux fort bas. Une résolution capricieuse, intempestive, peut alors changer toutes les données et déranger les combinaisons les plus méditées. L'industrie, encouragée au commencement de son règne, ne tarda pas à se voir contrecarrée par des guerres sans motifs raisonnables, par des me-

Circonstances  
où les capitaux  
ne sont pas  
recherchés.

V<sup>e</sup> PARTIE. sures fiscales sans garanties. Quel motif aurait-on eu pour payer chèrement le loyer d'un instrument qu'on n'avait aucun moyen d'employer avec sécurité?

Plus tard une paix générale favorisa d'abord toutes les spéculations commerciales ; mais la concurrence fut trop grande, l'expérience manquait ; le bouleversement politique du monde entier rendait trop incertains les besoins et les ressources des différens pays ; il y eut peu de sûreté dans les entreprises ; l'intérêt fut encore très-bas ; mais les capitaux à placer se trouvant fort abondans , ils refluèrent dans les emprunts des gouvernemens , dans les opérations des compagnies financières et dans des constructions d'édifices de tous genres ; et il y eut beaucoup d'avances perdues, qui ne l'auraient peut-être pas été si l'économie sociale eût été plus généralement entendue.

Ce qu'il faut entendre par des capitaux disponibles.

Quand la situation d'un pays, ses besoins et l'état de son industrie peuvent rendre profitable l'emploi d'une certaine somme de capitaux , le taux de l'intérêt s'élève d'autant plus que les capitaux disponibles sont moins considérables , et il s'abaisse d'autant plus qu'ils sont plus abondans par rapport à la quantité réclamée. Mais nous devons ici, messieurs, asseoir nos idées sur



ce qu'il faut entendre par capitaux disponibles : ce sont, ainsi que le mot l'exprime, les capitaux dont leurs maîtres peuvent disposer, et dont ils cherchent à opérer le placement. Les plus disponibles de tous les capitaux sont ceux qui existent en argent dans les coffres des capitalistes; mais on peut encore regarder comme disponibles ceux qui sont placés de manière à pouvoir être dégagés aisément lorsqu'on leur offre un placement plus avantageux. Les entreprises industrielles qui réclament des fonds n'ont pas besoin de tous leurs capitaux à la fois. Les frais de leur établissement, les avances qu'elles seront appelées à faire n'ont lieu que successivement. Des fonds *prochainement* disponibles sont pour elles comme des fonds *actuellement* disponibles. Tels sont les capitaux qu'on a prêtés en se réservant la faculté de les retirer à la suite d'un avertissement fait à l'emprunteur quelques mois d'avance; tels sont les capitaux qu'on a employés à l'escompte d'effets de commerce dont l'échéance n'est pas fort éloignée; ceux même qui sont en marchandises, pourvu que ces marchandises soient de facile défaite et d'une consommation courante. Ainsi des sucres, des cafés, de bonne qualité, sont comme de l'argent comptant, par la certi-



V<sup>e</sup> PARTIE. tude qu'on a de pouvoir les vendre, au cours, du moment qu'on le voudra.

Les sommes  
placées dans les  
fonds publics  
sont-elles  
disponibles ?

Les fonds qui sont employés en obligations négociables du gouvernement, comme les rentes, sont bien des capitaux disponibles; cependant il ne faut pas regarder les rentes sur l'état vues en masse comme une somme de valeurs disponibles, puisque l'état n'est pas tenu de les rembourser, et qu'un rentier ne peut dégager son capital de cet emploi, à moins qu'un autre capitaliste n'y engage le sien.

Ce n'est pas le cas avec un capital qui est en denrées coloniales. Celui-ci peut être réalisé sans qu'un autre capital prenne sa place; car les objets de consommation sont achetés avec des revenus.

Capitaux non-  
disponibles.

Quant aux capitaux qui sont prêtés sur hypothèque, et qu'on ne pourra retirer qu'après plusieurs années; quant à ceux qui consistent en bâtimens et en usines, ou même en métiers et ustensiles de manufactures, et surtout ceux qui consistent en améliorations foncières, il ne faut point les regarder comme des capitaux disponibles, même lorsque la terre est d'une vente facile; car si le vendeur d'une terre de cent mille écus se trouve, après l'avoir vendue, pouvoir disposer de la somme, l'acheteur de la même terre, qui pouvait auparavant en dispo-

ser, ne le peut plus après l'avoir appliquée à l'achat de la terre. CHAP. XVI.

Lorsque l'on prête une somme, ce n'est donc point, je le répète, telle chose que l'on prête plutôt que telle autre; c'est une valeur disponible, et qui réside dans des matières quelconques; pour la prêter, on vend ces matières; on transforme leur valeur en écus afin de la transmettre plus aisément à l'emprunteur, qui transforme à son tour la même valeur en toutes les choses dont il a besoin. Or c'est la quantité, la somme de toutes ces valeurs à prêter, sous quelques formes qu'elles s'offrent, qui composent les capitaux disponibles, et qui influent sur le taux de l'intérêt, toutes choses étant d'ailleurs égales; c'est-à-dire, comme je viens de le dire, qu'avec un état donné de l'industrie, l'intérêt baisse lorsque les valeurs capitales disponibles sont considérables, et hausse quand elles deviennent rares.

Un capital disponible peut résider en toutes sortes de matières.

Je sollicite, messieurs, votre attention sur cette matière qui n'a jamais été bien entendue, même des capitalistes et des gens à argent qui sont très-portés à confondre l'abondance du numéraire avec l'abondance des capitaux, tandis que, dans la réalité, l'abondance du numéraire n'influe que sur la valeur d'échange du numéraire contre les autres marchandises

L'abondance de l'argent n'est pas l'abondance des capitaux.



V<sup>e</sup> PARTIE.

(c'est-à-dire sur le prix en argent des marchandises), sans influencer le moins du monde sur le taux de l'intérêt. Pendant les assignats, la monnaie était, certes, fort abondante, puisqu'il y en avait pour 46 milliards; et vous savez fort bien que cela ne fit pas baisser le taux de l'intérêt.

Il y a ici une autre considération qu'il ne nous est pas permis de négliger, mais que je ne ferai que rappeler, parce que j'en ai dit quelque chose dans un des chapitres précédens : c'est la considération des localités. Les capitalistes n'aiment pas à placer leurs capitaux hors de la portée de leur inspection immédiate; j'entends ceux qui sont purement capitalistes, et qui ne font point eux-mêmes d'opérations commerciales. Il en résulte que les capitaux sont plus abondans là où les gens riches affluent; et comme les ressources et les agrémens des grandes villes les y font affluer, c'est dans les grandes villes qu'il y a plus de capitaux à prêter. C'est en partie pour cette raison qu'on voit s'y former les grandes compagnies de finances, les caisses d'escompte, les associations d'assurances, de tontines et d'autres encore.

De bonnes routes font laisser le taux de l'intérêt.

C'est sous ce rapport qu'on peut dire que de bonnes routes, de bons chemins de traverse peuvent faire baisser le taux de l'intérêt en fa-



vorisant le placement des capitaux. Un homme à argent sera plus coulant sur ses avances, s'il peut aller promptement et à bon marché dans un lieu pour lequel on lui en demande. S'il s'agit d'exploiter une mine de houille, il pourra plus aisément voir si la houille est abondante et bonne, si les débouchés sont assurés, si l'entreprise est bien conduite. Les directeurs pourront plus souvent rendre compte de l'état de l'affaire. Bref, la facilité des communications rapproche les distances; et si toute la France était tellement rapprochée, qu'elle tint tout entière dans Paris, toute la France participerait aux capitaux abondans qui sont accumulés dans cette capitale.

L'industrie, ainsi que nous l'avons remarqué en traitant de la production, est susceptible de s'étendre, de s'accroître en proportion des capitaux dont elle peut disposer; mais n'y a-t-il aucune borne à cette extension? Les particuliers riches ne peuvent-ils pas amasser des capitaux tellement considérables, que les capitaux se multiplient au point d'excéder tous les besoins de l'industrie?

Si l'intérêt  
peut tomber  
à rien.

La réponse à cette question ne saurait être simple et positive. Les économistes abstraits, sur le fondement que les produits peuvent se

V<sup>e</sup> PARTIE. multiplier indéfiniment, et par la raison qu'ils s'achètent les uns par les autres, disent que l'industrie n'est bornée que par l'étendue des capitaux. Dans l'économie pratique les résultats reposent sur des données tellement compliquées, qu'ils ne sont pas susceptibles d'une solution si absolue.

On consomme  
les capitaux  
qui rapportent  
trop peu.

Les profits que rendent les capitaux employés par l'industrie, engagent les hommes à faire des économies sur leurs revenus et à se former des capitaux. Mais à mesure que ces capitaux se multiplient, leurs propriétaires en tirent un moindre intérêt, et par conséquent le motif qui porte à les accroître par des économies, devient de moins en moins puissant, jusqu'à ce qu'enfin l'intérêt qu'on en peut tirer est si modique, qu'il est facilement excédé par les plus petites jouissances d'utilité ou d'agrément que les possesseurs de capitaux peuvent retirer de leur consommation. C'est ce qui fait que dans les pays où les capitaux sont abondans et l'intérêt très-bas, on voit les gens riches indulger leurs goûts pour une foule de fantaisies qu'ils ne se permettraient pas si les capitaux qu'ils y emploient pouvaient être placés très-lucrativement. On m'a parlé d'un Hollandais qui, dans le siècle passé où le taux de l'intérêt était fort bas en Hollande, avait fait construire à la



campagne, au milieu d'un jardin chinois, une maison entièrement dans le goût chinois, dont tous les meubles, sans exception, étaient venus de Chine, d'où ils n'avaient pu être apportés sans beaucoup de frais. Ce grand joujou (car il est impossible de le considérer autrement), en supposant qu'il eût coûté cent mille écus dans un pays où le taux de l'intérêt eût été à 6 pour 100, aurait pris annuellement sur le revenu de son propriétaire, six mille écus ou 18 mille francs pour l'intérêt seulement des fonds qu'il y aurait employés; mais en Hollande, où le taux de l'intérêt était de  $2 \frac{1}{2}$  pour cent, le sacrifice annuel n'était que de 7500 francs: sacrifice léger pour un homme riche.

C'est ainsi qu'à mesure que les capitaux vont croissant, le motif qui porte à accumuler va en diminuant, et qu'il n'y a aucun degré assignable où le motif qui porte à accumuler devienne absolument nul; mais ce motif varie d'intensité suivant le caractère des peuples.

Chez une nation ingénieuse, entreprenante, ambitieuse, avide de tous les genres de jouissances, l'intérêt des capitaux ne tombera jamais aussi bas que chez une autre nation plus flegmatique et plus sobre. Les besoins de la

Quelle cause  
empêche  
l'intérêt de  
tomber trop  
bas.



V<sup>e</sup> PARTIE. première seraient trop vifs et trop multipliés pour permettre aux particuliers déjà riches, une épargne persévérante. Ils aimeraient mieux risquer leurs épargnes dans des entreprises neuves, bizarres, gigantesques; ils aimeraient mieux les employer en objets de luxe ou d'agrément, plutôt que d'en tirer seulement deux ou trois pour cent chaque année. On peut fréquemment, en Angleterre et en France, faire des observations qui confirment cette assertion. Aussi n'y a-t-on jamais vu l'intérêt aussi bas qu'en Hollande.

Pourquoi les  
juifs peuvent  
prêter à plus  
haut intérêt.

Les emprunteurs consentent quelquefois à payer un plus fort intérêt dans la vue de jouir de certaines facilités qu'on leur offre. On sait que les juifs, à une certaine époque, étaient les seuls capitalistes auprès desquels on trouvât à emprunter au besoin; et ce fut pour soustraire les chrétiens à leur dépendance, que l'on créa en Italie ces *Monts de piété* qui faisaient des avances sur gages à un intérêt modéré. Mais ce qu'il y a de singulier, c'est que les juifs continuèrent à trouver des emprunteurs qui leur payaient 10 pour cent d'intérêt, tandis que les Monts de piété ne prenaient que 6 pour cent. Voici l'explication que donne de ce phénomène, Gioja, auteur italien qui a écrit

depuis la publication de mon *Traité d'Économie politique* (1).

1° Les juifs, dit cet auteur, recevaient en gage certains objets (tels par exemple que les matières de laine) que les Monts de piété n'admettaient pas sous prétexte qu'ils étaient sujets à se détériorer.

2° Les estimateurs des objets mis en gage dans les Monts de piété étaient responsables de la valeur du gage, et ils étaient disposés par conséquent à l'évaluer plutôt moins que plus; tandis que les juifs prêtaient toute la somme qu'ils pouvaient prêter avec sûreté, parce que leurs profits étaient proportionnés à leurs avances.

3° Pour la commodité des emprunteurs, les juifs ouvraient de bonne heure leurs bureaux et les fermaient tard, soit pour recevoir les gages déposés, soit pour les rendre; tandis que les employés aux Monts de piété, n'étant pas intéressés à attirer les emprunteurs, s'inquiétaient peu de leur causer des pertes de temps.

4° Par la même raison les juifs étaient plus discrets sur les emprunts qu'on leur faisait.

---

(1) *Nuovo prospetto delle scienze economiche*, tome 3, page 190.

v<sup>e</sup> PARTIE.

5<sup>o</sup> Ils recevaient en remboursement toutes sortes de valeurs.

Ces avantages et quelques autres de moindre conséquence, suffisaient pour engager les emprunteurs à payer 4 pour cent d'intérêt de plus aux juifs qu'aux banques instituées pour déjouer les juifs. En tous genres d'affaires, il faut pour s'attirer la préférence, se modeler, pour ainsi dire, sur les besoins du public.

Les risques  
du prêteur  
élèvent le taux  
de l'intérêt.

Telles sont les principales circonstances qui rendent plus ou moins élevé le loyer d'un capital; mais ce n'est pas de là que viennent les plus grands écarts dans le taux de l'intérêt; ils naissent de la prime d'assurance qui se joint naturellement au loyer; de cette prime destinée à indemniser le prêteur du danger qu'il court de ne jamais revoir son capital, ou du moins du danger d'en perdre une partie.

Le risque encouru par le prêteur de perdre la totalité ou une partie de son capital, dépend principalement de trois circonstances.

Le risque de  
l'emprunteur  
augmente celui  
du prêteur.

La première est la nature de l'entreprise dans laquelle la somme prêtée est employée par l'emprunteur. Celui-ci rendra d'autant plus certainement cette somme, qu'elle sera moins compromise par l'usage qu'il se propose d'en faire. Si mon créancier gagne avec l'ar-



gent que je lui ai prêté, il aura soin de m'en payer exactement les intérêts pour que je lui continue une avance qui lui est profitable; et il aura soin de rembourser cette avance aussitôt que ses gains le lui permettront, pour s'affranchir du paiement des intérêts. Mais s'il perd, il aura de la peine à s'acquitter de l'un et de l'autre. Un prêteur prudent doit toujours connaître l'emploi qu'on se propose de faire de ses fonds. Ils ne sont jamais plus compromis que lorsque l'emprunteur les consacre à ses besoins ou à ses plaisirs; car cette consommation improductive ne lui offre aucun moyen de s'acquitter du principal ni des intérêts. Il doit les payer dès-lors sur d'autres ressources; et s'il n'a point d'autres ressources, le prêt qu'on lui fait, n'est qu'un don déguisé.

Parmi les emplois de capitaux, ceux où ils sont nécessairement engagés pour long-temps, comme lorsqu'il s'agit d'ériger des immeubles, des manufactures, trouvent plus difficilement des prêteurs, et conséquemment ceux-ci peuvent exiger un plus fort intérêt. Rien n'est plus juste. Il y a nécessairement plus de dangers à courir quand l'avance doit être longue; car dans un long espace de temps, il se présente plus de risques que dans un terme plus court. Le prêteur ne pouvant dégager ses fonds au

L'intérêt des  
fonds engagés  
plus élevé.

V<sup>e</sup> PARTIE.

moment qu'il veut, perd les occasions qui s'offriraient à lui d'en tirer bon parti. Enfin il est obligé de partager jusqu'au bout les vicissitudes d'une entreprise, et les mésaventures qui peuvent lui arriver.

La facilité de rentrer à volonté dans leurs avances, est si précieuse pour les prêteurs, qu'ils prêtent aux gouvernemens à un taux beaucoup plus modéré qu'il ne convient peut-être à un prêt destiné à être dissipé improductivement, simplement à cause de la facilité qu'ont les prêteurs de vendre leurs créances au moment qu'ils veulent. Le gouvernement étant un emprunteur connu de tout le monde, il n'est aucun capitaliste qui ne puisse devenir son prêteur, de sorte que ses engagements sous le nom d'*effets publics*, ont perpétuellement un cours ouvert sur le marché qu'on appelle la Bourse; et quoiqu'ils ne soient pas en général remboursables, il n'y a pas de créance qu'on puisse faire rentrer aussi prochainement, si elle vous donne quelque appréhension, ou si vous voulez faire un autre placement.

Les vices de  
l'organisation  
sociale élèvent  
le taux de  
l'intérêt.

La seconde circonstance qui fait que la prime d'assurance s'élève quelquefois très-haut, est dans les vices de l'organisation sociale. Il y a peu de sûreté pour les sommes prêtées là où la législation, les magistrats et les mœurs, ne

protègent pas le prêteur. Qui peut prêter avec sûreté sous un gouvernement qui est maître absolu de la vie et des biens de l'emprunteur ? L'intérêt est toujours élevé dans les pays où la sûreté personnelle peut n'être pas respectée.

Il suffit quelquefois, sans que la législation soit mauvaise, que la politique du gouvernement soit fautive, et qu'il appuie l'ordre public sur de mauvaises bases, pour que les capitalistes croient leur fortune compromise, s'ils l'exposent dans des entreprises au succès desquelles la tranquillité générale est nécessaire. De notre temps nous les avons vus, plusieurs fois, perdre volontairement l'intérêt de leurs capitaux, plutôt que d'en compromettre l'existence par des prêts à longs termes.



## CHAPITRE XVII.

Des lois qui ont pour objet de fixer le taux de l'intérêt.

Les lois  
contre l'usure  
toujours  
éludées.

Nous avons vu quelles sont les causes naturelles qui déterminent le taux de l'intérêt. Les hommes ont cru pouvoir le fixer *à priori* en portant des lois contre l'usure, et sur ce point le législateur a même été secondé par une opinion publique peu éclairée. Mais la nature des choses, comme c'est assez l'ordinaire, a été la plus forte. D'un côté le besoin d'emprunter, de l'autre l'envie de prêter, ont éludé toutes les lois. Il est si facile de déguiser le sacrifice que l'emprunteur est obligé de faire au prêteur ! Celui-ci ne peut-il pas se faire souscrire un engagement pour une somme plus forte que celle qu'il a réellement avancée ?

Elles  
favorisent  
l'usure.

L'honnête homme ne s'expose pas à l'animadversion des lois, même lorsqu'elles sont déraisonnables. Ne voulant point exiger un intérêt prohibé qui, sans être excessif, l'indemniserait de ses risques, il laisse les emprunteurs nécessaires à la merci des usuriers. La loi ne protège que les emprunteurs qui peuvent se passer

d'elle, parce qu'ils ont du crédit, et qu'en l'absence de la loi ils auraient trouvé de l'argent à un taux modéré. CHAP. XVII.

Les lois contre l'usure ont de plus cet inconvénient que, par cela même qu'elles rendent nécessaires des opérations déguisées, elles privent les contractans de bonne foi, de la protection des lois, et les laissent sans armes contre l'audace déhontée.

Et privent  
la bonne foi de  
la protection  
des lois.

En 1769, dans la ville d'Angoulême, des hommes connus souscrivirent des billets au profit les uns des autres, et les escomptèrent sur la place d'Angoulême, sur le pied de 9 à 10 pour cent par an : à peine eurent-ils fait cette négociation, qu'ils attaquèrent en justice leurs prêteurs pour avoir contrevenu aux lois contre l'usure. On est honteux d'avouer que leurs plaintes furent admises par des tribunaux dignes plutôt du onzième siècle que du dix-huitième ! Il ne s'agissait pas moins pour les prêteurs que d'aller aux galères ; et c'étaient les gens les plus riches et les plus considérés de la ville ! Que faire lorsqu'on n'est suffisamment protégé ni par l'opinion ni par les lois ? Ils transigèrent avec leurs emprunteurs, et achetèrent leur désistement par des sommes considérables. Mais d'autres emprunteurs, qui avaient, à d'autres époques, obtenu des avances de ces



V<sup>e</sup> PARTIE.

mêmes capitalistes et de quelques autres également considérés, enhardis par le succès de l'iniquité, revinrent sur des opérations depuis long-temps consommées, et, sous le nom d'indemnités, commirent sur leurs anciens prêteurs des extorsions d'où résulta la ruine de plusieurs d'entre eux.

Heureusement ces infâmes menées parvinrent aux oreilles de l'intendant de la province; et cet intendant se trouva être un homme probe et éclairé : c'était Turgot. Pour soustraire les malheureux prêteurs à d'odieuses procédures, il obtint que toutes ces affaires fussent renvoyées au conseil du roi. Il fallut invoquer l'arbitraire pour combattre une législation barbare; de même qu'on emploie les poisons pour guérir certaines maladies. Le conseil du roi fit cesser toutes les poursuites, mais n'osa pas changer une législation protégée par l'Église. Il fallut la révolution de 1789 pour faire tomber des lois qui, étant contraires à la nature des choses et au bien de la société, n'étaient qu'un désordre revêtu d'un beau nom (1).

Elles sont  
contraires aux  
transactions  
commerciales.

Dans cette scandaleuse occasion le risque des prêteurs ayant excédé celui de perdre leur capital, puisqu'il avait été jusqu'à compromettre

(1) Voyez les OEuvres de Turgot, tome V, p. 262.



leurs personnes, produisit un effet bien plus fâcheux que d'élever la prime exigée par les prêteurs. Il supprima pour un temps toute espèce de prêt à intérêt; ce qui équivalait à une prime infiniment grande. Les capitaux se cachèrent; il fut impossible d'escompter ou d'emprunter à aucun prix; les faillites se succédèrent; plusieurs établissemens industriels furent renversés.

On ne conçoit pas facilement l'utilité d'une gêne qui ne profite à aucune partie du public; tandis que la liberté sert à la fois le prêteur et l'emprunteur, et que l'usure elle-même est favorable à ce dernier. Turgot cite comme un exemple de cette vérité, les avances que font à Paris les prêteurs, qu'on appelle à la petite semaine, à ces petits marchands qui achètent les denrées à la halle pour les revendre dans les différens quartiers de la capitale. Ils prennent jusqu'à deux sous par semaine sur un écu de trois francs; ce qui équivalait à un intérêt de 173 pour cent. C'est sur de pareils emprunts que roule le commerce des menues denrées de Paris. « Néanmoins, dit Turgot à ce sujet, « les emprunteurs ne se plaignent pas des « conditions de ce prêt, sans lequel ils ne « pourraient exercer un commerce qui les fait « vivre; et les prêteurs ne s'enrichissent pas

L'usure utile  
aux  
emprunteurs.

V<sup>e</sup> PARTIE.

« beaucoup, parce que cet intérêt exorbitant  
« n'est guère que la compensation du risque  
« que court le capital. En effet l'insolvabilité  
« d'un seul emprunteur enlève tout le profit  
« que le prêteur peut faire sur trente d'entre  
« eux (1). »

Turgot montre ainsi que cet intérêt de 175 pour cent, qui semble usuraire, ne l'est pourtant pas. Il ajoute que les gens même qui ont recours aux usuriers, lorsque d'ailleurs ils ont des sentimens d'honnêteté, sont loin de s'en plaindre; et il raconte à ce sujet qu'ayant été, au parlement de Paris, rapporteur d'un procès criminel pour fait d'usure, il ne fut jamais tant sollicité que pour ce malheureux accusé; et qui étaient les sollicitateurs qui s'employaient avec tant de chaleur? Les personnes même qui avaient essuyé les usures qui fesaient l'objet du procès, et en faveur de qui le ministère public exerçait ses poursuites! « Le contraste d'un  
« homme poursuivi criminellement pour avoir  
« fait à des particuliers un tort dont ceux-ci,  
« non – seulement ne se plaignaient pas, mais  
« même témoignaient de la reconnaissance,  
« me parut singulier, dit l'honnête Turgot, et  
« me fit faire bien des réflexions. »

---

(1) OEuvres de Turgot, tome V, page 283.



En 1818, le parlement d'Angleterre nomma un comité pour revoir les lois contre l'usure. Ce comité, suivant l'usage, fit appeler et consulta les hommes les plus éclairés sur ces matières, et tous s'accordèrent pour signaler les pernicious effets de la prohibition que les lois anglaises prononcent contre ceux qui prennent plus de 5 pour cent par an d'intérêt. Il résulta de ces enquêtes que des propriétaires obérés ne trouvant pas à emprunter au taux légal, avaient engagé leurs biens pour payer des rentes viagères de 10 pour cent sur trois têtes réunies, intérêt permis dès-lors qu'il était viager, mais ruineux pour l'emprunteur. Des négocians qui avaient des engagemens à payer, et qui auraient pu trouver à emprunter de l'argent à 6 pour cent, étaient obligés de revendre comptant des marchandises achetées à terme, à des prix qui leur occasionaient une perte de 10 pour cent par an. Enfin le comité de la chambre des communes, après mûre délibération, proposa au parlement d'abolir les lois contre l'usure; mais dans la chambre, où se trouvait moins d'instruction sur ce point que dans un comité composé de membres choisis, le préjugé et la routine l'emportèrent, et les lois contre l'usure furent conservées.

CHAP. XVII.  
Enquête faite  
en Angleterre  
sur l'usure.

Il ne se passa pas bien des années sans que

Exemple



V<sup>e</sup> PARTIE.  
récent du  
fâcheux effet  
de ses lois.

les Anglais ne fussent victimes de cette mauvaise législation. Pendant la détresse commerciale qui eut lieu en leur pays vers la fin de l'année 1825, beaucoup de maisons qui auraient pu, pour satisfaire à leurs engagements, emprunter à 8 ou 10 pour cent par année, si les lois n'avaient pas pros crit tout intérêt au-dessus de 5 pour cent, furent contraintes de vendre des fonds publics et des marchandises à 20 ou 30 pour cent de perte (1).

Il est piquant de remarquer que les gouvernemens qui se sont crus fondés à proscrire l'intérêt, ou du moins à proscrire un intérêt supérieur à un certain taux, ont tous violé leurs propres maximes en payant, dans leurs emprunts, un intérêt prohibé. Lorsqu'on pros crit par les lois ce qui est permis par l'équité naturelle, on décrie nécessairement les lois ; et on les décrie encore davantage lorsque ceux qui les ont faites, sont les premiers à les violer.

En même temps que je montre qu'aucune stipulation d'intérêt ne devrait être pros crite

---

(1) *Considerations on the state of the currency*, par M. Th. Tooke, page 60. — Un homme qui fait une perte de 30 pour cent pour anticiper sur des rentrées qu'il n'attend que six mois plus tard, paie en réalité 60 pour cent d'intérêt.

par les lois, je ne prétends pas qu'un certain taux ne doive pas être déterminé d'avance pour les cas seulement où l'intérêt est dû sans qu'il y ait eu de stipulation préalable, comme lorsqu'un jugement ordonne la restitution d'une somme avec les intérêts. Il me semble que ce taux doit être fixé par la loi au niveau des plus bas intérêts payés dans la société, parce que le taux le plus bas est celui des emplois les plus sûrs. Or, la justice peut bien vouloir que le détenteur d'un capital le rende, et même avec les intérêts; mais pour qu'il le rende, il faut qu'elle le suppose encore entre ses mains; et elle ne peut le supposer entre ses mains qu'autant qu'il l'a fait valoir de la manière la moins hasardeuse, et par conséquent qu'il en a retiré le plus bas de tous les intérêts.

Mais ce taux ne devrait pas porter le nom d'*intérêt légal*, par la raison qu'il ne doit point y avoir d'*intérêt illégal*, pas plus qu'il n'y a un cours des changes illégal, un prix illégal pour le vin, la toile et les autres denrées.

## CHAPITRE XVIII.

Des profits que rendent les terres à ceux qui les font valoir.

Les fonds de terre sont un instrument de production.

RELATIVEMENT à la production des richesses, il est impossible de considérer un fonds de terre autrement que comme un instrument qui, de même qu'un capital, seconde l'action de l'industrie. Mais cet instrument n'est pas, comme un capital, le fruit d'une épargne; c'est un instrument fourni gratuitement par la nature, aux êtres qui peuplent la terre, instrument dont les lois sociales attribuent l'usage à un homme en particulier, à l'exclusion de tous les autres. Dès-lors le propriétaire du sol se réserve le profit qui peut résulter de ce fonds; la coopération du sol n'est plus gratuite, comme la chaleur du soleil ou la force du vent; elle devient pour ceux qui entreprennent la production, une dépense, et pour les propriétaires du sol, un profit; de même que le prix du travail (qui est une dépense pour les entrepreneurs et par suite pour ceux qui achètent les produits) est un profit pour ceux qui fournissent le travail.



Lorsque nous avons étudié le phénomène de la production, messieurs, nous avons cherché à savoir comment une valeur quelconque, une portion de richesse, résulte de l'action du fonds de terre (1); maintenant nous allons chercher les causes qui déterminent la quotité de cette valeur produite; car c'est elle qui forme la part que le propriétaire foncier est en état de réclamer : cela nous montrera de plus jusqu'à quel point il peut passer pour producteur dans la machine sociale (2).

CHAP. XVIII.  
Cet instrument  
produit de la  
richesse.

(1) J'ai cherché à établir cette vérité qui a été vivement contestée, dans le liv. II, chap. 2, tome II, page 10 de cet ouvrage.

(2) Si la valeur produite est une richesse produite, et si une portion de la valeur des produits agricoles est due aux travailleurs, une autre portion aux capitaux appliqués à l'agriculture, et une troisième portion au fonds de terre, le fonds de terre est *producteur* pour une part de la richesse agricole. C'est le propriétaire du fonds qui fait son profit de cette portion de richesse produite; et je le considère comme producteur, parce qu'il est le représentant de son instrument; de même que je considère les industriels comme producteurs jusqu'à la concurrence des profits que leur procure leur travail. C'est une fiction, si l'on veut, que d'assimiler le travail de la terre au travail de l'homme, et d'attribuer au propriétaire la coopération due à l'ins-

V<sup>e</sup> PARTIE.Les minéraux  
mis au rang  
des produits  
du fonds de  
terre.Dont une part  
est réclamée  
par son  
propriétaire.

Le service que nous avons nommé *service foncier*, celui que peut rendre un fonds de terre, n'est pas uniquement celui qui résulte de sa force végétative. Une mine renfermant de la houille, du sel ou des métaux, rend un service par les produits qu'on en tire journellement, et auxquels les besoins des hommes donnent une certaine valeur. Une partie de cette valeur est produite par les services de l'industrie et des capitaux. Celle qui résulte de la terre est réclamée par son propriétaire au même titre que le produit des sucres végétaux que fournit un champ. Un terrain nu, mais propre à bâtir, donne un produit à sa manière : il procure un emplacement qui a un usage, et peut rendre un service aux hommes en leur fournissant le local d'une habitation. C'est un service foncier. Il n'est pas le même, mais il est du même genre que celui que rend un autre terrain en raison de sa force végétative. Il satisfait un besoin tout comme le produit d'un champ ; il est demandé, il est vendu, il est consommé (1).

trument qu'il fournit, mais c'est une fiction indiquée par l'analogie et qui éclaircit bien des idées.

(1) Le service que rend un terrain qui porte une maison, quand son propriétaire ne consomme pas lui-



Ce service, de même que tout autre service, de même que tout autre objet utile à l'homme, est payé d'autant plus cher qu'il est plus demandé et moins offert. En chaque canton il est d'autant plus demandé, que ce canton est plus populeux et plus productif; car c'est alors que l'on a le plus grand besoin des produits de la terre, et qu'en même temps chaque personne a plus de moyens pour les acheter. L'étendue et la fertilité des terres déterminent, dans le même canton, la quantité des services qu'elles peuvent rendre.

CHAP. XVIII.

Le service foncier plus cher en raison de sa rareté relative.

Des circonstances naturelles qui rendent certains terrains propres à des productions d'une espèce particulière, sont des avantages voulus par la nature et du même genre que la fertilité des terres, du même genre que leur appropriation, avantages dont profitent les propriétaires,

même cette utilité en habitant la maison, est représenté par le loyer qu'il en tire; et ce loyer se compose de deux sortes de revenu: 1<sup>o</sup> le profit ou loyer du terrain; 2<sup>o</sup> le profit ou intérêt du capital appelé *maison*. Le service rendu par l'un et par l'autre dans le courant d'une année, est payé par le loyer de cette même année; et il est *consommé*, car il ne peut se vendre de nouveau. Le loyer de l'année suivante est le prix d'un nouveau service rendu l'année qui suit, par le même terrain et la même maison.



**N<sup>e</sup> PARTIE.** sans faire tort aux non propriétaires qui peuvent tirer parti de leurs travaux sur un terrain qui ne leur appartient pas, et qui n'en tireraient rien s'il n'appartenait à personne (1); mais il ne s'ensuit pas que le revenu d'un bon terrain, comparé avec son prix d'achat, soit supérieur au produit d'un mauvais. La valeur vénale d'un terrain s'élève en proportion de la valeur vénale du produit qu'il rapporte : mais ce n'est pas relativement à la valeur vénale du fonds que nous considérons ici les profits d'une terre, mais relativement à son étendue. Celles qui rapportent trois ou quatre cents francs de revenu net pour chaque arpent, comme certains coteaux renommés de la Bourgogne, peuvent fort bien ne rendre que quatre pour cent de leur prix d'achat (2).

---

(1) Voyez le tome II, pages 7 et suivantes.

(2) D'après des renseignemens pris en Bourgogne; les vignobles des premiers crus se vendent 18,000 francs à 20,000 francs l'hectare. Un hectare produit 342 litres. La pièce de vin, égale à 228 litres, se vend, sur lie, 700 francs, ou 1049 francs les 342 litres. On évalue les frais de culture et les impôts à 389 francs, qui déduits du prix du vin, laissent de revenu net 660 francs; c'est-à-dire, en supposant que le terrain coûte 18,000 francs, 3 francs 67 centimes pour cent de revenu. En 1824, le fameux Clos-Vougeot, contenant 46 hectares,

Quelquefois un propriétaire doit à des circonstances purement fortuites un accroissement considérable de revenu. Le besoin indispensable qu'on éprouve d'un terrain pour un emploi spécial, d'une carrière, d'une mine, tournent au profit du propriétaire foncier, s'il a le talent ou le bonheur de saisir l'occasion favorable (1). Bien des gens paresseux, pour se dispenser de prendre les soins soutenus que réclament les travaux industriels quels qu'ils soient, reposent leur imagination sur des cas extraordinaires où

---

en raison de circonstances extrêmement défavorables, ne fut vendu que sur le pied de 12,000 francs l'hectare; mais l'acquéreur eut à payer sans doute en sus les droits de mutation et d'autres frais.

(1) « On nous a fait remarquer la demeure d'un  
« M. H...., qui était, il y a quelques années, pauvre  
« curé de campagne, et qui jouit actuellement d'un  
« revenu annuel de 75,000 livres sterling, par la dé-  
« couverte d'une mine de cuivre fort riche dans l'île  
« d'Anglesey. Ce curé se trouvait propriétaire d'un  
« champ stérile que lord U... voulait joindre à ses  
« possessions dans le voisinage. On était convenu du  
« prix, une fort petite somme; et le lord et le curé  
« devaient se rencontrer à certain jour nommé pour  
« conclure. Le lord manqua au rendez-vous; le curé  
« se fâcha et ne voulut plus revoir le lord. A quelque  
« temps la mine fut découverte dans ce même champ.»  
(Simond, Voyage en Angleterre, tome I, page 316.)



N<sup>e</sup> PARTIE.

la fortune vient sans être provoquée, où elle est du moins provoquée avec peu de soins et de talens. Ce sont d'heureux hasards dont il serait insensé de ne pas profiter, mais sur lesquels il est peu prudent de compter.

La demande  
du concours  
des terres  
moins bornée  
que l'offre.

La demande des services fonciers n'est pas nécessairement bornée, puisque les consommateurs d'un lieu quelconque peuvent devenir plus nombreux et plus riches; tandis que l'offre des mêmes services, au contraire, l'est nécessairement par l'étendue des terres cultivables du canton (1).

Il semble, au premier abord que l'offre que l'on peut faire des produits des fonds de terre, n'est point bornée aussi long-temps qu'il existe un coin de terre encore inculte sur notre globe; car enfin, si la demande du produit des terres continue à croître quand la Beauce est entièrement cultivée, il y a encore des terres dans le

---

(1) Pour comprendre ces démonstrations, il ne faut pas perdre de vue que les services fonciers ne sont pas ceux que rendent les cultivateurs, mais les services que le terrain lui-même rend à la production, en sa qualité d'instrument de la production. J'ai montré ailleurs que les instrumens des travailleurs (c'est-à-dire les capitaux et les terres) concourent à la production des valeurs.



Berry qui ne le sont pas, et qui peuvent subvenir à cette demande; et quand le Berry sera aussi bien cultivé qu'il peut l'être, il y aura encore des terres capables de donner de nouveaux produits en Afrique, en Tartarie, et ailleurs.

Rien n'est plus vrai; mais nous ne devons pas oublier que les produits de la terre ont d'autant plus de frais de production à supporter, qu'ils viennent de plus loin. Quelque facile et peu chère que soit la culture du blé dans une contrée étrangère, quand même on obtiendrait pour rien le concours du sol, les seuls frais de transport et de commerce peuvent porter le prix du blé à un taux que nos consommateurs ne peuvent plus atteindre. L'éloignement équivaut à la stérilité. Il en est ainsi quelquefois même de certains produits territoriaux de notre propre pays, mais cultivés dans des cantons de difficile accès : si pour les tirer de leur canton on est obligé à des dépenses qui en portent le prix au-dessus de ce qu'ils coûtent hors de là, ils n'en sortent pas; on est obligé de les consommer sur place. Les terres d'un tel canton n'entrent point en concurrence avec les autres terres du pays; elles sont, relativement à l'offre et à la demande qu'on peut faire de leurs produits, comme si elles n'existaient pas : à plus

L'éloignement des fonds de terre équivaut à la stérilité.

V<sup>e</sup> PARTIE. forte raison les terres incultes qui se trouvent au Monomotapa.

Et la proximité équivaut à un monopole.

Vous voyez que les propriétaires de chaque localité ont une prime, un avantage sur les propriétaires des autres localités. Si je suis possesseur d'un terrain dans un canton où il y a peu de consommateurs et de mauvaises communications, le loyer que j'en tirerai sera peu de chose. Si l'on rend navigable une rivière ou un canal, et qu'ils passent tout près de mon terrain, je tirerai de celui-ci un loyer plus considérable. Si l'on bâtit une ville dans les environs, le loyer s'améliorera encore. Si la ville, dans ses agrandissemens, embrasse mon terrain, il vaudra bien davantage; son loyer et sa valeur vénale s'élèveront en proportion. Il y avait dans les environs de Paris et de Londres des terrains qui ne valaient autrefois que ce que valent les terres cultivables dans le voisinage d'une grande ville, et qui s'étant trouvés enveloppés dans les agrandissemens de ces villes colossales, ont acquis une valeur énorme et créé d'immenses fortunes (1).

(1) Quatre cents toises de terrain (un carré de vingt toises de côté), rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris, vendues en 1768 moyennant une rente de 500 francs, donnent aujourd'hui 26,000 francs de revenu, et ont



Les propriétaires fonciers se sont aisément persuadés que les avantages qu'ils tirent des circonstances locales, sont des avantages naturels qu'on n'a pas plus le droit de leur enlever que la fécondité de leur sol ; mais le droit qu'ont les autres propriétaires de profiter de tous les avantages qui résultent des progrès de la société, le droit qu'ont les consommateurs de jouir de tous les perfectionnemens de l'art de produire, sont des droits non moins sacrés. Des chemins vicinaux, de bonnes routes, des canaux navigables, en ouvrant aux produits de la terre des débouchés peu dispendieux, rapprochent pour ainsi dire les biens-fonds des circonstances qui leur sont favorables ; ils tendent à détruire le monopole des terrains avantageusement placés, et améliorent la condition des consommateurs, c'est-à-dire du grand nombre. Les frais de transport sont des frais de production, des difficultés ; or tout ce qui tend à les modérer, est un progrès (1).

CHAP. XVIII.

Si les propriétaires sont fondés à réclamer contre la facilité des communications.

---

été adjudgées, en 1825, pour 518,000 francs, sans les frais. Beaucoup de terrains compris dans l'enceinte des anciens boulevards, et qui ne se vendaient autrefois que sur le pied des terres labourables, se vendent maintenant 3000 francs la toise carrée, ce qui porte l'arpent au prix de 270,000 francs.

(1) Cela ne conduit point à l'abolition du droit de



Elles furent donc contraires à la prospérité du pays ces pétitions que présentèrent au parlement les habitans des comtés voisins de Londres, lorsqu'il fut question d'ouvrir des grandes routes jusqu'aux provinces éloignées de la capitale, afin qu'on n'accordât pas cette facilité à des provinces où la main-d'œuvre étant moins chère, pourrait leur faire concurrence dans la vente de leurs produits agricoles (1). Ces pétitions étaient précisément du même genre que celles qui, à différentes époques et dans différens pays, ont été présentées contre l'introduction des machines et des autres moyens expéditifs. Ces moyens, de même que tous les perfectionnemens, nuisent incontestablement à certains monopoles; mais, au total, sont favorables à la richesse nationale (2), et même, en définitive, à la prospérité des industriels eux-

---

propriété, qui est un monopole reconnu par la société dans l'intérêt de la société. Car si le droit de propriété était aboli, le produit des terres serait encore plus cher. (*Voyez plus haut.*)

(1) Smith, liv. I, chap. 11.

(2) Cette vérité n'a été démontrée que depuis que la nature des richesses a été bien connue, et qu'on a su que le bon marché des produits équivalait à l'accroissement du revenu. *Voyez* le chap. 4 de cette V<sup>e</sup> partie, et surtout les pages 83 et suivantes du présent volume.

mêmes qui, dans l'origine, ont souffert de leur introduction (1). CHAP. XVIII.

La même observation peut être faite relativement aux difficultés que les grands propriétaires de terre opposent encore en Angleterre à la liberté du commerce des grains. Les progrès qu'a faits la navigation, l'excellence de la marine anglaise et le bon marché de la culture en certaines contrées, telles que l'Ukraine, ont permis de produire en Angleterre, par la voie du commerce, des grains à meilleur compte qu'on ne peut les produire sur les terres de l'Angleterre elle-même. On s'oppose à un perfectionnement de l'industrie et à la richesse des Anglais, en opposant des prohibitions ou des droits qui équivalent à des prohibitions, à la libre circulation des grains. Je ne discute point ici les raisons politiques qui pourraient balancer les avantages économiques de l'importation. Il se peut qu'il soit plus expédient pour un pays de payer le blé plus cher et de le produire sur son territoire, quoique je sois tenté de croire, avec Ricardo, qu'on n'en manque jamais lorsqu'on peut le payer, et qu'on ne peut jamais payer

Et contre les progrès du commerce.

---

(1) Voyez le chap. 18 de la 1<sup>re</sup> partie de cet ouvrage:  
*Du service des machines dans les arts.*



v<sup>e</sup> PARTIE. plus facilement que lorsque l'on achète au meilleur marché (1).

Si les  
propriétaires  
fonciers  
méritent des  
droits  
politiques.

De ce que les propriétaires fonciers sont plus dépendans des circonstances du pays où ils se trouvent, et de ce qu'ils ne peuvent, comme les capitalistes et les travailleurs industriels, emporter leur instrument, et aller, au besoin, chercher des circonstances plus favorables, on a conclu qu'ils étaient, plus que ces derniers, attachés à la prospérité de leur pays, et méritaient d'en être consultés comme ses véritables organes. J'ai déjà eu occasion de vous faire voir que la faculté de changer de patrie en donne rarement le désir. Au surplus, la question n'est pas tout entière là - dedans. Nul doute que les propriétaires fonciers ne veuillent la prospérité du pays; mais il faut savoir comment ils l'entendent. Lorsqu'ils sont peu éclairés, ils s'imaginent que la prospérité du pays tient *uniquement* à sa tranquillité; et dans les discussions politiques, on les voit prendre parti pour l'au-

(1) Voyez la brochure de Ricardo, intitulée : *An Essay on the influence of a low price of corn on the profits of stock, showing the inexpediency of restrictions on importation*. London, 1815, pages 28 et suivantes.



torité contre les amis des libertés publiques. CHAP. XVIII. Ils devraient savoir que les mauvaises mesures de l'autorité sont souvent la plus désastreuse des circonstances; qu'en prenant la défense d'une administration incapable ou perverse, loin d'écarter les troubles intestins, on les rend quelquefois inévitables; que l'esclavage, l'ignorance, la superstition, l'inégale distribution de la justice, et les privilèges, en retardant les progrès de l'espèce humaine, sont contraires aux intérêts des propriétaires fonciers dont les revenus sont proportionnés à ces progrès. Le pouvoir arbitraire n'est pas un gage de tranquillité, et les troubles sont moins à craindre à Philadelphie qu'à Constantinople.

Les principes exposés dans ce chapitre suffisent, je crois, pour expliquer les profits des propriétaires fonciers dans tous les pays. Partout où les institutions sociales n'ont pas été mauvaises au point de contrarier efficacement le développement de l'industrie; partout où les hommes ont été assez intelligens et assez laborieux pour se faire un revenu de leur travail; partout où ils ont été assez économes pour augmenter leurs capitaux, leur nombre s'est multiplié assez non-seulement pour consommer tout le produit des terres, mais pour en

Chaque pays présente des profits fonciers qui réalisent toutes les suppositions précédentes.

V<sup>e</sup> PARTIE. élever le prix de manière à procurer un revenu à leurs possesseurs. La borne de ce prix, et par conséquent la borne du revenu des terres, s'est trouvée dans son élévation même. A mesure qu'un produit hausse, une partie de ses consommateurs se désistent de leur demande, et le prix s'arrête au point où l'offre et la demande des produits se balancent mutuellement; d'où résulte pour les profits des fonds de terre, un taux courant qui ne subit dès lors que des fluctuations accidentelles et peu considérables.

Tous les taux divers résultans de ces diverses suppositions, se trouvent réalisés, non-seulement dans les différens pays que nous connaissons, mais dans les différentes provinces de presque tous les pays. Il n'est peut-être pas une contrée de quelque étendue, qui n'ait des terres en friche. Par quelle raison? Parce que ces terres sont assez ingrates (1), ou assez mal situées,

---

(1) On verra plus tard que les gros impôts, en augmentant les frais de production, équivalent à une difficulté naturelle que ne peuvent pas toujours surmonter les progrès de l'art agricole et le travail opiniâtre des producteurs. De là bien des terrains en friche dans des pays qui pourraient être plus généralement productifs et populeux.



non-seulement pour que leur produit ne fournisse aucun profit à leur propriétaire, mais pour qu'il ne suffise pas même pour payer les peines et des avances de ceux qui voudraient les cultiver.

En tout pays il y a des terres que leurs propriétaires seuls peuvent faire valoir et dont aucun fermier ne voudrait offrir un loyer. Par quelle raison ? Parce que leur produit peut bien payer la peine et les avances, mais ne peut rien payer pour le profit du sol.

En tout pays il y a des terres qui ne rapportent à leur propriétaire (au-delà des profits du cultivateur) que 20 sous par arpent. La Sologne est dans ce cas. Par quelle raison ? Parce que dans ces cantons la demande des produits territoriaux, réduite par la rareté et la misère des habitans, comme aussi par la difficulté des communications, ne suffit pas pour payer des frais de culture qu'augmente la stérilité du sol (1).

---

(1) Arthur Young croit la Sologne susceptible de donner de très-bons profits fonciers, si l'on y changeait complètement le système de culture et si on lui faisait produire des fourrages et des bestiaux, qui, à défaut de bonnes routes et de canaux, se transportent eux-mêmes aux lieux de consommation.



N<sup>e</sup> PARTIE.

Enfin nous ayons des terres dont le service, indépendamment de tous les profits des travailleurs et des capitaux qui les mettent en valeur, rapportent annuellement, pour le seul service que rend le terrain, 20, 50, 500 francs par hectare, parce que le prix courant que les consommateurs peuvent mettre à leurs produits, excède d'autant les autres frais de production.

En me résumant, je crois que les revenus du propriétaire foncier, soit qu'il cultive lui-même son terrain, soit qu'il cède à un fermier les profits qu'on en peut tirer, sont d'autant plus considérables, que ce terrain est rendu plus fertile et que les consommateurs à portée desquels il est situé, sont plus nombreux et plus riches.

(1) les

(1) Arthur Young croit la Solone susceptible de donner de très bons profits fonciers, si l'on y changeait complètement le système de culture et si on lui faisait produire des fourrages et des bestiaux, pour le besoin de bonnes routes et de canaux, se transportant eux-mêmes aux lieux de consommation.

## CHAPITRE XIX.

Profits des améliorations ajoutées à un fonds de terre.

DANS tout ce que je vous ai dit, messieurs, sur le pouvoir productif des fonds de terre et sur la valeur que leur action peut avoir, je n'ai entendu parler que du pouvoir et de l'action du sol par lui-même, en écartant tout ce que peuvent y ajouter les améliorations qui s'y trouvent presque toujours répandues.

Ces améliorations sont d'une infinité de sortes, et embrassent tout ce qu'un propriétaire intelligent et économe exécute pour accroître le produit de son bien. Tantôt ce sont des fossés et des haies qui empêchent les dévastations; ou bien des murs qui ferment le clos et portent des espaliers; tantôt ce sont des maisons pour loger les gens de la ferme, des étables qui conservent les bestiaux et leur fumier, des bergeries favorables à l'augmentation des troupeaux; tantôt ce sont des chemins et des ponts qui facilitent le transport des engrais ou la rentrée des récoltes; tantôt des canaux de dessèchement qui changent des marais en prai-

Toutes les améliorations sont des portions de capitaux.

V<sup>e</sup> PARTIE.

ries, ou des rigoles d'arrosement qui métamorphosent une friche aride en champs cultivés. Toutes ces choses sont des capitaux, des valeurs soustraites à une consommation improductive pour être consacrées à une consommation profitable.

En effet, le bois qui forme la charpente de cette grange ne pouvait-il pas chauffer des appartemens de luxe? On l'a soustrait à cette consommation improductive et l'on en a fait une consommation profitable, lorsqu'on en a construit un comble. Le salaire des ouvriers qui ont exécuté ces travaux, ou qui ont creusé un fossé d'écoulement, ne pouvait-il pas payer des domestiques, sans autre résultat que la jouissance de leurs maîtres? On a transformé ces salaires en une amélioration dont le produit se renouvelle chaque année. Voilà ce que l'on appelle avoir transformé des économies en un capital (1).

(1) C'est une preuve de plus que le capital est un instrument productif par lui-même et qu'il ajoute réellement aux produits de la terre et de l'industrie. J'en fais la remarque parce que plusieurs écrivains anglais nient encore que le capital produise des valeurs par lui-même; ils prétendent que ce qu'il y a de productif dans les améliorations, est uniquement le résul-



Je vous ferai remarquer en outre, messieurs, que cette valeur capitale que nous appelons en ce moment *améliorations du fonds*, par cela même qu'elle est de création humaine, est destructible comme tous les capitaux ; elle peut se consommer pour le divertissement du propriétaire, ou par son incurie, ou bien par accident. On peut vendre les matériaux d'une grange et jouir du produit ; on peut la laisser incendier par négligence ; on peut laisser combler avec le temps un fossé de dessèchement. Tout capital, même celui qui a été transformé en améliorations foncières, est consommable ; c'est une valeur tirée du néant comme celle de tous les

CHAP. XIX.

Du reste elles partagent le sort de la terre.

---

tat du travail qu'on y a employé. Il est bien évident au contraire que le résultat du travail employé aux améliorations, est la valeur de l'amélioration elle-même, la valeur additionnelle qui en est résultée pour le bien-fonds ; et que la rente additionnelle qui en sort chaque année, est une autre valeur, une valeur nouvelle produite par cette partie du fonds. Ici l'on a objecté que le profit de l'amélioration n'est que la restitution de l'entretien qu'exige cette partie du fonds. Autant vaudrait de dire que le loyer qu'un propriétaire reçoit d'une maison d'habitation, n'est autre chose, que la restitution des frais d'entretien qu'il fait pour cette maison. L'entretien est une déduction à faire sur le montant de ce profit, mais le profit est réel, et le plus souvent excède beaucoup les frais d'entretien.

v<sup>e</sup> PARTIE. produits, et qui peut y rentrer. C'est, je crois, le seul caractère qui établisse une différence entre le fonds de terre et le fonds capital fixé en améliorations sur la terre. Du reste, l'un comme l'autre donnent des produits annuels; ils se louent ensemble; ils se vendent ensemble; et, dans l'usage ordinaire, ils sont perpétuellement confondus. Un fermier ne sait pas, dans bien des cas, qu'il paie l'intérêt d'un capital en même temps que le loyer d'une ferme; ce qui néanmoins est incontestable (1).

Presque point  
de bien-fonds  
sans  
améliorations.

Il y a très-peu de fonds de terre où ne se trouve incorporée absolument aucune valeur capitale. Dans presque tous, les propriétaires, anciennement ou récemment, ont fait quelque dépense pour défricher leur fonds et pour en améliorer le produit. Il y a cependant, dit-on, des pâturages dans les Alpes, des dunes dans le Wiltshire, des forêts dans plusieurs parties de l'Europe, qui rendent un profit à leurs propriétaires sans qu'ils y aient jamais dépensé un sou: c'est alors le pouvoir du sol qui constitue seul leur revenu.

Une forêt est  
un capital.

J'observe en passant, que lorsqu'une forêt n'est pas en coupe réglée, de manière à repro-

---

(1) Sans cette considération j'aurais rangé le profit des améliorations du fonds, avec le profit des capitaux.



duire tous les ans une valeur égale à celle du bois coupé, ce n'est pas seulement un profit annuel qu'on en tire ; on lui ôte en outre une espèce de valeur capitale. Il faut considérer une forêt ou un parc rempli de grands arbres comme un bien-fonds sur lequel on a laissé accumuler un produit annuel, qui est le bois. Lorsqu'on achète un tel terrain, on achète à la fois le terrain et le capital accumulé qui le couvre. Si, après cet achat, on dispose, en coupant les arbres, de la partie de ce fonds qui était un capital, on n'en tire plus que le service et le profit annuel que peut rendre un fonds de terre dépouillé.

On demande à cette occasion, si, quand on est possesseur d'une mine, telle, par exemple, qu'une mine de houille, on dissipe, en l'exploitant, une partie du fonds : cela n'est pas douteux. La rente d'une mine est comme une rente viagère ; si l'on ne replace pas annuellement une portion de la rente viagère, il arrive une époque où il ne reste plus ni rente ni fonds. Il est vrai que la vie d'une mine de houille un peu puissante, est bien longue ; elle dure plusieurs siècles ; ce qui rapproche singulièrement la rente qu'on en tire, d'une rente perpétuelle. La vie de l'homme est si précaire et si courte, qu'il peut, sans se tromper beaucoup, regarder

Une mine peut être considérée comme un capital.



V<sup>e</sup> PARTIE.

Nulla  
propriété n'est  
éternelle.

comme éternel tout ce qui a la chance d'une longue durée. Ne regardez-vous pas comme perpétuelle la propriété d'un bien-fonds, soit entre vos mains, soit entre celles de vos héritiers ? Cependant il est indubitable qu'une fois ou l'autre ce bien leur sera arraché, deviendra peut-être un désert. Il n'est pas un coin de terre dans les environs de l'antique Thèbes, ou de Memphis, ou de Palmyre, qui ne fût une propriété précieuse. Qui pourrait nous dire où sont les propriétaires actuels de ces propriétés perpétuelles ?

Dans bien des cas les bonifications foncières rapportent un revenu fort supérieur à celui du capital qu'on y consacre. On peut les comparer à ces machines qui mettent en jeu une force naturelle qui, sans elles, aurait été perdue. Mais, qu'on y prenne garde, il faut que ce soit une force naturelle appropriée, une force naturelle qui jouisse du monopole que donne la propriété ; car une force naturelle qui ne se fait pas payer, qui est également à la disposition de quiconque veut s'en servir, fournit un concours dont la plus large concurrence empêche qu'on ne puisse se prévaloir. L'homme qui achète une machine à vapeur ne saurait se faire rembourser le poids de l'atmosphère dont

La propriété  
du fonds rend  
seule les  
améliorations  
profitables.

il fait usage, car tout autre homme en dispose gratuitement aussi bien que lui. Il ne parviendra à se faire rembourser que l'intérêt de sa machine et du combustible qu'il faut consommer pour la faire marcher.

Le privilège dont jouit le propriétaire rend les améliorations foncières très-profitables lorsqu'elles sont judicieusement faites, et que les besoins croissans d'une société progressive en portent les produits à leur plus haute valeur. On m'a cité un bien appartenant à M. Moline, dans le département du Gard, et qui a été payé, en 1767, 6500 francs, ce qui annonce qu'à cette époque il rapportait au plus 325 francs par an. Or ce même bien, après avoir été convenablement cultivé en vignes, a rapporté, en 1817, cinquante ans plus tard, 130,000 francs. Faites les corrections nécessaires pour réduire l'argent de 1817 à sa valeur de 1767; pour réduire une récolte probablement fort bonne, à une récolte ordinaire; supposez un très-fort capital répandu sur cette propriété; quand ce serait un capital d'un million rapportant 50 mille francs par an, vous auriez encore un prodigieux accroissement dans le profit obtenu des qualités inhérentes à ce fonds de terre lui-même.

Lorsque M. Fellemborg fit l'acquisition de la terre d'Offwill en Suisse, où il établit une célèbre



V<sup>e</sup> PARTIE. école d'agriculture, elle ne rapportait, dit-on, que 300 muids de blé, tandis que sur le même terrain on en recueille actuellement 3000, c'est-à-dire dix fois autant. Il est difficile de croire qu'il ait répandu sur ce fonds un capital égal à dix fois son prix d'achat : si son produit a décuplé, il faut donc qu'indépendamment de l'intérêt de ses avances, M. Fellemborg ait accru le profit réel résultant des facultés du sol.

Je ne cite des exemples d'améliorations surprenantes qu'avec une sorte de méfiance, et je désire que ceux qui m'écoutent ou me lisent remplacent, dans cette occasion, les exemples que je leur propose, par tout autre qui serait plus propre à faire naître en eux une conviction contraire ou plus complète. Mon ambition est de faire connaître la nature des données et le sens dans lequel elles agissent : du reste, il faut savoir observer par soi-même, et tirer des conclusions que puisse avouer la science, c'est-à-dire la connaissance de la nature des choses.

Il convient de  
se livrer aux  
améliorations  
avec réserve.

Quelque séduisants que soient les projets d'améliorations foncières, ce n'est qu'avec une extrême prudence qu'il convient de s'y livrer : les connaissances agricoles ne suffisent pas ; chaque localité a pour ainsi dire des conditions qui lui sont particulières, et qu'il faut connaître



pour réussir. L'expérience acquise dans un lieu ne sert pas toujours dans un autre. Le climat, les qualités du terrain, les ressources environnantes ne se ressemblent jamais complètement; et beaucoup de personnes très-intelligentes ont éprouvé de grands mécomptes lorsqu'elles ont entrepris de fertiliser des districts improductifs. On ne connaît souvent les difficultés que lorsqu'on est aux prises avec elles, et lorsqu'il n'est plus temps de reculer.

CHAP. XIX.

Les plus judicieuses améliorations agricoles sont perdues dans les lieux où l'on n'est pas secondé par les institutions sociales. Souvent elles ne sont pas encore mûres, comme sur les bords du Missouri; d'autres fois elles se sont dépravées, comme en Italie.

Les mauvaises institutions perdent les améliorations.

Lisez dans M. de Sismondi (1) la description qu'il fait de la campagne de Rome, autrefois si florissante, et vous apprendrez quels ravages peut causer une mauvaise législation.

« Ce territoire de Rome, dit-il, si riche et  
« si fertile, où cinq arpens nourrissaient une  
« famille et fournissaient un soldat, où la vi-  
« gne, l'olivier, le figuier s'entremêlaient aux  
« champs, et permettaient de renouveler trois

État déplorable de la campagne de Rome.

---

(1) Nouveaux Principes, etc., liv. III, chap. 11.

N<sup>e</sup> PARTIE. « ou quatre fois les récoltes par année, ce ter-  
 « ritoire a vu disparaître peu à peu les mai-  
 « sons isolées, les villages, la population tout  
 « entière, les clôtures, les vignes, les oliviers,  
 « et tous les produits qui demandaient l'atten-  
 « tion continuelle, et surtout l'affection de  
 « l'homme. » Et quelles causes assigne M. de  
 Sismondi à des effets si déplorables? La mau-  
 vaise administration des états romains, mais  
 surtout les lois qui établissent les substitutions  
 et les grandes propriétés.

Effet mortel  
 des  
 substitutions.

Je n'ai point à examiner si, en point de droit,  
 on a le pouvoir de disposer d'un bien quand on  
 ne sera plus, en faveur d'un être qui n'existe  
 point encore; je n'ai point à traiter non plus  
 de ce droit sous le rapport de son influence  
 politique; mais quant à ses effets économiques,  
 ils sont détestables.

« Les détenteurs du sol, dit M. de Sismondi  
 « dans un autre ouvrage, ne se considérant  
 « que comme des usufruitiers, ont laissé dépé-  
 « rir un fonds qui n'était pas à eux. Leur for-  
 « tune ne se trouvant plus en proportion avec  
 « l'étendue de leurs domaines, un état de gêne,  
 « plutôt qu'un état d'aisance, est devenu héréditaire avec les grandes propriétés. »

Ils ont emprunté à usure, parce que le prê-

teur se trouve sans recours à la mort du débiteur.

« Comme on ne peut exercer aucune industrie sans un capital quelconque, comme il en faut pour le moindre apprentissage, la plupart des cadets, exclus en Italie de toute profession utile, vivent dans une constante dépendance et une constante oisiveté; ils sont admis à la table de l'ainé, ce qui leur donne l'habitude de la bassesse comme de la fainéantise. L'ainé seul se marie; et comme il laisse autant d'enfans que son père, les quatre cinquièmes de la nation sont condamnés à n'avoir aucune propriété, aucun intérêt dans la vie, et à ne contribuer en rien à la prospérité du pays. Une classe d'oisifs aussi nombreuse doit nécessairement influencer sur le développement de tous les vices (1). »

Ajoutons à ces observations d'un historien judicieux, celles d'Adam Smith, sur les substitutions et sur le droit d'aînesse.

Opinion  
d'Adam Smith  
sur le droit  
d'aînesse.

« De cette manière, dit Smith, de grandes étendues de terres incultes, se sont trouvées réunies dans les mains de quelques familles, et la possibilité que ces terres fussent jamais

---

(1) Histoire des Républiques d'Italie, tome XVI, page 441.



V<sup>e</sup> PARTIE.

« partagées, a été prévenue par toutes les  
« précautions imaginables. Or il arrive rare-  
« ment qu'un grand propriétaire soit un grand  
« feseur d'améliorations. Dans les temps de  
« désordres qui donnèrent naissance à ces ins-  
« titutions barbares, un grand propriétaire  
« n'était occupé que du soin de défendre et du  
« désir d'agrandir son domaine aux dépens de  
« ses voisins. Lorsque des lois plus stables lui  
« laissèrent le loisir nécessaire pour mettre ses  
« terres en valeur, il n'eut souvent pas les  
« goûts et presque jamais les qualités qu'exige  
« un semblable dessein. La dépense de sa mai-  
« son absorbant et presque toujours surpassant  
« son revenu, où aurait-il pris un capital pour  
« un semblable emploi? Pour mettre une terre  
« en valeur avec profit, il faut, comme pour  
« toutes les entreprises industrielles, la plus  
« grande attention sur les plus petits gains;  
« attention dont un homme né avec une grande  
« fortune, est rarement capable. Sa position le  
« dispose plutôt à s'occuper de quelque déco-  
« ration qui flatte sa fantaisie ou sa vanité,  
« qu'à spéculer sur des profits dont il pense  
« n'avoir pas besoin. L'élégance de sa parure,  
« de ses appartemens, de son équipage, voilà  
« les objets auxquels, dès son enfance, il est

« accoutumé à donner des soins. La pente que CHAP. XIX.  
 « de semblables habitudes donnent à ses idées,  
 « le dirige encore lorsqu'il vient à s'occuper  
 « d'améliorer ses terres..... Il y a encore au-  
 « jourd'hui, dans chacun des royaumes unis,  
 « de ces grandes terres qui sont restées dans la  
 « même famille, sans interruption, depuis l'a-  
 « narchie féodale : il ne faut que comparer  
 « l'état actuel de ces domaines, avec les pos-  
 « sessions des petits propriétaires des environs,  
 « pour se convaincre, sans autre argumenta-  
 « tion, que les propriétés étendues sont peu  
 « favorables aux progrès de la culture (1). »

En somme, on peut dire que l'inégalité des partages et les droits attribués à la primogéniture, condamnent les aînés à ne rien faire, parce qu'ils ont trop, et les cadets à ne rien faire non plus, parce qu'ils manquent de capitaux; sans compter que dans bien des lieux, des préjugés de caste, les y convient déjà les uns et les autres.

---

(1) Richesse des nations, liv. III, chap. 2. Depuis que Smith a écrit ce passage, les habitudes féodales ont bien changé en Écosse. L'administration anglaise introduite dans ce pays, et les communications qu'on y a perfectionnées, ont beaucoup accru le produit des terres; mais le peuple des îles britanniques en général a beaucoup à souffrir de l'agglomération des propriétés.

v<sup>e</sup> PARTIE.

Au reste, les droits de primogéniture sont beaucoup moins dangereux depuis que les nations devenues plus opulentes, la majeure partie de leurs richesses s'est trouvée composée de biens mobiliers; et il est très-heureux que ces biens ne puissent être assujettis aux substitutions, et qu'ils échappent aux lois injustes qui veulent réserver des avantages à une partie des enfans, au préjudice des autres.



## CHAPITRE XX.

D'une opinion relative au profit des fonds de terre.

Je crois avoir prouvé dans la première et la troisième partie de cet ouvrage, que la valeur échangeable des choses s'élève en proportion du besoin qu'on en a, suivant l'état donné de chaque société (1); sans dépasser pour l'ordinaire les frais de production de chaque produit. J'ai montré comment ces frais servent à indemniser chacun des producteurs de sa coopération dans la production; et pour rendre cette coopération plus sensible, j'ai représenté l'homme industriel comme produisant au moyen de ses facultés personnelles, le capitaliste au moyen de son instrument qui est un capital, le propriétaire foncier au moyen du sien qui est un fonds de terre (2). Quand il s'est agi d'évaluer

Doctrines  
expérimentales  
sur ce point.

---

(1) C'est la valeur *reconnue* des choses, expliquée par toutes ses propriétés, et telle que je l'ai caractérisée dans les chap. 2 et 3 du liv. I<sup>er</sup> de cet ouvrage, dont il est ici question.

(2) Le capital d'une entreprise rurale appartient or-

la portion de la richesse produite, due à chaque producteur, j'ai cru pouvoir le faire d'après le profit que chacun d'eux réussit à se faire payer sur la valeur produite; car il est à présumer que l'importance de son concours, est proportionnée aux frais que l'on consent à faire pour se le procurer.

Telle est, relativement au sujet de ce chapitre, la doctrine professée dans le cours de cet ouvrage. Elle découle de celle d'Adam Smith, et peut seule, je crois, conduire à des résultats applicables et pratiques.

Quelques écrivains anglais, marchant à la suite de David Ricardo (1), mais dont il n'est pas permis de méconnaître les services et les talens, ont cru que Smith n'avait pas assigné les véritables causes du profit foncier (2); qu'il n'avait pas trouvé les lois qui déterminent son

---

dinairement en partie au fermier, et en partie au propriétaire, qui retirent chacun une part des profits qui en résultent.

(1) J'ai suivi l'usage adopté en France, de supprimer le titre de *monsieur*, devant les noms que recommande suffisamment un grand mérite, ou une grande célébrité; surtout en parlant des hommes qui survivent à leur décès.

(2) En anglais *rent*; mais le mot anglais *rent* signifie le loyer qu'un fermier paie à son propriétaire, et il



montant, et qu'il n'avait pas connu de quelle manière il est affecté par les progrès de la société. Je m'arrêterai un instant sur leur doctrine à cet égard ; mais regardant cette doctrine comme une pure abstraction qui n'explique pas les faits réels, et manque par conséquent d'utilité, je me bornerai à retracer les principaux argumens sur lesquels elle s'appuie, et je les prendrai dans des notes que M. Macculloch a joints à la dernière édition d'Adam Smith, où je crois qu'ils sont réduits à leurs moindres termes.

CHAP. XX.

M. Macculloch croit que l'inégalité des frais de production que coûtent les produits de la terre *est la principale cause et la mesure du profit foncier* (1). Il se fonde sur ce qu'un mauvais terrain coûte plus à cultiver qu'un bon, et qu'il faut nécessairement cultiver le mauvais pour avoir la quantité de produit, de blé par exemple, dont la société a besoin.

Doctrine  
abstraite sur  
le même sujet.

D'abord on n'entrevoit pas bien comment une différence est une cause réelle, efficiente. Et de plus, qui ne voit que les produits agricoles

Le blé est dans

---

est avoué que ce loyer représente le profit dû au fonds de terre, déduction faite des frais de culture et du profit du capital.

---

(1) Tome IV, page 106.



V<sup>e</sup> PARTIE.  
le même cas  
que tout autre  
produit.

n'ont, en raison de cette circonstance, rien de plus ni de moins que tout autre produit; qu'il n'est aucun produit de l'humaine industrie qui, relativement à ses frais de production, ne soit précisément dans le même cas? Les produits du commerce coûtent plus lorsqu'ils viennent de plus loin; est-ce la raison pour laquelle on gagne plus sur ceux qui n'ont pas tant de chemin à parcourir? Si les producteurs qui sont tout proches ne suffisent pas aux besoins de la société, le prix du produit demandé s'élève, et suffit dès-lors pour payer les frais de production de celui qu'on est obligé d'amener de plus loin. Quand un manufacturier parvient à jouir d'un avantage particulier, comme d'une situation plus favorable, il gagne plus que celui qui est forcé de faire plus de frais de production. Tout dépend de l'étendue de la demande. C'est si bien là la cause qui fait monter le prix du blé, que M. Macculloch lui-même dit en propres termes que *la valeur du blé tend à monter par l'augmentation de la demande qui résulte de l'augmentation de la population* (page 105).

L'étendue de  
la demande  
fait le prix de  
tous les  
produits.

N'est-ce pas convenir que le prix qui fournit un profit au propriétaire foncier, provient de l'étendue de la demande (1)? N'est-ce pas con-

---

(1) L'étendue de la demande veut dire la quantité

venir de ce qui est établi dans Adam Smith et dans mes ouvrages? Quelle découverte nouvelle y a-t-il là dedans? Peut-on dire avec raison que les mauvaises terres d'un canton sont la cause pour laquelle les bonnes donnent un profit? Est-on fondé à proclamer en conséquence qu'on a trouvé la véritable raison pourquoi les terres donnent une rente, un fermage, un profit foncier?

David Ricardo convient de même que c'est l'augmentation de la population, c'est-à-dire de la somme des besoins, qui élève assez le prix du blé pour qu'un fermier trouve son compte à payer un fermage (1). Il en conclut que « le blé a une valeur, non par la raison qu'on est obligé de payer un fermage, mais qu'on paie un fermage, parce que le blé a de la valeur. » C'est aussi le cas de tous les produits, quels qu'ils soient. Au prix où les besoins de la société portent une aune de drap, ce produit a une valeur suffisante pour indemniser tous ses producteurs : ceux-ci ne sont pas payés, parce

Ricardo  
en convient.

---

d'un certain produit qu'on demande à acquérir à un prix donné. Au prix de 18 francs l'hectolitre, on demande, en tel endroit, un certain nombre d'hectolitres de blé : voilà l'étendue de la demande.

(1) *Principles of political economy*, ch. 2.



V<sup>e</sup> PARTIE.

qu'on a été obligé de payer les frais de production ; car les frais de production ne donneraient aucune valeur au produit, si le produit, par son utilité, n'avait été rendu désirable.

« Quand même, poursuit Ricardo, les propriétaires abandonneraient la totalité de leurs fermages, le prix du blé ne baisserait pas. » Je le crois bien, puisque c'est l'étendue du besoin qui est la cause première de la valeur, et que l'abandon que feraient les propriétaires, ne diminuerait en rien l'étendue du besoin.

Le fermage  
fait partie du  
prix du blé.

Ricardo veut prouver, contrairement à Smith, que le fermage, ou profit foncier, n'est point une partie constitutive du prix des denrées : mais ce qu'il dit ne le prouve pas. Si dans un hectolitre de 18 francs il y a 3 francs pour le propriétaire, les 3 francs sont bien une partie constitutive du prix, quoique ces 3 francs fussent payés à un autre, dans le cas où le propriétaire n'en ferait pas son profit.

Erreur  
de Smith.

Au surplus, Adam Smith avait dit long-temps avant David Ricardo, que *le fermage est l'effet et non la cause de la valeur du blé*. (Liv. I, chap. 2.) Il est vrai qu'il dit en même temps qu'il n'en est pas de même des profits du travail et du capital, qui sont la cause du prix et n'en sont pas l'effet. Je crois que, dans ce dernier cas, Smith est lui-même dans l'erreur ; ce



sont, de même que pour le blé, les besoins de la société qui font le prix des produits quels qu'ils soient, et qui permettent à un entrepreneur de payer les profits du travail et du capital, et quelquefois même un profit pour le monopole, quand le monopole est nécessaire pour que le produit soit créé, comme c'est le cas relativement aux produits de la terre (1).

M. Macculloch croit que le principe sur lequel il fonde le profit foncier, diffère de celui qui fonde les avantages d'un monopole; il convient que le propriétaire du terrain qui produit le tokay, jouit d'un monopole; il convient que son bénéfice n'a de borne que celle qui lui est assignée par le prix auquel la demande porte son produit. Mais il est permis de ne voir au-

Le profit  
foncier est un  
profit  
monopole.

---

(1) Voilà la raison pourquoi j'ai commencé ce *Cours complet* par établir nettement en quoi consistent les besoins de la société. Ce qu'il y a de vrai dans la proposition de Smith, c'est que le prix ne peut pas descendre au-dessous des frais de production, quand les besoins de la société ne suffisent pas pour l'élever jusque-là; mais des frais ne sont pas une cause: ce sont des *empêchemens*. C'est ce que n'a pas compris le traducteur anglais de mon *Traité d'Économie politique*, qui me reproche toujours de ne pas faire mention parmi les causes du prix, *of the difficulties of attainment*.

V<sup>e</sup> PARTIE. cune différence entre le monopole dont jouit le propriétaire d'une terre à blé et celui dont jouit le propriétaire du vignoble de Tokay, si ce n'est que celui-ci a beaucoup moins de concurrents. Quand le propriétaire est en mesure de s'approprier le profit qui résulte de l'action du sol, il exerce une espèce de monopole. Quand il ne retire de son fonds de terre rien de plus que le salaire de son travail et l'intérêt de ses capitaux, son monopole ne lui rend rien, et c'est le consommateur qui profite de l'action productive du sol.

Autre formule  
de la doctrine  
abstraite.

Le même auteur, s'apercevant sans doute du ridicule qu'il peut y avoir à assigner les mauvaises terres comme la cause qui fait que les bonnes donnent du profit, ne voit là-dedans qu'une petite chicane (*a petty cavil*), et il exprime la même idée par cette autre formule : sur le capital tout entier employé à l'agriculture, il y a une portion qui ne donne aucun profit foncier (page 113), et c'est là que se trouve le véritable fondement du profit foncier (*rent*). Mais cette nouvelle formule est susceptible de la même objection. Est-ce qu'une absence de profit dans un cas peut être une cause de profit dans un autre ?

M. Malthus a  
senti le défaut

Il faut rendre à M. Malthus la justice de dire qu'il a senti le défaut de cette doctrine, et qu'il



a précisé son opinion dans une réponse consignée dans une enquête parlementaire. Sur la question qu'on lui adressait pour savoir si la mise en culture de nouvelles terres, n'élèverait pas le loyer des anciennes, il a répondu : « Le  
 « renchérissement des produits comparative-  
 « ment avec les frais de production, *qui est la*  
 « *cause* de l'élévation du fermage, a lieu d'a-  
 « bord, et ensuite vient la culture des mau-  
 « vaises terres ; mais ce n'est pas la culture des  
 « mauvaises terres qui fait renchérir les fer-  
 « mages : telle est la doctrine que j'ai établie  
 « dans mes écrits, et c'est, je crois, la véritable :  
 « d'autres en ont soutenu une autre (1). »

CHAP. XX.  
 de cette  
 doctrine.

Ce que je viens de dire me paraît suffisant pour justifier mon opinion sur la théorie de la rente (*theory of rent*), qui n'a introduit aucune vérité nouvelle dans la science de l'économie politique, et qui n'explique aucun phénomène que n'expliquent plus naturellement les vérités déjà établies. Je m'abstiendrai d'une plus longue discussion à ce sujet, pour ne pas encourir davantage le reproche qu'on a fait à celles qui ont eu lieu jusqu'ici, d'avoir été prodigieusement ennuyeuses, et d'avoir dégoûté

(1) *Third report on emigration from the united Kingdom*, page 321.



V<sup>e</sup> PARTIE.

beaucoup de gens d'une étude si attrayante par ses applications et par son influence sur le sort de l'humanité. Qui peut calculer, par exemple, les immenses conséquences de ce principe si clairement établi depuis Adam Smith, et maintenant adopté par tous les juges compétens, que chaque nation, chaque individu, sont directement intéressés à la prospérité de tous les autres, et que les jalousies ne procèdent que d'ignorance (1)? Quel bien n'est pas destinée à produire la preuve qu'une baisse dans la valeur des produits, équivant à une augmentation positive de la richesse nationale (2)?

---

(1) Voyez le chap. 2 de la III<sup>e</sup> partie, vol. II, page 286.

(2) Voyez le vol. II, page 343.

## CHAPITRE XXI.

## Des terres louées et des fermages.

LE profit qu'un fonds de terre peut rendre, permet à un propriétaire d'en tirer un loyer, s'il ne juge pas à propos de le faire valoir lui-même. Ce loyer s'appelle un *fermage*, et le locataire un *fermier* (1). Le fermier est un entrepreneur d'industrie agricole, qui prend à son compte les chances et les risques de la culture, et qui paie au propriétaire l'usage de son instrument; de même que tout autre entre-

Nature  
du fermage.

---

(1) Quelques auteurs qui ont écrit d'après les économistes anglais, nomment le fermage du nom de *rente*, de l'anglais *rent*; c'est substituer à un mot français qui est clair et expressif, un autre mot qui a un autre sens dans notre langue. Une rente foncière, en français, loin d'être le revenu d'un bien-fonds, signifie au contraire une annuité, une charge hypothéquée sur le bien-fonds, et due par le propriétaire. Selon le précepte de Voltaire, on ne doit adopter un mot étranger que lorsqu'il nous manque, et qu'il est impossible de se méprendre sur sa signification.

V<sup>e</sup> PARTIE.

preneur paie, sous le nom d'intérêt, l'usage d'un capital, qui est un instrument aussi.

Le mot de *loyer* a une signification pareille.

Quand le fonds qui est loué, sert à l'exercice d'une industrie qui n'est pas l'agriculture, comme lorsqu'on loue des prairies pour faire blanchir les toiles, lorsqu'on loue une manufacture, une usine, ou simplement une maison d'habitation, le profit qu'en tire le propriétaire, conserve le nom de *loyer*. Le nom ne met aucune différence dans la chose. C'est toujours le service que peut rendre un fonds immobilier dont le propriétaire, par un marché à forfait, cède à un locataire tout le profit ou l'agrément que la chose est capable de rendre pendant un espace de temps fixé.

Valeurs capitales mêlées aux valeurs foncières.

Il est fort rare que sur un fonds de terre loué, il n'y ait pas quelques valeurs capitales répandues pour en faciliter l'exploitation, depuis une simple clôture jusqu'à des constructions dispendieuses. Le loyer qui en résulte, en est d'autant plus fort; et cet accroissement de loyer est, sans en porter le nom, un véritable intérêt que paie le locataire ou le fermier.

Le fermage tend à se rapprocher du profit foncier.

Nous avons vu, dans les précédens chapitres, quelles sont les circonstances qui influent sur le profit que rend un fonds de terre. Ce profit, quel qu'il soit, est le taux dont le fermage tend perpétuellement à se rapprocher. Si le fermier



s'aperçoit que le loyer qu'il paie, excède ce taux, il aura soin, au prochain renouvellement de bail, d'en demander la réduction; car, si après qu'il a payé tous les travaux nécessaires à l'entreprise, les siens compris, la terre ne lui rapporte pas de quoi s'acquitter envers son propriétaire, il est obligé de payer en partie celui-ci de ses propres deniers. D'un autre côté si le fermage ne s'élève pas au niveau du profit que le fonds de terre peut rapporter, au prochain renouvellement de bail un concurrent du fermier peut en offrir davantage; sans renoncer pour cela aux profits qu'il est en droit d'attendre de ses capitaux et de son travail; et l'intérêt personnel sollicitera le propriétaire du fonds, de préférer ce nouvel entrepreneur.

Il résulte de cette nature des choses que c'est le propriétaire qui jouit de toutes les circonstances durables qui se trouvent être favorables à sa terre, de même que de tous les perfectionnemens agricoles qui s'introduisent dans son canton; car les circonstances favorables qui surviennent, comme l'ouverture d'une route ou d'un canal, augmentent le parti qu'on peut tirer des produits de la terre; et les concurrens qui se présentent pour l'affermir, sachant qu'ils en tireront un plus grand parti, portent leurs offres plus haut. Il en est de même des per-

Le propriétaire  
plus que le  
fermier est  
maître  
des conditions.

V<sup>e</sup> PARTIE.

fectionnemens que le temps amène dans l'art agricole, comme, par exemple, de la culture des plantes fourragères pendant les années de repos. Un fermier qui voudra faire usage de cette nouvelle source de produits, étant en état de tirer plus de parti d'un champ, est en état d'en offrir un meilleur fermage, et d'obtenir la préférence sur un fermier moins industriel. Mais en même temps comme il ne saurait douter qu'à mesure qu'il tirera un meilleur parti de la terre, on augmentera le prix du bail, il est peu empressé à faire des essais dont les risques sont pour lui et les succès pour son propriétaire. On pourrait attribuer à cette cause la répugnance que les fermiers montrent en général pour les nouveautés, si le défaut de lumières et la paresse d'esprit ne suffisaient pas pour expliquer le penchant de la plupart des hommes à suivre les sentiers de la routine.

L'esprit  
de routine  
inexcusable  
chez les  
propriétaires.

On voit que les propriétaires sont plus intéressés que les fermiers, aux améliorations sociales quelles qu'elles soient; et ceux qui passent mollement leur vie dans une ville ou dans une maison de plaisance, en touchant nonchalamment à chaque terme, l'argent que leur apportent leurs fermiers; ceux qui ne visitent jamais leurs terres, qui ne s'inquiètent nullement des progrès de l'art agricole; qui ne



provoquent aucune de ces grandes entreprises d'irrigations, de manufactures, de routes et de canaux, qui doivent accroître les produits de leurs terres, suivent une routine plus hon- teuse encore, et plus préjudiciable à leurs vrais intérêts, que celles auxquelles ils repro- chent aux gens de la campagne de rester atta- chés.

CHAP. XXI.

Si, un peu plus tôt ou un peu plus tard, le propriétaire fait son profit des circonstances favorables aux profits du fonds de terre, c'est aussi lui qui, tôt ou tard, est victime des circonstances contraires aux biens-fonds. Si le service de la terre procure au fermier tous les ans un peu moins de profits, il ne manquera guère de diminuer son offre à chaque renou- vellement de bail; et nul concurrent ne peut en offrir plus que lui, à moins d'être en perte comme lui.

Le propriétaire  
victime des  
circonstances  
défavorables.

Telle est la marche commune des choses et le point où elles arrivent toujours avec le temps, après de lentes oscillations. Cependant des motifs d'un autre genre influent aussi sur le prix des baux. Les habitudes sont souvent, du moins pour un temps, plus fortes que les intérêts. Des gens qui ont été élevés pour être fermiers veulent l'être toujours, dussent leurs travaux

Influence des  
coutumes sur  
les fermages.



V<sup>e</sup> PARTIE. leur être moins profitables que dans une autre carrière : ils restent dans le même état, dans le même canton, dans la même ferme, quoique les profits y soient tombés au-dessous du taux commun des profits industriels dans le pays.

D'un autre côté, il y a des propriétaires qui, pour obéir à des affections personnelles, ou bien à un usage constant dans leur caste, continuent à louer leurs terres aux mêmes fermiers, presque au même prix, quoique les circonstances aient subi de fort grands changemens. Quelquefois il y aurait pour eux des dangers à faire violence aux habitudes, quoiqu'on fût rigoureusement en droit de le faire. C'est ce qui a laissé subsister, presque jusqu'à nos jours, dans les montagnes d'Écosse, le même mode de location qui était en usage dans le temps de la plus pure féodalité. Lorsque les grands propriétaires ne trouvaient de sûreté que dans le nombre et l'affection de leurs vassaux, qui les servaient contre les entreprises des autres seigneurs, et même du roi, il leur importait de gagner les affections de ces cultivateurs, et de les multiplier : de là des loyers très-modérés. Vu l'étendue des terres, peu de revenus en sortaient; mais les terres nourrissaient de nombreux défenseurs et des partisans dévoués. Cependant peu à peu l'autorité du gouvernement de la

Habitudes  
féodales  
long-temps  
conservées en  
Écosse.

Grande-Bretagne s'est trouvée plus confirmée; on a pu la faire respecter jusqu'au milieu des montagnes les plus reculées de l'Écosse. Les seigneurs, dès-lors, n'ont plus eu besoin de leurs vassaux pour défendre leurs domaines: ils ont habité les capitales plus que leurs terres; et ils ont été plus jaloux de grossir leurs revenus que de multiplier leurs cliens. Leurs besoins devenus plus coûteux, ils ont cherché à porter leurs baux à leur véritable valeur. Avant la tentative malheureuse du prétendant, en 1745, la chose eût été difficile. Un seigneur qui eût ôté une ferme à la famille qui s'en croyait en possession par une longue jouissance, aurait passé pour un tyran dévoré d'une avidité intolérable.

Cependant il n'y avait pas d'autres moyens d'étendre à ces cantons les progrès récents de l'agriculture, et de tirer parti de tous les pouvoirs du sol. Les baux ont été donnés graduellement à ceux qui en ont offert un plus fort loyer; et ils n'ont pu en offrir un plus fort loyer sans épargner sur les frais de culture, sans employer les nouveaux procédés et les machines expéditives, sans multiplier les troupeaux qui conviennent principalement aux pays de montagnes, mais qui occupent peu de cultivateurs: en un mot, les produits de ces cantons se sont

Changement  
notable  
survenu dans  
le même pays.



V<sup>e</sup> PARTIE.

accrus, mais ils ont nourri *moins* d'habitans sur le sol même, et *plus* d'habitans hors de ces mêmes districts. Une population de cultivateurs armés, ayant peu d'occupation et des besoins bornés, s'est trouvée par degrés transformée en une population d'ouvriers qui a rempli les districts manufacturiers. Les propriétaires ont tiré des revenus plus considérables de leurs domaines; des entrepreneurs de manufactures se sont créé des revenus entièrement nouveaux. Des villes, comme Glasgow, ont vu quadrupler le nombre de leurs habitans; des villages, comme Paisley, sont devenus des villes importantes. Je n'examine point si ces changemens étaient ou non désirables; mais je dois remarquer que la population totale et la richesse de l'Écosse se sont considérablement accrus. Au surplus, un tel changement était inévitable; il était la conséquence nécessaire du progrès de l'agriculture et de la paix intérieure; et si, sous certains rapports, on peut regretter la disparition de quelques habitudes patriarcales, d'un autre côté c'est bien quelque chose que d'être débarrassé de ces guerres de tribu à tribu, de seigneur à seigneur, et des excès, souvent des horreurs, dont elles étaient accompagnées à l'affreuse époque que l'on appelle le bon vieux temps.



C'est ainsi que dans toutes les parties policées de l'Europe les baux sont graduellement parvenus, ou parviendront, à leur entière valeur, c'est-à-dire à la valeur des profits que le fonds de terre peut donner dans chaque localité; et par les profits du fonds de terre, je répète qu'il faut entendre ce qu'il reste de profit lorsque le travail des industriels de tous grades est payé au taux général du canton, et lorsque les intérêts des capitaux mobiles employés dans la même exploitation, sont également payés.

CHAP. XXI.

Tendance  
des mœurs de  
l'Europe.

Je suis même tenté de croire que les fermiers, dans la concurrence qu'ils se font les uns aux autres, réduisent au taux le plus bas les profits qu'ils se réservent pour leur industrie. Il y a toujours plusieurs concurrens pour chaque ferme. Les familles de fermiers sont fécondes en enfans, parce qu'on élève aisément les enfans dans les fermes. La nourriture y coûte peu; car on l'y tient de la première main, avant que son prix ait été augmenté par les frais de transport, par les impôts sur les consommations, etc. Les vêtemens de la famille n'entraînent pas non plus dans de grandes dépenses; on en file, on en tisse une partie autour du foyer domestique, dans les saisons de l'année et aux heures où il n'est pas possible de travailler au dehors. Ce qui rend, d'ordinaire,

Les familles  
des fermiers  
peu  
dispendieuses.

**V<sup>e</sup> PARTIE.** les vêtemens dispendieux, ce sont les usages de la société qui obligent de les entretenir propres et frais tous les jours de l'année. Les familles des fermiers, posées çà et là sur la surface d'une province, ne sortent de leurs fermes que dans certains jours de fête, et ménagent long-temps leurs habits.

Les fermes ont des occupations pour tous les âges et pour les deux sexes.

En même temps que les enfans coûtent peu dans les fermes, ils commencent de bonne heure à y rendre des services. Les fermes ont des occupations pour tous les âges, pour toutes les capacités, et pour les deux sexes. Faut-il s'étonner que les enfans s'y multiplient ! Or, à mesure qu'ils grandissent, leurs parens veulent les établir, c'est-à-dire leur trouver d'autres fermes. Il y a donc toujours de nouveaux demandeurs pour les biens à affermer ; et comme, dans chaque canton anciennement cultivé, la quantité des biens à affermer demeure la même, l'offre des fermes à donner, reste toujours en arrière de la demande. Les propriétaires exercent envers les fermiers une sorte de monopole ; et vous savez qu'il est dans la nature de l'homme de se prévaloir de tous les privilèges qu'il tient de la nature des choses ou des institutions.

Importance attribuée par l'usage aux propriétaires fonciers.

Dans ce cas-ci on trouve des privilèges de plus d'une sorte, puisque partout on a attribué des avantages sociaux à la propriété des terres.



Je ne parle pas des privilèges pécuniaires attachés en certains pays à la possession des terres nobles ; mais de la prépondérance qui naît de l'exercice de certaines fonctions, comme celles d'électeurs et de députés, ou d'administrateurs, ou de juges, prépondérance qui, dans le marché qu'un propriétaire passe avec un fermier, donne au premier un certain avantage pour stipuler les clauses qui lui sont avantageuses, ou pour faire décider en sa faveur les litiges auxquelles elles peuvent donner lieu. Nous avons encore plusieurs provinces où les fermiers nomment servilement le propriétaire *leur maître*.

« On ne peut assez s'étonner, dit un grand  
« propriétaire foncier, M. de Tracy, dans ses  
« *Éléments d'idéologie* (1), que tous les hom-  
« mes, et particulièrement les agronomes, ne  
« parlent des grands propriétaires de terres  
« qu'avec un amour et un respect vraiment  
« superstitieux ; qu'ils les regardent comme  
« les colonnes de l'état, l'âme de la société,  
« les pères nourriciers de l'agriculture ; tan-  
« dis que le plus souvent, ils prodiguent l'hor-  
« reur et le mépris aux prêteurs d'argent qui  
« font exactement le même service qu'eux. Un

Ils sont dans  
la catégorie  
des prêteurs  
d'argent.

---

(1) Tome IV, page 200.



V<sup>e</sup> PARTIE. « gros bénéficiaire qui vient de louer sa ferme  
 « exorbitamment cher, se croit un homme  
 « très-habile, et, qui plus est, très-utile : il  
 « n'a pas le moindre doute sur sa scrupuleuse  
 « probité; et il ne s'aperçoit pas qu'il fait  
 « exactement comme l'usurier le plus âpre  
 « qu'il condamne sans hésitation et sans pitié.  
 « Peut-être même son fermier qu'il ruine, ne  
 « voit pas cette parfaite similitude; tant les  
 « hommes sont dupes des mots! »

Dans l'intérêt de la morale publique, la considération ne devrait être accordée qu'au mérite personnel.

Peu de  
 fortunes faites  
 par des  
 fermiers.

Telles sont les raisons qui font que, hors des cas extraordinaires et singulièrement heureux, on ne voit guère de fortunes faites dans la profession de fermier. Les familles de fermier ne font que de petites économies à l'aide de beaucoup de privations et d'un genre de vie assez grossier, assez généralement dépourvu des jouissances délicates que se procurent les entrepreneurs d'une classe équivalente dans les autres industries. J'ai vu les plus grosses fermes de France; la maison d'habitation n'avait à l'extérieur ni cour propre, ni jardin bien tenu, ni treillage embelli d'une couleur égayante. Peu de meubles; aucun qui approchât de ceux des villes pour la matière et pour le goût;

au lieu de ces papiers frais qui décorent nos appartemens, je n'apercevais dans le logement du maître et de sa famille, que des murs nus, ou couverts d'une boiserie enfumée, d'une vieille tapisserie, ou de ces images que le bon goût et le bon sens repoussent également.

Au surplus cet état d'incivilisation dépend peut-être encore plus des habitudes grossières des gens de la campagne en général, que de la position précaire et subordonnée du fermier. Nous avons vu que lorsque les usages d'un peuple lui rendent nécessaire la satisfaction de certains besoins, les bénéfices de la classe qui les éprouve, s'élèvent naturellement assez pour que ces besoins soient satisfaits (1). Quand la France sera plus civilisée dans les classes inférieures de la société, quand l'instruction y sera plus répandue et l'influence du prêtre moins grande, la classe des fermiers se rapprochera davantage de celle qu'on appelle, peut-être à tort, des gens *comme il faut* (2).

Leur infériorité tient à leur défaut de civilisation.

(1) Voyez les pages 123 et 156 de ce volume.

(2) Il est fâcheux que la langue française ne puisse pas exprimer cette idée, sans employer une expression insultante. Il est incontestable qu'on remarque une fort grande différence entre les personnes qui ont reçu de l'éducation et celles qui en ont été privées. Le mal

V<sup>e</sup> PARTIE.

Le fermage  
devrait  
comprendre  
une prime  
d'assurance.

Alors peut-être le taux commun des fermages comprendra une espèce de garantie, de prime d'assurance, que le propriétaire doit indubitablement au fermier pour le mettre à couvert des risques que son marché lui fait courir de la part des fléaux naturels, comme la grêle et la gelée, ou de la part des fléaux humains, comme la guerre, les réquisitions et les impôts dont nos lois politiques ne lui donnent presque aucun moyen de se préserver. Si le fermage n'est pas réglé d'après les risques de ce genre, si la prépondérance du propriétaire est à cet égard plus forte que l'équité, qu'arrive-t-il? Ces fléaux retombent néanmoins sur lui, mais d'une manière moins régulière et moins équitable. Il n'est pas un propriétaire qui ne sache combien sont fréquentes les remises qu'il faut faire à ses fermiers, et combien est incertain le revenu qui semble être le plus solide de tous.

---

est d'en avoir été privé, mais non d'exprimer une différence malheureusement trop réelle. Aux États-Unis cette différence est à peine sensible, parce que l'instruction y est plus généralement répandue.



# SIXIÈME PARTIE.

## DU NOMBRE ET DE LA CONDITION DES HOMMES.

### CHAPITRE PREMIER.

#### Du principe de la population.

APRÈS avoir cherché à vous expliquer comment sont produits les biens qui servent à l'entretien de la société, et suivant quelles proportions ils s'y distribuent, je vais observer avec vous, messieurs, les effets qui en résultent relativement au nombre et à la condition des hommes.

Apprenons d'abord à quelles causes nous devons attribuer la multiplication des êtres humains. Ces causes, quelles qu'elles soient, nous les appellerons le principe, l'origine de la population. Nous chercherons ensuite comment cette population humaine se maintient, se multiplie et décroît; enfin nous verrons en quoi elle peut être regardée comme misérable ou prospère.

Du principe de la population.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

Il n'est pas ici question du perfectionnement ultérieur de l'homme.

Relativement à ce dernier point , une explication est nécessaire qui prévienne bien des chicanes. Les hommes sont heureux ou malheureux , selon qu'ils jouissent de certains biens , ou selon qu'ils en sont privés. Mais ces biens ne sont pas tous du domaine de l'économie politique. Elle n'enseigne à l'homme ni les moyens de conserver sa santé , que l'hygiène et l'art de guérir ne peuvent eux-mêmes lui procurer qu'en partie ; ni les moyens de se concilier l'estime et l'affection de ses semblables , que l'étude de l'homme moral peut seule nous faire connaître. L'homme que rongent des désirs qu'il ne peut satisfaire , ou l'envie , ou la haine ; celui que poursuivent des terreurs religieuses , peuvent , jusqu'à un certain point , être préservés de ces maux par la philosophie. La politique expérimentale peut enseigner aux hommes en société comment ils obtiennent la sécurité et le libre développement de leurs facultés ; mais pour jouir de ces biens que les hommes ne peuvent atteindre que par le perfectionnement de leur intelligence et de leurs habitudes , il faut qu'ils puissent exister , et même qu'ils puissent exister avec un certain degré d'aisance. Or , ce point fondamental est celui que se propose l'économie politique ; et lorsque je parle de nations misérables ou pros-

pères, je ne considère que les conditions au moyen desquelles elles peuvent exister avec le degré d'aisance dont une grande société est susceptible, laissant à ceux qui cultivent d'autres connaissances, le soin de chercher les conditions au moyen desquelles l'homme peut parvenir à l'entier développement de son être.

Je reviens aux conditions nécessaires à l'existence de l'homme en société.

Je ne sais si l'on parviendra jamais à caractériser le principe de vie autrement que par ses effets. Nous savons qu'un être est vivant par la manière dont il se comporte ; du reste nous ne pouvons, soit dans les animaux, soit dans les plantes, assigner aucune autre différence entre la matière vivante et la matière morte et inorganique.

L'état de vie ne se manifeste que par ses effets.

Nous savons également qu'une foule d'accidens, et finalement la vétusté, font passer perpétuellement les êtres organisés de l'état de vie à l'état de mort, sans qu'aucun exemple du contraire se soit jamais offert à nous, c'est-à-dire sans qu'aucune portion de matière ait jamais passé de l'état inorganique à l'état organisé, autrement qu'en suivant les lois établies de la génération et de la nutrition, qui ne sont que des faits dont la cause nous échappe. Des espèces

Nous ne savons pas comment il commence.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

entières d'animaux et de plantes, qui ont été vivantes une fois, n'existent plus à l'état de vie : nous n'en retrouvons les vestiges que dans des débris fossiles ; et nous ne concevons aucune possibilité que ces espèces pussent se renouveler, sans un acte particulier de la volonté divine, sans une influence surnaturelle dont nous n'avons point d'exemple avéré. Suivant l'ordre de la nature, tel qu'il se manifeste à nous, il serait rigoureusement possible que tantôt une espèce, tantôt une autre, passât de l'état de vie à l'état de mort, jusqu'à ce que la terre entière ne contiât plus un seul être vivant. Nous ne pouvons, dans ce cas, concevoir la possibilité qu'il en revînt jamais.

Précautions  
prises par la  
nature contre  
l'anéantisse-  
ment des  
espèces.

Mais la nature a pris les plus fortes précautions pour prévenir l'anéantissement des espèces. Les êtres vivans éprouvent un besoin constant de se nourrir, c'est-à-dire d'absorber et d'assimiler à eux-mêmes des matières mortes et inorganiques, et en même temps ils éprouvent à un certain âge le besoin de reproduire des êtres semblables à eux, qui, grandissant à leur tour par la nourriture, tendent constamment, aussi bien que leurs parens, à étendre le cercle de la matière organisée et l'empire de la vie sur la mort.

Quelle est la

Mais de toutes les précautions prises par la

nature pour conserver les espèces, celle sur laquelle elle paraît avoir le plus compté est l'extrême profusion des germes; tellement que quelle que soit la quantité qui s'en perde avant d'éclore, quelle que soit la destruction des individus après qu'ils sont éclos, destruction dont ensuite elle paraît s'inquiéter assez peu, il en échappe toujours un assez grand nombre, non-seulement pour conserver l'espèce, mais pour la multiplier au point d'envahir le globe si on la laissait faire (1). Un pied de pavot porte jusqu'à trente-deux mille graines, qui peuvent donner naissance à autant de pieds de pavots. Un orme donne jusqu'à cent mille semences par année. On a compté 342,000 œufs dans une carpe. Un auteur italien, Gregorio Fontana, a calculé que si tous les germes d'un pied de jusquiame étaient replantés, il ne leur faudrait que quatre ans pour couvrir la totalité de la

---

(1) Le mépris que montre la nature pour la conservation des individus qu'elle laisse périr par myriades avant le temps, semble s'accorder mal avec le soin qu'elle a voulu que les mères prissent de leur progéniture. Mais qui ne voit que l'insouciance des mères n'aurait pas exposé les individus seulement, mais l'espèce? car elle eût exposé la totalité des individus à périr avant l'âge où ils peuvent pourvoir eux-mêmes à leur conservation et à leur reproduction.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

terre habitable, et qu'il ne faudrait pas plus de dix ans à une paire de harengs pour que leur postérité remplit l'Océan, quand même l'Océan couvrirait toute la terre.

L'espace  
et l'aliment  
manquent aux  
êtres vivans.

Qu'est-ce donc qui manque aux êtres organisés pour multiplier à ce point? L'espace et l'aliment. La difficulté n'est jamais pour eux de se multiplier, mais de se procurer les moyens de subsister. Un nombre infini de germes tombent en des endroits où ils ne peuvent prendre aucun développement. Parmi ceux qui parviennent à l'état de vie, la plupart ne grandissent pas; mais il y en a toujours assez pour absorber en très-peu de temps tous les moyens de vivre qui peuvent leur être offerts.

Multiplication  
possible  
de l'espèce  
humaine.

L'espèce humaine subit à cet égard les lois qui régissent la nature organisée. Si nous écartons toutes les causes qui bornent l'accroissement de notre espèce, nous trouverons qu'un homme et une femme mariés aussitôt qu'ils sont nubiles, peuvent aisément donner naissance à douze enfans tout au moins. On a vu des femmes en produire jusqu'à trente (1). Or douze enfans qui naîtraient pour remplacer le père et la mère, sextupleraient le genre humain à chaque géné-

---

(1) Une dame de ma connaissance a eu trente enfans.



ration si chacun d'eux parvenait à l'âge de se reproduire.

L'expérience, à la vérité, nous apprend que la moitié environ des êtres humains périssent avant l'âge de 20 ans ; mais en même temps que ceux qui atteignent cet âge ont une probabilité de vie moyenne de 26 ans. Elle nous apprend en même temps que les deux sexes naissent à peu près en même nombre (1). On voit par là que si chaque couple ne peut pas élever douze enfans en état de se reproduire, il en peut élever six qui sont capables de peupler autant que le premier couple l'a fait lui-même. D'où l'on peut conclure que, s'il n'y avait aucun autre obstacle à cette multiplication, la population d'un pays quelconque triplerait au bout de 26 ans. Une nation de 30 millions d'âmes, comme la nôtre, en aurait alors 90 millions : 26 ans plus tard elle aurait trois fois ce nombre ou 270 millions d'âmes. Au bout de trois fois 26 ans, dans 78 ans, elle en aurait 810 millions. Enfin, un siècle à peine révolu, la France contiendrait 2 milliards 400 millions d'habitans

Elle peut  
tripler tous les  
26 ans.

---

(1) Le nombre des naissances masculines est aux féminines comme 21 est à 20, et, dans certains cas, comme 16 est à 15. La vie des hommes plus aventureuse que celle des femmes, rétablit l'équilibre

VI<sup>e</sup> PARTIE. (beaucoup plus que l'on n'en compte maintenant sur la surface entière du globe).

Cette puissance procréatrice s'est manifestée toutes les fois que la multiplication de l'espèce humaine n'a pas été contrariée par les circonstances; et, sans parler de la propagation des Hébreux en Égypte, qui après y être entrés au nombre de 70, en sortirent, assure-t-on, quatre siècles plus tard, au nombre de plus de 600,000 hommes en état de porter les armes, non compris les lévites, nous avons des exemples analogues non moins frappans dans les temps plus modernes. Feijoo rapporte qu'un homme et quatre femmes, ayant échappé à un naufrage en 1590, abordèrent à l'île des Pins, près de Madagascar, et qu'ayant trouvé dans cette île une quantité d'excellens fruits, ils multiplièrent au point qu'ils étaient environ 12 mille lorsque les Hollandais les découvrirent.

Multiplication  
aux  
États-Unis.

Mais l'observation la plus concluante sur ce point, parce qu'elle est plus moderne, qu'elle est faite sur une plus grande échelle, et qu'elle est mieux constatée, c'est celle que nous offrent les États-Unis d'Amérique. M. Warden, qui a réuni avec diligence et exactitude tout ce qui a rapport à cette république, nous fait voir que sa population a toujours doublé dans chaque



période de 21 ans (1). En même temps on a la certitude que les émigrans qui viennent des autres parties du monde, quoique nombreux, n'ont que très-peu de part à cette augmentation. Les émigrans qui débarquent, sont obligés de se faire enregistrer; on estime leur nombre à 4000, année commune; par conséquent on peut évaluer à 84,000 ceux qui sont arrivés dans les vingt-une dernières années: or, dans cet espace de temps, la population des États-Unis s'est accrue de plus de 5 millions de personnes. Vous voyez que c'est à peine la soixantième partie de l'accroissement. S'il n'y avait eu aucune émigration, la population des États-Unis aurait doublé en vingt-un ans et quatre ou cinq mois, au lieu de vingt-un ans.

Dans nos vieux états de l'Europe l'accroissement est presque insensible, comparé à celui-là. On n'y est cependant pas plus indifférent pour satisfaire au vœu de la nature.

La multiplication des hommes peu sensible en Europe.

Seraient-ce les guerres, les épidémies, les famines qui réduiraient perpétuellement le nombre de leurs habitans? Mais avec une puissance prolifique pareille à celle dont nous avons vu que l'homme est doué, les ravages causés

(1) Description des États-Unis, tome V, page 104.



VI<sup>e</sup> PARTIE. par ces fléaux passagers, se trouveraient réparés en peu de temps.

La guerre ne  
borne pas la  
population.

Les guerres de Napoléon ont été longues, imprudentes et meurtrières ; il a introduit l'inhumaine pratique de faire bivouaquer les armées, c'est-à-dire de les faire reposer sans tentes dans toutes les saisons et sous tous les climats ; il a poussé jusqu'au scandale le mépris de la vie des hommes ; il a levé jusqu'à 300 mille recrues par année : eh bien , en supposant que sur ce nombre d'hommes il n'en ait pas échappé un seul aux meurtres, aux fatigues, aux privations de la guerre, si le pouvoir peuplant est, comme nous venons de le voir, de 30 millions de personnes nubiles en vingt-six années, il en peut produire 1200 mille par année ; et ces guerres cruelles n'auraient diminué un pareil accroissement, que d'un quart la première année, de moins d'un quart la seconde ; tellement qu'une guerre de vingt-deux ans, horriblement destructive, n'aurait pas empêché la population de la France d'excéder à la paix 53 millions d'habitans ! il y a donc une autre cause plus puissante que la guerre qui met des bornes à l'extension possible de la population.

Ni les  
maladies.

Seraient-ce les maladies contagieuses qui la bornent ? La peste heureusement est trop rare dans nos climats, elle ravage chaque fois une

étendue de pays trop bornée, pour maintenir la population dans les limites où nous la voyons : celle de Marseille, en 1720, causa, dit-on, la mort de 50 mille personnes. Admettons que ce nombre n'ait pas été exagéré par l'effroi ; admettons que ce fléau ne soit tombé sur aucune des personnes qui auraient succombé en vertu des causes accidentelles qui font périr la moitié des hommes avant l'âge de puberté, ses ravages n'auraient eu d'autre effet que de réduire à 1150 mille âmes au lieu de 1200 mille l'accroissement que nous avons vu qu'une nation comme la nôtre peut prendre chaque année. Or, une semblable réduction aurait, au bout de peu d'années, été insensible dans l'accroissement de population que la marche de la nature procurerait à la France.

Une peste plus générale et plus terrible fut celle qui se manifesta dans la majeure partie de l'Europe vers l'année 1348, et qui enleva, disent les historiens du temps, le quart des habitans de la France. Admettons cette proportion probablement très-exagérée, et qu'il est impossible de vérifier, et voyons si c'est cette cause qui a influé sur la population actuelle de la France. On ne sait pas le nombre d'habitans qu'elle renfermait à cette époque ; mais, d'après des raisons qui tiendraient ici trop de place, il



VI<sup>e</sup> PARTIE. est impossible de porter ce nombre à plus de 12 millions, dont la peste enleva 3 millions. Il resta donc neuf millions d'habitans après la cessation de ce fléau ; et d'après la loi d'accroissement, vingt-six plus tard, c'est-à-dire en 1374, ces neuf millions triplés se seraient élevés à 27 millions, et cette peste affreuse n'aurait pas empêché la population sur qui elle avait exercé ses ravages, de doubler en moins de vingt-quatre ans.

Cette même contagion eût-elle été plus terrible encore, n'eût-elle respecté que deux personnes nubiles, la population de la France, en suivant la loi naturelle de l'augmentation, serait encore de plus de deux milliards de personnes. Vous voyez quelle est l'inefficacité de la peste pour maintenir le genre humain dans les bornes où nous le voyons.

Des épidémies moins graves, telles que la variole, ou petite-vérole, les fièvres pernicieuses, seraient, à plus forte raison, impuissantes pour borner le nombre du genre humain. D'ailleurs elles sont comprises dans les causes quelconques qui diminuent de moitié le nombre des personnes qui parviennent à l'âge nubile et qui bornent à 26 ans leur vie commune ; causes dont par conséquent nous n'avons pas négligé l'influence.



Nous pouvons faire les mêmes observations sur les famines qui désolent de temps en temps les nations. Quel que soit le nombre d'hommes qu'elles moissonnent, les années qui suivent chaque famine, seraient plus que suffisantes pour remplacer et pour multiplier la population des états. Supposons qu'une famine fasse périr les 1200 mille personnes que nous avons vu que la population française pourrait produire chaque année; admettons qu'elle enlève le double de ce nombre; certes ce serait une famine affreuse que celle qui causerait la mort de plus de deux millions de personnes; cependant elle ne retarderait que de deux ans l'accroissement naturel de la population; et comme l'expérience nous apprend qu'on n'éprouve pas de famines, et surtout de famines aussi sévères, une fois en dix ans, il y aurait toujours huit années sur dix, où l'accroissement de la population devrait suivre la loi indiquée.

Si ce que je vous dis est vrai de ces trois énormes fléaux de la guerre, de la peste, et de la famine, ce sera vrai à plus forte raison des causes moins puissantes à réduire le nombre des hommes. — Des épidémies passagères et peu dangereuses, des guerres courtes et peu acharnées, des chertés modérées dans les sub-

VI<sup>e</sup>. PARTIE. sistances, ne contrarieront que faiblement l'essor de la population.

Cependant cet essor est constamment contenu, puisque dans les états les plus florissans, la population que, ni les grands, ni les moindres fléaux ne sauraient comprimer, est perpétuellement renfermée dans des limites beaucoup plus étroites, qui se resserrent, ou s'étendent, mais qu'elle ne franchit point; or, quelles sont ces limites? Par qui sont-elles posées?

Mais les  
moyens de  
subsister.

Il est évident, messieurs, que la cause qui retient les populations dans les limites où nous les voyons, ou du moins qui les condamne à un accroissement toujours de plus en plus lent, est la borne de leurs moyens d'existence. La tendance des hommes à se reproduire et leurs moyens de se multiplier, sont pour ainsi dire infinis, mais leurs moyens de subsister sont finis, et il est incontestable qu'on ne saurait exister par-delà.

Tel est en effet le principe fondamental de toute considération sur la population (1). Les

---

(1) Ce principe a été reconnu de presque tous les publicistes de quelque réputation. « Tout individu, dit « Steuart (Tome I, page 208 de l'éd. ang.), a naturellement le désir de se reproduire. Un peuple ne « peut pas plus s'empêcher de peupler qu'un arbre de

développemens qui suivent vous en fourniront la preuve.

---

« pousser. Mais pour vivre il faut se nourrir; et comme  
« tout accroissement a un terme, c'est là que la popu-  
« lation s'arrête.... C'est une maladie politique ac-  
« compagnée de beaucoup de misères.... J'avoue que  
« je ne connais point de remèdes à ce mal. »

Herrenswand s'exprime en ces termes : « La procréa-  
« tion de l'espèce humaine paraît être sans bornes; sa  
« nourriture au contraire a des limites. Tant que la  
« procréation n'a pas atteint les limites de la nourri-  
« ture, l'espèce humaine est susceptible de multipli-  
« cation. » (Discours sur la population.)

M. Malthus a confirmé, par de savantes recherches, les mêmes principes, qui n'ont été contestés et vivement attaqués que depuis qu'ils ont été mis hors de doute; ce qui n'étonnera au surplus que les personnes qui connaissent peu le cœur humain.



## CHAPITRE II.

## Des moyens d'existence des hommes.

Ces moyens d'exister, seule borne des populations, en quoi consistent-ils? Telle est la question qu'amènent les conclusions du précédent chapitre. La solution n'est pas exempte de difficultés; elle a conséquemment donné naissance à des objections faciles à résoudre du moment qu'on a une vue complète du sujet.

En quoi  
consistent  
les moyen  
d'existence.

Les moyens d'existence d'une population sont toutes les choses, sans exception, capables de satisfaire à ses besoins : cette proposition se prouve d'elle-même. Or les besoins de l'homme varient suivant les climats et suivant les habitudes contractées, soit dans la nation tout entière, soit dans certaines classes en particulier.

Dans les climats septentrionaux, le vêtement et le couvert sont aussi indispensables pour exister que la nourriture. Dans les pays civilisés, on ne pourrait pas vivre de viande crue, comme font certains peuples. Dans les classes instruites de la société, et parmi ce que l'on

appelle les gens bien élevés, un homme condamné à se vêtir de haillons et à se nourrir de la soupe des goudats, serait un homme mort. Or, ce que nous voyons ainsi indispensable à la vie dans les divers pays et dans les diverses classes de chaque pays, voilà ce que j'appelle les moyens d'exister de la population. C'est en proportion de la quantité de ces divers moyens d'exister, dont chacune des classes de la nation peut disposer, que cette classe se maintient, s'augmente, ou se réduit. Lorsque dans une classe quelconque de la société, les moyens d'exister viennent à augmenter, les causes naturelles qui tendent à multiplier progressivement les hommes, en multiplient le nombre jusqu'au point d'absorber les moyens de cette classe; et quand ces moyens s'étendent pour la majorité des classes, et encore mieux quand ils s'étendent pour toutes les classes, la population du pays va croissant.

De ces deux propositions incontestables, l'une que la population a une tendance à s'accroître progressivement, l'autre qu'elle ne peut pas dépasser les moyens d'exister, on peut donc déduire cette troisième proposition : c'est que la population d'un pays n'est jamais bornée que par ses produits. La production est la mesure de la population, moyennant les explications

La population ne peut être bornée que par eux.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

que je vous ai données relativement à la nature des besoins. C'est ainsi que sur la même quantité de production qui a lieu en Angleterre, il vivra plus de Chinois que d'Anglais, par la raison qu'avec les habitudes de la nation chinoise en général, elle peut vivre de moins que la nation anglaise.

Ils peuvent  
être évalués  
par la somme  
des valeurs  
produites.

Vous remarquerez, messieurs, que je vous parle de produits en général et non de certains produits en particulier, comme du blé. Je ne vous ai pas dit *une nation est d'autant plus nombreuse qu'elle produit plus de blé pour se nourrir*, ce qui se trouverait démenti par l'expérience; car, sur une lieue carrée en Pologne, il pousse bien plus de blé qu'en Hollande; et cependant une lieue carrée en Pologne nourrit moins d'habitans qu'une lieue carrée en Hollande. Pourquoi? Parce que cette surface en Hollande, bien qu'elle produise moins de blé, donne au total plus de produits. La valeur de ce qu'elle produit sert à acheter ce qu'elle ne produit pas. Ce n'est donc pas tel ou tel produit en particulier qui favorise la population, mais bien la production en général (1).

---

(1) On verra dans un des chapitres suivans, quelle influence spéciale les denrées alimentaires exercent sur la production générale, et par cela même sur la popu-



On me demandera comment la production en général suffit pour satisfaire aux besoins variés des différentes classes d'habitans ? Si c'est le blé dont le besoin se fait le plus sentir, comment une production de toile y pourvoira-t-elle, sa valeur fût-elle supérieure ?

Messieurs, dans le cours habituel des choses les besoins d'une population donnée sont assez bien connus des producteurs ; ils sont très-intéressés à les connaître, de même que les changemens qu'on peut prévoir. Il ne leur convient pas de procurer, de fabriquer les choses dont personne n'aura besoin, ni même de faire en grande quantité des choses qu'on ne pourra consommer qu'en petite quantité. Le prix de chaque objet, comparativement avec ses frais de production, avertit toujours de la nature des objets dont le besoin se fait le plus sentir. Si le prix d'une aune de toile rembourse les frais de sa production, et si le prix d'un boisseau de blé ne rembourse pas les frais de la sienne, on fera de la toile et non du blé. Ce serait folie, malgré cette indication, de prétendre que la société a plus besoin de blé que de toile. Le prix de chaque produit, comparativement avec ses frais

La nature des choses produites, se conforme aux besoins.

---

lation ; et cette vue nouvelle est de nature à rapprocher bien des opinions qui paraissent opposées.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

de production, est, pour les producteurs, le meilleur de tous les encouragemens pour produire de préférence ce qui est plus utile; car les profits d'une production s'élèvent d'autant plus, que le prix de la marchandise est plus grand, comparé avec les frais indispensables pour la produire.

On produit du  
blé en semant  
du lin.

Mais les frais de production ne se comparent pas seulement de produit à produit; ils se comparent aussi dans les différentes manières de procurer le même produit. Il y a deux manières de produire du blé en Hollande; l'une est de le semer dans un champ, à côté du consommateur, l'autre est de le faire venir de Dantzic ou d'ailleurs. Le producteur compare les frais de production de chaque manière, et se décide en faveur de la moins coûteuse. Si, au prix où est le blé qui vient de Dantzic, un arpent semé en blé en rapporte, frais déduits, pour 60 francs, et que le même arpent, semé en lin, rapporte du lin pour 90 francs, il sèmera en lin; et au lieu de quatre quintaux de blé, plus ou moins, qu'il aurait recueillis sur son arpent, le même arpent lui en rapportera six; car, avec 90 francs, le cultivateur de lin achètera six quintaux du blé que le commerce fait venir de Dantzic. Vous voyez que lorsque nous voulons connaître les rapports de la pro-



duction avec la population, nous nous égare-  
rions si nous nous occupions de la nature des  
produits ; c'est l'affaire de la population elle-  
même : la facilité des échanges fait qu'elle peut  
ne songer à autre chose qu'à gagner, puisque la  
valeur produite procure la chose dont le besoin  
se fait le plus vivement sentir. Nous pouvons  
donc, relativement à un peuple tout entier, ne  
nous occuper que de la somme des produits ; et  
nous répéterons qu'en tout pays le nombre des  
habitans s'élève autant que le permet la pro-  
duction totale du pays, et ne va jamais au-delà.

Rapprochant ensuite cette vérité de celles  
qui ont précédé, nous ajouterons que les mal-  
heurs accidentels, les fléaux qui retranchent  
du nombre des vivans des portions quelconques  
de l'humanité, ou qui empêchent les hommes  
de naître, quand ce n'est pas le défaut de pro-  
duits, ne font que retarder le moment où la  
population atteint la limite de la production ;  
mais que par la raison que la force procréatrice  
est plus que suffisante pour atteindre cette li-  
mite, elle l'atteint toujours.

La population  
atteint  
toujours la  
limite des  
produits.

Remarquez, messieurs, que cette proposi-  
tion, *la population s'élève toujours en raison de  
la quantité des produits du pays*, équivaut à  
celle-ci : *la population s'élève toujours en rai-  
son des revenus du pays.*

Ou des  
revenus.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

Qu'est-ce en effet que le revenu d'un pays ? c'est la *quantité de produits* obtenue en échange des services productifs de tous les producteurs. C'est ce que je vous ai rigoureusement prouvé au commencement de la quatrième partie de ce Cours. Dans l'une et l'autre proposition, c'est toujours la *quantité de produits*, sous deux noms différens.

Et quand je vous ai dit que la production se conforme naturellement aux besoins, qu'ai-je entendu, sinon que pour exister du mieux qu'il peut, chacun emploie son revenu aux choses qui satisfont le mieux ses besoins ? C'est ainsi que nous arrivons, par la voie de la démonstration, aux vérités les plus vulgaires, et que nous marchons entourés par les faits ; mais c'est toujours en les observant, c'est en les expliquant, en remarquant d'où ils viennent et où ils tendent.

Dans ce calcul, il ne faut pas même défalquer cette portion des revenus qu'on économise ; car ce qu'on économise augmente les capitaux, et les capitaux se consomment reproductivement, c'est-à-dire nourrissent des producteurs.

Le capital  
supplée  
quelquefois au  
revenu.

Lorsqu'on mange son capital, on en vit, et la population n'en est pas pour le moment altérée ; mais comme un capital consommé ne travaille plus à la production, les produits de

l'année suivante diminuent, à moins qu'on ne rachète par une plus habile industrie, ce que l'on gagne de moins sur ses capitaux. La possibilité de transformer un produit en un autre par le moyen des échanges, laisse à une population, quand surviennent des temps de disette, la ressource de consommer en denrées, une portion du mobilier qu'on s'était formé à des époques plus favorables. On retrouve alors et l'on applique à sa nourriture, des valeurs qu'on avait accumulées pour un autre usage.

C'est une ressource que n'a point un peuple trop indigent. Un Indou qui ne possède qu'une hutte en terre et qui n'est vêtu que d'une cotonnade de quelques sous, ne supporte pas les années rigoureuses; tandis qu'en Hollande, pendant la disette de 1812, les pauvres gens qui possédaient tous des moules à faire des gaulres, trouvèrent quelque soulagement dans ce meuble et d'autres du même genre. Le peuple de Hollande étant bien vêtu, pouvait rester un an, deux ans, sans acheter d'habits, de linge, de bas, de chapeaux. La portion de ses profits, appliquée ordinairement à l'entretien de toutes ces choses, put être employée à des alimens. Dans une classe un peu plus relevée du même pays, on consumma jusqu'à des maisons. On



VI<sup>e</sup> PARTIE.

voyait démolir de très-bonnes constructions que leurs propriétaires vendaient pièce à pièce pour vivre. C'étaient des privations et des pertes ; mais dans ces cas-là il vaut mieux supporter des pertes, que de périr. C'est déjà un bonheur que d'avoir quelque chose à perdre.

Malheurs  
accompagnant  
les réductions  
de population.

L'absence de tout moyen d'exister, ne pouvant suppléer à rien, quand la fécondité de l'espèce multiplie les êtres humains au-delà de ce terme, ils y sont ramenés par des destructions violentes ; destructions qui pour un être dont les sensations sont si délicates et si exaltées, au physique et au moral, deviennent de fort grands malheurs. Qui peut songer sans frémir aux angoisses de la faim éprouvées par nos semblables ? au dépérissement d'une famille indigente ? à des enfans qui faute de vêtemens, faute de propreté, faute de médicamens ou de chaleur, succombent sous les yeux de leurs parens ? aux infortunés que la mort prématurée d'un père, d'une mère, d'un frère, d'un fils, laisse dépourvus de secours ? Ces douleurs du corps et de l'âme seraient bien plus fréquentes encore, sans la prévoyance, la prudence de l'homme. Seul entre tous les êtres vivans, il prévoit les suites d'une multiplication inconsidérée de sa famille ; il y met d'avance des bornes qui sauvent à l'humanité une partie des



maux qui chez des êtres déjà pourvus de vie et de sentiment, accompagnent les destructions tardives. C'est par les effets de cette prévoyance, que nous voyons en général les familles beaucoup moins nombreuses qu'elles ne seraient si l'on s'abandonnait sans retenue aux impulsions de la nature. C'est elle qui rend les mariages d'autant plus rares que la population devient plus nombreuse.

En 1760 la population de l'Angleterre avec le pays de Galles, était seulement de 6,736,000 âmes, et l'on y contracta 57,848 mariages; ce qui fait un mariage sur 116 personnes. On sait que la population de l'Angleterre a constamment augmenté depuis cette époque, et qu'en 1821 elle était, non compris l'Écosse, selon M. James Cleland, de 12 millions d'habitans. Aussi les mariages ont-ils constamment diminué depuis. En 1770, il n'y en avait plus qu'un sur. . . 118 habitans.

En 1780, un sur. . . 123 *dito*.

En 1821, un sur. . . 134 *dito* (1).

Cette réserve, fruit de la prudence, prévient des maux infinis, et proportionne plus que toute autre cause, la population des états à

---

(1) Macculloch : Notes sur Adam Smith, tome IV, p. 143.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

leur production. Mais comme elle-même est commandée par les moyens d'existence de chaque famille, ce sont toujours en définitive les moyens d'existence qui bornent la population.

Dans ce qui précède, on a pu remarquer que les obstacles que rencontre l'accroissement naturel de la population, sont de deux sortes. Les uns l'empêchent de dépasser les bornes que lui assigne la production : on peut les appeler *obstacles préventifs*. C'est ainsi que les grandes familles se multiplient peu ; leurs revenus étant presque toujours inférieurs à leurs besoins. D'un autre côté quand l'imprévoyance ou l'erreur, ou des encouragemens mal entendus de la part du gouvernement, favorisent un développement de population supérieur à la production, elle est violemment ramenée à son taux nécessaire. Telle est la grande mortalité qui se manifeste dans les classes indigentes et dans les hôpitaux ; tristes moyens par lesquels la nature des choses, toujours obéie, manifeste son pouvoir. Les obstacles de ce dernier genre, peuvent être appelés *restrictifs*, ou *suppressifs*.

Confirmation  
des principes  
précédens.

— Quelques écrivains ont attribué la population presque stationnaire que l'on remarque chez de vieilles nations, non à l'état annuel de leur



production, mais à cette multitude d'accidens, de maladies, de crimes, et à la corruption qui règnent parmi les populations nombreuses, et ils ont nié ce pouvoir de l'homme de reproduire son semblable en nombre supérieur aux moyens qu'il a d'exister. Il n'est pas besoin, disent-ils, de la guerre et de la famine pour réduire les populations. Elles sont toujours tellement réduites par les maux de tous genres, ordinaires et extraordinaires, qui assaillent l'homme en société, que c'est à grand'peine qu'il peut maintenir son nombre.

Ces écrivains ne tiennent nul compte des progrès que fait, même dans les pays anciennement civilisés, la population du moment que la production augmente.

Les progrès de la population suivent ceux de la production.

En second lieu, si le pouvoir générateur pouvait à peine entretenir les populations, comment réussirait-il si promptement, même dans les vieilles sociétés, à rétablir les populations moissonnées par les grands fléaux?

En 1709 et 1710, il y eut en Prusse une peste terrible, puisqu'elle enleva un tiers de la population du pays. Un auteur allemand, cité par Malthus, et qui se nomme Sussmilch, ayant conservé des tables très-exactes du nombre des mariages, des naissances et des décès en Prusse, depuis 1692 jusqu'en 1757, a pu nous faire

Peste en Prusse.



VI<sup>e</sup> PARTIE. connaître assez fidèlement les effets de cette épidémie sur la population : ils sont curieux.

On pouvait s'attendre que, dans l'année qui suivit la peste, les deux tiers des personnes qu'elle avait laissées subsister, durent avoir moins d'enfans que la population tout entière n'en avait eu précédemment; point du tout. L'année qui avait précédé celle de la peste, il y avait eu, en nombre rond, 26 mille naissances, et l'année qui suivit la peste il y en eut 32 mille.

Mariages plus  
nombreux  
après la peste.

On serait tenté de s'imaginer du moins que dans la profonde tristesse, dans le découragement que dut causer ce fléau, et lorsque chaque famille avait ses pertes à déplorer, on dut avoir peu de goût pour le mariage; on se tromperait. En 1708 (année qui précéda la peste) il y avait eu, en nombre rond, 6000 mariages. En 1711 (année qui suivit la peste), combien supposez-vous qu'il y en eut? 12,000! Et remarquez que ces 12,000 nouveaux mariages ne durèrent contribuer que faiblement aux 32,000 naissances qui eurent lieu la même année, quelque bonne volonté qu'on y mît.

De même que  
les naissances,

En même temps, une fois la contagion terminée, le nombre des décès tomba de 16,000 qu'il était auparavant, à 10,000; car, sur une population réduite aux deux tiers, la mort ne put pas exercer le même ravage; de sorte que

le rapport entre les naissances et les décès, aussitôt après le fléau, fut de 320 naissances pour 100 décès; proportion qui excède les progrès des pays les plus florissans, comme les États-Unis.

Le nombre des mariages, à la vérité, déclina ensuite, soit parce que toutes les personnes en état de contracter ce lien, s'étaient mariées dès les premières années, et qu'il ne se présenta pour les suivantes que celles qui parvenaient successivement à la nubilité, soit parce qu'à mesure que la population approchait de nouveau de la limite des moyens d'existence que pouvait offrir la production du pays, les mêmes stimulans n'existaient plus pour travailler aussi activement à réparer les pertes qu'un fléau destructeur avait occasionnées.

Ceci n'est point un effet particulier à une certaine époque ou à un certain pays. Il y avait eu une peste affreuse à Londres en 1666; et, si l'on en croit les écrivains du temps, il n'y paraissait plus quinze ou vingt ans plus tard.

Peste  
à Londres.

Messance a prouvé qu'après la peste de Marseille, en 1720, les mariages furent, en Provence, bien plus féconds qu'auparavant. L'abbé d'Expilly a trouvé les mêmes résultats. Les famines qui ravagent fréquemment l'Indoustan, et qui vont jusqu'à détruire un tiers

Peste  
à Marseille.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

de la population, comme celle de 1770, n'empêchent point ces contrées d'être au nombre des plus populeuses du monde. Enfin les convulsions de la nature, les éruptions volcaniques, les tremblemens de terre, quand ils n'ont pas altéré les sources de la reproduction des valeurs, n'ont jamais opéré sur la population qu'un effet purement passager. Rien ne saurait empêcher la race humaine, comme toutes les autres espèces organisées, de remonter bientôt au point que lui assignent, en chaque lieu, ses moyens d'exister, parmi lesquels la possibilité d'avoir des alimens, soit par l'agriculture, soit par le commerce, joue le principal rôle.

Éloge de  
M. Malthus.

La plupart des publicistes, quoique divisés sur beaucoup d'autres points, s'accordent sur le résultat dont je viens de vous donner les preuves par le raisonnement appuyé de l'expérience ; mais M. Malthus est celui qui l'a mis dans tout son jour. Il faut à cet égard se joindre au témoignage que lui rend M. Dumont, à qui nous devons la publication des OEuvres de Jérémie Bentham. M. Dumont dit que dans le livre de Malthus ce n'est pas le principe qui est nouveau, « c'est d'avoir fait de ce principe une applica-  
« cation raisonnée et conséquente, d'en avoir  
« tiré la solution de plusieurs problèmes histo-  
« riques, d'avoir parcouru l'Europe ce principe



« à la main, et d'avoir montré qu'on ne saurait  
« lutter contre lui sans produire de grands dé-  
« rangemens dans l'ordre social (1). »

---

(1) Bentham, Théorie des Peines et des Récompenses, tome II, page 305. J'avais eu le bonheur de me rencontrer avec M. Malthus sur les conséquences importantes de ce principe, dans la première édition de mon Traité d'Économie politique qui fut publiée à peu près dans le temps qu'il donna la première édition de son Essai sur la population : mais je ne considérais le sujet qu'accessoirement, et j'en ai fait deux chapitres ; tandis que Malthus l'a traité comme son objet principal, et en a fait trois volumes, où il se livre à des recherches étendues et concluantes.

## CHAPITRE III.

## Objections élevées contre le principe de la population.

La terre est  
loin de  
manquer aux  
subsistances.

MALGRÉ les raisons qu'on a de croire que tous les êtres organisés, l'homme compris, ont à multiplier leur espèce une tendance fort supérieure aux moyens qu'ils ont de l'entretenir, ce principe a été vivement contesté. Personne n'a prétendu, comme vous le pensez bien, que des hommes pussent subsister là où ils ne trouveraient point de subsistances; mais on a dit que le genre humain n'était jamais arrivé au point de consommer toutes les subsistances que la terre peut produire. S'il ne demande qu'à se multiplier, a-t-on dit, la population aurait dû se répandre partout où elle pouvait se nourrir; et une immensité de régions fertiles et dépeuplées auraient dû se couvrir d'habitans.

Mais elle n'est  
pas la seule  
condition de la  
production.

Cette objection naît d'une vue incomplète de la production. Pour que la production agricole ait lieu, il faut à la vérité des terres susceptibles de culture; mais les terres cultivables ne suffisent pas : il faut en outre une industrie agricole, et des capitaux pour subvenir aux

avances que réclame la culture. Et pour que l'industrie agricole puisse se développer, pour que les capitaux puissent être accumulés et mis en œuvre, il faut des institutions protectrices. CHAP. III.

Pourquoi la Chine compte-t-elle deux à trois mille habitans par lieue carrée, tandis que la presque île de Malaca, située sous un climat non moins beau et avec un territoire non moins fertile, est peu peuplée? C'est parce que les Malais font un métier de brigands, de forbans; que l'espèce de gouvernement ou plutôt d'anarchie qu'ils préfèrent, n'étant nullement propre à l'accumulation des propriétés et à la multiplication des produits, une population nombreuse ne saurait y subsister. Le défaut d'institutions y met des bornes au développement de l'industrie et notamment à celui de l'industrie agricole; de là le défaut de production et de population. Il n'en est pas moins vrai que, par quelque cause que le défaut de production ait lieu, c'est le défaut de production qui met des bornes à la population. Et qu'on ne s'imagine pas que la production et la population qui en est la suite, soient bornées seulement dans les contrées où l'absence d'un gouvernement régulier interdit l'accumulation des capitaux et toute grande entreprise industrielle. L'Ukraine, province dont on vante la fertilité, est soumise

Autres  
conditions  
nécessaires.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

à un gouvernement régulier et ne nourrit pas, à beaucoup près, toute la population qu'elle pourrait nourrir. Les institutions féodales n'y permettent pas un bon aménagement des terres; et des pays dont les institutions sont beaucoup plus favorables à la production que celles qu'on observe en Ukraine, sont néanmoins eux-mêmes bien éloignés d'admettre tout le développement dont ils seraient susceptibles.

Le combustible  
nécessaire à la  
production.

Nous avons vu que la possibilité des échanges rend à peu près indifférente la nature des produits, et que tous les genres de production développent également la population, pourvu qu'ils soient productifs de valeur. Tous les genres d'industrie sont donc des élémens de population. Mais d'autres considérations nous apprennent que le combustible est indispensable au développement de toute espèce d'industrie; que les forêts s'épuisent plus rapidement qu'elles ne se réparent, et que la houille seule peut suffire au développement d'une vaste industrie. Or, la nature a placé les dépôts de houille à de grandes distances les uns des autres; et le transport de ce combustible en élève le prix et en interdit l'emploi dans les lieux où de puissans moyens de communication, et particulièrement des canaux artificiels de navigation, n'en rendent pas l'apport facile. Ainsi, faute non-

seulement de capitaux, mais de l'art, de l'activité, de la persévérance qui font qu'on réussit dans les canaux de navigation, et aussi en raison de l'esprit de fiscalité de l'administration, qui nuit à leur succès, leur usage est borné; celui de la houille l'est également; les produits de l'industrie ne se multiplient pas comme ils le devraient, et la population de certaines contrées ne prend pas l'accroissement dont elle serait susceptible, seulement parce qu'il ne s'y établit pas des canaux de navigation. Le défaut de communications peu coûteuses empêche qu'on ne fasse usage de houille; le défaut de houille empêche le développement des arts nécessaires à l'agriculture; l'imperfection des uns et des autres entrave la production, et c'est encore la production qui met des bornes à la population.

En soumettant chaque pays et chaque localité de tous les pays à des épreuves du même genre, on s'expliquera aisément comment la majeure partie de la terre habitable n'a point une population analogue à sa fertilité, ni en général, à ses moyens naturels. Dans une peuplade quelconque nous pouvons supposer qu'il se trouve toujours quelques hommes qui, pour vivre à l'aise et se reposer sur leurs vieux jours, seraient assez disposés à cultiver un coin de

De bonnes  
institutions  
nécessaires à la  
production.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

terre, à étendre par degrés leurs défrichemens, à élever d'abord une cabane, puis une maison, à multiplier des bêtes à laine, des bêtes à cornes, et finalement à faire un bon établissement d'agriculture : ceux-là seraient imités par d'autres, et peu à peu tout le pays se trouverait cultivé et peuplé, comme cela se pratique au Kentucky. Mais dans la plupart des contrées de la terre, celui qui commencerait un défrichement pareil, aussitôt qu'il aurait amassé un sac de blé, aussitôt qu'il aurait élevé deux moutons, serait pillé par les gens de sa tribu ou d'une autre tribu, ou par son propre gouvernement, et jamais il ne parviendrait à faire les accumulations nécessaires pour composer un établissement agricole.

Les arts et l'industrie étant peu développés chez les anciens, ils étaient, plus souvent que nous, poussés, par le besoin de nourriture, à se déclarer la guerre (1). Ce fléau, dans ce cas, n'était qu'un instrument de désastre, dont le défaut de production était la cause primitive.

---

(1) « La faim le veut, la faim cruelle et irrésistible, »  
« cette source de tant de maux pour les mortels. C'est »  
« par elle que s'équipent des flottes qui, affrontant la »  
« rage d'Amphitrite, portent la guerre aux rives éloi- »  
« gnées. » HOMÈRE : Odyssée, chant 17.



De nos jours, ce motif est rarement ce qui détermine une invasion; mais la population est ramenée au nombre que peut nourrir la production, par d'autres moyens qui ne sont pas toujours accompagnés de maux aussi redoutables que ceux qui accompagnent les guerres.

Les principes suffisent de même pour expliquer comment, avec des circonstances en apparence défavorables, la population peut s'accroître. Pourquoi n'a-t-elle pas décliné pendant la révolution française, époque où la France a perdu ses colonies, son commerce extérieur, et consommé une énorme quantité d'hommes? C'est parce que les productions intérieures, qui sont de beaucoup les plus importantes, ont été favorisées par la liberté d'industrie et par l'activité que l'effervescence populaire a développée. Les classes oisives se sont éloignées (1); les classes laborieuses ont fait de nouveaux efforts; on a produit davantage; et les pertes

Régimes  
contraires  
en apparence à  
la population.

---

(1) On verra, quand je traiterai de la *consommation*, que si les émigrations de nobles et de prêtres peuvent nuire à certaines consommations, elles ne diminuent pas la consommation totale. Quand les oisifs s'éloignent et que les producteurs restent, si la consommation stérile diminue, la consommation productive augmente, et les accumulations ou accroissemens de capitaux se multiplient.

d'hommes ont pu coûter des larmes à l'humanité, mais n'ont jamais pu absorber les accroissemens dont toutes les populations sont susceptibles lorsque la production est favorisée. Si ces accroissemens n'ont pas été plus rapides sous le gouvernement de la convention et sous celui de l'empereur, ce n'est pas à cause des consommations d'hommes qu'on peut justement leur reprocher, c'est par la faute des mauvaises lois et de la mauvaise administration (1).

Objection  
de M. de  
Sismondi.

M. de Sismondi, pour prouver, en contradiction avec M. Malthus, que ce n'est pas la borne des moyens d'existence, qui borne la population, dit que les grandes familles, les familles les plus opulentes, et qui ne manquent de rien, diminuent et s'éteignent peut-être plus fréquemment que les autres. « Les Montmo-  
« rency, dit-il, n'ont jamais manqué de pain ;  
« leur multiplication, selon le système de  
« M. Malthus, n'a jamais dû être arrêtée par  
« défaut de subsistances ; leur nombre aurait  
« donc dû doubler tous les vingt-cinq ans. A ce

---

(1) Une administration n'est pas bonne seulement parce qu'elle fait payer rigoureusement de gros impôts et maintient le bon ordre ; il faut de plus qu'une nation se trouve indemnisée des sacrifices de tous genres qu'on lui impose : autrement on la vole.

« compte, et en supposant que le premier  
 « Montmorency ait vécu en l'an 1000, dès l'an  
 « 1600 ses descendans auraient dû se trouver  
 « au nombre de 16,777,216. La France, à cette  
 « époque, ne comptait pas tant d'habitans.  
 « Leur multiplication continuant toujours de  
 « même, l'univers entier ne contiendrait plus  
 « aujourd'hui que des Montmorency; car leur  
 « nombre, en 1800, se serait élevé à plus de  
 « deux milliards! »

M. de Sismondi confond ici les moyens d'exister avec les subsistances. Si les subsistances sont, pour la plupart des hommes, la portion essentielle de leurs moyens d'exister, elles ne sont, pour une famille illustre qui a toujours occupé des postes importans à la cour et dans les armées, qu'un objet de dépense secondaire. Il ne faut à une famille d'ouvriers, pour subsister, que du pain, de la soupe, quelques vêtemens et un abri : il faut de plus à une famille noble, des terres à partager entre tous les enfans, des pensions ou des places dont le nombre est borné, des mariages qu'on appelle convenables, c'est-à-dire où le personnel du conjoint est une considération secondaire, et où le rang et la fortune sont de rigueur. C'est la crainte de ne pas réussir à pourvoir ainsi une nombreuse famille, qui impose cette réserve, soit pour con-

Pourquoi les  
 Montmorency  
 ne couvrent  
 pas toute la  
 terre.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

tracter des mariages, soit pour en user, qui borne plus efficacement que toute autre cause le nombre des enfans. La continence, qui dans les familles borne le nombre des enfans, agit avec d'autant plus de force, que les familles craignent plus de déchoir de leur rang dans la société. Un pauvre ouvrier dit : *Mon enfant gagnera sa vie par son travail, comme son père.* Mais un noble, qui regarde le travail comme une honte, ne voudra point y exposer ses descendans. Si les Montmorency n'ont jamais manqué de moyens d'exister, c'est précisément parce qu'ils se sont peu multipliés. Mais, en même temps, comme ces moyens d'exister, pour les grandes familles, sont beaucoup plus rares, et d'une acquisition plus difficile que la soupe et la cabane qui suffisent au pauvre, ce sont, après tout, les grandes familles qui se perpétuent le moins. Aussi, lorsqu'on croit ne pouvoir se passer de noblesse (chose dont les États-Unis se passent fort bien), on est toujours obligé de la recruter par des anoblis et par des alliances roturières.

Maux évités  
par la  
prévoyance.

M. de Sismondi en conclut que le principal obstacle à la multiplication des hommes est dans la volonté des hommes eux-mêmes. C'est ce qu'on ne lui dispute pas, pourvu qu'il convienne que cette volonté leur vient du défaut

de moyens d'exister, ou seulement de la crainte d'en manquer; et alors ce sera toujours la borne des moyens d'exister, qui marquera la limite de la multiplication. Ce sera cette borne qui arrêtera les plus prudents; ce sera contre cette borne que viendront se briser les fous qui courent dans la carrière de la vie sans regarder devant eux. Nous sommes exposés, nous autres hommes, à beaucoup de maux par cette prévoyance qui nous rend malheureux de la crainte du mal; mais, d'un autre côté, la même prévoyance nous préserve souvent des fâcheuses extrémités où une multiplication inconsidérée précipite, dans les autres espèces, une multitude de créatures vivantes.

## CHAPITRE IV.

## Influence de la production alimentaire sur la population.

Je vous ai dit, messieurs, que la facilité des échanges accommode l'espèce des produits aux besoins de la société; mais dans les cas où cette facilité ne se rencontre pas, ou devient onéreuse, il n'est plus permis de faire abstraction de l'espèce des produits.

Le besoin de  
nourriture le  
plus impérieux  
de tous.

Parmi les besoins des hommes, la nourriture est celui qui se fait sentir le plus universellement, le plus constamment; et après avoir été satisfait, c'est celui qui se renouvelle le plus tôt. Quoiqu'une petite maîtresse fasse plus de dépense pour sa toilette que pour sa table, et que chez les gens riches, le logement, les ameublemens, les habits et les plaisirs, coûtent beaucoup; cependant quand on prend les peuples en masse, on trouve qu'il se consomme pour une plus grande valeur de denrées alimentaires, que de toutes les autres ensemble. On ne peut disconvenir non plus que le besoin de nourriture est de tous le plus impérieux et celui qui souffre le moins de remise; ce qui



établit pour les denrées alimentaires une demande plus constante, plus soutenue que pour toutes les autres.

D'un autre côté, les moyens qu'on a pour multiplier les denrées alimentaires, ont des bornes qu'on atteint plus tôt que celles qui existent pour les autres produits. Sur un territoire comme celui de la France, on fabriquerait facilement des étoffes pour vêtir cent millions d'habitans. Il n'est pas sûr qu'on pût, malgré tous les perfectionnemens imaginables de l'agriculture, y fabriquer des alimens suffisans pour une si nombreuse population. Il est vrai qu'à mesure qu'elles renchérisent, les denrées alimentaires peuvent supporter de plus gros frais de transport, et le commerce trouve alors son compte à les amener de plus loin. Mais remarquez que les denrées alimentaires sont lourdes et encombrantes; les frais de leur transport, du moment que le transport devient difficile, en élèvent le prix au-dessus des facultés de la grande masse du peuple.

On a prétendu que jusqu'à ce que la terre entière fût cultivée comme un jardin, elle pouvait fournir des subsistances à une population exubérante; mais on n'a pas fait attention que le prix auquel on peut acquérir les subsistances, n'est pas une considération de

La question  
du prix des  
subsistances,  
non moins  
essentielle  
que leur  
production.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

moindre importance que l'aliment lui-même. S'il faut sacrifier deux journées de travail, ou la valeur de deux journées de travail, pour amener la nourriture d'un homme pendant un jour seulement, il est impossible qu'on ait recours à cet aliment; car il ne soutiendrait l'existence que pendant la moitié du temps nécessaire pour se le procurer.

Voilà pourquoi les hommes qui travaillent pour vivre, ne peuvent vivre quand les subsistances sont chères; une cherté un peu grande équivaut à une famine meurtrière. On dit que le transport maritime peut amener le blé de fort loin avec peu de frais; mais cette assertion vague ne suffit pas: il s'agit ici de préciser le montant de ces frais. Le transport maritime n'est pas la seule dépense de ce commerce. Il faut amener le blé du lieu de la récolte au lieu de l'embarquement, et du port d'arrivage à l'endroit de la consommation. Il y a des chargemens et des déchargemens, des commissions, des assurances à payer; et le tout porte le blé des contrées les plus fécondes, à un prix inabordable pour la classe laborieuse.

Force  
mécanique  
équivalente à  
du blé.

Je sais que certains perfectionnemens mécaniques équivalent à une production alimentaire. On assure par exemple que dans la Grande-Bretagne se trouvent quinze mille machines à

vapeur en activité, de la force moyenne de 25 chevaux. Or, comme chaque cheval réclame pour sa nourriture le produit de deux acres de terrain, ces machines équivalent au produit de 750,000 acres. Les machines à vapeur substituent, jusqu'à un certain point, à la consommation des produits superficiels de la terre, la consommation d'un produit souterrain, la houille. Toutefois il ne faut pas accorder trop de confiance à ce calcul d'arithmétique politique. La houille supplée à la force des chevaux, mais en diminue probablement fort peu le nombre; elle multiplie plutôt la quantité des produits au moyen desquels on achète des denrées alimentaires.

Les moulins  
favorables à la  
population.

Je croirais plutôt que l'usage des moulins à eau ou à vent a dû multiplier les populations, car ils ont permis qu'on eût du pain à meilleur marché; par conséquent un plus grand nombre de personnes ont pu subsister après l'invention de ces ingénieuses machines (1).

---

(1) Cette observation n'est point contraire à la proposition où l'on représente le blé comme une mesure des valeurs moins variable qu'une autre. Il est bien vrai que le pain étant moins cher, le cercle des consommateurs de blé a dû s'étendre; mais de toute manière le nombre des consommateurs n'a pas pu s'éten-



VI<sup>e</sup> PARTIE.

Le prix du  
blé borne la  
population.

De ces deux circonstances, l'une que la nourriture est de tous nos besoins celui qui souffre le moins de remise, l'autre que, à mesure que la population se multiplie, ce sont les denrées alimentaires qui renchérissent le plus, il résulte que c'est la cherté de ces denrées qui borne le plus effectivement la population. A mesure que leur prix s'élève il excède les facultés de certaines familles, à commencer par les plus indigentes. Obligées de consacrer de préférence leurs profits à satisfaire le plus impérieux des besoins, d'autres besoins qui, sans être aussi pressans, ne laissent pas de se trouver nécessaires à l'entretien des familles, demeurent en souffrance. Quand les vivres sont chers, outre que les indigens n'en ont pas toujours la quantité qui leur serait nécessaire pour se maintenir en bonne santé, ils s'excèdent quelquefois par le travail; ils s'entassent dans des logemens

---

dre au-delà de ce que la quantité de blé, quelle qu'elle fût, a pu nourrir. Si les consommateurs ont augmenté en nombre, ce n'est qu'autant que l'agriculture a produit davantage, ou que les perfectionnemens du commerce ont permis de l'apporter de plus loin pour les mêmes frais. Le consommateur a pu alors payer le blé le même prix qu'auparavant, et faire son profit de l'économie obtenue dans la réduction du blé en farine.

trop étroits, ou malpropres, ou humides; ils souffrent du froid, de la maladie, de la privation de secours; et tous ces maux, ajoutés à celui de la faim, réduisent perpétuellement leur nombre.

C'est ainsi que la disette des denrées alimentaires entraîne pour la classe indigente, la disette de tous les autres produits nécessaires au maintien de la vie. Elle est obligée de consacrer à l'achat de sa nourriture une portion de ses profits qu'elle aurait, sans la cherté des vivres, consacrée à se vêtir plus chaudement, à se tenir plus proprement; et bien qu'il soit vrai que ce soient généralement tous les moyens d'exister qui contribuent au maintien de la population, elle est presque toujours bornée, en effet, par la quantité de denrées alimentaires que l'on peut se procurer *au-dessous d'un certain prix*. La disette de l'aliment le plus commun entraîne, pour le peuple, la privation de tous les autres produits.

La disette du blé entraîne d'autres privations.

Le peuple de Norwége, surtout près des côtes, se nourrit principalement de poisson. Des circonstances inexplicables éloignent quelquefois le poisson des côtes pendant plusieurs années de suite, après lesquelles il revient. On lit dans Fabricius que lorsque le poisson s'éloigne des côtes, c'est une véritable calamité pour le pays.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

La population décroît. Si le poisson revient, elle se rétablit.

Wargentin, auteur suédois, a donné les tableaux des mariages, des naissances et des décès de son pays; et rapprochant ces tableaux de celui des années stériles et des années d'abondance de la dernière moitié du dix-huitième siècle, il a trouvé que dans les deux années les plus abondantes, le nombre des mariages des deux années réunies, a été en nombre rond de 46,000, tandis que le nombre des mariages dans les deux années les plus stériles, n'a été que de 38,000. Il y a eu au-delà de 8000 mariages de moins dans les deux années stériles.

Le nombre des naissances a été, dans les deux années d'abondance, de 182,000, et dans les deux années stériles, de 165,000. Il y a eu dans ces années 17,000 naissances de moins.

Le nombre des décès a été, dans les années d'abondance, de 122,000, et dans les années stériles, de 142,000. 20,000 morts de plus dans ces dernières que dans les autres (1).

(1) M. Mylne, dans son ouvrage sur la durée de la



Nous pouvons conclure en même temps de ce rapprochement que la population de la Suède suit une marche croissante, puisque même dans les deux années stériles, où les naissances ont été moins nombreuses que de coutume, elles ont encore excédé les décès de 23,000, quoique les décès aient été, ces années-là, plus nombreux qu'à toute autre époque. Les disettes momentanées ont bien pu empêcher pour un temps l'accroissement de la population d'être aussi rapide que de coutume; mais elles n'ont pas pu l'arrêter tout-à-fait.

La pomme de terre (cette racine américaine, qui, à égalité de terrain et de frais de production, fournit plus de matière nutritive dans nos latitudes tempérées, qu'aucun autre végétal), en se répandant par toute l'Europe à la suite des progrès de l'agriculture, paraît entrer pour beaucoup dans l'augmentation de population qu'on y remarque presque partout; mais cet effet est surtout frappant en Irlande,

Les pommes  
de terre ont  
accru la  
population.

vie (*Life Annuities*, vol. II, page 390), a fait voir qu'un renchérissement de quelque importance dans le prix du blé en Angleterre, est toujours accompagné de décès plus nombreux; et que le nombre des décès diminue toujours quand le prix du blé vient à baisser.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

où la pomme de terre réussit singulièrement bien (1).

William Petty, en 1672, évaluait la population de l'Irlande à 1,100,000 âmes.

En 1754, lorsque la culture de la pomme de terre avait commencé à se répandre, les relevés faits à l'occasion de l'impôt des foyers, donnèrent une population de 2,300,000 âmes. C'était plus que le double. En 1791, les mêmes relevés ont donné une population de 4,200,000 habitants.

Un rapport fait au parlement, en 1814, donne à l'Irlande 5,900,000 habitants; et des rapports plus récents, en 1826, la portent à près de 7 millions. Il est vrai qu'elle vit très-frugalement.

Cet accroissement doit avoir un terme.

Mais, messieurs, il ne faut pas se dissimuler de certaines vérités, quand même elles seraient

---

(1) Suivant un voyageur moderne (M. Duvergier de Hauranne fils),  $2\frac{1}{2}$  stones de pommes de terre par jour (35 livres pesant), qui coûtent en Irlande, prix moyen, 25 à 27 sous, nourrissent aisément une famille de dix personnes (en 1826), et un acre fournit sans peine cette quantité. Il en résulte qu'un acre (environ  $1\frac{1}{6}$  arpent), nourrit une famille. Le même auteur pense que l'Irlande est arrivée au maximum de la population qu'elle peut nourrir.



sévères. Être capable de prévoir un malheur, est la première condition nécessaire pour le prévenir. Je crois que les progrès que l'industrie a faits presque partout, de notre temps, ont contribué à l'augmentation du nombre des hommes qui se remarque presque partout en Europe. Je crois que la multiplication des pommes de terre, de son côté, y a beaucoup contribué. S'ensuit-il que cette progression doive durer éternellement? Gardons-nous de le supposer.

Plus les arts utiles se perfectionnent, et plus de nouveaux perfectionnemens deviennent difficiles; et lorsque cette marche se ralentit, les progrès de la population qui peuvent leur être attribués, se ralentissent à proportion.

On en peut dire autant de la partie de la population qui peut être attribuée aux pommes de terre. Quand cette plante aura été introduite dans tous les terrains, dans toutes les circonstances où elle peut être cultivée avec avantage, elle cessera d'être propagée; et la population cessera de croître. Les bornes des moyens de subsistance auront été reculées, mais les hommes viendront néanmoins alors se briser contre cette borne.

Je vous ferai observer à ce sujet que les di-

Les disettes



VI<sup>e</sup> PARTIE.

funestes pour  
un peuple qui  
vit frugale-  
ment.

settes sont bien plus funestes dans les pays où les mœurs, la religion ou les lois, portent le peuple à une extrême frugalité qui détermine une population exubérante. Comme cette population vit alors avec aussi peu de substances alimentaires qu'il est possible, la moindre diminution dans cette quantité, est un arrêt de mort qui fait périr des multitudes. C'est malheureusement ce qu'on observe à la Chine et dans l'Indoustan, lorsqu'il survient des disettes. Dans notre Europe, sauf une classe excessivement pauvre, qui heureusement n'est pas la plus nombreuse, les familles indigentes peuvent, dans ces extrémités, s'imposer quelques privations qui ne causent point la mort. Elles peuvent supprimer quelque chose, soit sur la quantité, soit sur la qualité de leurs mets; elles retranchent beaucoup sur leurs boissons fermentées; la suppression de la bière, du vin, de l'eau-de-vie, ne cause point de mortalité.

On pourrait trouver là-dedans des motifs de redouter pour l'usage ordinaire, les nourritures économiques du comte de Rumford. Si nous parvenions à réduire au *minimum*, la consommation de nos ouvriers, nous paierions un peu moins cher leurs journées, et nous verrions, chaque mauvaise année, se renouveler sous

nos yeux, les scènes déplorables de la Chine et de l'Indoustan. CHAP. IV.

Il vaut mieux n'avoir recours aux soupes économiques que dans des temps de disette, dans des circonstances passagères.

## CHAPITRE V.

## Influence de la civilisation sur la population.

Point de  
nations  
nombreuses  
à moins que  
d'être  
civilisées.

Vous vous rappelez, messieurs, que je vous ai prouvé par le raisonnement et par les faits (1), que la production est toujours proportionnée au degré de civilisation et de lumières des nations. Et comme il nous est prouvé maintenant que la population est en raison de la production, nous devons trouver que les hommes sont partout d'autant plus nombreux qu'ils sont plus éclairés et plus civilisés. C'est en effet ce que l'expérience nous fait observer en tous lieux.

Les hommes les plus bas dans l'échelle de la civilisation, semblent être les habitans de l'Australasie, ou Nouvelle-Hollande. Le voyageur Péron, qui fit le voyage de découverte que le gouvernement français ordonna en l'année 1800, les représente comme plus rapprochés de la brute que de l'homme. Aussi leurs peuplades sont-elles excessivement clair-semées

---

(1) I<sup>re</sup> partie, chap. 26.



sur ce vaste continent. Jamais nos voyageurs n'aperçurent que quelques hommes épars çà et là; et souvent ils parcoururent de vastes étendues de pays sans en rencontrer un seul (1).

Est-ce la faute du pays? nullement; car c'est sur ce même continent que les Anglais ont fondé la colonie de la Nouvelle-Galles du sud, où se trouve Botany-Bay et le port Jackson; et comme ils y ont apporté leur civilisation et leurs arts, la population de ces établissemens va croissant d'une manière surprenante. Sur une terre où quelques misérables indigènes mouraient de faim en faisant la chasse aux araignées, aux chenilles et aux lézards pour s'en repaître, il y avait déjà, en 1815, 13,000 Anglais à demeure, bien habillés et bien nourris.

En 1818 on y comptait 22,000 personnes, et en outre

40 mille bêtes à cornes,

72 mille bêtes à laine,

22 mille cochons

et 33 mille chevaux (2).

Je n'examine pas comment cette population s'est formée; je sais qu'elle se compose en partie

---

(1) Voyage de Péron, tome I, page 463.

(2) *Journals of an Expedition, etc., by John Oxley.*  
London, 1820.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

de condamnés à la déportation ; mais cela ne fait rien à la présente thèse. Ces hommes, tant ceux qui ont été apportés que ceux qui y sont nés, connaissent les arts de l'Europe, suivent ses institutions, et sont probablement en cet instant (1829) au nombre de 50 mille sur un territoire où avant eux cinquante naturels avaient peut-être grand'peine à trouver leur subsistance ; et quelle subsistance !

Nombre des  
indigènes de  
l'Amérique  
septentrionale.

Pareille observation peut être faite sur l'Amérique septentrionale. Il est impossible de savoir ce qu'elle renfermait d'indigènes lorsque les Européens s'y établirent ; mais nous voyons qu'aujourd'hui ces derniers ont successivement repoussé les Indiens ou sauvages, et qu'ils occupent, par leurs établissemens, environ la moitié de l'espace enveloppé par l'Océan, le Mississipi et les grands lacs. On n'a pas de raison de croire que l'espace conquis fût, avant cette conquête, plus peuplé d'Indiens que la partie que les Européens n'occupent point encore. Or, M. Gallatin, ci-devant ambassadeur des États-Unis à Paris, qui s'est occupé de recherches statistiques, et qui a traité plusieurs fois avec les Indiens, ne pense pas que toutes leurs nations réunies dans tout l'espace qui leur reste, composent plus de soixante mille individus. Il y en avait donc à peu près autant

dans l'espace occupé par les citoyens des États-Unis, c'est-à-dire environ soixante mille Indiens dans un espace où la population s'élevait, en 1821, à dix ou onze millions d'âmes, et qui, suivant la progression d'accroissement qu'on observe dans ce pays-là, s'élèvera vers le milieu de ce siècle à trente millions d'individus.

Il n'y avait pas dans les tribus indiennes qui occupaient les États-Unis, moins d'envie de peupler et moins de force procréatrice que dans les Anglo-Américains. Que leur manquait-il donc pour n'être encore, au bout de je ne sais combien de siècles, qu'au nombre de soixante mille ? Il leur manquait la civilisation des habitans actuels et les produits que leur industrie sait faire naître ; ils étaient réduits à peu près aux productions spontanées de la nature.

Et ce qui est assez digne de remarque, quelques-uns de ces sauvages (les Cherokees) commencent à se civiliser ; ils s'adonnent à la culture et à quelques arts ; et, depuis ce moment, leur nombre augmente graduellement (1). Partout nous trouvons la preuve que la population s'étend en proportion de la production, et ne s'étend qu'en vertu de la production (2).

---

(1) Warden : tome IV, page 344.

(2) Ceci montre, pour le dire en passant, dans



VI<sup>e</sup> PARTIE.

La population  
de l'Angleterre  
croissant avec  
ses arts.

En Angleterre la population a suivi les progrès des arts industriels. Au temps d'Édouard III elle n'était encore que de 2,092,000 âmes. Il y eut un grand développement d'activité sous Élisabeth ; elle s'éleva alors , selon Walter Raleigh , à 4,600,000. L'industrie prospéra au dix-septième siècle ; et malgré les guerres civiles , malgré les émigrations qui en furent la suite , et qui commencèrent à peupler l'Amérique septentrionale , elle se trouva , au moment de la révolution de 1688 , s'élever à 6,500,000 habitants.

En 1775 , immédiatement avant l'émancipation des États-Unis , Chalmers la porte à 9,400,000.

Enfin voici une augmentation bien plus forte , en dépit de deux guerres furieuses , mais aussi avec des progrès industriels qui ont de beaucoup surpassé ceux des siècles précédens : d'après les

---

quelle erreur J.-J. Rousseau est tombé , lorsque dans son discours sur l'*Inégalité des conditions* (\*), il parle de l'excessive population qui existerait , si l'homme fût demeuré dans ce qu'il appelle l'état de nature ; population , dit-il , qui n'eût pas tardé à couvrir la terre entière. Pour entretenir une nombreuse population , il faut une grande industrie ; pour avoir une grande industrie , il faut être civilisé.

(\*) Note 17.

dénombrements officiels de 1821, le nombre des habitans de l'Angleterre, exclusivement de ceux de l'Écosse et de l'Irlande, s'est trouvé surpasser 12 millions; et la population de toutes les Iles Britanniques ne s'élève pas maintenant à moins de 20 millions.

L'Espagne, quoique plus faiblement, a néanmoins participé aux progrès de l'industrie qui ont surtout caractérisé les quarante dernières années qui se sont écoulées; aussi ne suis-je pas surpris de trouver dans un de nos journaux, des notes statistiques qui portent sa population, en nombres ronds,

Population  
de l'Espagne.

en 1768 à 9,300,000;

en 1787 à 10,400,000;

en 1797 à 10,500,000;

en 1807 à 10,560,000;

et en 1817 à 11,100,000.

D'après ces notes, les époques de la plus rapide augmentation sont précisément celles qui comprennent la guerre que l'Espagne fit, de concert avec la France, contre l'Angleterre pour l'indépendance des États-Unis, et la guerre terrible et générale qu'elle eut à supporter lorsque Napoléon voulut la gouverner sous le nom de son frère. Il est probable que ces crises, toutes sanglantes qu'elles furent, réveillèrent plus qu'aucune autre circonstance l'apathie

VI<sup>e</sup> PARTIE.

qu'on reproche quelquefois à cette nation, et que les rapports de querelles ou d'amitié qu'elle eut alors avec les peuples les plus actifs et les plus ingénieux de la terre, influèrent très-avantageusement sur son sort (1).

Le déclin des  
arts fait  
décliner les  
populations.

Le déclin de la civilisation produit des effets contraires à ses progrès. Au temps d'Homère, l'Égypte était le pays le plus civilisé et le plus éclairé de la terre; et quoiqu'on puisse soupçonner ce poète d'exagération quand il nous parle de Thèbes aux cent portes, par chacune desquelles il pouvait sortir dix mille combattans, ce qui semblerait annoncer une garnison d'un million d'hommes, cela nous montre toujours qu'on avait une haute idée de sa population, qui nous est en outre confirmée par ces constructions colossales qui subsistent encore, et qui supposent une multitude d'ouvriers. Mais aujourd'hui que le joug ottoman a abruti cette malheureuse nation, aujourd'hui qu'elle est livrée à l'arbitraire et aux déprédations, la

---

(1) Depuis que ceci a été écrit, un grand crime politique a été commis. La classe éclairée et industrieuse de l'Espagne a été livrée en proie à la classe ignorante et fanatique, et aux hommes intéressés à étouffer les lumières et l'industrie. On peut supposer dès-lors que la misère augmente et que la population diminue.



population du pays tout entier n'égale pas probablement celle que la seule cité de Thèbes contenait autrefois.

La Syrie, la Grèce, les États du pape, fournissent des observations pareilles, et pour les mêmes raisons. Toujours la population suit les produits, et les produits suivent les progrès ou le déclin de la civilisation.

Lorsque les causes de déclin sont durables, comme celles que nous venons de voir, la population va constamment en diminuant; mais lorsque ces causes sont passagères, lorsque la civilisation et l'industrie sont conservées, la population, grâce à cette force procréatrice toujours supérieure aux moyens d'exister, se rétablit bientôt sur le pied où elle doit être. Elle atteint son ancien niveau si la production moyenne est stationnaire; elle le surpasse si la production moyenne est ascendante.

## CHAPITRE VI.

Conséquences nécessaires du principe de la population.

Vous ne serez pas étonnés de l'importance que j'ai mise à vous prouver que la population se multiplie en proportion des moyens d'exister et ne va jamais au-delà, lorsque vous verrez les nombreuses conséquences qui découlent de ce principe.

Il n'existe  
qu'une  
manière  
d'accroître la  
population.

Il nous démontre d'abord la parfaite inutilité de toutes les mesures qu'on prend pour multiplier la population des états. Un pays ne conservera jamais que le nombre d'hommes qu'il pourra nourrir; et le nombre d'hommes que le pays pourra nourrir, avec les mœurs des habitants telles qu'elles sont, ce nombre, dis-je, sera toujours complet, quoi qu'on fasse. Si l'on peut multiplier les hommes, ce n'est que par des actes favorables à la multiplication des produits; et tout acte nuisible à la multiplication des produits s'oppose inévitablement à la multiplication des hommes.

Les gouvernemens sont fiers de pouvoir mon-

trer des tableaux de population couverts de chiffres; et ils ont raison, car rien ne dénote mieux une bonne administration; mais, dans ce but, ils ont cherché à multiplier le nombre des naissances, et ils ont eu tort; car, quel que soit le nombre des naissances, il n'influe en rien sur la population des états. Lorsqu'une fois un vase est plein, ce n'est pas en y ajoutant de nouveau liquide qu'on en fait tenir davantage; c'est en agrandissant la capacité du vase : il n'y a pas d'autre moyen (1).

Les Hébreux frappèrent de honte les célibataires et les femmes stériles. Lycurgue et Solon imitèrent les Hébreux, et les législateurs de Rome imitèrent ceux de la Grèce. La loi *Papia Poppea* établissait à Rome certains privilèges proportionnés au nombre d'enfans qu'on avait. Jules-César et son successeur sanctionnèrent les

Inutiles efforts  
des anciens. ]

---

(1) « Le soin de multiplier la population, dit Arthur Young, ne doit pas fixer un seul instant l'attention des gouvernemens. Si elle est oisive, ou si elle excède le nombre des hommes qui peuvent trouver de l'emploi, c'est multiplier la misère, la maladie et le crime. La population ne devient utile que par l'emploi. Trouvez cet emploi, et elle se multipliera d'elle-même en dépit de tous les obstacles. » (Tome II, page 102 de l'édition anglaise. )



VI<sup>e</sup> PARTIE.

amendes infligées par les censeurs aux vieux garçons.

Des musulmans.

Chez les musulmans, des crieurs publics parcourent les rues pendant la nuit, et rappellent aux époux leurs devoirs conjugaux. « On enseigne aux femmes de cette religion, dit lady Montagu dans ses Lettres, qu'elles assurent leur bonheur éternel en faisant de petits musulmans, et que celles qui meurent sans en avoir mis au monde seront réprouvées par le ciel. » Les prêtres se joignent aux potentats dans les mêmes exhortations; les premiers pour remplir leurs mosquées, les autres pour recruter leurs bataillons.

Des gens d'église.

Nous avons plusieurs ordonnances en faveur de ceux qui font beaucoup d'enfans, et M. de Sismondi indique plusieurs ouvrages faits par des gens d'église, sur ce qu'ils appellent les devoirs des époux, dont un auteur qui se respecte n'ose pas répéter les instructions.

Toutes ces instigations n'augmentent pas d'un homme la population des états.

Inutilité des lois contre l'émigration.

Il n'est pas plus sage de retenir les hommes prisonniers dans un pays, que de vouloir les y faire naître. Toutes les lois contre l'émigration sont iniques : chacun a le droit d'aller où il se flatte de respirer plus à l'aise; et c'est respirer plus à l'aise que de subsister plus facilement.

Veut-on par là conserver le nombre d'hommes que le pays peut nourrir ? on le conservera sans ce moyen. Veut-on en avoir plus que le pays ne peut en nourrir ? on n'y réussira point. Lorsqu'on empêche une population surabondante de sortir par la porte des frontières, elle sort par la porte des tombeaux.

Il ne faut pas en conclure que je ne regarde pas comme un mal une émigration d'adultes, surtout si ce sont des hommes laborieux, savans, utiles : en supposant que le pays fût capable de les nourrir, je conviens qu'une semblable émigration n'altère point pour long-temps le nombre des habitans ; mais elle est cause que des hommes faits sont remplacés par des enfans, des hommes forts et capables par des êtres débiles, et qui seront pendant plusieurs années à charge à leurs familles et à leur pays au lieu de leur être utiles. Quelque fâcheuse néanmoins que soit l'émigration des hommes faits, les lois coercitives sont un mauvais moyen de les retenir ; il est mauvais, d'abord parce qu'il est injuste, et ensuite parce qu'il est insuffisant. Louis XIV faisait tirer des coups de fusil sur ses sujets protestans, au moment où ils fuyaient ses persécutions ; et il n'a pu empêcher qu'ils ne portassent en Suisse, en Hollande, en Angleterre et en Prusse, leur dévouement et leur in-

L'émigration  
des gens utiles  
est un mal.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

dustrie. On peut faire le même reproche aux législateurs qui ont cru servir la révolution française, en portant des lois contre l'émigration. Plus équitables et plus politiques, le premier ne devait faire fuir les émigrans, et les derniers ne devaient pas les retenir.

Le monde  
n'était pas  
plus peuplé  
autrefois.

Plusieurs écrivains, et notamment Wallace en Angleterre (1) et Montesquieu en France (2), ont prétendu que le monde était beaucoup plus peuplé autrefois qu'aujourd'hui, et que le genre humain diminuait tous les jours. Ils ont soutenu cette thèse avec érudition et avec esprit; ils ont cité les innombrables armées à la tête desquelles les rois de Perse attaquèrent les Grecs, et les 300,000 combattans que la seule ville de Sybaris envoya contre Crotone, et les nuées de barbares qui vinrent fondre sur l'empire romain lorsque ce grand corps, privé de vie, ne fut plus en état de se défendre. Wallace appelle à son aide le prophète Jonas, qui dit qu'à Ninive il se trouvait 120,000 personnes hors d'état de distinguer leur main droite de leur main gauche : là-dessus il cherche à quel âge un enfant est incapable de discerner sa droite de sa gau-

---

(1) *Dissertation on the numbers of mankind.*

(2) *Lettres Persanes. Esprit des Loix*, liv. xxiii.



che; il pense que c'est à deux ans, et qu'en conséquence Ninive renfermait 120,000 enfans au-dessous de deux ans, d'où il conclut pour cette capitale une population de 2,200,000 personnes.

Mais la population de Ninive est peu de chose, comparée au nombre des Hébreux qui, au rapport de l'historien Josèphe, se rassemblèrent à Jérusalem de toutes les parties de la Judée pour célébrer la pâque, et qui se montaient, dit-il, à 27 millions. Or, je vous prie de remarquer que lors même que la Palestine (pays qui, à peine, a cinquante lieues de long sur vingt de large, et dont le sol est stérile en beaucoup d'endroits) aurait été dans la proportion trois fois aussi populeuse que la France actuelle, et autant que la Chine, elle n'aurait encore contenu que 3 millions d'habitans.

D'où vient l'erreur de ces auteurs? de ce qu'ils prennent pour des vérités les exagérations des poètes et des historiens de l'antiquité, exagérations d'autant plus faciles, qu'on n'avait alors pour toutes ces évaluations que des données beaucoup moins certaines encore que les nôtres, qui le sont si peu! D'ailleurs, si certains pays sont aujourd'hui moins peuplés qu'autrefois, la différence est plus que compensée par d'autres qui le sont infiniment davan-

Exagération  
des auteurs.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

tage. Sans doute l'Égypte, soumise à un pacha, ne produit pas ce qu'elle produisait sous l'administration éclairée des Sésostris et des Ptolémées. La Syrie, l'Asie mineure ne valent pas ce qu'elles valaient sous les successeurs d'Alexandre. La Grèce, sous le bâton des Turcs, ou massacrée par les Turcs, ne peut valoir la Grèce lorsqu'elle était composée de vingt républiques rivales de commerce et de gloire. Ces diverses contrées ont perdu de leur population en perdant de leur industrie : mais leur industrie même qu'était-elle comparée aux pays industriels de notre époque? Or, si l'industrie est la source unique de la production, et si la production est la condition nécessaire de la population, les pays anciens, même ceux qui étaient renommés pour leur prospérité, ne pouvaient être aussi peuplés que les nôtres, toute proportion gardée.

L'industrie  
des anciens  
faible auprès  
de la nôtre.

En effet, qu'était leur industrie au prix de la nôtre? Que pouvait-elle être? J'accorde que leur agriculture fût aussi perfectionnée; ils ne pouvaient faire usage d'une foule de fruits, de légumes, et même d'animaux utiles, qui n'ont été connus que depuis (1). Quant aux produits que ne leur donnait pas immé-

---

(1) On peut citer la pomme de terre parmi les légumes, la poule d'Inde parmi les animaux.

diatement leur agriculture, ils ne pouvaient les obtenir que par leur commerce et l'échange de leurs produits manufacturés; or, quelle masse de produits manufacturés pouvaient-ils avoir dans l'état où nous savons qu'étaient leurs arts chimiques et mécaniques, comparés aux nôtres; et quel commerce que celui de Corinthe et d'Alexandrie, si nous le comparons à celui de Londres et de New-York! Sans doute nos moyens de communication sont loin d'être parfaits; mais les communications terrestres étaient anciennement bien plus imparfaites encore; on ne connaissait pas les canaux de navigation, ni l'usage des écluses, et quant aux bâtimens de mer, ils ne peuvent, ni pour le nombre ni pour la grandeur, soutenir aucune comparaison avec les nôtres, sans parler de l'extension de navigation que nous devons à la boussole. Autrefois le monde civilisé ne s'étendait pas au-delà des états qui bordent la Méditerranée: maintenant il couvre le globe. L'univers, en s'agrandissant sous les pas de l'homme, a rendu la production commerciale incomparablement plus grande.

Les hordes de Scythes, de Germains, de Scandinaves, qui fondirent en masse sur les provinces romaines, pouvaient paraître innombrables aux Romains dégénérés qui songaient

Et par suite  
leur  
population.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

à fuir les Barbares plutôt qu'à les compter. Mais il faut n'avoir pas observé la marche de la civilisation pour croire que ces peuples à demi sauvages, qui n'avaient ni commerce ni agriculture, pussent égaler en nombre ceux qui occupent actuellement la Pologne, l'Allemagne et la Suède. La Gaule et les Iles Britanniques couvertes de forêts, ne pouvaient pas nourrir un nombre d'habitans comparable à celui qu'entretennent maintenant leur agriculture, leurs ateliers et leur commerce. Que dirons-nous donc de ces nouvelles nations qui peuplent successivement les deux Amériques, leurs îles, le cap de Bonne-Espérance, les îles de l'Asie, et jusqu'à des parties du monde dont l'existence n'était pas même soupçonnée il y a deux siècles ?

A cette question : *Le monde est-il plus ou moins peuplé qu'autrefois ?* vous pouvez, messieurs, répondre par cette autre question : *Le monde est-il plus ou moins généralement industriel qu'autrefois ?* Si, comme mille preuves le constatent, il est plus généralement industriel maintenant, plus généralement productif, prononcez hardiment qu'il est plus généralement peuplé. Quelques pays qui ont dégénéré, ne peuvent balancer les immenses progrès qui ont été faits presque partout. Et,

sauf dans quelques villes que nous savons avoir été de grands centres d'industrie, telles qu'Alexandrie d'Égypte et quelques autres lieux renommés pour leur commerce, tenez pour certain que des nombres excessifs et trop disproportionnés avec ceux que nous observons de nos jours en des pays bien administrés et bien cultivés, sont des nombres fabuleux.

On se demande quelquefois quel est le plus grand nombre d'habitans qu'un pays d'une fertilité connue, que la France, par exemple, peut contenir? Vous sentez, messieurs, d'après tout ce que je vous ai dit, que la réponse à cette question ne peut qu'être extrêmement vague. Elle ne dépend pas seulement de la fertilité du pays; elle dépend de sa production totale qui embrasse ses manufactures, son commerce, ses pêcheries; elle dépend de ses communications intérieures; elle dépend encore des besoins que les coutumes du pays veulent qu'on satisfasse. Cependant, et malgré l'incertitude qui accompagne nécessairement une réponse à cette question, on peut affirmer que la France peut entretenir un nombre d'habitans fort supérieur à celui qu'on y voit actuellement, et qui, de fait, augmente tous les jours.

Quelle est la plus grande population qu'un pays puisse avoir?

VI<sup>e</sup> PARTIE.

Voici sur quelles données je fonde cette assertion.

Quelle  
population  
peut nourrir  
la France.

Arthur Young, excellent observateur qui a visité la France en 1789, époque où elle comptait 25 millions d'habitans, estime que la production des terres y est en arrière de la production des terres dans les îles britanniques à cette époque, dans le rapport de 25 à 42 ; c'est-à-dire qu'en Angleterre, malgré l'infériorité du sol et du climat, un même espace de terre rapportait un revenu égal à 42, tandis qu'en France il ne rapportait qu'un revenu égal à 25 ; de sorte que, si la France était seulement aussi bien cultivée que l'Angleterre en 1789, et si, à proportion, il y avait autant de capitaux répandus sur les biens-fonds, elle pourrait entretenir 42 millions d'habitans au lieu de 25 millions qu'elle nourrissait, lorsque Arthur Young l'a visitée. Depuis ce temps nous avons vu s'opérer une partie de ces améliorations, mais l'agriculture de l'Angleterre en a éprouvé, dans le même intervalle, pour le moins d'aussi grandes ; de sorte que nous pouvons considérer les deux pays, comme ayant conservé les mêmes rapports.

Or, si l'agriculture de la France est encore à celle de l'Angleterre comme 25 est à 42, on peut croire que si elle était portée au même



point, au lieu de 50 millions d'habitans qu'elle nourrit, elle en nourrirait plus de 50.

Mais ce n'est pas le tout. M. William Jacob, un des agronomes anglais de ces derniers temps, qui paraissent les mieux informés, prétend, dans ses *Considérations sur l'agriculture britannique*, qu'elle est encore susceptible de beaucoup d'améliorations, et pourrait donner un tiers plus de produits qu'elle n'en donne. De sorte que, si la France faisait les mêmes progrès, le nombre de ses habitans, au lieu d'être porté à 50 millions par une production égale à celle de l'Angleterre actuelle, pourrait être de 66 millions, sans rien accorder pour la supériorité du sol et du climat; ni pour les progrès que la France peut faire dans sa production manufacturière et commerciale.

Les progrès agricoles que ces résultats supposent, n'ont rien d'inadmissible, quand on songe que les terres à blé ne rapportent en France, le fort portant le faible, que 5 à 6 grains pour un, tandis que, suivant de bons agriculteurs pratiques, elles pourraient en rendre bien davantage; que la suppression des jachères, et la culture des plantes fourragères sur les terres qui se reposent encore une année sur trois, dans la majeure partie de la

France, multiplieraient à un point étonnant les troupeaux, les engrais, et la viande de boucherie ; que la pomme de terre enfin, ce précieux végétal, qui, sur un même espace de terre, donne plus de substance nutritive même que le froment, est encore bien loin d'être partout répandue. A toutes ces causes ajoutez 22 millions d'arpens incultes, quoique susceptibles de devenir productifs ; et vous trouverez que la France, sans même avoir recours à l'importation d'aucune subsistance, est encore bien loin de compter autant d'habitans qu'elle en pourrait nourrir.

## CHAPITRE VII.

Que la vie moyenne de l'homme (1) s'est prolongée.

On pourrait inférer des principes relatifs à la population, que les progrès ou le déclin de l'art de guérir n'ont aucune importance; car si la population est nécessairement, et dans tous les cas, réduite au nombre de personnes

---

(1) On sait que par la *vie moyenne*, on entend le nombre d'années que vivent les hommes, l'un portant l'autre; c'est-à-dire les vies plus longues servant de compensation aux plus courtes. On calcule la vie moyenne en additionnant l'âge d'un grand nombre de décédés, et en divisant la somme des années par le nombre des morts.

La *probabilité de vie* est le nombre d'années que l'on a probablement à vivre dans chacun des âges où l'on se trouve. On la connaît en cherchant quelle a été la vie moyenne d'un grand nombre de personnes prises au même âge.

Dans un état donné de la société, la vie moyenne reste toujours la même. La probabilité de vie change à tous les âges. Un enfant de dix ans doit probablement vivre plus long-temps qu'un enfant d'un an.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

que le pays peut nourrir, celles qui sont sauvées par les progrès de l'art, condamnent un nombre pareil à succomber par d'autres causes.

Les progrès  
de la médecine  
ne multiplient  
pas le nombre  
des vivans.

L'expérience justifie jusqu'à un certain point une semblable crainte. Un médecin anglais, M. Watt, a compulsé les registres mortuaires de la ville de Glasgow, depuis 1783 jusqu'en 1813, c'est-à-dire à peu près pendant les quinze années qui ont précédé, et les quinze années qui ont suivi la découverte de la vaccine; et il s'est convaincu que, quoique depuis la vaccine, le nombre des enfans de dix ans et au-dessous, morts de la petite vérole, ait été considérablement réduit, cependant le nombre des morts, parmi les enfans de cet âge, est toujours demeuré à peu près le même. La petite vérole en a emporté beaucoup moins; mais la rougeole et les autres maladies propres à l'enfance, en ont emporté beaucoup plus (1).

Pareille observation a été faite à Pavie par M. Rusconi. Depuis l'usage de la vaccine, la mortalité des enfans diminue, dans la ville même, dans la proportion de 41 sur cent, à

---

(1) Watt en conclut faussement que la vaccine engendre ou aggrave ces autres maladies. Il devait en conclure simplement que la mort trouvant fermée une de ses issues ordinaires, s'en était ouvert de nouvelles.

30 sur cent; mais dans le faubourg humide et populeux du Tésin, la mortalité augmenta en même temps dans la proportion de 58 à 60 sur cent (1).

Malthus, en rapportant des observations analogues du docteur Heberdeen, ajoute : « Il semble que la mortalité doive toujours avoir son cours : si vous obstruez quelques-uns des canaux par où elle entraîne le genre humain, il faut qu'elle coule dans d'autres canaux. » Jamais les progrès de la médecine, jamais les moyens préservatifs ou curatifs que l'on connaît déjà, ou que l'on découvrira par la suite, n'exerceront aucune influence sur la population des états. De même que nulle contagion ne saurait y porter atteinte quand la production se soutient, mille Boerhaaves donnant gratuitement les secours de leur art, ne pourraient la maintenir, si la production va en déclinant (2).

---

(1) Voyez un mémoire inséré dans la Bibliothèque médicale, par le docteur Prunelle, sous ce titre : *De l'action de la médecine sur la population des états.*

(2) Gioja, dans son Nouveau Tableau des sciences économiques, donne des relevés des registres du royaume d'Italie, d'où il résulte que dans les cantons où l'on cultive le riz (cantons extrêmement malsains en raison de la nécessité où l'on est de tenir les rizières

VI<sup>e</sup> PARTIE.

Faut-il en conclure que les progrès de l'art de guérir sont absolument indifférens et qu'il n'en résultera jamais aucun bien? Non, messieurs. Cet art, et en général tout régime diététique conservateur de la vie des hommes, s'il n'influe pas sur leur nombre, influe beaucoup sur leur condition. C'est de quoi vous allez vous convaincre.

Mais ils  
prolongent la  
vie moyenne.

La population d'un pays, quelle qu'elle soit, peut s'entretenir au nombre où la somme des produits veut qu'elle se maintienne, de deux manières différentes : ou par une durée plus longue des mêmes individus, ou par des renouvellemens plus fréquens. Une personne qui a vécu 40 ans, a tenu la même place dans le monde, que deux personnes successives qui ont vécu 20 ans chacune. Mais dans la première de ces suppositions, la place a été occupée sans qu'il y ait eu plus d'une naissance et d'une mort dans cet espace de temps; tandis que dans la supposition où la même place aurait été occupée par deux vies successives, de 20 ans, il y aurait eu deux naissances et deux morts.

Et diminuent

De même si, dans la population totale d'un

---

inondées), les mariages et les naissances sont bien plus multipliés que dans les autres cantons. Tome II, page 261.



pays, il y a trente millions de places semblables, que les individus occupent successivement, il faudra la moitié moins de naissances et de décès si la vie moyenne des individus se prolonge à 40 ans, que si cette vie moyenne était de 20 ans. Des deux façons l'effet sera le même par rapport au nombre des hommes ; mais il sera fort différent par rapport à leur condition. Là où il y a moins de naissances et de décès, il y a moins aussi de ces douleurs qui accompagnent toujours plus ou moins notre entrée dans la vie et le congé que nous sommes obligés de prendre en la quittant. Dans ces deux occasions solennelles l'humanité a des souffrances morales à supporter aussi bien que des douleurs physiques. Des liens, des besoins réciproques attachent communément chaque personne à beaucoup d'autres : liens de familles, liens d'amitié, besoins qu'une fille a de sa mère, un frère de son frère, un père de son fils. Que de regrets d'une part ! que de privations de l'autre ! Nos lumières, notre expérience, notre capacité, en un mot, ne s'acquièrent pas à peu de frais. Ces biens coûtent aux auteurs de nos jours des sacrifices, à nous-mêmes des travaux et des peines qui se renouvellent pour chaque individu, et d'autant moins souvent que la vie moyenne est plus longue. L'homme jouit alors

CHAP. VII.  
le nombre des  
décès.

Aussi bien que  
les malheurs  
de notre  
condition.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

plus long-temps de ce qu'il a péniblement acquis; il vit proportionnellement davantage dans un état de maturité, dans la plénitude de sa vie et de ses facultés; et l'on peut dire avec exactitude que l'espèce humaine est plus parfaite quand la durée moyenne de la vie est plus longue. Avec une durée moyenne de la vie de vingt ans, à peine a-t-on conquis son rang dans le monde, qu'il faut le quitter. Avec une durée moyenne plus longue, on peut occuper long-temps son poste, avec satisfaction pour soi, avec utilité pour les autres. Supposez Franklin emporté à vingt ans par la fièvre jaune, et Washington tué dans la guerre du Canada: quel eût été le sort de l'indépendance américaine, qui a peut-être préparé celle du monde entier?

La perte des germes n'est pas accompagnée de souffrance.

La somme des maux est donc moins grande, la race humaine plus parfaite dans une population qui se maintient complète plutôt par une durée moyenne plus longue, que par des renouvellemens plus fréquens. Il y a plus de germes perdus, il faut en convenir; mais pour subvenir aux dévastations possibles de l'espèce, la nature prépare ses germes avec une telle surabondance, et dans tous les cas il y en a tant de perdus, que nous ne pouvons pas regarder cette perte comme un mal. Le mal est

dans la souffrance des êtres doués de sentiment ; or, la nature, sage en cela, n'a pas voulu qu'ils fussent capables de souffrir avant d'avoir reçu un certain degré de développement. Le mal est de donner naissance à des générations misérables, incapables de fournir la carrière que le Créateur a ouverte à l'homme perfectionné, et qui n'arrivent à l'existence que pour souffrir et mourir (1).

Ce n'est donc point comme devant maintenir ou augmenter la population, qu'il convient d'envisager les moyens conservateurs de la vie des hommes. La population augmente ou diminue par des raisons toutes différentes. C'est uniquement comme étant propres à améliorer le sort de l'humanité. Quand on lit, ou qu'on entend dire qu'en conservant la vie à cent mille personnes, la vaccine a ajouté cent mille âmes à notre population, on peut sourire de l'erreur, et néanmoins applaudir à la découverte.

Véritable  
avantage des  
progrès de la  
médecine.

---

(1) Nous devons donc blâmer la loi *Papia Poppea*, qui proscrivait les mariages où le conjoint avait plus de 60 ans, et la conjointe plus de 50 ; et blâmer encore plus Filangieri qui l'admire.

En Turquie le sultan remplit le sérail de ses frères de dames qui ne peuvent plus avoir d'enfans, afin que les douceurs du mariage ne soient pas accompagnées des inconvéniens qui en sont la suite.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

La vie  
moyenne  
réellement  
plus longue  
qu'elle n'était.

Au reste, nous avons lieu d'être fort satisfaits des progrès qui ont été faits dans la conservation de l'homme. Sa vie moyenne s'est beaucoup prolongée dans les pays civilisés et va se prolongeant tous les jours davantage. La médecine, la chirurgie ont fait de remarquables progrès, et disposent de plus de moyens curatifs (1). L'on se soigne mieux qu'on ne faisait autrefois; on se tient en général plus proprement; les villes ont des rues plus larges et mieux pavées; les habitations sont plus aérées et plus saines, les soins qu'on prend de l'enfance sont mieux entendus; on la dégage d'entraves, et la mort exerce moins de ravages dans cette première période de la vie. Aussi lorsqu'on est à portée de comparer des tables de mortalité anciennes avec les nouvelles, trouve-t-on moins de naissances et moins de décès en proportion du nombre des vivans.

La vie  
moyenne  
plus longue  
qu'elle n'était  
en Angleterre.

Dans l'Angleterre, prise en masse, de 1780 à 1784, le nombre annuel des décès était  $\frac{1}{4}$  de la population; de 1804 à 1809 le nombre des décès a été seulement de  $\frac{1}{5}$ . Le nombre des naissances a dû diminuer aussi par rapport

---

(1) Je n'en veux pour preuve que le broiement de la pierre dans la vessie, le sulfate de quinine, la guérison du croup, etc.

à la population : ce qui indique une durée moyenne de la vie plus longue. A Londres, quoique la ville ait pris un accroissement extraordinaire, le nombre annuel des naissances et des décès a diminué : ce qui donne une indication pareille.

CHAP. VII.

Il en est de même à Paris. Le nombre des naissances et des décès n'y a pas augmenté autant que la population. Les derniers tableaux publiés par le ministre de l'intérieur portent, pour 1827, le nombre de ses habitans à 890,431 (1). Quoique je n'ajoute pas une foi très-robuste à des états de population qui ne sont pas fondés sur des dénombremens faits avec soin et fréquemment renouvelés, cependant je ne suis pas éloigné de croire ce nombre fort approchant de la vérité, vu les accroissemens qu'on a pu remarquer dans cette capitale. Si, dans l'intérieur de la ville, son embellissement et son assainissement ont commandé la destruction de plusieurs bâtimens, d'un autre côté les jardins de beaucoup de couvens et de maisons particulières ont été bâtis. Au-delà des boulevards du nord les rues nouvelles qu'on a ouvertes et les édifices qu'on a élevés dans un

Et à Paris.

---

(1) Voyez l'Annuaire du bureau des longitudes, année 1829, page 113.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

Les naissances  
et les décès y  
sont moins  
nombreux  
proportionnel-  
lement.

espace de deux lieues de long équivalent à une fort grande ville. Cependant le nombre des naissances et des décès n'a pas augmenté en proportion de sa population. Une année moyenne, prise de 1745 à 1756, sur une population de 589 mille âmes, a donné, suivant Lalande (1), 23,391 naissances et 18,672 décès. A ce compte la population de 1827, de 890 mille âmes, aurait dû avoir pour résultats

35,344 naissances,  
et 28,214 décès :

or, les recensemens de la même année ont donné seulement

29,806 naissances et  
23,533 décès (2);

environ un sixième moins de naissances et de décès que la proportion, si elle était demeurée la même.

Preuves  
directes.

On trouverait vraisemblablement des résultats analogues dans les diverses provinces de France et dans les autres pays de l'Europe; car la manière de vivre a fait des progrès partout, et partout se sont étendues les nouvelles dé-

(1) Encyclopédie, art. Population.

(2) Annuaire du bureau des longitudes pour 1829, page 98.



couvertes de l'art de guérir. Mais une preuve beaucoup plus directe de la prolongation de la vie moyenne, et une preuve très-authentique, se trouve dans les registres de l'état civil de la république de Genève, registres qui sont tenus avec exactitude dès l'année 1561. D'après ces registres, le docteur Odier a trouvé que la vie moyenne, à Genève, a été,

dans le 16<sup>e</sup> siècle, de  $18\frac{1}{2}$  années.

dans le 17<sup>e</sup> siècle, de  $23\frac{1}{3}$  *dito*.

dans le 18<sup>e</sup> siècle, de  $32\frac{1}{4}$  *dito*.

Cette progression remarquablement croissante prouve qu'à Genève du moins, chaque personne en mettant le pied sur le seuil de la vie, a maintenant la chance de vivre pendant un espace de temps presque double de celui dont elle aurait pu se flatter de disposer si elle fût née trois siècles plus tôt.

Un mathématicien laborieux, M. Duvillard, d'après d'autres calculs, a estimé qu'entre une population soumise à la variole, et une population vaccinée, la vie moyenne s'élève de  $28\frac{3}{4}$  années à  $32\frac{1}{4}$ .

D'autres observateurs ont remarqué qu'en Suisse, bien que la prospérité et la population du pays aient considérablement augmenté depuis l'année 1620, cependant, d'après les re-

VI<sup>e</sup> PARTIE.

gistes, le nombre des naissances a diminué (1); ce qui est, comme vous l'avez vu, le signe d'une longévité plus grande.

La population  
virile plus  
nombreuse  
qu'autrefois.

Si nous pouvions avoir des relevés anciens et nouveaux dans tous les pays de l'Europe, il est probable que nous aurions des résultats analogues et qui ne différeraient que dans leurs proportions. Nous pouvons donc affirmer que sur un même nombre de personnes, dans les pays qui ont participé aux progrès de la civilisation, il se trouve une plus grande population virile, un plus grand nombre de gens qui sont dans la force de l'âge, qui jouissent de la plénitude de leurs facultés et d'un meilleur état de santé, qu'à aucune autre époque; et qu'il faut pour tenir au complet les populations que chaque pays peut nourrir, moins de naissances à proportion de ce nombre, qu'il n'en a fallu à aucune autre époque (2).

---

(1) Prunelle : de l'Action de la médecine.

(2) Je ne dis pas qu'il y ait à présent, absolument parlant, moins de naissances qu'autrefois, mais qu'il y en a moins par rapport à la population, qui est entretenue avec un moins grand nombre de naissances et de décès. Quant au nombre des vivans, il ne dépend pas du nombre des naissances, ni de celui des décès, ni des progrès de l'art de guérir; mais de la production des biens qui servent à l'entretien des hommes. Si la



Les mêmes progrès se continueront selon les apparences. Ce n'est que vers la fin du dernier siècle que la pratique de l'inoculation s'est un peu généralement répandue, et ce n'est que dans celui-ci que la vaccination, qui vaut mieux, a succédé à l'inoculation. Des améliorations importantes, dont on éprouvera successivement les effets, ont été introduites dans le régime sanitaire et les habitudes des peuples.

Ces améliorations sont principalement sensibles dans les classes instruites et bien élevées. Ce sont elles qui participent les premières aux progrès en tous genres. Les bonnes méthodes et les bonnes habitudes gagnent ensuite, mais lentement, les classes laborieuses et les habitants des campagnes. Si le peuple apprenait plus généralement à lire, les progrès seraient plus rapides (1).

Surtout parmi  
la population  
instruite.

Ces progrès exigent que l'on fasse usage avec beaucoup de précaution des tables de morta-

Les tables de  
mortalité  
indices

---

France ne pouvait nourrir que 20 millions d'habitans, comme au commencement du 18<sup>e</sup> siècle, elle n'aurait encore que 20 millions d'habitans, malgré l'inoculation, la vaccine, et un meilleur régime diététique.

(1) Des écoles d'enseignement mutuel avanceraient ces progrès; les prédicateurs fanatiques les retardent, en faussant les idées du peuple.



VI<sup>e</sup> PARTIE.  
imparfaits  
des lois de la  
mortalité.

lité qu'on a pu dresser jusqu'à présent. Les lois de la mortalité ont varié et varieront encore. Déjà elles ont jeté dans quelques erreurs, les fondateurs de rentes viagères et de compagnies d'assurances sur la vie; ils ont été obligés de fonder leurs calculs sur des documents fournis par les grandes masses de la population, tandis que les actionnaires et les rentiers qui prenaient part à leurs entreprises, étaient des personnes de choix et dont la vie moyenne était plus longue que la vie moyenne de toute la nation.

Et du nombre  
des vivans.

Je dois vous faire remarquer encore que les tables de mortalité qui donnent le nombre des naissances et des décès, ne sont point une indication sûre de la population existante. Partout où la vie moyenne est plus longue, la population est plus nombreuse par rapport aux naissances. Car des recrues qui vivent plus long-temps, forment un nombre d'hommes plus considérable que des recrues qui vivent peu. Partout où, en vertu d'une production plus active, la population va croissant, la population est moins nombreuse par rapport aux naissances; car les naissances sont le fruit de la production de l'année courante, production qui dans ce cas est supérieure à celle des années précédentes; et la population totale est

le fruit de cent années précédentes, dont chacune, dans l'hypothèse, a été, pour la production, inférieure à l'année présente.

Dans un sens contraire, le nombre des naissances trompe lorsque le pays décline. Il indique alors une population moins nombreuse à proportion, qu'elle n'est réellement; car les naissances de l'année sont le résultat de circonstances plus fâcheuses que celles des années précédentes, auxquelles on doit la population actuelle. C'est donc un expédient très-imparfait que celui que Necker a adopté dans son livre de l'*Administration des finances*, pour évaluer la population de la France. Il multiplie le nombre des naissances annuelles par  $25\frac{3}{4}$ , et lui-même convient que dans bien des localités, il faudrait les multiplier par 28, par 30 et davantage. Mais Necker est excusable, puisqu'il n'avait pas d'expédient meilleur à sa disposition. Dans la réalité il n'y en a qu'un bon qui est un dénombrement bien fait, et il n'y a qu'un gouvernement très-peu vexatoire et peu dépensier, qui puisse se flatter d'obtenir des renseignemens exacts; car lorsque les citoyens sont exposés à un service militaire, à des corvées, à des impositions plus fortes, ils parviennent toujours à déguiser leur nombre réel.

## CHAPITRE VIII.

Des progrès désirables de la population.

DANS l'intérêt d'un pays quelconque, l'accroissement de sa population ne peut sembler désirable que sous le rapport de sa puissance, ou du bonheur de ses habitans. Avec une population plus nombreuse, le pays sera-t-il plus puissant, sera-t-il plus heureux ? Telles sont les questions que nous devons nous faire.

La puissance  
n'est pas en  
raison de la  
population.

Il est bien évident d'abord que la puissance et le bonheur ne sont point en raison de la population. La Chine contient, au rapport de Macartney, trois cents habitans par mille anglais carré (1) ; et les rapports des autres voyageurs ne démentent pas essentiellement cette observation. L'Angleterre n'en nourrit que cent soixante-cinq sur une égale étendue de terrain (2). En faudrait-il conclure que la puis-

(1) Macartney : Voyage en Chine, tome IV, p. 314. Cela fait presque 2500 habitans par lieue carrée.

(2) Jos. Lowe : *Present state of England*, appendix, page 70.



sance de l'empire chinois est à peu près double de celle de l'Angleterre? On serait démenti par cet immense développement de forces navales de la Grande-Bretagne, par ce commerce qui s'étend jusqu'aux confins de l'univers, et ces colonisations qui portent la civilisation sur des terres naguère inhabitées.

Dans tous les pays où l'esclavage est admis, chez les Orientaux, dans les contrées d'Amérique où l'on a conservé des nègres esclaves, on se tromperait beaucoup si l'on mesurait l'importance du pays sur le nombre des hommes. C'est leur qualité, non moins que leur nombre, qui est à considérer; et leur qualité dépend de ce qu'ils ont à consommer. Leur instruction fait partie de leurs consommations; car la nourriture de l'intelligence et de l'âme, coûte aussi bien que celle du corps.

Laissant de côté la question de savoir s'il convient à un peuple d'être puissant au-delà de ce qui est nécessaire à la sécurité, à l'indépendance des citoyens, tout le monde conviendra qu'il est désirable que la puissance d'une nation s'étende jusqu'au point qu'elle ne puisse être facilement envahie, et qu'elle puisse efficacement protéger ceux de ses citoyens que le commerce ou les sciences conduisent hors de chez elle : or cette puissance, du moins dans

Jusqu'à quel point la puissance est désirable.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

les temps modernes, est due principalement à la production des richesses; car des armées nombreuses et braves ne suffiraient plus pour étendre l'influence d'une nation : il faut de plus que ces armées soient bien entretenues, pourvues de vaisseaux et d'une immense quantité d'armes et de munitions; autrement leurs attaques, malgré les plus éclatans succès, n'entraînent point de conséquences durables, et bien souvent se terminent par le désastre et la confusion.

Le bonheur  
des individus  
n'est pas en  
raison de la  
population.

Quant à la condition des hommes, il est évident que chaque homme, en particulier, ne tire aucun surcroît de bonheur du nombre de ses semblables dont il est entouré, mais bien plutôt de son aisance personnelle et de l'aisance du reste de sa nation; car, à défaut d'aisance, chaque famille a d'autant plus de ressources que le pays tout entier est mieux pourvu. Or une population n'est bien pourvue qu'à l'aide d'une quantité de produits suffisante.

Qu'on ne se prévale pas ici de ce principe établi plus haut, qu'une nombreuse population est l'indication d'une production abondante. Avec un climat et des habitudes semblables, sans doute le pays le plus productif sera le plus peuplé; mais avec des besoins circonscrits il



pourra être plus populeux quoique moins productif. Quand les institutions tendent à l'abrutissement d'une population, elle peut être réduite à vivre de trop peu. Les parias à qui l'on dit dans l'Inde qu'ils sont d'une nature inférieure, et qui le croient, peuvent vivre sans murmurer, pourvu que chaque famille ait une hutte en terre et un peu de riz bouilli chaque jour.

C'est aussi, jusqu'à un certain point (aux murmures près), la situation des paysans irlandais, les parias de l'Angleterre. Depuis 1780, la population de l'Irlande s'est accrue dans une proportion presque aussi rapide que celle des États-Unis. Aux États-Unis elle a été progressivement prospère : en Irlande progressivement misérable, parce que les enfans s'y sont multipliés plus encore que les produits.

Relativement à la condition des hommes, il faut donc nécessairement mettre toujours en rapport le nombre des hommes avec la somme des produits; et quand on vous parle de la population d'un état, d'une province, vous êtes toujours en droit de demander : *Comment y vit-on* (1)?

Mais en raison  
de la  
production.

---

(1) Cette question fait le sujet d'un des livres les plus



VI<sup>e</sup> PARTIE.

Pourquoi  
la production  
est nécessaire  
au bonheur.

Les produits ont pour objet de satisfaire nos besoins, et la nature ayant attaché un sentiment de plaisir et de bien-être à cette satisfaction, le bonheur des individus, toutes choses égales d'ailleurs, est proportionné à la quantité de besoins qu'ils peuvent satisfaire, et par conséquent à la quantité de produits dont ils peuvent disposer.

Je sais fort bien que certains philosophes ont prêché la doctrine que l'homme est d'autant plus heureux qu'il se contente de moins. Mais c'est une exagération. Leur précepte, pour être raisonnable, ne doit pas aller jusqu'à prescrire de se passer des biens que l'on peut obtenir par une industrie honnête; dépouillé d'exagération, il enseigne seulement à supporter la privation de ceux auxquels on ne saurait atteindre, ou qu'il faudrait acheter par de trop grands sacrifices.

Je sais fort bien encore que la surabondance des biens produit la satiété, et que la satiété ne fait pas le bonheur; mais cette considération, applicable à peine à un homme sur dix mille, n'empêche pas au fond que le bonheur

---

recommandables du siècle dernier : *De la Félicité publique*, par Chastellux, aussi solide penseur que bon écrivain.

des sociétés ne soit proportionné à la quantité des besoins raisonnables qu'elles sont à portée de satisfaire.

CHAP. VIII.

Or le pays où le plus de besoins peuvent être satisfaits, est celui où l'on trouve non pas le plus de population à proportion de l'étendue du territoire, mais le plus de produits à proportion du nombre des hommes.

Quel est le  
pays le plus  
heureux.

On ne doit pas en conclure qu'il soit utile et bon de réduire le nombre des hommes pour que ceux qui restent vivent plus à l'aise, ainsi que l'ont osé dire quelques philosophes à moustaches, pour justifier la guerre et ses massacres. Ce n'est point ainsi heureusement qu'on achète l'aisance. En détruisant des hommes on détruit des producteurs aussi bien que des consommateurs : les places vacantes sont bientôt remplies il est vrai ; mais elles sont désavantageusement remplies. Un homme robuste, et dans la force de l'âge, capable de servir sa famille et son pays par son travail, est remplacé par un enfant débile, qui est une charge loin d'accroître le revenu ; et le nouvel enrôlé qui aurait fait vivre, indépendamment de lui, deux, trois personnes, ne peut vivre lui-même qu'aux dépens des autres. Lorsque la production est insuffisante pour la population, ce n'est donc pas la population qu'il faut réduire, c'est la

On ne gagne  
rien à réduire  
violemment le  
nombre des  
hommes.



VI<sup>e</sup> PARTIE. production qu'il faut accroître; et j'avoue que c'est un peu moins facile que d'ordonner une levée de troupes ou une proscription.

Peu d'habitans  
moins bien  
pourvus qu'un  
plus grand  
nombre.

Par une suite nécessaire, un pays n'est pas bien pourvu de provisions parce qu'il a peu d'habitans, ni mal pourvu quand il en a beaucoup. La Syrie et l'Égypte sont plus mal pourvues aujourd'hui qu'elles ont une faible population, qu'autrefois où elles étaient excessivement populeuses. En France, au contraire, où la population est actuellement double tout au moins de ce qu'elle était sous les derniers Valois, elle est beaucoup mieux pourvue qu'elle n'était alors, c'est-à-dire mieux logée, mieux nourrie, mieux habillée. Pourquoi? c'est que les progrès de la production ont excédé ceux de la population. Les habitans de ce royaume n'eurent pas plus d'aisance quand Louis XIV eut obligé les protestans à chercher un refuge à l'étranger, et qu'il eut confisqué tout ce qu'il put saisir de leurs biens.

L'augmentation  
de main-  
d'œuvre  
n'augmente  
pas la  
production.

On ne se tromperait pas moins si, pour réserver aux peuples plus de moyens de subsistances, on répudiait les machines, le pouvoir des capitaux, et en général tous les moyens expéditifs. On augmenterait le nombre des hommes, mais non la quantité des produits sur lesquels ils peuvent vivre. J'ai vu admirer



la sagesse des Chinois, qui ne font pas exécuter par des machines les travaux dont les hommes sont capables. En Chine, on voit en effet de lourds fardeaux, tels que ceux qui chargeraient une voiture de roulier, transportés à l'épaule, au moyen d'un brancard compliqué, par 32 hommes qui se distribuent avec assez d'égalité la totalité du fardeau. Chez le même peuple, c'est à force de bras qu'on monte l'eau des arrosements; qu'on écrase le riz, que l'on presse la canne à sucre, etc. Qu'en arrive-t-il? la valeur du produit n'en est pas plus grande; seulement elle se distribue entre un plus grand nombre de travailleurs, et la portion qui en revient à chacun, est trop petite pour les faire vivre à l'aise.

C'est afin de procurer aux hommes de quoi vivre que l'on repousse à la Chine l'emploi des animaux et des machines expéditives; c'est afin de nourrir 32 hommes qu'on leur fait transporter la charge de 5 à 6 chevaux. Qu'en résulte-t-il? qu'il faut que trente-deux hommes vivent sur ce qui ferait la ration de six chevaux. Vous voyez, messieurs, que ces pauvres hommes manquent du nécessaire précisément à cause des institutions faites pour le leur assurer: c'est ainsi qu'en Europe on fait des lois prohibitives des produits étrangers, afin de favoriser la

VI<sup>e</sup> PARTIE. population indigène, et de faire vivre douze hommes dans la gêne au lieu de six dans l'abondance.

Il faut faire travailler le capital en même temps que l'homme.

En Europe, un homme qui a une mauvaise charrette et un mauvais cheval à lui, possède en cela même un capital quelconque. Il a donc pour revenu, outre le salaire qu'il gagne en conduisant son maigre équipage, le profit que lui vaut cet équipage lui-même : il est capitaliste en même temps que travailleur. A la Chine, pour traîner la même charrette, quatre hommes se mettent à l'œuvre, et nul d'entre eux ne se faisant aider par un capital de quelque importance, ne retire de ce travail que le simple salaire de sa peine. Une machine produit et ne mange pas, ou du moins on peut la nourrir à meilleur compte que des hommes; et ce qu'on économise sur son entretien ne cause aucune souffrance à l'humanité.

Et multiplier les capitaux plutôt que les hommes.

Vous voyez par là, messieurs, que les institutions les plus favorables au bonheur de l'humanité sont celles qui tendent à multiplier les capitaux. Un nouveau capital mis en action augmente directement la quantité des produits et n'augmente qu'indirectement le nombre des consommateurs. Une amélioration sur un fonds de terre doublera le produit de ce fonds, et il n'y aura pour consommer ce produit double



que les mêmes propriétaires, les mêmes cultivateurs, etc. Il convient donc d'encourager les hommes à faire des épargnes plutôt que des enfans ; les épargnes placées reproductivement procurent l'abondance des choses consommables qui satisfont aux besoins de la vie ; ce sont les épargnes qui permettent aux familles de consommer, outre le revenu de leur industrie, de leurs travaux et de leurs talens, un autre revenu encore, celui de leur capital. Plus il y a dans une nation de ces familles qui vivent sur plusieurs revenus différens, mieux cette nation est pourvue : c'est là ce qui fait la différence d'un peuple qui a de l'aisance avec un peuple qui n'en a pas.

M. de Tracy, dans son Commentaire sur l'Esprit des Lois (1), qui vaut mieux que l'Esprit des Lois, distingue, avec beaucoup de raison, les peuples *riches* des peuples où il y a de grandes richesses. Il est à remarquer, ajoutet-il, que le peuple est presque toujours plus riche dans les nations que l'on appelle *pauvres* que dans les nations que l'on appelle *riches*. Il est bien vrai qu'en Suisse, pays que l'on regarde comme pauvre, parce qu'il ne s'y trouve point de fortune colossale, le moindre paysan a de

Les grandes fortunes ne font pas un pays riche.

---

(1) Chap. XVI.



VI<sup>e</sup> PARTIE,

quoi vivre indépendant, et que dans un pays peut-être le plus riche de l'Europe, en Angleterre, on est obligé de donner des secours à la huitième partie de la population.

Lorsqu'on dit qu'une nation est amollie par le luxe et les richesses, cela ne peut s'entendre que d'une fort petite partie de la nation; le reste est abruti par la misère et par la pauvreté; et si les richesses y étaient mieux réparties, personne ne serait amolli; personne ne serait abruti.

En résumé, toute population qui porte en elle les moyens de bien vivre, est désirable, et toute population qui ne peut vivre que misérablement est à redouter.

## CHAPITRE IX.

De la distribution des habitans en chaque pays.

Le principe de la population agit dans chaque localité de chaque pays, aussi bien et de la même manière que vous avez vu qu'elle agit sur le pays tout entier. C'est lui qui détermine la population que nous voyons dans un certain canton, dans une certaine ville en particulier. Chaque localité a un nombre d'habitans proportionné à ses produits.

La population dans chaque localité est déterminée par les mêmes principes.

Je sais qu'il y a des lieux, comme autrefois Versailles, où il se produisait fort peu de valeurs et où il s'en consommait beaucoup. Une partie des fruits de l'agriculture, des manufactures, du commerce des provinces, levés par les collecteurs de l'impôt, y étaient absorbés par une population presque entièrement composée de gens tenant des emplois ou des pensions de la cour, et de leurs subordonnés : fournisseurs, domestiques et autres. Mais aussi du moment que cette distribution forcée d'une portion des produits de la France a cessé d'avoir lieu, la population de Versailles est tombée

VI<sup>e</sup> PARTIE. à la moitié, peut-être au tiers, de ce qu'elle était auparavant.

J'appelle cela une distribution forcée, parce que ce n'est que forcément que les contribuables fournissent aux dilapidations d'une cour. Il n'y a de distribution naturelle de l'argent des contributions, que lorsque le traitement des fonctionnaires publics n'est qu'une équitable indemnité de leurs travaux; indemnité débattue et réglée entre eux et les mandataires des contribuables.

On peut donc dire que, sauf les cas où le cours naturel des choses est dérangé par l'intervention de la force (et ce sont des cas d'exception), chaque localité a autant d'habitans qu'elle en peut faire vivre par ses produits, et n'en a pas davantage.

Les produits, quelle que soit leur nature, servent à l'entretien des hommes.

Je dis *par ses produits*, sans en spécifier la nature, parce que les échanges, ainsi que je vous l'ai déjà montré pour la population générale, transforment un produit quelconque, en tout autre produit dont le besoin se fait plus vivement sentir. Une ville ne produit point de blé; mais elle produit des valeurs avec lesquelles elle achète du blé. Un village ne produit point de drap; mais il produit d'autres valeurs avec lesquelles il achète du drap. Ainsi la ville d'un côté, la campagne de l'autre,



auront des habitans en proportion des valeurs qu'elles auront produites. La ville en outre pourra contenir une partie des propriétaires fonciers, parce que leurs profits, nés dans la campagne, peuvent être transportés à la ville. Sauf ces explications très-simples, on peut dire que chaque localité a un nombre d'habitans proportionné à ses produits (1).

Toutes les fois que vous voudrez vous rendre raison du nombre considérable d'habitans qui se rencontrent en certain lieu, ou que vous voudrez pressentir la population qu'un certain endroit est susceptible de nourrir, informez-vous des moyens de production qu'on y trouve.

Comme les hommes, en quittant la vie sauvage et la vie nomade, se bâtissent avant tout des logemens, et que des maisons, quelles qu'elles soient, sont des objets apparens, on peut avec assez de certitude juger de la population d'un canton par le nombre des habitations qu'il pré-

Les maisons  
neuves indices  
d'une  
population  
croissante.

---

(1) Une erreur très-commune chez les anciens économistes, c'est de dire que Paris absorbe les produits des provinces, et ne leur rend rien. Certes les gens de la campagne ne donnent pas leurs produits pour rien. Paris est une ville de grande manufacture et de grand commerce, et fournit beaucoup de choses aux provinces.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

sente, surtout lorsque l'on a l'expérience des mœurs du pays, et qu'on sait le nombre de personnes qui, dans les différentes conditions sociales, ont coutume de loger dans une même habitation. Aussi Arthur Young, dans son Voyage en France, juge-t-il que la population et par conséquent la production de certains cantons est croissante, lorsqu'il y voit des maisons neuves. *C'est un signe*, ajoute-t-il, *qui ne m'a jamais trompé*. Cependant il faut s'assurer que ce ne soit pas par l'effet d'un monopole qui ne favoriserait la production d'un endroit, qu'aux dépens d'un autre. En voyant une ville comme celle de Lorient, créée par le privilège qu'elle avait seule de faire le commerce de l'Inde, on aurait eu tort peut-être, d'inférer de son agrandissement, que la population de la France s'était accrue d'autant. Les maisons qu'on y élevait, étaient peut-être bâties aux dépens de Nantes et de Bordeaux.

Des produits  
particuliers à  
certains  
endroits.

Les moyens de production sont ou généraux, c'est-à-dire les mêmes pour tous les lieux, comme l'industrie, les capitaux; ou spéciaux et particuliers à la localité. Les moyens généraux nous les avons étudiés dans tout le cours de ces leçons; quant aux moyens spéciaux, je ne peux que vous en citer quelques exemples,



qui vous aideront à porter un jugement sur les cas analogues. CHAP. IX.

M. Cleland, de Glasgow, qui a fait imprimer les relevés de la population de l'Écosse, paroisse par paroisse, pour l'année 1821, fait remarquer que le nombre des habitans s'est accru dans tous les lieux où l'on a ouvert des mines de houille et des carrières; dans tous les lieux où l'on a partagé des biens communaux et où par conséquent les produits du sol se sont multipliés par la culture; dans tous les lieux où l'on a établi des routes, des ports et autres moyens de communication propres au débouché des produits, et surtout dans tous les lieux où l'on a formé de nouvelles manufactures.

Là où il s'est formé des grandes fermes et des pâturages, la population a diminué; non que la production totale ait été moins considérable, mais parce qu'une grande partie de la valeur produite appartient dans ces cas-là aux capitalistes habitans des villes.

M. John Sinclair, dans sa statistique de l'Écosse, rapporte qu'un village nommé *Petty*, n'avait pour combustible que des tourbes, et que ses tourbières étant venues à s'épuiser, ce village s'est dépeuplé. Un autre village d'Écosse, nommé *Tyrie*, a vu au contraire s'augmenter sa population, aussitôt qu'on y a dé-



VI<sup>e</sup> PARTIE. couvert, en très-grande abondance, une espèce de mousse excellente pour le chauffage. Il paraîtra étonnant aux personnes peu familières avec l'économie sociale, qu'une substance qui ne peut pas servir d'aliment accroisse la population; elle l'accroît de même que la production des clous, des planches, que l'on fabrique dans d'autres villages, et qui directement, ne peuvent pas nourrir non plus.

Exemple d'une  
substitution de  
produits.

Mais, dira-t-on, une mousse qui n'est bonne qu'à brûler, ne peut supporter les frais d'un long trajet, et ne saurait s'exporter dans d'autres cantons pour obtenir des vivres en échange. — Messieurs, cette mousse augmentait les revenus du village de Tyrie, même en ne s'exportant pas. En effet, on ne peut nulle part se passer de combustible. Les habitans de Tyrie, avant qu'ils en eussent chez eux, devaient s'en procurer pour apprêter leurs alimens, pour résister aux rigueurs de l'hiver, pour exercer quelques arts enfin. Ce combustible, ils étaient forcés de le faire venir d'une distance plus ou moins grande, après l'avoir payé plus ou moins cher. Mais quand le nouveau chauffage a été découvert, non-seulement les anciens habitans ont vu s'augmenter leurs revenus de toute la somme qu'ils ont payée de moins pour leur combustible; mais tous ceux

qui sont nés ou qui sont venus s'établir à Tyrie, se sont trouvés avoir sur leurs moyens de production, quels qu'ils fussent, terres, capitaux ou industrie, un excédant d'autant plus fort qu'ils avaient moins à dépenser en combustible; ce qui équivalait à une augmentation directe de revenu, de moyens d'existence, de population.

Cette observation a ses analogues dans les grands états comme dans les petits villages. Si nous consommons en France, chaque année, pour 80 millions de francs en sucre, et si par une amélioration dans les procédés du commerce, par un tarif de droits plus modéré, et la diminution de frais qui en résultera, nous obtenons la même quantité de sucre pour un quart moins de dépense, c'est-à-dire pour 60 millions de francs, nous n'aurons pas moins de sucre à consommer, ni sous ce rapport moins de moyens d'exister; mais nos revenus se trouveront augmentés des 20 millions que nous aurons dépensés de moins en sucre; et cette augmentation de revenu pouvant être appliquée à des objets quelconques de consommation, entraînera une augmentation équivalente dans la population. Par la même raison une augmentation dans le prix du sucre produirait un

Comment le  
bas prix du  
sucre  
augmente la  
population.



effet contraire, et causerait, si elle était permanente, toutes choses d'ailleurs égales, une diminution de population en France.

En effet si la France est entraînée à une dépense en sucre plus forte d'un million seulement, sans avoir plus de sucre, la France a un million de moins à donner à ses autres consommations; ses revenus sont diminués d'un million, et sa population suit ses revenus.

Une  
diminution  
de frais  
augmente la  
population.

Toutes les économies que l'on parvient à faire sur les frais de production, étant équivalentes à une augmentation de revenu, dans tous les lieux où l'on a pu substituer avec avantage l'action de la machine à vapeur à l'action des hommes, les revenus du canton ont été augmentés, et par suite la population. D'où il est résulté cet effet bizarre, que les hommes se sont multipliés principalement dans les lieux où l'on est parvenu à se passer de leur travail. Là où dix hommes travaillaient, on a établi une machine qui fesait l'ouvrage de cent hommes; on a donc pu nourrir cent hommes au lieu de dix. C'est ainsi que les mines de houille en épargnant la main-d'œuvre, ont triplé et quadruplé, depuis un demi-siècle, la population des villes de Birmingham, de Sheffield, Manchester, Newcastle, et Glas-



gow. Ce n'est pas au son de la lyre d'Amphion que leurs briques se sont arrangées en maisons : c'est à la fumée du charbon de terre ; ce qui n'est pas tout-à-fait aussi poétique, mais beaucoup mieux avéré.

De la formation et de l'agrandissement des villes.

Il y a d'autres motifs encore que ceux que nous avons vus, pour ces agglomérations de bâtimens que nous nommons des bourgs, des villes, des capitales. Lorsque nous avons étudié les échanges, nous avons vu qu'ils sont fondés sur cette circonstance que chaque produit ne fabrique en général qu'une seule espèce de produits, et ces besoins variés l'obligeant de consommer des produits de mille espèces diverses, il est obligé de vendre, à peu de chose près, la totalité de sa production, et de racheter de même la presque totalité de sa consommation. Or, pour accomplir tous ces échanges, les lieux de réunion sont nécessaires ; des lieux où tous ceux qui ont à vendre puissent rencontrer ceux qui ont besoin d'acheter, et réciproquement.

De là les marchés, les réunions de produits en certains lieux déterminés ; et à mesure que les relations des producteurs entre eux, ont acquis de l'importance, ces mar-

Le besoin des  
échanges rend  
les villes  
nécessaires.

Les échanges  
ont pour objet  
des produits  
divers, et  
nécessitent  
des lieux  
de réunion.

## CHAPITRE X.

De la formation et de l'agrandissement des villes.

Le besoin des  
échanges rend  
les villes  
nécessaires.

Il y a d'autres motifs encore que ceux que nous avons vus, pour ces agglomérations de bâtimens que nous nommons des bourgs, des villes, des capitales. Lorsque nous avons étudié les échanges, nous avons vu qu'ils sont fondés sur cette circonstance que chaque producteur ne fabriquant en général qu'une seule espèce de produits, et ses besoins variés l'obligeant de consommer des produits de mille espèces diverses, il est obligé de vendre, à peu de chose près, la totalité de sa production, et de racheter de même la presque totalité de sa consommation. Or, pour accomplir tous ces échanges, des lieux de réunion sont nécessaires; des lieux où tous ceux qui ont à vendre, puissent rencontrer ceux qui ont besoin d'acheter, et réciproquement.

De là les marchés, les réunions de producteurs en certains lieux déterminés; et à mesure que les relations des producteurs entre eux, ont acquis de l'importance, ces mar-

chés qui étaient périodiques, sont devenus perpétuels. Un fabricant de poteries, au lieu d'apporter au marché ses pots, le jour de la semaine où le fermier y apportait son grain, les a vendus à un homme tenant boutique; tellement que non-seulement le fermier, mais le citadin, à quelque jour de la semaine qu'il eût besoin de poterie, a été assuré d'en trouver un assortiment dans la boutique du marchand.

Cette facilité a fait grouper autour du marché tous les producteurs qui pouvant également bien exercer partout leur industrie, ont le choix de leur emplacement; et ceux qui n'ayant d'autres soins que de dépenser les produits de leurs capitaux et de leurs terres, pouvant se placer également partout, doivent naturellement préférer les endroits où les objets de consommation se présentent en plus grands assortimens, et où ils peuvent rencontrer en outre les agrémens de la société. Les manufacturiers qui emploient beaucoup de bras, ont dû se mettre à portée des lieux plus habités; et enfin ces mêmes lieux étant le rendez-vous naturel des habitans de tout le canton, c'est là qu'on a dû placer les administrations, les tribunaux, et toutes les personnes qui y tiennent.

C'est ainsi que se sont formées toutes nos villes. Nous n'en voyons plus guère commencer

Les propriétaires et les capitalistes préfèrent l'habitation des villes.

noitamy  
aux villes sont  
en 1788



VI<sup>e</sup> PARTIE.

en Europe, mais dans les pays plus neufs, où il y a beaucoup de terres qui se défrichent, beaucoup d'industrie et d'activité, et par conséquent où les produits se créent aisément, de même que la population, il s'établit beaucoup de villes nouvelles et elles croissent avec rapidité; c'est surtout lorsque des avantages particuliers au local se joignent à l'avantage essentiel de communiquer facilement avec tous les environs, et de là ensuite avec les provinces éloignées du même pays et de l'étranger. Cette facilité de communication est essentielle, car un endroit ne peut devenir un lieu de réunion que lorsqu'on y arrive facilement et qu'on en sort de même.

Formation  
d'une ville aux  
États-Unis.

Voici ce que M. Birkbeck, qui dans ces dernières années est allé s'établir dans les provinces occidentales des États-Unis, nous dit de la manière dont les villes y prennent naissance.

« Sur les points où plusieurs nouveaux co-  
« lons ont acheté des mains du gouvernement,  
« dans le voisinage les uns des autres, des terres  
« pour les défricher, un propriétaire qui voit  
« d'un peu plus loin les besoins du pays, et  
« ses progrès futurs, supposant que sa posi-  
« tion est favorable à l'emplacement d'une  
« ville nouvelle, divise son terrain en petits  
« lots séparés par des rues commodément tra-

« cées, et les vend à mesure que l'occasion s'en  
« présente. On y bâtit des habitations. D'a-  
« bord un magasinier (on appelle de ce nom  
« un marchand en toutes sortes d'objets) arrive  
« avec quelques caisses de marchandises, et  
« ouvre une boutique. Une auberge s'élève  
« auprès, et devient la résidence d'un médecin  
« et d'un homme de loi qui fait l'office d'un  
« notaire, d'un agent d'affaires; le magasinier  
« y prend ses repas, et tous les voyageurs s'y  
« arrêtent.

« Bientôt arrive un forgeron et d'autres  
« artisans, à mesure que le besoin s'en fait  
« sentir. Un maître d'école qui sert de minis-  
« tre pour toutes les sectes chrétiennes, est un  
« membre obligé de la naissante commune.

« Si l'endroit est vraiment commode, les  
« cultivateurs d'alentour s'y rendent, pour  
« vendre et acheter, et la ville s'accroît jus-  
« qu'à devenir un centre, une espèce de chef-  
« lieu du pays environnant.

« Cent de ces tentatives ont échoué, et l'on  
« a été obligé de faire passer la charrue sur  
« des terres où l'on aurait bien voulu voir des  
« maisons; mais il y en a cent autres qui pros-  
« pèrent.

« Il n'y a qu'un an que dans le local de cette  
« ville de Princeton où je suis (c'est toujours



VI<sup>e</sup> PARTIE.

« M. Birkbeck qui parle ), on ne voyait que  
 « des gens vêtus de peaux ; maintenant on se  
 « montre à l'église en bel habit bleu ; les fem-  
 « mes en robes de calicot et en chapeaux de  
 « paille.

« Une fois la ville commencée , la culture se  
 « propage rapidement et se varie dans ses en-  
 « virons. Les denrées surabondent. Des mou-  
 « lins à eau , ou ( si les chutes manquent ) des  
 « moulins à vapeur s'établissent sur la pre-  
 « mière rivière navigable. L'excédant des pro-  
 « visions s'en va par le Mississipi , et la même  
 « rivière rapporte les objets d'échange qu'on  
 « tire d'outre-mer , par l'entremise de la Nou-  
 « velle - Orléans qui est déjà , et deviendra  
 « encore plus , un entrepôt immense. »

Les villes ,  
 grands dépôts  
 de commerce.

Ce besoin d'un centre , d'un point de réu-  
 nion qui est le premier motif de la formation  
 des villes , est aussi celui qui provoque leur  
 plus grand accroissement. Alexandrie d'Égypte ,  
 Constantinople , Venise , ont été des centres de  
 communications , des entrepôts de commerce ,  
 entre l'Europe et l'Asie ; c'est - à - dire que les  
 marchands d'Europe y trouvaient les produits  
 de l'Asie , et les Asiatiques les produits de l'Eu-  
 rope : c'est ainsi que dans un marché le culti-  
 vateur trouve à vendre son blé , et à acheter  
 les produits de la manufacture voisine ; en



même temps que le manufacturier y vend ses marchandises et y achète les denrées de la campagne.

Et comme dans le grand commerce il n'est point nécessaire que le marchand se transporte avec sa marchandise; comme il lui suffit de donner des ordres à des commissionnaires, on peut supposer qu'il y avait à Alexandrie des maisons de commission qui se chargeaient d'acheter pour Athènes et Rome, des marchandises de l'Arabie, de la Perse, ou de l'Inde, et qui fesaient des envois à leurs correspondans de Babylone ou de Bombay. Or on crée des valeurs commerciales, en transportant ainsi des marchandises; et cette production, quand le commerce est considérable, entretient de nombreuses populations. Celle de Venise trouva de quoi se nourrir sur ses lagunes et ses pilottis, parce qu'elle sut devenir un dépôt des marchandises du Levant, et un dépôt bien sûr, car on ne pouvait s'en emparer ni par mer ni par terre.

Les grands progrès que la navigation a faits depuis que l'on se sert de la boussole, ont permis d'établir de grands entrepôts de commerce, loin des routes directes, et partout où se sont rencontrés des ports commodes, de grands capitaux, en même temps qu'une grande in-

Pourquoi  
des dépôts de  
commerce  
peuvent  
s'établir hors  
des routes  
commerciales.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

dustrie. Or, de *grands capitaux* peuvent se rencontrer partout où l'esprit d'épargne est favorisé par les mœurs et par les institutions ; et une *grande industrie* partout où les hommes peuvent développer sans risques leur intelligence et leur activité. Tant qu'on naviguait avec timidité, la situation de Venise, celle de Constantinople, étaient précieuses pour communiquer avec l'Orient. Depuis que l'on sillonne l'Océan dans tous les sens et avec une merveilleuse rapidité, les marchandises de l'Inde ont pu nous arriver par Amsterdam et Londres, qui sont à l'opposé de l'Inde.

Les villes ne  
se forment  
point par une  
volonté  
arbitraire.

Remarquez, messieurs, que ce sont toujours les besoins des peuples et leur génie industriel, qui fait la fortune des villes, et non la volonté de leurs fondateurs (1). Toutes les puissances du monde ne parviendraient pas à former une ville là où elle n'a pas envie d'exister. Le cardinal de Richelieu, avec tout son pouvoir, a

---

(1) Ce ne fut point parce qu'Alexandre fonda Alexandrie en Egypte et lui donna son nom, que le commerce de cette ville prospéra ; ce fut parce qu'il détruisit la ville de Tyr, où se faisait auparavant le commerce avec l'Asie ; ce fut parce qu'Alexandrie était située en face de l'Archipel grec, dans un pays qui fut soumis à des princes grecs, et qu'une domination habile dans les



voulu fonder une ville qui portât son nom, et n'a jamais pu y rassembler au-delà de quelques centaines d'habitans.

CHAP. X.

On ne réussit pas mieux, par un acte de volonté, à borner l'étendue d'une ville qui porte en elle des germes d'agrandissement. Dix fois on a posé des limites à Paris, et Paris les a toujours franchies. En 1724 il parut une ordonnance du roi qui défendit de bâtir à Paris au-delà des boulevards du nord. Le motif qu'en donne le vertueux abbé de Saint-Pierre dans ses *Annales*, est curieux : *C'est, dit-il, afin que les habitans soient plus rassemblés et les maisons plus hautes.* C'est-à-dire qu'il donne pour borner la ville, les motifs mêmes qui doivent faire désirer de l'étendre. « De semblables réglemens, dit Jérémie Bentham (1), ne servent qu'à entasser des habitans dans des demeures étroites, à rendre l'air malsain, à procurer des maladies contagieuses, et à faire bâtir une ville sur une autre. »

Ni ne sont  
bornées par  
elle.

---

choses de marine, remplaça un gouvernement qui avait la navigation en horreur. Ce fut un ensemble de circonstances, déterminées il est vrai par le règne d'Alexandre, mais dont la fondation de la ville d'Alexandrie fut la moindre.

(1) *Théorie des Peines*, tome II, page 310.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

Si les villes  
épuisent un  
état.

Si les villes  
épuisent un  
état.

Quant à la manière dont s'exprime J.-J. Rousseau sur la même ville, c'est une déclamation que n'appuient point les principes de l'économie politique. « Ce sont, dit-il, les grandes  
« villes qui épuisent un état et qui font sa fai-  
« blesse. La richesse qu'elles produisent est une  
« richesse apparente et illusoire. C'est beau-  
« coup d'argent et peu d'effet. On dit que la  
« ville de Paris vaut une province au roi de  
« France : moi, je crois qu'elle lui en coûte  
« plusieurs ; que c'est à plus d'un égard que  
« Paris est nourri par les provinces, etc. »

Il est vrai que les provinces envoient leurs produits à Paris ; mais elles ne les y envoient pas gratuitement ; avec les profits qu'elles en tirent, elles se procurent les produits des arts de Paris ; et plus elles s'en procurent, moins leurs habitans sont fainéans et grossiers. Si les impôts des provinces sont principalement dévorés à Paris par le gouvernement, il ne dévore pas moins les contributions de Paris même.

Pourquoi  
les anciens  
quartiers des  
villes sont  
laid.

A mesure que les villes étendent leurs limites, les parties anciennement tracées et anciennement bâties cessent d'être en harmonie avec le nombre et la richesse de leurs nouveaux habitans. Toutes les rues bâties à Paris jusqu'à François I<sup>er</sup>, sont faites pour les communica-

tions de 150 mille habitans tout au plus, parmi lesquels il n'y en avait pas un seul qui eût un carrosse ou un cabriolet, car ce genre de luxe était encore inconnu du temps de ce prince. Il fallait par conséquent moins d'espace pour la circulation des personnes et des approvisionnemens. Il en fallait moins encore dans certaines portions centrales de la ville qui ont été bâties lorsqu'elle ne comptait encore que vingt mille, douze mille habitans, et même moins. Aujourd'hui, dans ces mêmes rues, il passe cent fois plus de monde, sans compter les chevaux, les voitures, les approvisionnemens que suppose une population plus riche et plus nombreuse. Aussi l'intérieur de nos villes, et surtout de Paris, ne suffit point à la circulation de leurs habitans, et les accidens s'y multiplient tous les jours davantage. Malheureusement les progrès mêmes de la civilisation et des richesses, élèvent le prix de l'espace à mesure qu'il devient plus nécessaire. Pour élargir les rues de l'intérieur de Paris à un point désirable, il faudrait acheter pour une somme si énorme de terrains et de maisons, que cette dépense serait trop considérable, non-seulement pour les revenus de la commune, mais de l'état. Tout ce qu'on peut faire, c'est d'ouvrir quelques grandes communications devenues indispensables.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

De la police  
des voies  
publiques.

Quant aux rues nouvelles, un gouvernement est inexcusable de ne pas prescrire qu'on leur donne une largeur suffisante, et de ne pas borner la hauteur des maisons à 14 ou 15 mètres, tout au plus, pour conserver au jour plus d'accès, à l'air plus de circulation. Et qu'on ne se plaigne point que c'est un attentat à la propriété. La propriété, instituée pour le bien de tous, ne peut pas pousser ses droits jusqu'au détriment de tous. Ce qui menace le public excède les droits de la propriété. Un propriétaire peut faire ce qui lui plaît sur son terrain, hors une maison dont l'élévation compromette la sûreté et la santé des autres citoyens; car leur personne est une propriété aussi qui veut de même qu'on la respecte. D'ailleurs quand une ville s'étend, les terrains qui deviennent propres à porter des maisons, acquièrent, grâce à la voie publique, une si grande valeur, que la voie publique qui leur procure cet avantage, a droit à quelques sacrifices de leur part (1).

---

(1) Dans les rues trop étroites, une bonne police diminuerait l'encombrement et les dangers qui en résultent pour le public, en supprimant les boutiques des marchands ambulans et tous les étalages qui empiètent sur la voie publique. On devrait à Paris obliger les conducteurs des carrosses et cabriolets à marcher



au petit trot de leurs chevaux, ainsi que cela se pratique à Londres, où la police est beaucoup mieux faite sous ce rapport. Il suffirait pour cela de condamner, sur la déposition de trois témoins, les délinquans à une légère amende.

En général les lois ne sont bien exécutées qu'aux lieux où chaque citoyen a le pouvoir d'en assurer l'effet. Un pays est toujours mal gouverné, quand les fonctionnaires publics sont appelés seuls à en surveiller l'exécution, et peuvent dire à un simple citoyen : *Mélez-vous de vos affaires ; cela ne vous regarde pas.* Comme si la chose publique n'était pas l'affaire de tout le monde !

VI<sup>e</sup> PARTIE.

## CHAPITRE XI.

## De l'inégalité des récoltes par rapport à la population.

Les récoltes  
varient plus  
rapidement  
que les  
populations.

LES récoltes varient d'une année à l'autre. Les populations ne peuvent pas subir des vicissitudes si rapides. Si, année commune, la France produit 60 millions d'hectolitres de froment, et s'il faut, l'un dans l'autre, à chaque individu, deux hectolitres, je conçois qu'une récolte ordinaire nourrira 30 millions d'habitans ; mais si l'année suivante la récolte se trouve de vingt millions d'hectolitres de plus, la France aura-t-elle dix millions d'habitans de plus ? Non, sans doute : dix millions d'habitans de plus sont le résultat d'une longue prospérité. Faute de consommateurs, on donnera le froment à tout prix : le cultivateur ne sera plus remboursé de ses frais. Si, au contraire, il se trouve un déficit d'un tiers dans la récolte, comme il y en a des exemples, faudra-t-il que la population soit réduite d'un tiers et que dix millions d'habitans soient condamnés à périr ? Ce serait un malheur effroyable.

Qu'arrive-t-il donc? Car il est évident que les récoltes sont inégales, et cependant que la population ne varie pas sensiblement d'une année à l'autre. Voici, messieurs, ce que l'on peut présumer.

Lorsque la récolte excède la récolte ordinaire, le blé tombe à bas prix; ce qui en augmente la consommation. On use plus largement de cette denrée. Les classes peu favorisées de la fortune (et ce sont les plus nombreuses), se nourrissent avec plus d'abondance; on donne le bas grain aux animaux, et les hommes mangent une plus grande portion de froment; on multiplie les bestiaux; on engraisse des volailles; on transforme la farine en mets susceptibles de se conserver. On exporte une partie de la récolte; on en met en réserve une autre partie pour attendre le moment d'un meilleur prix.

Comment se  
consomment  
les récoltes  
trop  
abondantes.

Lorsqu'au contraire, la récolte de l'année est inférieure à une récolte ordinaire, la classe indigente est avertie, par la cherté du pain, de la nécessité de le ménager: on n'en perd pas; on en mange moins; on cherche des suppléments, soit dans les grains inférieurs, soit dans les fruits, soit surtout dans les racines, comme la pomme de terre; on vend des bestiaux et des oiseaux de basse-cour, au lieu de les multiplier; on consomme les réserves des années

Effet  
des disettes.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

précédentes; enfin on se procure par le commerce des denrées alimentaires du dehors.

En dépit de ces palliatifs, une récolte qui excède beaucoup la récolte moyenne ou qui reste fort inférieure à elle, est une circonstance fâcheuse et quelquefois une grande calamité.

Est-elle surabondante? la culture du blé devient désavantageuse; le cultivateur consacre des terres à blé à d'autres cultures; et, comme le bas prix des subsistances favorise les mariages et cause, sinon une augmentation actuelle de population, tout au moins un acheminement vers cette augmentation, il arrive que de pareilles années préparent à la fois pour les suivantes et plus de citoyens, et moins de denrées alimentaires pour les nourrir.

Les mauvaises récoltes et une cherté disproportionnée avec les ressources du consommateur ont des effets encore plus funestes et que je n'ai pas besoin de vous retracer.

Vous voyez, messieurs, que pour le bien de l'humanité, l'effet désirable serait que, dans les années d'abondance, on pût mettre en réserve tout le blé dont on aura besoin dans les années de disette, et procurer ainsi, à chaque nation, une année moyenne proportionnée à sa population moyenne. Le remède paraît simple; mais à l'exécution il est fort difficile; et les

Des moyens  
de réparer  
l'inégalité  
des récoltes.

publicistes, les hommes d'état se sont longtemps disputés sur les moyens d'atteindre ce but. Les uns ont nettement décidé qu'on n'y saurait parvenir à moins que l'administration ne porte un œil vigilant sur l'état des subsistances, et ne fasse, selon l'occasion, des lois et des réglemens propres à prévenir les inconvéniens qui pourraient résulter pour la population de l'imprévoyance et de la cupidité des particuliers. Les autres ont été d'avis au contraire que tout acte de la part de l'autorité, est plus nuisible qu'utile, et que le meilleur moyen pour assurer l'approvisionnement des peuples, est de laisser toute latitude à l'agriculture et au commerce. D'autres enfin ont pensé qu'en certains pays le commerce et l'agriculture, quoique laissés à la plus entière liberté, ne sauraient se passer tout-à-fait de l'appui de l'administration.

Écoutons les principales raisons sur lesquelles s'appuie chacune de ces opinions, et d'abord les partisans des mesures administratives.

Quand on songe, disent-ils, aux maux effroyables qui accompagnent la disette et surtout la famine; quand on songe aux souffrances, à la mort, aux désordres qu'elle entraîne, on sent la nécessité de ne rien abandonner au hasard des événemens, pour prévenir de si

Défense  
des mesures  
administratives.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

grands malheurs. On doit en conséquence, si l'on voit la récolte mauvaise, défendre l'exportation des grains et des farines; accorder des primes à ceux qui en feront venir; ordonner pour compte du gouvernement des achats dans l'étranger. Si, malgré la cherté, les fermiers refusent de vendre, il faut les contraindre à porter leur blé au marché. Si des accapareurs veulent spéculer sur la misère publique et former des magasins qui, soustrayant une partie des subsistances aux consommateurs, en font monter le prix encore plus haut, il faut prohiber toutes les ventes clandestines, surveiller les transports de grains et de farine; et quand on en découvre des amas, obliger les détenteurs à vendre à un prix raisonnable. Toutes ces mesures s'expliquent par elles-mêmes, la nécessité les excuse, et l'expérience nous apprend ce qu'il en a coûté pour les avoir négligées.

Disettes  
survenues  
en France.

En France, la sortie des grains fut libre jusqu'en 1692; et en 1693, la disette fut telle qu'on fut obligé de défendre l'exportation *sous peine de mort*.

En 1708, la récolte fut bonne, on permit l'exportation. On ne fit aucune réserve pour l'année suivante où la gelée, saisissant une terre lavée par les pluies, coupa le blé par sa base. La famine de 1709 fut affreuse: on ra-



cheta dans l'étranger, à 50 francs le setier, des blés qu'on y avait vendus pour 8 francs.

En 1739, on vendit au dehors pour 20 millions de grain; et en 1740, on fut obligé de racheter exactement la même quantité de blé que l'on paya 40 millions.

En 1815 et 16, on abusa de même de la liberté d'exporter; et suivant un rapport fait par le ministre de l'intérieur, le 24 décembre 1818, le trésor public avait perdu dans cette occasion, en achats forcés, en indemnités et déchets de marchandises, au-delà de 49 millions (1).

Enfin, l'on peut avoir des voisins, comme les Anglais, où par suite des impôts, la production du blé est tellement chère, que son prix surpasse constamment le prix de la même marchandise sur nos marchés. Dès-lors, quand la saison a été mauvaise, et que l'Angleterre permet chez elle l'importation des blés, malgré son renchérissement en France, il est encore plus cher en Angleterre; et les particuliers trouveraient leur compte à exporter des subsistances déjà trop rares chez nous; ce qui ferait

Les étrangers  
ne doivent pas  
pouvoir  
augmenter  
notre détresse.

(1) Les achats se montèrent à une somme bien plus forte; mais les reventes en firent rentrer une partie.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

partager à nos consommateurs, à nos ouvriers, la dure condition de l'ouvrier anglais, qui est obligé de payer un prix élevé pour sa subsistance, et de vendre néanmoins ses produits à bon marché, afin de soutenir la concurrence du reste de l'Europe.

Défense  
de la liberté  
du commerce  
des grains.

Les partisans de la liberté indéfinie du commerce des blés disent, de leur côté, que toutes les fois que l'on empêche le blé de monter au prix où le porte une libre concurrence, il est à craindre que le produit moyen des terres à blé (c'est-à-dire les mauvaises années balancées par les bonnes) ne soit insuffisant pour payer les frais de production du blé; or, si ces frais ne sont pas remboursés au cultivateur, la production du blé est attaquée à sa source. Ils disent que la concurrence et les besoins des vendeurs sont une garantie que le prix du grain ne montera jamais à un taux excessif; qu'il est utile, quand la récolte s'annonce mal, que le prix monte, parce que la cherté met alors, en temps utile, des bornes salutaires à la consommation. Les réserves et les magasins que forment, dans ce cas, les fermiers et les commerçans, produisent un effet pareil. Ils font monter le prix du grain lorsqu'il est nécessaire qu'on l'économise, et ils le versent dans la consommation au moment de la plus grande cherté,



c'est-à-dire de la plus grande rareté; ce qui est l'instant où l'on en a le plus de besoin.

CHAP. XI.

Pour que l'on forme des magasins dans les années où le blé est à vil prix (magasins qu'on retrouve dans les années de cherté), le meilleur des encouragemens est de les protéger contre tous les dangers, et de donner aux administrés non-seulement l'assurance, mais la conviction que le propriétaire d'une provision pourra en disposer quand et comment il voudra. Les magasins ne peuvent être bien tenus, que lorsque ce sont des particuliers qui les forment. Si, dans les dépôts, il se trouve des blés gâtés et perdus pour tout le monde, c'est principalement dans ceux de l'administration que ce malheur arrive; car les particuliers, pour éviter des pertes graves, ont soin de visiter les leurs, et ils se hâtent de se débarrasser des marchandises qui menacent de s'avarier. Il est difficile que les administrateurs nommés par le gouvernement ou par les villes, ayant la certitude que la perte ou le gain ne les regardent pas, mettent dans les achats, dans les ventes, dans la conservation des grains, ce soin, cette diligence que réclament absolument toutes les opérations commerciales. Quel intérêt ont-ils à surveiller les subalternes, à exiger d'eux du travail et de l'assiduité, et à réduire des frais

Il convient  
de protéger les  
magasins.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

qui, au fait, sont des profits pour tous les agens de l'administration?

Les greniers  
d'abondance  
insuffisans dans  
les grands  
états.

Quand les particuliers sont détournés par la crainte des mesures administratives, de faire des approvisionnemens et d'avoir des dépôts de subsistances, les approvisionnemens de l'administration sont toujours insuffisans dans un grand état. En évaluant au tiers le déficit d'une mauvaise récolte, il ne s'élèverait pas en France à moins de 20 millions d'hectolitres, dont la valeur moyenne est de 18 francs; ce qui fait 360 millions pour la valeur des blés qu'il faudrait toujours avoir en magasin, sans compter la valeur des édifices, des manipulations et des ustensiles nécessaires pour loger et soigner cette immense provision.

Les importa-  
tions du  
gouvernement  
insuffisantes.

Quant aux ressources que l'on peut trouver dans les importations de l'étranger, pour suppléer au déficit des récoltes, les défenseurs de la liberté du commerce des grains observent que le commerce des particuliers peut seul faire arriver des quantités importantes. Les 80 millions que le gouvernement français dépensa en 1740, pour faire venir de l'étranger du blé qui, tout rendu, ne lui revint pas à moins de 50 francs le setier, procura un supplément d'approvisionnement suffisant pour fournir du pain à la France pendant 16 jours tout au plus;

tandis qu'une récolte inférieure d'un tiers à la récolte ordinaire, laisse la France sans pain pendant 120 jours!

Plus récemment, on voit dans un rapport du ministre de l'intérieur (1) que dans la disette de 1817, le gouvernement, par des achats qui ont coûté 70 millions, a procuré à la France une quantité de 1460 mille hectolitres de blé; or cette quantité n'est pas suffisante pour fournir du pain à la France pendant 8 jours! Et remarquez que, sur les achats du gouvernement, plus du tiers avaient été faits dans la France même, qu'ils n'ajoutaient rien par conséquent à ses ressources; et qu'une quantité inconnue de blé et de farine fut avariée, qui ne servit à la nourriture de personne. Le ministre convient lui-même que *le commerce seul, et le commerce libre et indépendant, peut attirer et répandre dans l'intérieur les ressources nécessaires.*

Il ne faut pas croire que le commerce des blés soit fait seulement par des commerçans en titre et par des spéculateurs. Les fariniers ou meuniers en gros, les boulangers, et même les brasseurs, lorsque le prix est assez bas pour

Par qui se fait principalement le commerce des blés.

---

(1) Du 24 décembre 1817.



VI<sup>e</sup> PARTIE. qu'on ne puisse pas s'attendre à une baisse plus forte, ou lorsqu'ils appréhendent un renchérissement quelconque, augmentent leurs approvisionnements ou leur fabrication. Les fermiers eux-mêmes suspendent leurs ventes, et font des magasins de blé; et ce sont là les opérations les plus efficaces.

Mauvais effets  
des achats  
administratifs.

Les achats de l'administration ont ce fâcheux effet, qu'ils décèlent des alarmes que l'ignorance populaire embrasse, propage et augmente. Chacun croit devoir se précautionner contre une disette qui n'est souvent pas réelle : on fait des provisions et l'on n'en achète pas moins sa consommation courante, ce qui, pour un temps, double les achats; en sorte qu'un faible secours procuré par le gouvernement, outre ce qu'il coûte au contribuable, lui fait payer plus cher ce qu'il ne lui procure pas (1).

---

(1) On a reproché avec quelque justice à M. Necker, en 1789, d'avoir dit dans un écrit imprimé : « A mon arrivée dans le ministère, je me hâtai de prendre des informations sur le produit de la récolte et sur les besoins des pays étrangers, etc. » Quelles informations concluantes, a-t-on dit, un ministre peut-il prendre ? Un maire de village ne peut pas savoir ce que sa commune a produit de blé : comment un ministre saura-t-il ce qu'a produit un vaste royaume, ce qu'on a vendu, ce qui a été consommé ? Et quand il le sau-



On convient généralement à présent que la circulation des grains et des farines, doit être absolument libre dans l'intérieur d'un état. Le gouvernement doit être animé d'une égale bienveillance pour tous ses sujets, et si un canton souffre de la disette, on pense qu'un autre canton doit lui faire part de son abondance; mais les partisans des mesures restrictives demandent si l'on doit la même bienveillance aux étrangers? Si notre territoire est plus fertile, si les frais de production sont moindres chez nous que chez eux, devons-nous les appeler à prendre part à cet avantage? Devons-nous faire

CHAP. XI.

L'exportation  
doit-elle être  
permise?

---

rait, quelle règle de conduite pourrait-il tirer de ce savoir? S'il fait des achats, il effraie le peuple et écarte les commerçans qui ne veulent point entrer en concurrence avec un gouvernement. Lorsqu'on parle en même temps de l'utile *prévoyance du gouvernement*, de la nécessité de *hâter le mouvement du commerce*, on aggrave le mal en voulant se donner le mérite de le réparer. Arthur Young, qui parcourait la France dans cette même année 1789, affirme que partout on lui dit que la récolte avait été ordinaire; et qu'aussitôt que M. Necker eut annoncé à l'assemblée nationale qu'il avait fait acheter à l'étranger 1400 mille quintaux dont 800 mille étaient déjà arrivés, cette annonce, qui semblait devoir faire baisser le prix du blé, le fit monter dans tous les marchés.

VI<sup>e</sup> PARTIE. monter le prix du blé dans nos marchés pour que nos voisins puissent s'en procurer à meilleur compte que chez eux? Ne fait-on pas sagement en conséquence, tout en protégeant la plus libre circulation intérieure du blé, d'en prohiber l'exportation, à moins d'une excessive surabondance?

L'exportation assure la production intérieure.

— Les partisans du commerce libre répondent que rien n'assure mieux l'approvisionnement intérieur, que l'habitude de l'exportation. L'exportation fait qu'un pays produit du blé par-delà sa consommation; de sorte que dans les momens de cherté, le commerçant trouvant plus de bénéfice à vendre qu'à exporter, le pays profite, dans les années de disette, du surplus que, dans les années ordinaires, il envoie à l'étranger.

Telles sont les raisons les plus concluantes apportées en faveur de l'action administrative, et en faveur de la liberté absolue. Elles sont répandues dans un grand nombre de volumes; elles sont accompagnées de beaucoup d'autres raisons moins décisives, ou trop facilement réfutées pour que je vous en entretienne. Je ne vous ai présenté que celles qui m'ont paru dignes de faire impression, et d'influer sur la conduite du législateur. L'un et l'autre parti présentent des faits et des motifs dont il n'est

pas permis de méconnaître la valeur. Mais ni l'un, ni l'autre, ne me semble présenter des garanties suffisantes contre les inconvénients qui résultent, pour l'espèce humaine, de l'inégalité des récoltes.

Une expérience fréquemment renouvelée nous prouve que l'administration, après avoir dépensé des sommes énormes et enrichi les traitans par les mains desquels elle a été obligée de passer, n'a procuré aux classes moins fortunées de la société, que des secours insignifiants.

Insuffisance  
des mesures  
administra-  
tives.

Il est à craindre que les magasins formés dans des vues d'intérêt privé ne soient pas une ressource plus assurée. Les mauvaises années sont heureusement trop rares pour que le renchérissement qui en résulte, indemnise convenablement les spéculateurs de leurs frais, de leurs risques, et de leurs peines. Une année de cherté médiocre n'arrive guère qu'une fois en cinq ans, et de cherté excessive, une fois en dix ans. Les frais de garde pour le blé, l'intérêt des avances compris, ne sont pas évalués à moins de quinze pour cent par année (1). Or,

Et des mesures  
privées.

---

(1) Le déchet se compose des maladies auxquelles le



quinze pour cent à intérêt composé, sont une dépense qui excède cent pour cent au bout de cinq ans, et quatre cents pour cent, si l'on est obligé d'attendre la dixième année pour réali-

---

blé est sujet et des ravages causés par diverses sortes d'insectes et d'animaux. La ville de Paris alloue aux entrepreneurs et soumissionnaires au rabais de cette garde, 1 franc 30 centimes par quintal métrique, pour le déchet et les manipulations. En évaluant le quintal à 22 francs, prix moyen, cela fait  $6\frac{1}{2}$  pour cent de la valeur. La ville de Paris fournit en outre les emplacements et les greniers où sont conservés les blés, qui forment seuls un capital considérable et qui coûtent, indépendamment de l'intérêt, un entretien considérable, surtout à cause des planchers. C'est évaluer peu cette dépense que de la porter au  $3\frac{1}{2}$  pour cent de la valeur des blés qui font le complément de dix pour cent, auxquels il convient d'ajouter 5 pour cent pour intérêts de la valeur du blé.

Encore ne compté-je pas les risques que font courir les incendies accidentels, le feu du ciel et les émeutes populaires. Enfin en supposant que tous ces frais fussent couverts par la hausse du prix de la denrée conservée, il ne resterait encore rien pour la peine, les soins pris par les spéculateurs pendant plusieurs années, sans compter les risques personnels auxquels les fureurs d'une populace souffrante pourraient les exposer, quoiqu'il n'y eût aucune faute de leur part, et que leur spéculation fût légitime, même aux yeux de la plus sévère morale.

ser. Il faudrait donc pour que les spéculateurs fussent indemnisés, que le blé montât à un prix qui excédât celui des plus affreuses disettes qu'on ait vues en France.

La prévoyance des consommateurs eux-mêmes n'offre pas une garantie plus rassurante. La plupart manquent de capitaux suffisans pour faire l'avance de leur approvisionnement pendant un an; ils manqueraient de local pour le garder, et en seraient embarrassés dans leurs déménagemens.

On ne peut  
compter sur la  
prévoyance des  
consomma-  
teurs.

Faut-il donc dans un pays parvenu à une haute civilisation, laisser une population nombreuse en butte aux maux qui naissent de l'inégalité des récoltes? On peut supporter de grandes fluctuations de valeurs dans les choses qui sont d'une nécessité moins urgente. Un homme qui ne peut atteindre au prix d'un vêtement, en renvoie l'acquisition à un autre temps. Il peut se passer d'abri plusieurs nuits de suite. Ces privations sont pénibles, mais ne sont pas mortelles. Il ne peut pas de même ajourner à l'autre semaine, les impérieuses sollicitations de son estomac. Elles sont à la fois les plus pressantes et les plus coûteuses de toutes; et lorsqu'elles attaquent en même temps une importante portion d'une population considérable, elles peuvent la porter à une exas-

L'aliment  
de tout un  
peuple réclame  
des précautions  
extraordi-  
naires.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

pération funeste pour elle-même et dangereuse pour les autres.

La politique  
pratique  
renonce  
quelquefois  
aux principes  
généraux.

N'est-ce pas ici un des cas où il faut savoir, dans la politique pratique, s'écarter des principes généraux ? Les principes généraux représentent une industrie abandonnée à elle-même comme le moyen le plus assuré de pourvoir à nos besoins : l'expérience nous fait voir que l'intérêt pécuniaire, que les habitudes ne suffisent point pour que les hommes fassent des réserves assez longues pour parer à l'inégalité des récoltes chez un grand peuple. Dans l'insuffisance où sont les gouvernemens et les particuliers pour en venir à bout, séparément, ne peuvent-ils pas unir leurs efforts, sinon pour remédier complètement à cette rigueur des choses naturelles, au moins pour en adoucir les effets ? La nature semble avoir compté sur les ressources de l'industrie humaine, lorsqu'elle a placé l'homme dépouillé, nu, sans abri sur cette terre : n'a-t-elle pas de même compté sur son intelligence, sa prévoyance et ses soins, lorsqu'il s'est agi pour lui de se former en sociétés immenses et de pourvoir à leur conservation ?

Des secours  
sociaux unis  
à l'intérêt  
personnel.

Il semble que chaque commune favoriserait suffisamment les spéculations particulières relatives à la plus importante des subsistances, si elle offrait aux capitalistes qui dans chaque



localité jouissent de l'estime publique, une indemnité diminuée par la concurrence, en faveur de ceux d'entre eux qui se chargeraient de former des magasins de blé, avec la condition de les revendre lorsque le blé serait monté à un prix fixé d'avance. Cette précaution serait facultative de la part des communes, et certes ce serait un des meilleurs emplois qu'elles pussent faire des deniers communaux. La commune n'aurait aucune avance à faire; il lui suffirait de constater le nombre d'hectolitres mis en réserve par un ou plusieurs particuliers, de faire vérifier ce nombre chaque année en payant l'indemnité, et en cas de disette, d'obliger les entreposeurs à porter sur le marché une portion de leur blé chaque semaine. Ces approvisionnements des villes et des bourgs, laisseraient les marchés des campagnes mieux garnis, et les prix ne pourraient pas s'y élever autant. Si la ville de Paris eût dépensé de cette manière la moitié des sommes qu'on a sacrifiées pour subvenir très-imparfaitement, dans les temps de disette, aux besoins de ses nombreux habitants, il est probable qu'ils auraient été beaucoup mieux satisfaits; on aurait soulagé les consommateurs des campagnes; on se serait affranchi des indemnités que l'on paie aux

boulangers, et l'on aurait affranchi cette industrie d'un monopole (1).

Le gouvernement louerait aux entrepreneurs, les bâtimens qui lui appartiennent, à la charge par eux de les entretenir en bon état.

---

(1) La ville de Paris, c'est-à-dire le gouvernement, conclut à la vérité des contrats avec des entrepreneurs pour la conservation des grains de la réserve de Paris; mais il vend et achète pour son compte, et reste exposé à tous les inconvéniens que rencontre un gouvernement qui se fait marchand. Avec la mesure ici proposée, les particuliers feraient des bénéfices, non-seulement par leurs économies sur les frais de conservation, mais sur la différence des prix d'achat et des prix de vente; ce qui leur permettrait de traiter à des conditions peu onéreuses.

---

## CHAPITRE XII.

Que les disettes seront plus rares à l'avenir.

QUELS que soient, dans l'état actuel de notre civilisation, les frais qu'exigent les précautions qu'il faut prendre contre les disettes, on peut raisonnablement se flatter qu'elles seront moins embarrassantes à l'avenir. Il serait à désirer que l'agriculture fût plus perfectionnée, qu'il y eût plus de capitaux répandus sur les terres, des communications faciles et économiques (1), de bons chemins de traverse dans les campagnes, des charges publiques légères. La pré-

---

(1) En France on ne peut pas encore compter sur les ressources que présente une province éloignée. En 1817, tandis que le blé était tolérablement abondant en Bretagne, on mourait de faim en Lorraine; le transport des vivres de la première de ces provinces dans l'autre, en quadruplait le prix; or on sait que le haut prix c'est la disette. En Andalousie, quand le blé monte à 4 shillings 6 deniers le bushel, on le tire des États-Unis d'Amérique; lorsqu'il ne vaut que 1 shilling 6 deniers, dans les plaines de Castille. (Jacob: 2<sup>e</sup> Rapport, page 4.)



VI<sup>e</sup> PARTIE.

voyance, les soins marchent avec l'aisance des nations. Mais ce sera l'œuvre du temps. Déjà les disettes sont moins fréquentes qu'autrefois et beaucoup moins cruelles. Elles deviendront encore plus rares par la suite; d'abord parce que l'administration se perfectionnera avec les lumières; et ensuite par quelques autres causes dont il est consolant, et n'est pas sans utilité, de s'occuper dès à présent.

Les substances  
alimentaires  
se multiplient.

Plus le nombre et la variété des substances alimentaires s'accroissent, et moins on est exposé au risque d'en manquer. Les circonstances qui sont défavorables à une denrée, ne le sont pas pour une autre. Les disettes sont affreuses dans l'Indoustan, parce que le fonds de la population y vit presque entièrement de riz. Si une sécheresse extraordinaire vient à contrarier cette récolte, nul autre aliment abondant et peu cher n'y supplée. Or les progrès de l'agriculture, d'une part, nous procurent de nouvelles denrées par la naturalisation de végétaux et d'animaux étrangers; et, d'une autre part, ils font entrer dans la nourriture habituelle du peuple certains alimens, qui étaient trop chers pour lui, et qu'on trouve peu à peu le moyen de produire à moins de frais. La pomme de terre a rendu en France d'immenses services dans les dernières disettes; elle en aurait rendu

bien davantage si sa culture avait été plus généralement répandue. On la cultivera plus universellement; on la cultivera mieux; on apprendra, par exemple, les moyens d'empêcher qu'elle ne dégénère. Déjà on la conserve d'une récolte à l'autre; et, en la réduisant en fécule, on la conserve sans altération un grand nombre d'années. La pomme de terre, sous toutes les formes, entrera en concurrence avec les céréales, dans la nourriture des peuples, et suppléera souvent à leur rareté : quand un peuple se nourrit par moitié de céréales et de pommes de terre, un déficit d'un quart, dans l'une ou l'autre de ces denrées, ne lui fait éprouver qu'un déficit d'un huitième dans sa nourriture totale.

Nous ignorons quels autres végétaux sont susceptibles de s'acclimater parmi nous. Sans devenir aussi communs que la pomme de terre, il y en a peut-être beaucoup qui feront une partie essentielle de la nourriture de nos descendants. Plusieurs de nos alimens, les épinards, les artichauts, les choux-fleurs, étaient absolument inconnus à nos pères.

Les moyens de communication allant en se perfectionnant, les subsistances particulières aux provinces méridionales de la France, comme le maïs et les châtaignes, pourront à



VI<sup>e</sup> PARTIE. peu de frais être transportées dans les provinces septentrionales, et devenir peu à peu une partie essentielle de nos alimens habituels.

La naturalisation des animaux est d'une importance moins grande ; cependant les coqs et les poules d'Inde qui sont originaires du Mexique, en se multipliant dans nos basses-cours, ont accru le nombre de nos substances alimentaires.

Les animaux  
considérés  
comme  
aliment.

Si les jachères étaient généralement supprimées en France, et si l'on y faisait reposer les terres, en les obligeant de produire des plantes fourragères, les bêtes à cornes et les animaux de boucherie se multiplieraient considérablement, et entreraient en beaucoup plus grande proportion dans la nourriture du peuple. Si quelque moraliste timoré se faisait scrupule de multiplier les animaux dans le but de les détruire, en les faisant servir de pâture à notre voracité, je lui ferais observer que le mal de la mort n'est pas dans la cessation de la vie (l'observation en a déjà été faite) (1), mais dans la douleur qui accompagne souvent ce changement d'état, et dans l'appréhension de la mort, qui est une souffrance aussi. Or quant à l'appréhension, les animaux n'en paraissent

---

(1) II<sup>e</sup> partie, chap. II.



pas susceptibles, et l'on peut encore, mieux peut-être qu'on ne le fait, leur déguiser le sort qui les attend. De manière que si nous pouvions leur épargner tout sentiment de douleur physique, nous ne leur ferions réellement aucun tort en les privant de la vie. Il ne me semble pas impossible que nos connaissances et le sentiment de nos devoirs envers les bêtes, étant plus perfectionnés qu'ils ne sont, nous ne parvenions à faire entrer les animaux au nombre de nos alimens, sans avoir à nous reprocher leurs souffrances (1).

Les progrès du commerce sont une autre raison de croire que les substances alimentaires deviendront plus abondantes et plus variées. Nous produirons plus d'objets manufacturés : ils conviennent à l'activité, au génie des habitans de la zone tempérée ; par contre, nous jouirons plus abondamment des productions de la zone torride. La terre est incomparablement plus féconde et moins habitée entre les tropiques, et même au nord et au sud des tropiques, qu'elle ne l'est dans nos climats. Le nombre des végétaux y est plus considérable et

Le commerce  
peut fournir  
plus d'alimens.

---

(1) On sait qu'une fort petite quantité d'acide prussique arrête, sans douleur, le mouvement de la vie animale.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

la végétation plus vigoureuse. Le rapport unanime des voyageurs nous représente l'Afrique, au sud du Sénégal, et l'Amérique méridionale presque entière, comme vierges pour l'agriculture, avec une immense capacité de produire. Quand nous saurons enfin l'art de former des colonies, et que nous leur porterons des marchandises au lieu de leur porter des vexations, il est probable que nous en tirerons de puissans secours en denrées alimentaires. Au Paraguay, et ailleurs, on laisse dévorer aux animaux sauvages la chair des bœufs et des vaches que l'on tue pour avoir leur peau. Avec plus d'industrie et de capitaux, dans ces mêmes contrées, on la transformerait en viande salée et séchée; et, avec une navigation plus prompte et plus économique, on pourrait en approvisionner à peu de frais les marchés de l'Europe (1).

La navigation  
devient plus  
rapide.

La promptitude dans la navigation, comme dans toutes les autres opérations industrielles, est une économie dans les frais de production; les capitaux avec lesquels se conduit l'opération, sont moins long-temps employés. La navigation, sous ce rapport, a beaucoup gagné

---

(1) On sait par les voyages de Mungo-Park, que l'intérieur de l'Afrique produit spontanément, et en très-

depuis le commencement du siècle. On vient à présent d'Amérique en Europe en 20 jours, tandis que le même voyage en prenait autrefois 36 à 40 ; on fait deux expéditions aux grandes Indes, dans l'espace de temps où l'on n'en faisait qu'une. Des communications plus faciles avec les diverses parties de la terre, auront, jusqu'à un certain point, l'effet d'une communication plus facile entre les différentes provinces d'un grand état. Chacune participera à la fécondité de toutes, et il en résultera une production moyenne plus uniforme.

Si quelques produits lointains ne peuvent point se naturaliser dans nos latitudes, comme la banane, et le fruit de l'arbre à pain, on apprendra peut-être à les conserver, en les desséchant ou autrement ; ou bien on les multipliera dans certains climats plus à notre portée, et qui pourront leur convenir. Si les puis-

On devrait civiliser les côtes septentrionales de l'Afrique.

---

grande abondance, un arbre qu'il nomme, d'après les habitans, *shea*, et dont le noyau, séché au soleil et bouilli dans l'eau, donne un beurre végétal plus agréable, dit-il, qu'aucun beurre de vache qu'il ait jamais mangé. Il est plus blanc, plus ferme que notre beurre, et se conserve toute l'année sans sel. La récolte, la préparation et le commerce de cette précieuse denrée deviendront peut-être une fois, un objet considérable d'industrie.



VI<sup>e</sup> PARTIE.

sances de l'Europe entendaient leurs vrais intérêts, les immenses armées, la tactique, les trésors qu'elles emploient à se faire du mal mutuellement, seraient employés à introduire la civilisation européenne dans l'Afrique septentrionale; elles pourraient toutes y former des colonies qui bientôt devenues indépendantes, comme toutes les colonies devraient l'être, fourniraient des denrées alimentaires précieuses, et ouvriraient un nouvel et vaste débouché aux marchandises de l'Europe. Mais non; l'Europe, toute puissante qu'elle est, supporte la honte de payer tribut à des forbans, et souffre que ces forbans, lorsqu'ils sont de mauvaise humeur, réduisent ses enfans en esclavage! Les améliorations possibles sont immenses, celles qui s'opèrent réellement sont lentes et bornées; mais l'avenir est pour nous.

## CHAPITRE XIII.

## De la colonisation.

— LA tendance qu'ont toutes les populations à dépasser leurs moyens d'existence, et les maux qu'elles éprouvent en étant perpétuellement ramenées dans les limites que prescrit une dure nécessité, ont porté toutes les nations peuplées à former de nouvelles colonies. Il semblerait que les classes indigentes, plus exposées que les autres aux maux qui naissent de la pénurie, et constamment moissonnées par elle, dussent être les seules à chercher sur une terre moins encombrée, une existence plus facile. Cependant elles ne partent pas les premières. Pour partir il faut quelques avances, un capital qui suffise tout au moins pour les frais du voyage et pour subsister jusqu'au moment où les produits d'une nouvelle patrie pourvoiront à la subsistance des colons.

Les émigrations  
ne commencent  
pas par les  
classes  
indigentes.

L'émigration commence donc par les familles où l'on éprouve des difficultés pour établir des enfans trop nombreux, mais où l'on a pourtant assez de ressources pour leur assurer les

VI<sup>e</sup> PARTIE.

moyens d'exister pendant les premiers temps d'une colonisation. On peut dire que c'est des classes moyennes que sortent les fondateurs d'une colonie. C'est quand ils ont pourvu aux frais de premier établissement, quand ils ont fait quelques accumulations, que les classes indigentes vont leur offrir leurs travaux ; mais la difficulté des déplacemens maintient pendant de longues années dans le nouvel établissement, la main-d'œuvre à très-haut prix.

Efforts qu'on  
fait avant de  
coloniser.

Au surplus ce n'est pas sans beaucoup de répugnance que les familles consentent à des séparations hasardeuses, et pour ainsi dire éternelles. La classe mitoyenne ne s'y résout en général qu'après avoir tenté de trouver plus près d'elle des moyens d'existence. De là les efforts que font les familles pour donner à leurs enfans une éducation qui les mette en état de remplir des fonctions dans le pays même, ou dans les pays voisins. De là ces études littéraires, cette fréquentation des écoles de droit et de médecine qui attirent dans des fonctions publiques ou privées plus de concurrens qu'il ne serait nécessaire à leur bien-être personnel, ou aux besoins de la nation. De là encore ces éducations que beaucoup de Suisses vont faire dans les états du Nord ; et, ce qui est beaucoup moins louable, de là les capitulations de leurs



gouvernemens pour fournir des soldats mercenaires à des nations étrangères, afin de procurer aux enfans de famille des places d'officiers payées par ces nations; de là encore l'abus de la souveraineté que s'arrogent les Anglais aux Indes et dans beaucoup d'autres lieux; abus qui se perpétue et s'étend beaucoup moins en raison des vrais intérêts de la nation anglaise, que par le besoin qu'éprouvent beaucoup de familles, de procurer des places à leurs enfans.

La formation de nouvelles colonies est favorable aux progrès de l'espèce humaine et à son bonheur, quand les établissemens coloniaux sont formés dans des contrées désertes, ou peuplées seulement de quelques sauvages, et avec le jugement et l'esprit de conduite qui seuls peuvent en assurer le succès. Dans cet esprit de conduite il faut comprendre pour beaucoup celui de la mère-patrie. Quand le gouvernement de la métropole favorise avec discernement la colonie, non pour conserver sur elle sa domination, mais au contraire pour l'instruire à s'en passer, il n'excite pas la jalousie des nations rivales, et multiplie le nombre de ses amis.

Avantage  
des colonies  
formées sur un  
bon plan.

C'est une puérilité dans les chefs d'une nation de s'imaginer qu'elle s'affaiblit par de telles émigrations quand elles sont bien conduites.

Les émigrations  
volontaires  
n'affaiblissent  
pas un pays.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

Nul état florissant n'a cessé de l'être pour avoir donné naissance à des colonies florissantes. Tyr, Athènes et Corinthe ne parvinrent à leur plus grande puissance, qu'après avoir enfanté plusieurs grandes cités. Les provinces d'Espagne, d'où sortirent les aventuriers qui conquièrent le Mexique et le Pérou, furent toujours les plus populeuses; et l'Angleterre n'a jamais été plus prospère qu'après avoir fondé les établissemens de l'Amérique septentrionale (1). Ce sont les vices intérieurs des états qui les ruinent et les dépeuplent, et non pas les émigrations.

Il ne faut donc point s'armer contre elles, ni même contre l'extraction des capitaux, d'abord parce que c'est inutilement qu'on le ferait, et aussi parce que c'est une violation du droit naturel : toute société peut bien imposer les conditions qu'il lui plaît aux associés qui viennent se réunir à elle, ou qui consentent à vivre dans

---

(1) Il y a une île en Écosse (l'île de Skye) qui n'a pas douze lieues de long. Elle comptait, en 1755, un peu plus de 11,000 habitans. Dans les années qui suivirent, elle en perdit 8000, qui allèrent s'établir soit aux États-Unis, soit dans les parties basses de l'Écosse; vous pourriez croire qu'après ces émigrations, il ne lui resta que 3000 habitans : elle se trouva en avoir au-delà de 14,000 ! (Statistique de sir John Sinclair.)

son sein; mais elle n'a aucun droit sur ceux qui veulent la quitter sans vouloir emporter rien qui appartienne à l'état ou aux particuliers. S'y opposer n'est pas seulement un passe-droit, c'est une barbarie et une maladresse : « C'est changer l'état en prison, dit « Bentham (1); c'est publier, au nom même « du gouvernement, qu'il ne fait pas bon y « vivre. Il semble, ajoute-t-il, qu'un tel édit « doit toujours commencer ainsi : *Nous, etc., « ignorant l'art de rendre nos sujets heureux ; « bien assurés que si nous leur laissions la li- « berté de fuir, ils iraient chercher des con- « trées moins opprimées, etc. »*

Quant au sort qui attend les colons, dans un établissement nouveau, il dépend d'eux-mêmes principalement. Il faut qu'ils possèdent, outre quelques avances dont j'ai déjà parlé, les qualités qui font réussir dans les établissemens lointains, et dont je vais indiquer rapidement les plus essentielles, soit pour engager à les acquérir, quand on se destine à de tels établissemens; soit pour détourner les gens qui ne les ont pas, de faire des entreprises qui échoueraient nécessairement, non sans les rendre,

Qualités qui  
font réussir  
une  
colonisation.

---

(1) Théorie des peines et des récompenses, tome II, page 310.



VI<sup>e</sup> PARTIE. ainsi que leurs familles, horriblement misérables.

Il faut avoir de la jeunesse.

Pour réussir dans un établissement lointain, un homme doit être jeune : car il s'agit pour lui de perdre des habitudes anciennes et d'en acquérir de nouvelles ; or on sait que rien n'est plus difficile au vieil âge. Il doit pouvoir se passer sans chagrin des sociétés nombreuses, et des divertissemens qu'on ne trouve que dans les villes. La vie de famille, la liberté, et les plaisirs ruraux, doivent suffire à son bonheur et à celui de sa compagne. Il doit se sentir un caractère ferme et persévérant, car il rencontrera des obstacles qu'il n'a pas prévus ; et une fois qu'on a fait une démarche semblable, et qu'on y a entraîné sa famille, on ne peut plus reculer.

Un jugement sain.

Il faut qu'il ait du jugement ; car ici il ne s'agit pas de suivre des routes battues : on est obligé de prendre avis du moment et des circonstances. On ne peut pas hasarder légèrement ses ressources, parce qu'on n'a pas les moyens de les rétablir si on les perd sans fruit ; on n'a pas le temps de faire plusieurs essais, car si de nouveaux produits ne se trouvent pas créés lorsque ceux qu'on porte avec soi seront consommés, de quoi vivra-t-on ?

Par la même raison, il faut qu'un esprit

d'ordre et d'économie préside à toutes les consommations d'un nouveau colon. Il vaut mieux qu'il se trouve avoir en mains des ressources pour un mois de trop, que pour une semaine de moins.

CHAP. XIII.

Beaucoup  
d'ordre et  
d'économie.

Par la même raison, il faut qu'il sache donner à toutes ses actions, à chacun de ses mouvemens pour ainsi dire, une direction utile, afin que l'établissement arrive plus tôt au point de se soutenir par lui-même.

On n'y doit rien laisser en souffrance. Tout ce qui a reçu quelque échec, tout ce qui va mal, doit être sur-le-champ réparé et remis en ordre. La négligence est la rouille qui ronge tous les établissemens; ceux surtout qui sont encore frêles et peu consistans. Voyez l'active fourmi : c'est quand ses magasins sont bouleversés qu'elle redouble d'activité. La raison conseille ici ce que l'instinct commande chez elle.

Plus on a de connaissances et d'expérience dans les arts industriels, et dans le plus important de tous, dans l'agriculture, et plus on a de chances de succès; car loin du monde, on est loin des conseils. Chacun des individus de la famille doit savoir manier la bêche, la hache, le marteau, la scie et le rabot. Un citadin ne sait ordinairement rien de toutes ces choses, à

La connais-  
sance et la  
pratique des  
arts utiles.

VI<sup>e</sup> PARTIE.

cause de la facilité qu'il a d'appeler des gens du métier. Dans les forêts des Illinois, où il n'y a point de charpentiers, de menuisiers, de serruriers, ni de maçons, il faut être de tous métiers. Il n'est pas nécessaire d'y être habile, parce que les goûts y sont simples, et les moqueurs inconnus; mais il faut savoir mettre la main à l'œuvre: l'expérience et l'adresse viennent à celui qui ne manque pas de courage.

Quelles  
nations ne sont  
pas propres à  
former des  
colonies.

Les nations où ces qualités sont rares et qui se distinguent par les talens de société, plutôt que par les talens utiles à la société, ne sont pas propres à former des colonies et n'y réussissent pas; celles qui ont le courage du moment, plutôt que celui de tous les momens, n'y réussissent pas; celles où l'on n'agit bien que pour être regardé et pour être applaudi, n'y réussissent pas. Je connais des peuples dont la bravoure est reconnue, même par leurs ennemis, dont les talens excitent l'envie de leurs rivaux, et où les vertus ne sont pas moins communes que chez quelque peuple que ce soit; et qui n'ont presque jamais réussi à former des établissemens coloniaux, à moins que leur gouvernement ne s'en soit mêlé pour achever de les perdre.

Nul peuple n'y est plus propre que les Amé-



ricains des États-Unis : ils sont élevés dans l'art des colonisations, et dans l'Amérique du nord, les habitans des contrées atlantiques peuplent le bassin du Mississipi de leurs établissemens. Leur prospérité a été si rapide, qu'ils ont senti la nécessité de se répandre, avant d'avoir pu oublier les traditions et les habitudes qui font réussir de nouveaux colons.

Il faut se garder de fonder le succès d'une colonie sur un ordre de choses vicieux en soi, contraire aux intérêts et au bien-être d'un grand nombre d'hommes, et que les progrès de l'espèce humaine doivent repousser tôt ou tard, tel que l'esclavage.

On n'y doit point introduire des institutions faites pour ne pas durer.

Si quelque chose pouvait faire douter du succès définitif et de la prospérité future des états du sud de l'Union américaine, du Brésil, et de quelques autres, c'est l'esclavage des nègres ; si ces nations veulent se consolider, elles doivent aspirer à l'abolir graduellement.

FIN DU TOME QUATRIÈME.

incertain des États-Unis : ils sont élevés dans l'art des colonisations, et dans l'Amérique du nord, les habitants des contrées atlantiques peuplent le bassin du Mississippi de leurs établissements. Leur prospérité a été si rapide, qu'ils ont senti la nécessité de se répandre ; avant d'avoir pu oublier les traditions et les habitudes qui font résister de nouveaux colons. Il faut se garder de fonder le succès d'une colonie sur un ordre de choses vicieux en soi, contraire aux intérêts et au bien-être d'un grand nombre d'hommes, et que les progrès de l'espace humaine doivent repousser tôt ou tard, tel que l'esclavage.

Si quelque chose pouvait faire douter du succès définitif et de la prospérité future des États du sud de l'Union américaine, du Texas, et de quelques autres, c'est l'esclavage des nègres ; si ces nations veulent se consolider, elles doivent aspirer à l'abolir graduellement.

certains

On y voit  
l'absence de  
l'instruction  
au point de  
vue moral

# TABLE ALPHABÉTIQUE

## DES PRINCIPALES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

---

NOTA. Chaque volume porte sa table alphabétique des matières.

Lorsqu'une matière occupe plusieurs pages de suite, la première seule est relatée.

### A

*Abailard*, professeur du douzième siècle : combien il avait d'auditeurs à ses leçons, 175.

*Abstractions*, en économie politique : ne rendent pas un compte vrai de la diversité des profits, 104 *en note*. Supposent qu'on est également libre d'embrasser toute espèce de profession, 133. Et que l'industrie n'est bornée que par l'étendue du capital, 205. Servent de fondement à la doctrine de Ricardo et de Macculloch sur le profit foncier (*rent*), 283. Et 288.

*Agriculture* : de quels progrès elle est susceptible en Angleterre et en France, 375.

*Améliorations* : profits qui en résultent indépendamment des profits du fonds de terre, 267. Peuvent toutes être dissipées, 268. Partagent le sort du fonds, 269. Rapportent quelquefois un revenu supérieur à celui du fonds, 272. Veulent être entre-



prises avec réserve, 274. Se dissipent sous une mauvaise législation, 275.

*Américains des États-Unis* : mieux reçus en Chine que les Anglais, 16. Éminemment propres aux nouvelles colonisations, 460.

*Analyse*, en économie politique : plus essentielle que les données, 142.

*Angleterre* : sa législation relativement aux canaux de navigation, 4. Étendue de ses possessions aux Indes orientales, 26. Comment elle les administre, 27. Son gouvernement influe sur la nomination des fonctions relatives à l'Inde, 33. Ses citoyens paient les fortunes acquises au Bengale, 44. Consomme presque seule les importations de sa compagnie des Indes, 45. Perd annuellement 55 millions sur ses achats de thé, 46 *en note*. Améliore l'administration politique de l'Inde, 48. Ne peut y redouter ni un soulèvement dans le pays, 50. Ni l'attaque d'une puissance européenne, 51. Si l'on doit désirer la fin de son ascendant aux Indes, 52. Quels revenus y sont altérés par la dépréciation de la monnaie, 89. Les progrès de son industrie neutralisés par l'impôt, 107. Et par d'autres abus, 144. N'admet pas l'association en commandite, et a tort, 219. Refuse d'abroger les lois contre l'usure, 247. Paie le blé plus cher qu'elle ne devrait, 261. Progrès de sa population, 362. Vraie raison qui lui fait conserver l'Indoustan dans sa dépendance, 455.

*Animaux* : peuvent être considérés comme substances nutritives, 448.

*Applications utiles*, des sciences aux besoins de l'homme, 163.

*Aristote* : ne pourrait pas traiter de nos jours tant de sujets divers, 166.

*Association* (Esprit d') : ses avantages, 1.

*Australasie* : ses habitans ne produisent, ni ne consomment, 96. Pourquoi en si petit nombre, 358.

Son état en 1818, 359.

*Avances en compte courant* : sont une espèce de prêt à intérêt, 216.

## B

*Barbaresques* (États) : leur existence est une honte pour les gouvernemens d'Europe, 452.

*Bentham* (Jérémie) : cité au sujet des colonisations, 457.

*Besoin* : leur absence suppose un défaut de civilisation, 96. N'entraînent pas nécessairement la corruption, 100. Influent sur les profits des industriels, 122. Et 156. Et augmentent les frais de production, 124. Sont le premier fondement de la valeur, 287.

*Blé* : pourquoi le pays est plus pauvre quand son prix s'élève, 84. Sa cherté fait baisser les salaires, 151. Son commerce devenu libre n'exposerait pas l'Angleterre, 261. Peut être produit par le commerce, 324. Il ne suffit pas d'une terre fertile pour en produire, 336. Pourquoi influe plus sur la population que tous les autres produits, 346. Son prix circonstance essentielle de la production, 347. Remplacé jusqu'à un certain point par le charbon de terre, 348. Comment son prix borne la population, 350. Mauvais effets de l'inégalité de sa production, 426. Est ménagé dans la disette et prodigué dans l'abondance, 427. Raisons pour et contre la liberté absolue

de sa culture et de son commerce , 429. Les greniers d'abondance et l'importation insuffisans pour en assurer l'approvisionnement , 434. S'il convient d'en défendre l'exportation , 437. Son exportation encourage sa production , 438. Ses frais de garde surpassent son prix de disette , 439. Satisfait des besoins qu'on ne peut ajourner , 441. Son commerce ne peut se passer de moyens économiques de communication , 445 *en note*. Par quelles denrées il peut être suppléé , 446. Voyez *Magasins de blé*.

*Boerhaave* , savant médecin : sa richesse , et comment acquise , 172.

*Bonifications foncières* : voyez *Améliorations*.

*Bon marché* : n'est pas la même chose que le bas prix , 101.

## C

*Cabaretiers* : vendent moins de vin quand le blé est cher , 151 *en note*.

*Cadix* : pourquoi les capitaux y donnaient de gros profits , 200.

*Calcutta* , siège du gouvernement anglais aux Indes : sa description , 31.

*Canaux de navigation* : pourquoi trop peu nombreux en France , 3. Favorisés par la législation adoptée en Angleterre , 4.

*Capitalistes* : produisent indirectement , 93. Ne con-  
fient pas judicieusement leurs capitaux quand ils  
sont étrangers à toute industrie , 121. Et les em-  
ploient encore moins judicieusement eux-mêmes ,  
127. Ce qui suffit pour mériter ce nom , 190. Ont  
besoin de se transporter aisément au lieu où leur ca-  
pital est employé , 232.



*Capitaux* : l'une des sources de nos revenus , 56.

Pourquoi moins rares aux colonies que les services de l'industrie , 117. Dans quelles circonstances ils ne réclament pas le secours de l'industrie , 120. Sont souvent perdus par l'incapacité de leurs possesseurs , 128. Ne sont pas toujours offerts aux entrepreneurs qui mériteraient d'en trouver , 130. Le mobilier en fait partie , 191. Ne peuvent être mis en valeur que par un entrepreneur , 193. Leurs profits essentiellement différens de ceux de l'entrepreneur , 194. Nécessité de les évaluer séparément , 195. Ces profits évalués par les doctrines abstraites au moyen d'une supposition gratuite , 197. Ne se déplacent pas aussi aisément qu'on le croit , 201. Beaucoup restent sans emploi à Paris , 202 *en note*. Nature de l'intérêt qu'on en paie , 209. Leur intégrité garantie par un emprunteur , 211. Pourquoi plus compromis qu'une terre lorsqu'on les prête , 221. Sont en général empruntés pour être mis en valeur , 224. Dans quels cas sont moins recherchés , 227. Ce qu'il faut entendre par un capital disponible , 228. Il peut l'être sans être en écus , 230. Le bas intérêt excite à les consommer , 234. Pourquoi les juifs en tirent un plus fort intérêt , 236. Le risque de les perdre est ce qui en élève le plus les intérêts , 238. Les améliorations foncières font partie des capitaux , 267. Nouvelles preuves que ce sont des instrumens productifs , 268 *en note*. Ils sont une ressource contre les disettes , 326. Leur revenu ajouté à celui de la main-d'œuvre est un soulagement pour l'indigence , 402.

*Capitaux engagés* : dans quels cas ne rapportent aucuns profits , 203. Dans un fonds de terre ne sont

- pas rendus disponibles par la vente du fonds , 230.
- Pourquoi ils ont droit à un plus fort intérêt , 239.
- Chandernagor* : ne sert qu'à masquer le commerce que les Français font à Calcutta , 26.
- Chastellux* ( le marquis de ) : l'un des auteurs les plus recommandables du 18<sup>e</sup> siècle , 397 *en note*.
- Cherokees* : leur population croît en même temps que leur civilisation , 361.
- Chine* : le commerce de ce pays se fait fort bien sans que ce soit par une compagnie , 16. On y vit misérablement parce qu'on y multiplie la main-d'œuvre , 401.
- Choses de même nature* : la clarté veut qu'on les exprime par des mots pareils , 65.
- Civilisation* : l'étendue des besoins forme l'un de ses caractères , 98. Son influence sur la population , 358.
- Colonies* : pourquoi la population industrielle y est rare , 115. Comment on les forme avec succès , 453.
- Colonisation* : ne commence pas par les classes les plus indigentes , 453. N'affaiblit pas une métropole , 456.
- Conditions pour qu'elle réussisse , 457. Qualités nécessaires au colon , 458. Quelles nations y sont propres , 460.
- Combustible* ( le ) : son influence sur la population , 338.
- Commandite* ( association en ) : est une espèce de prêt , 217. Mal à propos exclue par la législation anglaise , 218. Augmente la sûreté des créanciers d'une entreprise , et rend les faillites plus rares , 219.
- Commissions d'enquête* : comment leurs opérations peuvent être utiles , 8.
- Compagnie des Indes d'Angleterre* : mal connue en

- Europe, 19. Quelle fut sa première origine, 22. On lui permet de construire des forts, 23. Son agrandissement territorial, 24. Habileté de lord Clive, 25. Chute de Tippoo-Saïb, 26. La compagnie administre directement, 27. Ou par de petits princes qu'elle domine, 29. Est l'intermédiaire entre le gouvernement anglais et l'Indoustan, 32. Tombe dans la dépendance du ministère anglais, 33. Nombre des agens salariés par elle, 34. Ses recettes comparées à ses dépenses, *ibid.* Sources de ce déficit, 35. Dépense de ses guerres contre le Nepaul et les Birmans, 36. Quel dividende elle partage à ses actionnaires, *ibid.* Montant de ses dettes actives, 37. Et passives, 39. Fait perdre ses créanciers, *ibid.* Et son gouvernement, *ibid.* Et ne favorise ni les manufacturiers, ni les négocians, ni le fisc, 41. Exactions de ses employés, 42. Perd successivement sa souveraineté, 44. Qui est intéressé à la conservation de ses abus, 47. Sa domination devenue plus douce, *ibid.* Ne sert qu'à procurer des places aux fils de famille, 455.
- Compagnies privilégiées* : dans quels cas sont utiles, 12. Leur durée doit être limitée, 13. Deviennent inutiles quand le commerce se perfectionne, 14. Ne sont pas nécessaires pour assurer les approvisionnemens de l'Europe, 16. Causes générales de leur ruine, 17.
- Comte* (Charles) : son Traité de législation cité, 165.
- Consommation* : suppose l'envie et les moyens de consommer, 95.
- Consommateur* (un) : peut être producteur d'une partie de l'habit qu'il porte, 67.
- Corruption morale* : ce qui la caractérise, 100.
- Crédit personnel* : ce qui le fonde, 226.



## D

*Décès* : moins nombreux quand la vie moyenne est plus longue, 386. N'indiquent rien par rapport à la population, 390. Et 392.

*Delaborde* (M.) : son ouvrage sur l'esprit d'association, 1.

*Denrées alimentaires* : se multiplieront chaque jour davantage, 446. Végétaux et animaux utiles inconnus à nos pères, 447. Seront rendues plus communes par le commerce, 449. Et par les progrès de la navigation, 450.

*Dépôt* : en quoi il diffère du prêt, 209.

*Députés du peuple* : pourquoi ne reçoivent pas d'indemnités, 187.

*Difficultés insolubles dans l'état ancien de nos connaissances économiques* : 84.

*Dilatation des métaux* (inégaie) : application qui en a été faite au balancier des pendules, 163.

*Disettes* : leur effet sur les populations, 350. Celle du blé en entraîne d'autres, 351. Dans quels pays elles sont plus désastreuses, 355. Font racheter cher le blé qu'on a vendu à bon marché, 430. Deviendront plus rares à l'avenir, 445.

*Distribution des revenus* : comment elle s'opère, 62. Mécanisme de cette distribution démontrée dans l'exemple d'un habit, 65. Ce que c'est qu'une distribution naturelle, 406.

*Données*, en économie politique : moins essentielles que l'analyse, 142.

*Droits politiques* : mal à propos attribués aux propriétaires fonciers, 262.

*Dutens (M.)* : cité à l'occasion des canaux de navigation, 7.

## E

*Échanges* : ne changent rien à l'importance des revenus, 80.

*Économie politique* : plusieurs de ses difficultés résolues par ses derniers progrès, 84. Et 290. Maux qu'elle ne saurait prévenir, 306.

*Ecosse* : révolution survenue en ce pays-là relativement au taux des fermages, 298.

*Effets publics* : la facilité de les vendre en soutient le prix, 240.

*Émigrations* : quelles sont celles qui nuisent à la population, 341. Et 369. Les lois portées contre elles iniques et inutiles, 368. Ne commencent pas par les familles les plus indigentes, 453. N'affaiblissent pas la mère-patrie, 455.

*Enfans* : on ne peut les faire travailler en Angleterre au-dessous d'un certain âge, 160. Quel est l'âge où ils sont propres à acquérir des facultés industrielles, 204. Ce qu'ils gagnent à un enseignement expéditif, 205.

*Enquêtes publiques* : leur utilité, 8.

*Entrepôts de commerce* : ce que c'est, 418. Peuvent être établis hors des routes commerciales, 419.

*Entrepreneurs d'industrie* : c'est par eux que s'opère la distribution des revenus, 62. Et 68. Reçoivent tout leur revenu en produits, 73. Ont des besoins divers qui influent sur leurs profits, 123. Autres causes particulières à leur classe, 126. Les qualités qui leur sont nécessaires rarement réunies, 127. De même que

- la possibilité de trouver des capitaux, 129. Sont les mieux payés des travailleurs, 131. Mais courent plus de risques que les autres, 132. Trois causes principales influent sur leurs profits, 133. Sont soumis au concours fortuit des circonstances, 134. Et aux inconvéniens qui accompagnent leur entreprise, 135. Quand ils abondent ne vivent que sur l'intérêt de leurs capitaux, 143. Et leur travail n'est pas payé, 144. Exercent un monopole à l'égard de leurs ouvriers, 157. Leurs ligues autorisées, 158. Dans quels cas ont recours aux savans, 169. Les profits de leur industrie ne doivent pas être confondus avec ceux des capitaux, 194.
- Entreprises d'utilité publique* : quelles sont celles qui conviennent aux sociétés par actions, 9. N'économisent pas assez leurs capitaux, 121 *en note*.
- Entreprises industrielles* : pourquoi elles sont conduites avec peu de succès par des savans, 168.
- Esclavage* : sera funeste aux colonies qui le conserveront, 461.
- Escompte* : c'est une espèce de prêt à intérêt, 217.
- États-Unis d'Amérique* : pourquoi la main-d'œuvre y est chère, 119. Progrès de leur population, 312. Les émigrans y influent peu, 313. Leur population comparée à la population des indigènes, 360. Comment s'y forment les nouvelles villes, 416.
- Euler*, savant allemand : service qu'il a rendu à l'industrie, 171.
- Européens* : civiliseront le monde entier, 53.

## F

*Facultés industrielles*, ou *fonds de facultés industriel-*



*les* : l'une des sources de nos revenus, 56. Moyen de les évaluer, 140. Leurs profits doivent comprendre une assurance pour la vie, 141. Ce qui arrive quand elles surabondent, 144. Dans quels cas elles ne rapportent aucuns profits, 203. Quel âge est le plus favorable pour les acquérir, 204.

*Faillites* : rendues plus rares par l'association en commandite, 219.

*Fermage* : est une partie intégrante du prix du blé, 286. Est l'achat de la valeur que le bien-fonds peut produire annuellement, 291. Comprend un intérêt de capital, 292. Influence de la coutume sur sa fixation, 295. Les fermages parviennent graduellement à leur plus grande valeur, 299. On devrait en déduire une prime d'assurance pour les accidens imprévus, 304.

*Fermiers (les)* : sont moins maîtres des conditions du bail que les propriétaires, 293. Sont excusables d'être attachés aux routines, 294. Leur vie peu dispendieuse, 299. Ne sont pas de grandes fortunes, 302. Pourraient être plus civilisés, 303.

*Fonctionnaires publics* : voyez *Places*.

*Fonds de terre* : l'une des sources de nos revenus, 56. Leurs services moins rares aux colonies que celui des hommes, 118. Ne sont qu'un instrument, 250. Produisent de la richesse, 251. Leur éloignement équivaut à la stérilité, 257. Et leur proximité à un monopole, 258. Enclavés dans les villes augmentent beaucoup de valeur, *ibid*. Leurs profits dans les différentes localités d'un même pays, 263. Ne suffisent pas pour que les produits agricoles soient produits, 336.

*Fonds oisifs* : ne donnent point de revenus, 56.

*Forêt* (une) : est un capital accumulé, 270.

*Frais de production* : comparés avec la satisfaction produite, 104.

*France* : plusieurs de ses provinces peu civilisées, 98.

Les contributions extraordinaires qu'elle a payées n'ont pas fait tort à son industrie, 207. Quelle population elle est susceptible d'acquérir, 375.

## G

*Gaz* (Entreprises d'éclairage par le) : défaut de quelques-unes d'entre elles, 121 *en note*.

*Genève* : à quel point la vie humaine s'y est prolongée, 389.

*Germes* : leur prodigieuse abondance, 309.

*Gioja*, auteur italien : cité à l'occasion de l'intérêt des capitaux prêtés par les juifs, 236. Cité à l'occasion de la population, 381.

*Gouvernement* (le) : ce qui arrive quand il se mêle de tout, 3. Quel est le meilleur conseil que l'on peut lui donner, 10. Ne peut pas rendre les mêmes écus qu'on lui prête, 211. N'influe en rien sur la population des états, 366. S'occupe dispendieusement de la conservation des grains, 433. Convient que le commerce du blé doit être libre, 435. Ses achats de blé alarment les citoyens, 436. Dans quels cas son aide est salutaire, 442. Ne doit pas s'opposer aux émigrations, 456.

## H

*Habit* (un) : comment sa valeur est distribuée entre tous ses producteurs, 65.

*Hastings*, gouverneur de l'Inde anglaise, ses exactions, 43.

*Herrenswand* : assigne la cause qui borne la population, 319 en note.

*Homme en société* : de quoi se compose son développement complet, 306. Est susceptible de se multiplier à l'infini, 310. Ce qui rend sa condition meilleure, 396. N'est pas mieux pourvu quand il est réduit en nombre, 400. Voyez *Population*.

## I

*Impôts* : nuisent à la production et à la consommation, 104. Leur influence agit en sens inverse des progrès de l'industrie, 107. Comparés au cauchemar des rêves, 108.

*Inde anglaise* : voyez *Compagnie des Indes*.

*Indous*, ou indigènes de l'Inde anglaise : moins malheureux sous les Anglais que sous leurs anciens maîtres, 30. Pourraient se rendre indépendans s'ils le voulaient, 49. Il y a incompatibilité entre eux et les Anglais, 50. Mais ils sont incapables de s'affranchir de leur domination, *ibid.*

*Industrie* : quelle part elle parvient à réclamer dans la production, 113. Dans quelles circonstances elle est recherchée, 115. Pourquoi rare dans les pays d'outre-mer, 116. N'est pas proportionnée à l'étendue du capital, 205. Moins grande autrefois que de nos jours, 372.

*Industrieux*, ou *Industriels* : leurs profits mis en opposition avec ceux des capitalistes et des propriétaires fonciers, 114. Pourquoi leurs services plus rares dans les pays d'outre-mer, 115. Pourquoi chèrement



payés aux États-Unis, en Hollande, à Paris, 121. Ils le sont jusqu'à un certain point en raison de leurs besoins, 122. Quelquefois leurs besoins sont imparfaitement satisfaits, 125.

*Institutions* : leur influence sur la population, 337. Et 391.

*Intérêt d'un capital prêté* : est le loyer d'un instrument, 212. Comprend toujours une prime d'assurance, 221. Facile à déguiser, 222. Et 242. Peut être modifié par des considérations personnelles, 223. Ce qui tend à en élever le taux, 224. Le bas intérêt n'est pas un signe de prospérité, 227. Pourquoi son taux a été bas sous Napoléon, *ibid.* S'il peut tomber à rien, 233. Est toujours plus élevé chez une nation ingénieuse et entreprenante, 235. Rendu plus haut par les vices de l'organisation sociale, 240. Les lois qui tendent à le fixer favorisent l'usure, 243. Et la mauvaise foi, 244. Elles gênent les transactions, 245. Leur abrogation refusée en Angleterre, 247. Elles sont violées par les gouvernemens eux-mêmes, 248. L'intérêt peut être fixé par les lois pour les cas où il n'est pas stipulé d'avance, 249.

*Irlande* : influence des pommes de terre sur sa population, 354.

*Isocrate* : combien se fesait payer ses leçons, 175.

## J

*Jugemens administratifs* : contraires aux entreprises utiles, 5.

*Jurés* : c'est à tort qu'ils ne sont pas indemnisés, 187.

## L

*Leçons orales* : pourquoi plus lucratives autrefois pour les professeurs , 175.

*Lettres à Malthus* : ouvrage de l'auteur , cité , 107.

*Lisbonne* : pourquoi les capitaux y donnaient de gros profits , 200.

*Livres* : pourquoi ils procurent à leur auteur des profits peu proportionnés à l'utilité dont ils sont , 174.

*Lois* : doivent être détaillées pour laisser peu de place à l'arbitraire , 6. Tout particulier doit pouvoir en réclamer l'exécution , 8.

*Loyer* : en quoi diffère du fermage , 292.

*Lunettes achromatiques* : quand et comment découvertes , 171.

## M

*Macculloch* (M.), professeur à l'université de Londres : confond les profits d'un entrepreneur avec les profits de son capital , 126 *en note*. Son évaluation des profits capitaux fondée sur une supposition gratuite , 197. Son erreur sur le profit foncier (*rent*) , combattue , 282. Et 287.

*Magasins de blé* : sont nécessités par l'inégalité des récoltes , 432. Ne sont pas bien tenus par l'administration , 433. Par quelles personnes sont naturellement formés , 435. Les prix de disette ne paient pas les frais qu'ils coûtent , 439. Comment les secours du gouvernement pourraient les favoriser , 442.

*Maisons* : leur multiplication indice de population , 407.

*Maison chinoise* : construite en Hollande à cause du bas intérêt , 235.

- Malthus* (M.) : son opinion sur la théorie ricardienne de la rente , 289. Son ouvrage sur la population confirmatif des principes admis sur cette matière , 319 *en note*. Son éloge par M. Dumont , 334. Injustement critiqué par M. de Sismondi , 342. Cité à l'occasion de la mortalité , 381.
- Médecine* (l'art de la) : ses progrès n'augmentent pas la population , 380. En quoi cet art est favorable à l'humanité , 382. Et 385. Rend la population plus saine et plus virile , 390.
- Mines* : leurs profits font partie de celui du fonds de terre , 255. Elles peuvent être assimilées à un capital provenant d'une accumulation de profits , 271.
- Mobilier* (le) : il fait partie du capital , 191. Pourvu qu'il soit entretenu , 192. L'utilité dont il est, constitue le profit qu'il rend , *ibid.*
- Monnaie* (la) : ne fait partie d'aucun revenu , 70. En quoi sa dépréciation altère un revenu , 88. Son abondance ne constitue pas l'abondance des capitaux , 231.
- Monsieur* : dans quels cas l'usage autorise à supprimer ce titre , 282 *en note*.
- Montmorency* : pourquoi cette famille n'a pas multiplié au point de couvrir la terre entière , 342.
- Mortalité* : augmente d'un côté quand elle décroît d'un autre , 380. Ce qu'elle a de fâcheux , 383.
- Mouvement perpétuel* : quelle espèce de gens le cherchent encore , 167.
- Moyens d'existence* : leur borne en met à la population , 318. Et 321. En quoi ces moyens consistent , 320. Varient selon les circonstances et les classes , *ibid.* Les valeurs en donnent la mesure , 322. Et 325.



Comment sont recherchés dans les classes mitoyennes, 454.

*Mungo-Park* : découvre en Afrique un beurre végétal, 450 *en note*.

## N

*Naissances* : moins nombreuses quand la vie moyenne est plus longue, 386. N'indiquent rien par rapport à la population, 390. Et 392.

*Nations* : leurs revenus ne peuvent se comparer, 92.

Ne sentent pas toujours le besoin des produits les plus utiles, 96. Les services qu'on leur rend sont soustraits à la concurrence, 183. Paient trop peu d'autres services, 186. Leur puissance n'est point proportionnée à leur population, 394. Jusqu'à quel point elles doivent désirer d'être puissantes, 395. Leur bonheur n'est pas proportionné à leur population, 396. Quelle est la plus heureuse, 399. Ne sont pas riches par cela seul qu'il s'y trouve de grandes richesses, 403.

*Nature* (la) : montre un grand soin des espèces et un profond mépris des individus, 309.

*Navigation* (la) : ses progrès favorisent les subsistances, 450.

*Necker* : fait monter le prix du blé en voulant le faire baisser, 436 *en note*.

## O

*Odessa* : pourquoi les capitaux y donnent de gros profits, 202.

*Ouvriers* (classe des) : ne peut pas plus en Europe se

passer de chemises que de pain , 122. Tous les salariés par des entrepreneurs ne font pas partie de cette classe , 146. Quels sont les hommes qui en font partie , 147. Le paiement à la tâche équivaut à un paiement à la journée , 148. Leur salaire s'élève par l'effet de l'augmentation de la demande , 150. Et diminue par la cherté du blé , 151. Leur classe se divise en deux , 152. Celle des manouvriers ne gagne que ce qui est nécessaire pour se maintenir , 153. L'homme de métier gagne plus , 154. Et n'est pas exposé aux mêmes extrémités que le manouvrier , 155. Ont un monopole à subir de la part de leurs maîtres , 157. Sont plus intéressés que les riches à la bonne législation du pays , 159. Ne doivent pas à la civilisation une condition plus fâcheuse , 160. Quelle protection lui doit l'autorité publique , 161.

## P

*Paris* : la plupart de ses rues faites avant François I<sup>er</sup>, 421. Moyen d'y prévenir beaucoup d'accidens , 424. Moyen de s'y procurer des magasins de blé , 442.

*Peste* : insuffisante pour borner les populations , 315. Ses effets en Prusse , 331. A Londres et à Marseille , 333.

*Philosophie* : en quoi elle est utile à l'homme , 306.

*Places* ( gens à ) : souvent trop payés faute d'être resourcis à une concurrence , 137. Et 183. Pourquoi les places ne peuvent toutes être données au rabais , 184. Ce qui fait qu'il y a plus de demandeurs que de places , 185.

*Police* : mal faite quand les citoyens ne peuvent obliger les magistrats à faire leur devoir , 424 *en note*.

*Politique expérimentale* : en quoi elle est utile à l'homme, 306.

*Pommes de terre* : leur influence sur la population, 353. A quel prix peuvent nourrir les Irlandais, 354 en note.

*Population* : quel est son principe, 305. Pourrait tripler tous les vingt-six ans, 311. Ne saurait être bornée par les guerres, 214. Ni par les épidémies, *ibid.* Ni par les famines, 317. Mais par les moyens de subsister, 318. Malheurs qui accompagnent le défaut de moyens d'exister, 328. Ses pertes multiplient les mariages, 329. Et les naissances, 352. Objections contre ces principes, 336. Un sol fertile ne suffit pas pour qu'elle se multiplie, 337. Pourquoi n'a pas décliné pendant la révolution française, 341. Influence qu'elle reçoit des produits alimentaires, 346. A été multipliée par les machines à vapeur, 348. Elle l'avait été par les moulins à blé, 349. Comment bornée par la disette, 352. Et favorisée par l'introduction des pommes de terre, 353. Ne saurait être éternellement croissante, 355. Quelle influence elle reçoit de la civilisation, 358. Celle de l'Amérique ancienne comparée à celle des États-Unis, 360. Ses progrès en Angleterre, 362. En Espagne, 363. Causes de son déclin en Égypte, 364. En Grèce et en Italie, 365. Inutilité des efforts que l'on fait pour la multiplier, 366. Beaucoup moins grande autrefois qu'aujourd'hui, 370. Quelle pourrait être celle de la France, 375. N'est point augmentée par les progrès de l'art de guérir, 380. Mais rendue plus virile, 390. Les tables de mortalité ne la font pas connaître, 392. Elle est déguisée par l'intérêt personnel, 393.



- Dans quel cas ses progrès sont désirables, 394. N'est point une indication de la puissance des nations, 394. Ni de leur félicité, 396. On ne gagne rien à la réduire, 399. Comment elle se distribue en chaque pays, 405. Signe pour reconnaître ses progrès, 407. Elle est favorisée par une baisse de prix dans le combustible, 409. Dans le sucre, 411. Est multipliée par les machines qui suppléent aux bras de l'homme, 412. Elle souffre de l'inégalité des récoltes, 426.
- Prêt à intérêt* : en quoi il diffère du dépôt, 209. Ne détériore pas le capital, 210. Pourquoi son prix ne doit pas être nommé intérêt de l'argent, 211. Pourquoi condamné par les théologiens, 213. Quelles diverses formes il revêt, 215. Quelles causes influent sur le taux où il se fixe, 221. Voyez *Capitaux* et *Intérêt*.
- Prêtres* : pourquoi ils cherchent à multiplier les populations, 368.
- Primogéniture* (droit de) : en quoi funeste, 275. Moins fâcheux depuis qu'il y a de grandes fortunes mobilières, 279.
- Principes* : dans quels cas doivent céder à ce qui est expédient, 442.
- Prix*, d'un objet : peut être bas et cher en même temps, 101. En baissant, augmente la consommation de l'objet, 102. Et augmente les profits du producteur, 103. Est augmenté par l'impôt, 104. Dans quel cas est supérieur à l'utilité de l'objet, 105.
- Producteur* : on peut l'être sans s'en douter, 67. On peut l'être par le moyen d'un instrument qui produit, 92. Dans quel cas n'est pas remboursé de ses frais, 185.
- Production* : est la source de tous les revenus, 69. Et

la source de la population, 318. Les institutions lui sont nécessaires, 337.

*Produit brut*, d'une nation : égale son produit net, 74.

*Produit net* : ne peut se dire que par rapport aux particuliers, 74.

*Produits* : un seul se répand sur plusieurs revenus, 59.

Il en est peu qui n'aient qu'un seul producteur, 60. Et

68. Ceux de la plus courte durée font partie d'un re-

venu, 78. Dans quels cas ne remboursent pas leurs

frais, 105. Sont rendus plus chers par les besoins des

industriels, 124. L'un supplée à l'autre pour entrete-

nir les nations, 323. Un produit particulier à un lieu

procure tous les autres, 408.

*Profits*, noms des gains éventuels qui composent les

revenus : 64. Les plus gros sont faits sur des objets

de peu de valeur, 101. Et sur les objets relativement

à bon marché, 103. Trois causes élèvent ceux des

entrepreneurs d'industrie, 133. Mal appréciés par les

économistes abstraits, *ibid.* Plus considérables quand

ils sont incertains, 137. Quels sont ceux qui ne sont

soumis à aucune concurrence, 182. Ceux de l'indus-

trie et ceux des capitaux confondus par plusieurs au-

teurs anglais, 195.

*Profits des fonds de terre* : forment le revenu de l'in-

strument appelé terrain, 250. Le produit des mines

doit en faire partie, 252. Fondement de cette valeur,

253. Et 281. Le monopole l'élève souvent très-haut,

254. Fait partie des frais de production, 259. Quel

est leur taux dans les différentes situations sociales,

264. Se confondent avec les améliorations rurales

qui sont des portions de capitaux, 268. Erreurs de

Ricardo et de Macculloch sur ce profit (*rent* en an-



- glais), 282. Sont de même nature que tous les autres profits, 284. Tort qu'a fait à l'économie politique la théorie ricardienne, 289. Sont le fondement du fermage, 292.
- Propriétaires fonciers* : produisent indirectement, 93. Ne sont pas fondés à réclamer contre les circonstances favorables à d'autres propriétaires ou aux consommateurs, 259. Ceux d'Angleterre comparés aux ouvriers qui brisent les machines, 261. S'ils méritent d'avoir des droits politiques, 262. Ne sont jamais propriétaires pour l'éternité, 272. Il ne convient pas qu'ils aient de trop grandes propriétés, 275. Jouissent de toutes les circonstances favorables à la terre, 293. Sont inexcusables d'être attachés aux routines, 294. Sont victimes des circonstances contraires aux biens-fonds, 295. Exercent un monopole envers les fermiers, 300. Sont l'objet d'une considération qui n'est due qu'au mérite personnel, 301.
- Propriété* : violée dans la levée des soldats et des matelots, 189.
- Prusse* : les contributions qu'elle a payées n'ont pas fait tort à son industrie, 207.

## R

- Récoltes* : toujours inégales pour alimenter une population sensiblement égale, 426. Comment se consomment celles qui sont trop abondantes, 427. Et celles qui sont insuffisantes, *ibid.* Raison de ceux qui veulent réparer leur inégalité par des mesures administratives, 429. Et de ceux qui préconisent la liberté de la culture et du commerce des blés, 432.



*Rente* : mot qui ne donne pas en français une juste idée du profit foncier ni du fermage, 291 *en note*.

*Revenu annuel* : somme des profits d'une année, 74.

*Revenu national* : est la somme de tous les revenus recueillis dans une nation, 74. Égale la valeur brute de tous ses produits, *ibid*. Celui de l'état ou du gouvernement n'en fait pas partie, 77.

*Revenus* : quelle en est la source première, 55. Ils proviennent de la vente d'un service productif, 57.

Ne sont caractérisés que par leur origine, 59. Mécanisme de leur distribution, 62. Ils se composent de

diverses sortes de profits, 64. Sont tous fondés sur quelque production, 69. Il en est de plusieurs sortes

recueillis par une même personne, 70. La monnaie ne fait pas partie des revenus, *ibid*. Sous quelles

formes diverses on les reçoit, 72. Ne se multiplient pas par de doubles emplois, 76. Comprennent les

produits de la durée la plus courte, 78. Comment doit s'en calculer l'importance, 79. Mesure de ceux

qui se consomment immédiatement, 81. Et après une vente, *ibid*. La doctrine de l'auteur injustement

combattue, 82. Elle est fondamentale en économie politique, 87. L'importance d'un revenu varie in-

cessamment, 88. Comment il est possible de les évaluer, 90. Causes qui y influent, 93. Dans quels

cas un revenu incertain est cédé pour un revenu fixe, 110. Sa valeur réelle influe sur sa valeur d'é-

change, 111. Revenus acquis par la faveur, 182. Ce qui détermine ceux que l'on tire de ses capitaux,

190.

*Ricardo* (David) : reproche qu'il fait à l'auteur, 197. Cité à l'occasion de la liberté du commerce des blés,

261. Son erreur au sujet du profit du fonds de terre (*rent*) signalée, 282.

*Richelieu* (cardinal de) : n'a jamais pu faire prospérer une ville de son nom, 420.

*Romains* (anciens) : leurs aqueducs monumens de leur ignorance, 162.

*Rousseau* (J.-J.) : son erreur relativement à la marche de la population, 362 *en note*. Et à l'inconvénient des grandes villes, 422.

*Rumford* : ses soupes économiques ne doivent pas être adoptées habituellement, 356.

*Russie* : pourquoi les capitaux y rendent de gros profits, 198. Sous quelle forme les Anglais lui font des avances, 199.

## S

*Salaires* : dépendent jusqu'à un certain point des usages du pays, 123. Et 156. A la tâche ou aux pièces équivalent à ceux à la journée, 148. Par quelles circonstances déterminés, 149. Ce qui règle ceux du simple manouvrier, 153. Et de l'homme de métier, 154.

*Sauvages* (peuples) : n'éprouvent pas le besoin des choses les plus utiles, 96.

*Savans* : quel est l'objet de leurs travaux, 162. Pourquoi plus universels dans l'antiquité, 165. Pourquoi sont de médiocres entrepreneurs d'industrie, 168. Leurs services ne se consomment pas par l'usage qu'on en fait, 169. Sont médiocrement rétribués, 173. Comment ils dirigent les arts, 174. L'imprimerie a nui à leurs profits, 175. Dans quels cas ils sont personnellement consultés, 176. Exemple d'un ser-

- vice qu'ils ont rendu à un teinturier, 185 *en note*.  
 Pourquoi ils n'acquièrent pas de fortunes comme savans, 179.
- Sciences* : en quoi favorables à l'industrie, 163. Se subdivisent à mesure qu'elles s'étendent, 165. En quoi cette subdivision est favorable à leurs progrès, 167. Leur succès dans le cours de la révolution française, 178. Ont l'effet d'élever l'âme, 179. Leur éloge, 180.
- Sciences morales et politiques* : leur application à nos besoins, 163.
- Service foncier, ou service rendu par un fonds de terre* : donne un profit quand les besoins des hommes le réclament, 252. Des terres du clos Vougeot, 254 *en note*. Des terres qui renferment des mines, 255. L'offre qu'on peut faire du service foncier est nécessairement bornée, 256.
- Services productifs* : la valeur par eux produite est la source de tous les revenus, 57. Sont demandés en proportion de la demande qu'on fait des produits auxquels ils sont propres, 94. Sont quelquefois vendus contre un revenu fixe, 110.
- Shérifs, en Angleterre* : soumis à une amende quand ils refusent leur nomination, 186.
- Sismondi (M. de)* : veut avec raison que la classe ouvrière soit protégée par les lois, 160. Cité à l'occasion du prêt à intérêt blâmé par les théologiens catholiques, 214. Description qu'il fait de la campagne de Rome, 275. Et de l'effet des substitutions de même que du droit d'ainesse, 276. Combat à tort le principe de la population, 342.
- Smith (Adam)* : cité et combattu au sujet des profes-



sions lucratives, 135. Combattu au sujet des profits capitaux, 143. Son opinion sur les grandes propriétés, 277. Pense à tort que le profit des terres est d'une autre nature que les profits du travail et du capital, 286. Vérités importantes prouvées depuis qu'il a écrit, 290.

*Sociétés par actions* : pourquoi ont besoin de l'autorisation du gouvernement, 2. Souvent contrariées par l'intervention de l'autorité, 3. En quoi la législation anglaise leur est favorable, 4. De quelles garanties ont besoin, 6. Obligations qu'on doit imposer à leurs actionnaires, 9. A quelles sortes d'entreprises elles conviennent, *ibid.*

*Statistiques* (les) : inhabiles pour faire apprécier les revenus, 92.

*Steuart* : assigne la cause qui borne les populations, 318 *en note*.

*Sucre* : son bas prix favorise la population, 411.

*Suisse* : pourquoi fournit des instituteurs aux états du nord, 454. Et des troupes aux états du sud, 455.

## T

*Tables de mortalité* : donnent des indications trompeuses quand la vie moyenne change, 392.

*Théologiens* : réprouvent les stipulations d'intérêts, 213. Leur erreur une des causes de l'infériorité des pays catholiques, 214.

*Tooke* (M. Thomas) : cité, 248.

*Tracy* (M. de) : son Commentaire sur l'Esprit des Lois cité, 403.

*Traité d'économie politique*, ouvrage de l'auteur : erreur de son traducteur anglais, 287 *en note*.

*Turgot* : révèle le scandaleux procès d'Angoulême, 244. Et des usuriers de Paris, 245. Son opinion à ce sujet, 246.

*Tyrie* : village d'Écosse, devenu plus peuplé par un nouveau chauffage, 410.

## U

*Usure* : les lois qui ont pour objet de la réprimer, mauvaises, 242. Scandaleux procès auquel elles donnent lieu, 243. L'usure est quelquefois utile, 245. Et 247.

*Utilité*, d'un objet : peut être moindre que son prix, 104.

## V

*Vaccine* : ne contribue pas à augmenter la population, 380. Mais prolonge la vie moyenne, 389.

*Valeurs* : la théorie de l'auteur sur ce point fondamentale en économie politique, 87.

*Vauban* (le maréchal de) : a eu raison sans avoir le moyen de le prouver, 84.

*Ventes à terme* : sont une espèce de prêt, 216. Et un prêt déguisé, 222.

*Veuves*, de l'Indoustan : combien annuellement il s'en brûle vivantes sous l'administration des Anglais, 48 en note.

*Vie* (principe de) : n'est connu que par ses effets, 307. Précautions prises par la nature pour le conserver, 308.

*Vie moyenne de l'homme* : ce que c'est, 379. Se prolonge tous les jours, 386. Preuve directe fournie par les tables de Genève, 389.

*Vignerons* : dans l'ancienne Rome faisaient une singulière stipulation , 157 *en note*.

*Villes* : quelles sont celles qui épuisent un pays , 406. Comment elles se forment et s'agrandissent , 414. Leur origine aux États-Unis , 415. Ne s'établissent pas arbitrairement , 420. Ne doivent pas avoir de rues étroites et de maisons élevées , 421. Ne subsistent pas aux dépens des campagnes , 422. Pourquoi peuvent difficilement être embellies , 423. Le gouvernement use d'un droit légitime en prescrivant la largeur de leurs rues , 424.

## W

*Watt*, médecin anglais : cité au sujet des effets de la vaccine , 380.

*Wellesley* (le marquis de), gouverneur de l'Inde anglaise : ses dilapidations , 35.

## Y

*Young* (Arthur) : cité à l'occasion de la population , 367 *en note*. Et des approvisionnements de blé , 437 *en note*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.





El presente trabajo se ha realizado en el marco de la investigación sobre el desarrollo humano y la calidad de vida, financiada por el Ministerio de Educación y Ciencia. El autor desea agradecer a los miembros del equipo de investigación por su colaboración y a los participantes en el estudio por su valioso aporte.

El presente trabajo se ha realizado en el marco de la investigación sobre el desarrollo humano y la calidad de vida, financiada por el Ministerio de Educación y Ciencia. El autor desea agradecer a los miembros del equipo de investigación por su colaboración y a los participantes en el estudio por su valioso aporte.

El presente trabajo se ha realizado en el marco de la investigación sobre el desarrollo humano y la calidad de vida, financiada por el Ministerio de Educación y Ciencia. El autor desea agradecer a los miembros del equipo de investigación por su colaboración y a los participantes en el estudio por su valioso aporte.

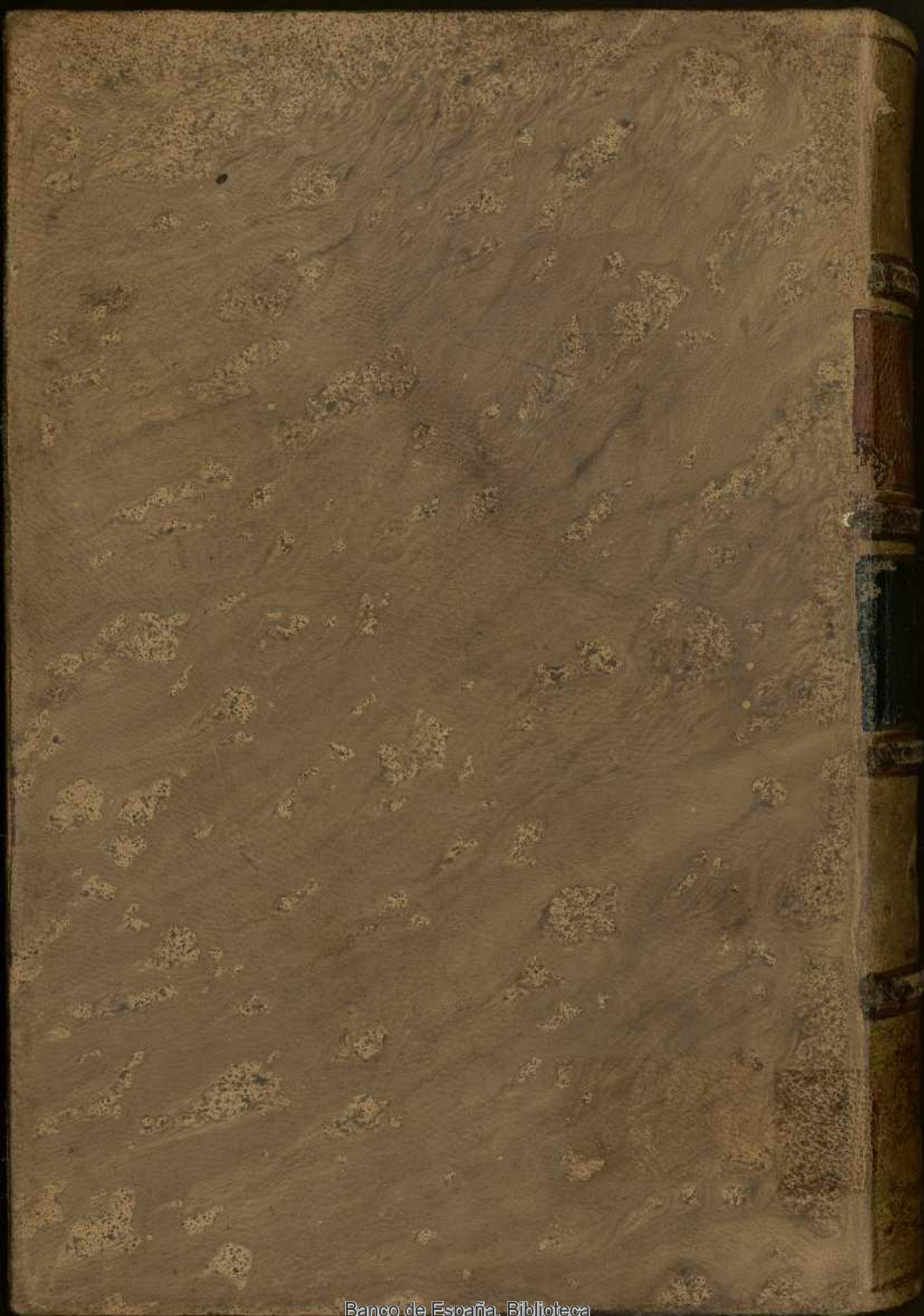
El presente trabajo se ha realizado en el marco de la investigación sobre el desarrollo humano y la calidad de vida, financiada por el Ministerio de Educación y Ciencia. El autor desea agradecer a los miembros del equipo de investigación por su colaboración y a los participantes en el estudio por su valioso aporte.















J. A. V.

1788

ECONOMIE

POUR L'INSTRUCTION

DE LA JEUNESSE

IV

